

LE DÉLIT D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaires les ressources du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes ».

TURGOT.

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jamil KOUDSI

Diplômé d'Etudes supérieures de Droit privé

Diplômé d'Etudes supérieures de Droit public

Diplômé d'Etudes supérieures d'Economie politique

Titulaire du certificat de Sciences pénales



LYON

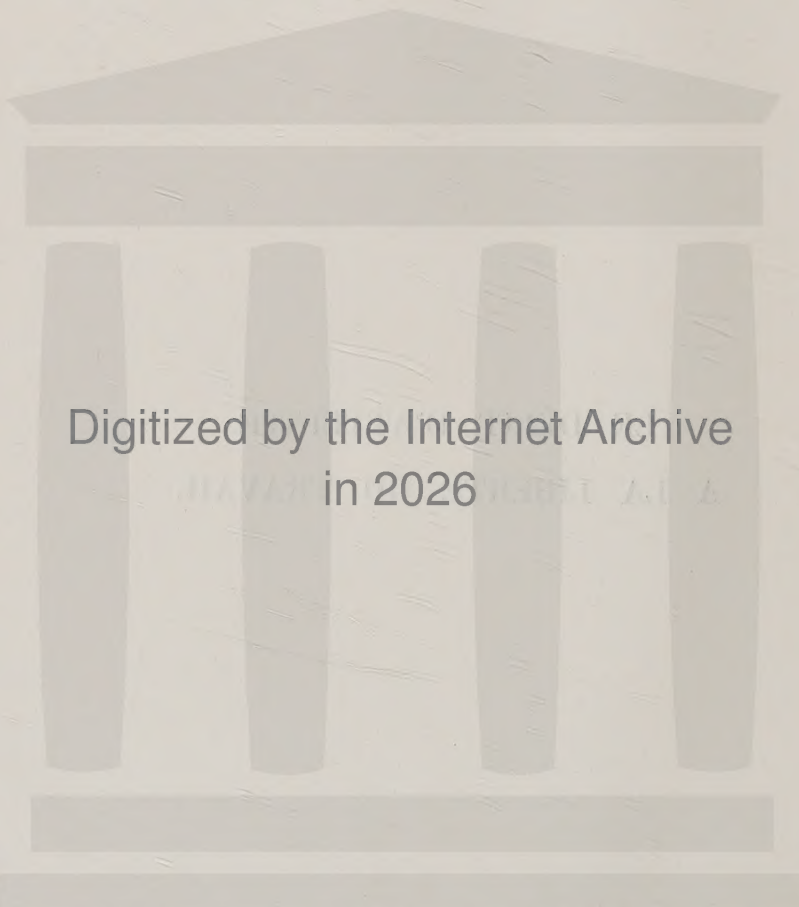
BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1934

**LE DÉLIT D'ATTEINTE
A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE DÉLIT D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaires les ressources du travail, a fait au droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes ».

TURGOT.

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jamil KOUDSI

Diplômé d'Etudes supérieures de Droit privé

Diplômé d'Etudes supérieures de Droit public

Diplômé d'Etudes supérieures d'Economie politique

Titulaire du certificat de Sciences pénales



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1934

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Professeurs honoraires

- MM. APPLETON (Charles), *, §.
APPLETON (Jean), O. *, §, § I.
PIC (Paul), O. *, § I.

Professeurs

- MM. JOSSERAND O. *, §, I., Doyen, Professeur de *Droit civil*.
LAMBERT (Edouard), *, § I., Professeur de *Droit comparé*.
LAMEIRE, *, § I., Professeur de *Droit administratif et d'Histoire du Droit public de Doctorat*.
LÉVY, *, § I., Professeur de *Droit civil*.
GONNARD, §, § I., Professeur d'*Economie politique*.
ANTONELLI, *, §, § I., Professeur d'*Histoire des doctrines économiques*.
PERROUD, §, § I., Professeur de *Procédure civile*.
COHENDY (Georges), § I., Professeur de *Droit commercial général*.
GARRAUD (Pierre), §, §, Professeur de *Droit criminel*.
ROUBIER, §, Professeur de *Droit civil*.
FALLETTI, Professeur de *Droit Romain*.
LAMBERT (Jacques), Professeur d'*étude des institutions internationales de la Paix*.
DE LAPLANCHE, Professeur d'*Histoire du Droit Français*.
NICOLAS, §, § I., Professeur de *Droit administratif*.
PHILIP, Professeur de *Science financière et de Législation française des Finances*.
PERROUX (François), Professeur de *Législation et Economie industrielles et rurales*.
BASTID, Professeur sans chaire.

Agrégée

- M^{lle} BASDEVANT, chargée d'un cours de *Droit International Public*.

Chargé de cours

- M. CONDOMINE, § I., *Droit civil et droit public (Capacité, 2^e année)*.
M. SCHATZ, Professeur à la Faculté de Droit de Lille, chargé du Cours d'*Economie Politique (Doctorat)*.

MEMBRES DU JURY

- | | |
|--|----------------------|
| M. GARRAUD, Professeur à la Faculté de Droit, <i>président</i> . | |
| M. LAMBERT ED., Professeur à la Faculté de Droit. | } <i>assesseurs.</i> |
| M. ROUBIER, Professeur à la Faculté de Droit. | |

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE REGRETTÉ

Qui fut pour moi un constant exemple de sacrifices et de dévouement.

Avant-Propos

Je tiens, en tête de cette étude, à remercier mes Maîtres de la Faculté de Droit à qui je dois ma formation juridique et tout particulièrement M. le Professeur Garraud, de l'intérêt qu'il a bien voulu me témoigner.

M. Garraud a obligeamment accepté de présider cette thèse alors que je m'honorais déjà d'être son élève; il m'a constamment aidé de ses conseils et de sa haute science, sans ménager son temps si précieux; son accueil toujours bienveillant a été mon grand encouragement ; ses critiques répétées m'ont été des plus utiles. C'est à son bon vouloir que je dois d'être arrivé à fournir cette modeste contribution à l'étude de droit pénal ouvrier.

Je le prie de trouver ici l'expression de ma profonde reconnaissance.

J'exprime aussi ma sincère et respectueuse gratitude à MM. les Professeurs Edouard Lambert et Paul Roubier, qui ont bien voulu faire partie de mon jury.

Je dois encore remercier M. Patouillet, Professeur de langue russe à la Faculté des Lettres; M. Ammoun, Président de la Chambre Correctionnelle de la Cour d'appel de Beyrouth et M. le Docteur Chichakli, député au Parlement syrien; je leur suis, en effet, rede-

vable d'appréciables ressources documentaires touchant les questions qui relèvent de leur compétence respective.

Ma gratitude est acquise également à M. Hugueney, Professeur de Droit criminel à la Faculté de Droit de Paris, auprès duquel j'ai trouvé le meilleur réconfort.

Préambule

Bien que la coalition des ouvriers et des patrons ne soit prévue que dans trois articles du Code pénal, nombreux, importants et délicats sont les intérêts politiques, économiques et sociaux qui s'y rattachent.

C'est pourquoi nous avons entrepris cette étude, dans le droit français, d'abord, et ensuite, pour avoir une vue plus large de cette question à travers quelques droits étrangers. Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout dit ni tout vu en cette matière. Nous avons essayé seulement d'apporter notre modeste contribution au problème si redoutable du droit de coalition, de ses limites, et des sanctions prévues pour le dépassement de ces limites.

Introduction

La coalition est l'entente, l'action concertée d'un certain nombre d'ouvriers ou de patrons pour la défense de leurs droits ou de leurs intérêts communs. Le mot coalition évoque l'idée d'une lutte virtuelle, d'un conflit latent entre ouvriers et patrons. Mais il ne faut pas considérer la coalition comme synonyme de « grève », de « lock-out ». C'est une menace de conflit, qui n'aboutit à la lutte ouverte que si l'on ne cède pas. La grève peut être un effet de la coalition, elle n'est pas la coalition.

La coalition n'est pas non plus l'association. L'association a un caractère durable et suppose nécessairement une organisation ; la coalition au contraire n'est qu'une entente momentanée, un groupement provisoire n'opérant qu'un rapprochement fortuit entre des individus qui ne se fondent pas ensemble. Sans doute l'association peut naître de la coalition, en devenant le résultat, mais elle n'en est pas l'élément essentiel. La coalition, si elle puise dans l'association plus de force, peut cependant naître et agir sans elle.

Si la coalition n'est ainsi que l'accord intervenu en-

tre plusieurs personnes pour exercer en commun le droit qui appartient incontestablement à chacune d'elle, celui de discuter des conditions du travail, il semblerait que le droit de se coaliser devrait être déclaré légitime, par ceux qui affirment le droit de disposer librement du travail.

Pourtant aucun droit n'a été et n'est encore aussi discuté dans son principe et dans sa manifestation, que le droit de se coaliser.

Si la liberté de coalition apparaît aujourd'hui, à beaucoup comme un corollaire du principe de la liberté du travail, il n'en a pas toujours été ainsi.

L'ancien régime, partant de la conception des communautés fermées, était arrivé à la négation de la liberté du travail et à la défense des coalitions.

Aujourd'hui, même alors que le principe de la liberté du travail domine d'une façon générale les législations, il subit un certain nombre d'entraves et de restrictions. C'est ainsi que la Constitution des Soviets d'octobre 1917, révisée en juillet 1918, semble bien l'antithèse de ce principe puisqu'elle décrète pour tout sujet Russe et sa vie durant, l'obligation au travail sous sanctions rigoureuses telles que la privation de la carte d'alimentation; il est vrai que le Code de 1922 a dû faire un retour en arrière en rétablissant certaines libertés notamment celle d'embauchage. On a quelquefois rapproché de cette obligation au travail le service civil obligatoire bulgare (juin 1920) mais il en diffère profondément étant non pas une servitude pour toute la vie mais un service public li-

mité pour achever la reconstitution économique d'un pays ruiné par la guerre.

En Allemagne la liberté des grandes industries déjà bien atteintes par la loi sur les conseils d'entreprise semble à peu près supprimée par l'ordonnance de 1920 interdisant aux propriétaires ou directeurs d'établissements industriels de plus de vingt ouvriers d'arrêter leur exploitation sans autorisation préalable du Bureau de démobilisation économique qui peut ordonner toutes mesures pour empêcher la fermeture.

En Italie, la Charte du travail de 1927 proclame que le travail est un devoir social.

Et le travail forcé demeure encore en vigueur dans certaines colonies d'Asie et d'Afrique à un point tel que la S. D. N. en 1926, puis le B. I. T. en 1930, ont été saisis de cette question. Le B. I. T., après une enquête prolongée et minutieuse, a proposé un projet de convention supprimant tout travail forcé dans le plus bref délai possible, réservant toutefois la possibilité de l'employer à des fins publiques pendant une période transitoire. Mais, seul des grands Etats possesseurs de colonies, la Grande-Bretagne l'a jusqu'à présent ratifié (1).

De plus, là où la liberté du travail est proclamée comme un dogme intangible, par exemple dans la France de 1789, non seulement le droit de coalition n'est pas forcément admis comme un corollaire de ce

(1) Voir l'analyse très complète de la Convention de 1930 dans le livre de M. Jean Bastet : *le Travail forcé et l'organisation internationale* (S. D. N. et B. I. T.).

principe, mais encore il a été formellement nié au nom même de cette liberté du travail.

Enfin, alors même que la liberté du travail est proclamée et le droit de coalition admis comme son corollaire, on réglemente ce droit, on l'enserme dans des limites strictes, on sanctionne son abus d'une manière rigoureuse.

C'est que, même si ce droit semble légitime, sa mise en œuvre est redoutable : corollaire de la liberté du travail, il peut facilement devenir une atteinte à cette liberté du travail, l'intransigeance des ouvriers ou des patrons pouvant vite faire d'une arme de défense une arme de combat. D'autre part, il est presque impossible d'évaluer les risques entraînés par l'exercice de ce droit : manque de travail pour les ouvriers, ruine pour les patrons, désordre social.

Tel est, schématiquement présenté, ce droit à la fois légitime et redoutable, d'abord méconnu, ensuite nié, puis toléré, enfin reconnu dans son principe mais étroitement réglementé quant à son exercice.

PREMIÈRE PARTIE

Le délit d'atteinte à la liberté du travail dans le Droit français

La coalition est prévue au Code pénal par les articles 414, 415 et 416. Mais comme l'origine des peines contre les coalitions et des principes qui les ont inspirées se trouve dans le régime des anciennes corporations d'arts et métiers, nous avons été amené, avant d'aborder l'étude des textes actuels, à retracer toutes les vicissitudes du droit de coalition au cours des siècles.

CHAPITRE PREMIER

Historique

I

Dans le monde antique, on voyait plutôt des guerres serviles que des conflits du travail proprement dits, et les Edits de Justinien eux-mêmes sont davantage des mesures contre l'accaparement des denrées que des mesures contre les coalitions ouvrières.

Mais dès le Moyen-Age des luttes violentes commencèrent à s'engager entre les corps de métiers et les seigneurs ou le Roi. Quand la ligne de démarcation devint nette entre patrons et ouvriers, le seigneur n'intervint plus que comme conciliateur, et la lutte se poursuivit alors entre ouvriers et patrons. Bientôt les patrons, ayant réussi à faire approuver leurs statuts, les ententes patronales furent autorisées, et le Roi frappa les seules coalitions ouvrières. Le fossé se creusa de plus en plus entre patrons et salariés, et les conflits, chaque jour, s'aggravèrent. Ce furent, comme le dit Brentano, des « siècles d'insurrections ouvrières »

Le principe, dans l'ancien régime, était l'absence

de la liberté du travail. L'agriculture elle-même, de laquelle Boisguilbert disait que la liberté y est la commissionnaire de la nature, n'avait pas échappé aux règlements : en 1692 et 93, on ordonnait d'ensemencer, en 1709 on le défendait, tout changement à l'assolement était interdit ; en 1747 on relève encore un Edit qui défend de planter des vignes sans autorisation.

Toutefois, c'est dans le commerce et l'industrie que la réglementation s'était donnée libre carrière. La constitution des corporations d'arts et métiers a été son œuvre la plus parfaite.

A l'origine, les corporations ou « universités », avaient été une organisation défensive contre les oppressions diverses que le régime féodal avait fait peser sur le faible, et aussi, il faut bien le reconnaître, une école de discipline, d'ordre, de sage hiérarchie pour les travailleurs, une cause d'excitation profitable pour les maîtres, le point de départ d'une ère de perfection et de prospérité pour l'industrie nationale. Mais à la longue elles étaient devenues un moyen d'exploitation, une occasion de monopole, un motif d'infériorité pour l'industrie, et un prétexte à des abus intolérables. Les Rois en avaient fait un instrument de fiscalité, un procédé pour battre monnaie ou pour percevoir plus facilement la taille. Les maîtres, de leur côté, par la diminution de leur nombre, par l'augmentation des frais d'éducation professionnelle, s'étaient assuré la certitude de gains faciles, la possibilité de restreindre la concurrence, d'amener la

hausse factice des prix, et de tenir sous une sujétion commode le pauvre peuple des travailleurs.

Examinons ce système dans ses développements.

Au XIII^e siècle le « prud'homme » Etienne Boileau, Prévôt de Paris, chargé par le Roi Louis IX d'ouvrir une enquête au Châtelet pour recueillir les us et coutumes des corporations alors existantes, présenta les règles d'environ cent professions. Or, on peut constater qu'elles présentent la plus grande diversité, notamment en ce qui concerne l'apprentissage. La liberté du travail n'était donc pas alors abolie. Tout diffère suivant les professions : le nombre des apprentis qu'on peut recevoir, le temps d'apprentissage, le prix. Il n'y a d'uniformité que sur quelques points, tels que l'obligation réciproque pour le maître et l'apprenti de ne pas se quitter avant l'expiration du temps fixé, et la dispense pour le fils du maître de se soumettre aux exigences communes. Les femmes n'étaient pas alors exclues des métiers : la broderie était exercée par les « brouderesses » aussi bien que par les « broudeurs », etc...

Dans les dernières années de la Monarchie, au contraire, la liberté du travailleur est triplement bridée :

1° Une uniformité tyrannique se marque dans toutes les règles de l'apprentissage, devenu pour l'apprenti, comme a pu le dire Rossi, une sorte de servitude temporaire. Les artisans pour devenir maîtres, sont obligés de supporter des dépenses excessives. Après les longues années d'apprentissage (de cinq à huit ans), ils doivent consacrer un an et quelquefois

plus à confectionner le chef-d'œuvre et leur succès est moins assuré par leur mérite que par « les infinis présents et banquets ».

2° Une fois admis dans une corporation, le travailleur y est rivé. Il ne peut exercer un autre métier sans un nouvel apprentissage. Quand les circonstances créent un déficit de travail d'un côté, en même temps qu'un excédent de l'autre, le déplacement et la circulation des travailleurs étant interdits, les uns étaient accablés de demandes qu'ils ne pouvaient satisfaire, tandis que les autres cherchaient en vain, dans une profession en souffrance, le salaire indispensable à leur subsistance et à celle de leur famille. Quant aux femmes, elles n'étaient plus admises à la maîtrise même comme brodeuses, marchandes de mode ou coiffeuses (il y avait cependant encore des corporations de bouquetières, fleuristes et fruitières) ; « ce qui semblait, en les condamnant à une misère inévitable, seconder la corruption et la débauche ». Dans certaines communautés, le mariage était aussi un motif d'exclusion.

3° Chaque profession était enfermée dans des limites sévèrement déterminées et assujettie à des règles étroites de fabrication. La distinction entre les métiers était arbitraire, fournissait matière à d'interminables procès. On a évalué à huit cent mille livres les sommes que les communautés dépensaient annuellement en procès.

La liberté du travail était donc supprimée. Elle n'existait qu'à titre de privilège au profit de ceux que le Roi prenait spécialement sous sa protection, ou qui

l'obtenaient implicitement en venant se fixer dans des lieux réservés, tels que les enclos du Temple et du Louvre, ou le Faubourg Saint-Antoine.

Sous ce régime, il va de soi que les coalitions étaient interdites. Les salaires étaient fixés par les règlements ou par la volonté toute puissante du maître. Quand les ouvriers d'un même Etat ou d'une même localité se concertaient, ce qui arrivait même alors, pour ne travailler qu'à un certain prix, ou pour ne pas faire certains travaux, ce n'était pas aux dispositions spéciales des Edits et règlements qu'on avait recours, mais à une loi romaine, la loi *De monopoliiis* (loi I, code *De monopoliiis*), pour réputer illicite tout pacte formé « *ut species diversorum corporum negotiationis, non minoris quam inter se statuerint, venumduntur* ». La coalition était passible de peines arbitraires, tant par la législation générale ⁽¹⁾, que par des Edits spéciaux ; il nous en reste plusieurs.

Une ordonnance de François I^{er} du 28 décembre 1541 ⁽²⁾, « portant règlement sur l'imprimerie et sur le devoir des ouvriers imprimeurs de Lyon » défend « aux compagnons apprentifs d'iceluy état d'imprimerie de s'assembler hors les maisons et portes de leurs maistres, n'ailleurs en plus grand nombre que cinq, sans congé et autorité de justice, sur peine d'être emprisonnés, bannis et punis comme monopoli-

(1) M. Ach. Morin : *Répertoire du droit criminel* v^o coalition, voir aussi *Farinacius* § *monopolium* n^o 291 ; et Jousse, *Just. Crim.* tome III, p. 832.

(2) Cette ordonnance est reproduite dans le mémoire lu par M. Wolowski, en 1851 à l'Académie des Sciences morales et politiques sous le titre : *la législation anglaise sur les coalitions*. *Rev. de Légis.* Tome II, p. 99.

leurs et autres amendes arbitraires » (art. 1^{er}). « Les-dits compagnons continueront l'œuvre commencé et ne le lairront qu'il ne soit parachevé et ne feront aucun « tric » qui est le mot par lequel ils laissent l'œuvre. S'il prend vouloir à un compagnon de s'en aller après l'ouvrage terminé, il sera tenu d'en advertir le maistre huit jours devant, afin que durant ledit temps, ledit maistre et les compagnons besognant avec lui se puissent pourvoir » (Art. 6).

Les lettres patentes du 2 janvier 1749, renouvelées en 1771, déclarent qu'il est fait défense « à tous compagnons et ouvriers de s'assembler en corps, sous prétexte de confrérie ou autrement, de cabaler entr'eux pour se placer les uns les autres chez des maîtres, ou pour en sortir, ni d'empêcher, de quelque manière que ce soit lesdits maîtres de choisir eux-mêmes leurs ouvriers, soit français ou étrangers, sous peine de pareille peine de cent livres contre lesdits compagnons ou ouvriers ».

Les anciens rois avaient parfois compris combien une pareille organisation était vicieuse et contraire à l'humanité et à la justice. Philippe le Bel avait essayé d'arrêter cet égoïsme corporatif. Ces règlements, avait dit Charles IX dans une ordonnance de 1558, « sont faits plus en faveur et profit des personnes de chacun mestier que pour le bien commun. » Enfin, Louis XVI, s'inspirant des généreuses idées de Turgot, abolit solennellement, par l'Edit de février 1776, « les dispositions bizarres, tyranniques, contraires à l'humanité et aux bonnes mœurs, dont sont remplies ces espèces de codes obscurs, rédigés par l'avidité, adoptés

sans examen dans des temps d'ignorance et auxquels il n'a manqué, pour être l'objet de l'indignation publique, que d'être connus ». Cet Edit décida qu'à l'avenir le droit de travailler ne serait plus considéré comme un droit royal que le prince pouvait vendre et que les sujets devaient acheter, et en conséquence il supprima les maîtrises et les jurandes. Mais Turgot fut obligé de quitter le pouvoir. Des arrêts du Conseil révoquèrent ses édits.

Il fallut une révolution pour que la pensée de Turgot fut reprise et réalisée.

II

En 1789, à côté de la révolution politique et sociale, s'est opérée une révolution économique qui a substitué en principe au régime de la réglementation, des monopoles et des privilèges, le régime de la liberté du travail et de l'industrie.

Turgot avait dit : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaires les ressources du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes. » Adam Smith avait déclaré avec la même énergie : « La plus sacrée, et la plus inviolable de toutes les propriétés est celle de son propre travail, parce qu'elle est la source originaire de toutes les autres propriétés. Le patrimoine du pauvre est dans sa force et dans l'adresse de ses mains, et l'empêcher d'employer cette force et cette adresse de la manière la plus convenable

tant qu'il ne porte dommage à personne, est une violation manifeste de cette propriété primitive. » Mais toutes ces hautes pensées n'avaient pu, malgré les efforts de Turgot et la bonne volonté de Louis XVI descendre des livres des philosophes et des économistes dans la loi.

La révolution française réalisa ce que Turgot et Adam Smith avaient conçu. La Constituante affirma que la faculté de travailler est un des premiers droits de l'homme et que « l'âme de l'industrie est la liberté » (séance du 15 février 1791).

La loi du 2 mars 1791 abolit dans son article 2 « les brevets et lettres de maîtrise, les droits perçus pour la réception des maîtrises et jurandes... et tous les privilèges de profession, sous quelque dénomination que ce soit ». La loi des 28 septembre-6 octobre 1791 (tit. I, sect. 5, art. 1^{er}) déclara « tout propriétaire libre de faire sa récolte, de quelque nature que ce soit, avec un instrument et au moment qui lui conviendra, pourvu qu'il ne cause aucun dommage aux propriétaires voisins ». Ces deux décrets ont rendu le travail vraiment libre en France. Chacun peut l'offrir, en débattre et en fixer les conditions à son gré, l'accorder ou le refuser, le consacrer sans l'agrément de personne à une profession quelconque, passer d'un métier à un autre ou en exercer plusieurs à la fois, sans aucune condition d'apprentissage. Le droit de chacun n'a d'autre limite que le droit d'autrui. De là naît le principe de la libre concurrence.

Des deux principes combinés de la liberté du travail et de la concurrence découle comme une con-

clusion nécessaire le droit pour les patrons et pour les ouvriers de se coaliser entre eux. Qu'est-ce en effet qu'une coalition ? C'est l'accord intervenu entre plusieurs patrons ou ouvriers d'exercer en commun le pouvoir qui appartient à chacun d'eux, en particulier de débattre le salaire, de refuser ou d'offrir le travail (v. l'introduction). Or, si un ouvrier peut, sans s'exposer à aucune répression, débattre les conditions de son travail, l'accorder ou le refuser, pourquoi plusieurs ouvriers réunis ne pourraient-ils pas faire de même ? Comment concevoir que le même acte, innocent quand il est accompli par un seul, devienne coupable dès qu'il l'a été par plusieurs ? Un fait coupable peut être parfois aggravé quand il est le résultat d'une entente (v. par exemple l'art. 110 C. pén.), mais s'il est alors puni, ce n'est pas parce que d'innocent l'acte est devenu coupable, c'est parce que de coupable et non dangereux il est devenu très coupable et dangereux.

Il semblait donc logique de proclamer légitime et licite le droit de se coaliser après avoir proclamé la liberté du travail. Pourtant il n'en a pas été ainsi. En même temps qu'elle affirmait la liberté du travail industriel et agricole, l'Assemblée Constituante édictait les prohibitions les plus sévères contre les coalitions des ouvriers des villes dans la loi des 14-17 juin 1791, contre celles des ouvriers des campagnes dans la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 (art. 19 et 21). Loin de considérer le droit de se coaliser comme la conséquence de la liberté du travail proclamée, l'Assemblée Constituante l'envisageait comme la négation même

de cette liberté. Elle proscrivait non seulement la grève, mais aussi l'accord, la coalition saisie dans ses éléments primitifs, et l'entente entre ouvriers avant même qu'elle ait produit aucun effet. « Plusieurs personnes, disait Le Chapelier dans l'exposé des motifs de la loi, ont cherché à recréer les corporations anéanties en formant des assemblées d'arts et métiers, dans lesquelles il a été nommé des présidents, des secrétaires, des syndics, d'autres officiers (3). Le but de ces assemblées qui se propagent dans le royaume et qui ont déjà établi entre elles des correspondances, est de forcer les entrepreneurs de travaux, les ci-devants maîtres, à augmenter le prix de la journée de travail, d'empêcher les ouvriers et les particuliers qui les occupent dans leurs ateliers de faire entre eux des conventions à l'amiable... On force les ouvriers à quitter leurs boutiques, lors même qu'ils sont contents du salaire qu'ils y reçoivent... Il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporation dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un intérêt de corporation ». Telles sont les idées qui ont inspiré la loi des 14-17 juin 1791. L'individualisme domine. Le citoyen doit rester libre dans

(3) Un décret des 21 octobre, 19 novembre 1790 (v. Duvergier, *Collection des Lois*) ayant autorisé la création de « sociétés libres », certaines corporations anciennes essayèrent de se reconstituer sous cette forme et c'est pour s'opposer à cette sorte de détour légal que l'Assemblée Constituante vota la fameuse loi Le Chapelier.

la vie économique pour l'être aussi politiquement. Tous les groupements sont prohibés et les individus doivent se rencontrer isolément pour s'entendre librement sur les conditions respectives de leur engagement de travail. C'est le dogme de la libre concurrence posé comme principe constitutionnel.

C'est cette loi Le Chapelier qui inspira près d'un siècle la législation française et ce sont ses principes que nous retrouverons en étudiant dans notre deuxième partie certaines législations européennes (Cf. Suisse, Empire Austro-Hongrois, Belgique). C'est donc en quelque sorte la charte de ce système que nous nous sommes proposé d'étudier.

Après avoir constaté dans son article 1^{er} que « l'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens du même état et profession était une des bases fondamentales de la Constitution française », et qu'il importait d'empêcher « de les rétablir de fait sous quelque prétexte et quelque forme que ce soit », la loi Le Chapelier prohiba toutes les coalitions quelconques, d'une manière absolue, par son article 4 ainsi conçu : « Si contre les principes de la liberté et de la Constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations ou faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert, ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations ou conventions, accompagnées ou non de serment, sont déclarées inconstitu-

tionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, et de nul effet... ».

Puis prévoyant les circonstances aggravantes — qui se retrouvent en fait dans la plupart des coalitions, — la loi des 14-17 juin 1791 édictait une amende de 1.000 livres et trois mois de prison si les délibérations et provocations « contenaient quelques *menaces* contre les entrepreneurs, artisans, ouvriers ou journaliers qui voudraient travailler dans le lieu, ou contre ceux qui se contenteraient d'un salaire inférieur » (art. 6); elle proclamait perturbateurs du repos public et punissables criminellement « ceux qui useraient de *menaces* ou de *violences* contre les ouvriers usant de la liberté accordée par les lois constitutionnelles au travail et à l'industrie » (art. 7). Enfin elle déclarait que « tous attroupements composés d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers, ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail... seraient tenus pour *séditieux* et comme tels... dissipés par les dépositaires de la force publique... et punis selon toute la rigueur des lois » (article 8).

La distinction entre les coalitions des maîtres et celles des ouvriers se trouve plus nettement exprimée en ce qui concerne les travaux de l'agriculture, dans la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, connue sous le nom de code rural, dont les art. 19 et 20 du titre 2 disent : « Les propriétaires ou les fermiers d'un même canton ne pourront se coaliser pour faire baisser ou fixer à vil prix la journée des ouvriers ou les gages des domestiques, sous peine d'une amende du quart de la contribution mobilière des délinquants, et même de la dé-

tention de la police municipale s'il y a lieu » (art. 19). « Les moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne ne pourront se liguer entre eux pour faire hausser et déterminer le prix des gages ou les salaires, sous peine d'une amende qui ne pourra excéder la valeur de 12 journées de travail, et, en outre, la détention de police municipale » (art. 20) (4).

Mais c'était aller d'un extrême à l'autre, passer de l'organisation exagérée à l'inorganisation complète. Le législateur s'aperçut tout d'abord qu'on ne pouvait faire confiance de façon absolue au régime de la liberté du travail en prohibant toute coalition et qu'une réglementation s'imposait. Ce fut l'objet de la loi des 22 germinal 2 floréal an XI (12 avril 1803) sur les ma-

(4) La Convention alla plus loin encore dans la loi du 23 nivôse an 2, en posant le principe que « chaque ouvrier pourra individuellement dresser ses plaintes et former ses demandes, mais qu'il ne pourra, en aucun cas, cesser le travail, sinon pour cause de maladie ou d'infirmité dûment constatée » (art. 5) ou « sans avoir prévenu l'entrepreneur, devant deux témoins, six semaines d'avance » (art. 7). Elle disposait que « les coalitions entre ouvriers des différentes manufactures, par écrit ou par émissaires, pour provoquer la cessation, seraient regardées comme des atteintes portées à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers » (art. 5). Elle ajoutait (art. 6.) : « Les amendes entre ouvriers, celles mises par eux sur les entrepreneurs, seront considérées et punies comme simples vols. Les proscriptions, défenses et interdictions, connues sous le nom de « damnations » seront considérées comme des atteintes portées à la propriété des entrepreneurs. Ceux-ci seront tenus de dénoncer à l'agent national de l'administration du district les auteurs ou instigateurs de ce délit, qui seront mis sur-le-champ en état d'arrestation ». Cette loi si rigoureuse à l'égard des ouvriers, ne s'occupait des patrons que pour déclarer, dans l'article 7, que l'entrepreneur ne pouvait congédier l'ouvrier qu'après l'avoir prévenu 6 semaines d'avance devant deux témoins, « sinon pour cause de négligence ou d'inconduite dûment constatée par la municipalité du lieu ». Il est vrai que cette loi n'était qu'une loi de circonstance mettant « en réquisition les entrepreneurs et ouvriers des manufactures de papier » pour la confection du papier-monnaie, et applicable à ces seules manufactures de papier.

nufactures, fabriques et ateliers (v. Duvergier, p. 64, an XI).

Cette loi remplaçait les lois précédentes et était ainsi conçue :

Art. 6. — « Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer *injustement* et *abusivement* l'abaissement des salaires, et suivie d'une *tentative* ou d'un *commencement d'exécution*, sera punie d'une amende de 100 francs au moins, de 3.000 francs au plus, et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un mois ».

Art. 7. — « Toute coalition de la part des ouvriers, pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester après certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, sera punie, s'il y a eu *tentative* ou *commencement d'exécution*, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder 3 mois ».

Art. 8. — « Si les actes prévus dans l'article précédent ont été accompagnés de *violences*, *voies de fait*, *attroupements*, les auteurs et complices seront punis des peines portées au code de police correctionnelle ou au code pénal, suivant la nature du délit ».

Le code pénal de 1810 abrogea à son tour la loi du 22 germinal et substitua à ses dispositions celles des articles 414, 415 et 416 :

Art. 414. — « Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer *injustement* et *abusivement* l'abaissement des salaires, suivie d'une *tentative* ou d'un *commencement d'exécution*,

sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 200 à 3.000 francs ».

Art. 415. — « Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre ou d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans ».

Art. 416. — « Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de damnations et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrage, soit les uns contre les autres. Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit, pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus ».

Comme on le voit, les articles 414 et 415 n'ont rien changé à la définition des délits prévus par la loi du 22 germinal an XI. Ils ont seulement accru les pénalités : 1° contre les patrons, en rendant l'emprisonnement obligatoire et en doublant le minimum de l'amende; 2° contre les ouvriers, en fixant à un mois le minimum de l'emprisonnement et en établissant

une répression beaucoup plus sévère contre les chefs ou moteurs. Enfin l'article 416 permettait de mettre les auteurs responsables des coalitions d'ouvriers sous la surveillance de la haute police.

On remarque donc que la loi de germinal et le code pénal qui la reproduit: 1° exigent pour rendre le délit punissable que la coalition ait reçu un commencement d'exécution; 2° punissent d'une façon inégale les coalitions de patrons et celles d'ouvriers: en effet, les coalitions entre patrons ne sont punies que si leur but est de forcer abusivement la baisse des salaires, l'art. 415 vise au contraire de la façon la plus large les coalitions d'ouvriers (« toute coalition, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux... »). D'autre part, en plus de l'inégalité des peines déjà prévue dans la loi de germinal, le Code de 1810 frappe plus sévèrement les chefs ou moteurs des coalitions ouvrières pour décourager les fauteurs de désordres sociaux.

Le progrès des idées libérales au début du XIX^e siècle amena une réaction très nette contre ces dispositions du code pénal et on put croire que la Révolution de 1848 en provoquerait la disparition.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que le régime de l'interdiction fut absolu. Lorsque les intérêts du gouvernement concordaient avec ceux de certains groupements, ceux-ci étaient tolérés en fait et même encouragés. Ainsi, le syndicat de la Charpente fut créé en 1808 sans opposition du gouvernement. Mais si ces groupement bénéficiaient d'une grande tolérance quand ils servaient la politique gouvernemen-

tale, ils virent leur situation modifiée lorsqu'ils voulurent prendre un certain caractère de défense mutuelle. Tel fut le cas un peu avant la Révolution de 1848, lors de la crise causée par l'industrialisme naissant et la dépression des salaires. Le gouvernement craignit alors de trouver dans ces groupements des centres révolutionnaires et adopta une politique répressive.

Cependant, au moment du changement de régime et de l'avènement d'une République libérale une tendance vers l'adoucissement du code pénal allait se manifester. Le Gouvernement provisoire, en effet, fit une déclaration de principe très large : « Le Gouvernement provisoire reconnaît que les ouvriers peuvent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail » (Déclaration du 27 février 1848). D'autre part, une proposition d'abrogation pure et simple des art. 414, 415 et 416 fut déposée par MM. Doure et Benoît (du Rhône). Elle fut prise en considération sur le rapport de Emmanuel Arago et rapportée par M. de Vatimesnil au nom de la commission spéciale.

Mais la loi du 27 novembre 1849 ne supprima pas les trois articles ; elle les modifia seulement en leur conservant le principe essentiel et fondamental du Code pénal de 1810.

Elle se borna à ramener l'égalité entre patrons et ouvriers en les frappant des mêmes peines, et en supprimant après une forte discussion les mots : injustement et abusivement.

Les raisons du législateur de 1849 sont exprimées par le rapporteur de la loi : « Le prix de toutes cho-

ses, doit être déterminé par la concurrence; et ce qui rend les coalitions illicites et punissables, c'est qu'en étouffant la concurrence, elles tendent à substituer un prix factice au prix réel et loyal. La concurrence est la puissance vitale de l'industrie et du commerce comme l'émulation est la puissance vitale des travaux intellectuels et des arts libéraux ». Et plus loin, le rapporteur déclare: « La commission a été d'avis à l'unanimité que cette abrogation ne pouvait être prononcée. La suppression des dispositions dont il s'agit aurait pour effet de laisser la société entièrement désarmée contre un genre de délit dangereux pour la paix publique, funeste pour l'industrie, et nuisible à ses auteurs mêmes ».

La coalition dans l'esprit de l'Assemblée de 1849 sera donc un délit même si elle n'est accompagnée d'aucune menace ou violence. Elle rompt le régime de la liberté, c'est une atteinte au principe de la libre concurrence. On voit quelles doctrines économiques inspiraient les législateurs de la deuxième République.

Les nouveaux articles étaient interprétés par la Cour de cassation de la façon suivante : « Attendu que les articles 414 et suivants du Code pénal ont pour objet *d'assurer la liberté industrielle et commerciale*, en réprimant toute contrainte ou pression, soit de la part des patrons, soit de la part des ouvriers, qui serait de nature à porter atteinte à cette liberté...; que la loi... exclusivement préoccupée de protéger la liberté de l'industrie, a puni la coalition indépendamment de ses motifs... » (Cas. civ., 24 février 1859, D. P., 1859, I, 188).

Donc, la loi classe au nombre des délits et frappe d'une peine la coalition, tant entre les patrons qu'entre les ouvriers, alors même qu'elle n'est accompagnée ni de violence, ni d'autres infractions, et fut-elle, dans le fond, aussi juste que possible. (V. M. A. Batbie, Prof. à la Faculté de Droit de Paris : La Loi sur les coalitions; Correspondant, N° du 25 novembre 1862, T. 21, p. 466 et suiv.).

III

Jetons un bref regard en arrière: la loi des 14-17 juin 1791 établit l'interdiction absolue des coalitions qu'elle condamne en leur principe. La loi de nivôse an II, exceptionnelle d'ailleurs, ne modifie en rien ces dispositions: elle les aggrave plutôt. La loi du 22 germinal an XI sur les manufactures, fabriques et ateliers, pour la première fois, subordonna la culpabilité à l'exécution ou à la tentative d'exécution. Le Code pénal de 1810 et la loi de 1849 ont maintenu ces prescriptions. Tout le progrès de 1791 à 1863 en ce qui concerne la détermination du délit, a donc consisté en ceci: la loi de 1791 punissait la coalition à tous ses degrés, à son début même, quand elle existait à l'état de simple accord, avant même que la cessation de travail ait été produite ou tentée; la loi de 1849 conforme en cela au Code pénal et à la loi de l'an XI, permet la délibération, l'entente; elle ne frappe que s'il y a cessation de travail, tentative d'amener cette cessation. En joignant à ce changement des modifications de termes et de pénalités, ayant pour but d'établir

l'égalité — apparente tout au moins — entre les patrons et les ouvriers, on a le résumé exact du mouvement de la législation. Du reste, pas plus en 1863 qu'en 1791, le juge n'a le droit de rechercher les causes de la coalition ouvrière, sa justice ou son iniquité. Ainsi que l'a décidé justement la Cour de cassation, la loi punit la coalition indépendamment de ses motifs, par cela seul que les ouvriers qui se sont concertés agissent collectivement, avec le but, en suspendant ou en tentant de suspendre le travail des ateliers, de forcer les patrons d'en modifier les conditions (arrêt de 1859, précité).

Les modifications à la loi de 1791, dont l'effet avait été de mettre sur la même ligne les patrons et les ouvriers, et de mieux équilibrer les peines, constituaient des perfectionnements et non des affaiblissements. Mais il n'en a pas été ainsi du pouvoir concédé à la coalition de s'avancer jusqu'à la tentative. Cette modification impliquait la négation virtuelle de la loi de 1791.

En effet, « n'est-il pas déraisonnable d'autoriser des ouvriers à se concerter, à nommer des délégués, à entrer en pourparlers avec leurs patrons, à arrêter un ultimatum, à le débattre pendant plusieurs mois, puis de les poursuivre quand leurs pourparlers ayant échoué, leur ultimatum ayant été repoussé, ils donnent par leur retraite des ateliers un caractère sérieux à leur concert, une sanction à leur demande ? N'est-ce pas, après avoir approché la coupe des lèvres, la retirer brusquement ? » (Rapport fait au nom de la commission du corps législatif par Emile Ollivier, v. D. 1864, 4, 60).

Il fallait, ou interdire le concert à un degré quelconque, même au début, comme le faisait la loi de 1791, ou l'autoriser à tous les degrés, même quand il aboutit à la grève. La loi contre les coalitions avait reçu une atteinte fatale dès l'instant où le législateur, n'osant pas maintenir la rigueur de la législation de 1791, avait toléré une entente quelconque.

L'opinion publique, guidée par les économistes de toutes les écoles, réclamait l'abrogation de la loi contre les coalitions. Le gouvernement s'efforçait de la réaliser.

« Il n'est pas vrai, disait Emile Ollivier (Rapport précité), qu'il n'y ait que des individus, grains de poussière sans cohésion, et la puissance collective de la nation... Entre eux, comme transition de l'un à l'autre, comme moyen d'éviter la compression de l'individu par l'Etat, existe le groupe, formé par les libres rapprochements et les accords volontaires... c'est lui qui déploiera dans l'avenir des puissances inconnues de prospérité, de richesse, de travail, d'ordre et d'apaisement ».

L'opposition créée par la Révolution entre l'intérêt public et l'intérêt particulier ne suffisait donc plus. Entre l'individu isolé et l'Etat, il fallait rétablir le groupe.

Ce fut l'objet de la loi du 25 mai 1864, dont la disposition essentielle est la *suppression du délit de coalition*, qu'elle remplace par le *délit d'atteinte à la liberté du travail*:

Art. 414 nouveau: Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 francs

à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Art. 415 nouveau: Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq au plus.

Art. 416 nouveau: Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages, qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

On voit par la seule lecture de ces nouveaux articles la portée des modifications apportées au Code pénal par la loi du 25 mai 1864. Toute coalition était autrefois un délit par le fait seul qu'elle existait. La loi de 1864 supprime ce délit de coalition et exige désormais des violences ou menaces ayant pour but une cessation concertée du travail pour forcer la hausse ou la baisse des salaires.

Par suite, le simple fait de s'entendre pour interrompre le travail est licite, la grève est autorisée à la seule condition de rester dans les limites que le nou-

vel article 414 vient de tracer, c'est-à-dire de ne jamais recourir à des actes de violence ou d'intimidation. Et il en est de même pour le lock-out, car comme l'indique M. le professeur Pic dans sa note au D. P., 1932.2.89 : « Le lock-out est en somme la contrepartie de la grève, et puise sa justification dans des considérations identiques; à la défense des intérêts ouvriers, s'oppose la défense patronale. Elles se font en quelque sorte contre-poids ».

L'intention du législateur avait été de maintenir aux coalitions dont il admettait dès lors l'existence, un caractère pacifique et d'éviter les conflits violents.

Mais c'était rendre bien difficile l'action des groupements que de leur interdire l'emploi de toutes sanctions et de ne leur permettre que la persuasion. De plus, si la coalition était devenue licite, le gouvernement prohibait encore tout groupement de plus de 20 personnes ; le droit de réunion lui-même n'était pas reconnu. Il était très difficile aux ouvriers de s'organiser.

La coalition était donc en fait privée de toute arme.

Entraîné cependant par le courant des idées économiques, l'Empereur fit publier au Moniteur du 31 mars 1868, l'autorisation officielle d'organiser des associations professionnelles.

Les troubles de la Commune provoquèrent la réaction de la loi du 14 mars 1872:

« Toute association qui aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété... constituera par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique. »

Mais l'apaisement vint rapidement avec l'établissement définitif d'un régime républicain stable. Et en 1880, le Garde des Sceaux, M. Casot, déposa au nom du gouvernement un projet de loi sur la liberté syndicale. Il rappelait dans son exposé que: « L'expérience ayant démontré que, sans aucun danger, les membres d'une même profession peuvent se constituer en société libre et permanente pour l'étude et la défense d'intérêts communs, nous estimons qu'il y aurait avantage à régulariser une situation irrégulière et à faire disparaître une interdiction légale qui n'a plus de raison d'être » (Martin Saint-Léon: *Corporation de métiers*, p. 660).

La loi du 30 juin 1881 accorda la liberté de réunion. La loi du 21 mars 1884 donna le droit de s'associer à titre permanent et, abrogeant l'article 416, rendit licites les amendes, défenses, proscriptions édictées pour renforcer une coalition. L'action syndicale est désormais libre d'user de moyens de pression pour arriver à ses fins.

Mais les articles 414 et 415 demeurent. La loi de 1884 n'a pas rejeté entièrement les principes posés par la loi Le Chapelier. Elle ne rétablit pas les corporations de l'ancien régime; elle ne crée pas non plus le syndicat obligatoire, comme certains le demandaient.

Ne prenant pas de parti théorique, le législateur reste encore impressionné par les grandes idées révolutionnaires, et il laisse la plus large liberté à tous.

Le syndicat est libre d'agir d'une part (abrogation de l'article 416), et d'autre part l'individu est libre

d'y adhérer ou de travailler seul (maintien des articles 414 et 415 et du délit d'atteinte à la liberté du travail).

C'est encore le principe individualiste de la liberté du travail qui domine.

IV

Ainsi, toutes les discussions autour du droit de coalition ont, depuis 1791, tourné autour du principe de la liberté du travail. C'est au nom de ce principe que l'on condamnait la coalition; c'est au nom de ce même principe qu'on l'a légitimée.

On a dit en faveur de la première thèse, que la coalition portait atteinte à la liberté du travail en détruisant ou modifiant les effets de la concurrence et de la proportion entre les offres et les demandes. Mais comment soutenir cela depuis qu'on a l'exemple de l'Angleterre où, suivant le mot de Wolowski (mémoire précité) « tout a été réuni et tout a échoué contre les immuables lois de la production ». Les coalitions ne portent donc pas une atteinte sérieuse et durable au libre jeu des lois économiques qui déterminent le taux des salaires.

Et puis les coalitions sont souvent les seules à pouvoir assurer la liberté du travail aux ouvriers car il y a absence d'égalité naturelle entre la situation du patron et celle des ouvriers. L'équilibre ne peut être rétabli que par le droit reconnu aux ouvriers de s'unir pour présenter leur demande collectivement, à condition de s'en tenir dans les termes d'une union pacifique, et particulièrement de ne porter aucune atteinte

à la liberté de ceux qui entendent continuer leur travail.

Il faut donc reconnaître et consacrer comme une conséquence de la liberté du travail, le droit de s'entendre paisiblement entre ouvriers et patrons pour en régler le prix et les conditions du travail.

Ainsi, c'est sur le principe de la liberté du travail qu'on se fonde à présent pour légitimer la coalition. Mais ce même principe exigera que, lorsque la coalition est accompagnée de violence, de menace, d'intimidation, elle soit réprimée et punie dans ceux qui emploient ces moyens coupables pour la provoquer. Car il y a là coalition factice et non résultat sincère de la liberté des ouvriers; et c'est une atteinte à leur liberté.

Un autre problème qui a fait admettre ou rejeter la coalition, non dans son principe mais dans ses conséquences, est la question de savoir si elle est ou non un danger pour l'ordre public. Car, a-t-on dit, la coalition devient vite occasion de réunions tumultueuses, passionnées, violentes, d'où résulteront souvent des délits contre les propriétés et contre les personnes. La loi qui interdit et punit les coalitions même pacifiques ne serait qu'une application de cette maxime très sage de Montesquieu: « Dans les Etats modérés, un bon législateur s'attachera moins à punir les crimes qu'à les prévenir ». Turgot, en 1776, ne disait-il pas que « la source du mal est dans la faculté même accordée aux artisans d'un même métier de s'assembler et de se réunir en communauté » ? (Préambule de l'Edit de 1776). « Il est rare, disait de même Adam Smith, que

les gens du même métier se trouvent réunis, fut-ce pour quelque partie de plaisir, ou pour se distraire, sans que la conversation finisse par quelque conspiration contre le bien public, ou par quelque machination pour faire hausser les prix. Il est impossible, à la vérité, d'empêcher ces réunions par une loi qui puisse s'exécuter ou qui soit compatible avec la liberté et la justice; mais si la loi ne peut pas empêcher des gens du même métier de s'assembler quelquefois, au moins ne devrait-elle rien faire pour faciliter ces assemblées, et bien moins encore pour les rendre nécessaires. »

Que répondre à cela? Certes, au lendemain de la Révolution, on comprend bien que l'assemblée constituante se méfie de l'action collective. De là sont nées toutes les lois sur l'association, les décrets rigoureux contre les compagnies financières, les caisses d'es-compte, les compagnies de commerce et les manufactures (décrets des 14 août 1790, 24 août 1793, 17 vendémiaire an II, 13 frim. an III).

Mais aujourd'hui, devons-nous persister dans les préventions contre l'action collective? Qu'on le veuille ou non, le groupe est devenu une nécessité. Condamner le groupe et l'action collective serait encore plus préjudiciable à l'ordre public, en créant un état dangereux de défiance et de malaise, un mécontentement haineux.

Permettre la coalition est donc moins dangereux pour l'ordre public que l'interdire. Mais, bien entendu, il faut empêcher que ceux qui veulent rester en dehors de la coalition soient contraints d'y adhérer

par la violence ou la menace. Il y aura là un danger social, il devra donc avoir là un délit. Telle est du moins la conception du code pénal, dans ses articles 414 et 415 nouveaux.

En résumé, la solution apportée au problème de la coalition par les articles 414 et 415 du Code pénal tels qu'ils sont rédigés aujourd'hui, repose sur une distinction entre la coalition simple, et la coalition accompagnée de violences ou de manœuvres coupables.

La coalition simple, c'est-à-dire l'entente pacifique de ceux qui travaillent ou qui font travailler, dans le but de fixer les conditions de travail, sera licite, car elle est un corollaire de la liberté du travail, étant souvent la seule protection efficace assurée à la faiblesse de l'ouvrier, et parce que d'autre part, renfermée dans les limites que nous avons indiquées, elle offre pour l'ordre public un danger moins sérieux que son interdiction.

La coalition accompagnée de violences, de menaces, de moyens quelconques d'intimidation, de manœuvres coupables, sera punie de peines sévères, car elle est d'une part une atteinte à la liberté du travail, et d'autre part, elle constitue un danger pour l'ordre public.

Et si l'article 414 nouveau prononce une peine plus sévère que l'ancien, c'est justement parce que, au lieu de punir la coalition simple, il ne punit plus que ceux qui la provoquent à l'aide de moyens coupables.

La coalition est devenue licite dans les limites de la paix sociale et de la liberté du travail. Hors de ces limites c'est un délit: le délit d'atteinte à la liberté du travail.

CHAPITRE II

Le délit pénal d'atteinte à la liberté du travail et de l'industrie

I

La coalition et l'atteinte à la liberté du travail

La loi du 25 mai 1864 a séparé deux faits absolument distincts: la coalition et l'atteinte à la liberté du travail.

Cette loi ne consacre pas, à vrai dire, le droit de coalition, mais elle le légitime par cela même qu'elle n'interdit plus de se coaliser: « Ce qui est licite pour l'individu, ce qui est licite pour plusieurs agissant simultanément mais sans concert, comment cela deviendrait-il illicite et condamnable parce que ceux qui ont le même intérêt et les mêmes besoins et qui ont entre eux les liens naturels qu'amène cette communauté de besoins et d'intérêts se sont concertés pour agir ensemble librement et arrêter pacifiquement une résolution commune? Incontestablement, si l'on se borne à examiner l'acte du concert et de la

résolution commune pris en lui-même et dans sa moralité, il n'est pas admissible qu'il puisse être considéré comme un délit punissable » (Exposé des motifs, M. le Conseiller d'Etat Cornudet, D. P., 1864-4-58, n° 16).

Il devient donc licite pour des individus ayant la même profession, de se concerter librement pour fixer les conditions de leur travail ou les faire modifier. Mais le législateur ne pouvait ni ne voulait laisser place à une guerre de groupements professionnels. C'est donc sur les moyens de lutte qu'il porte dès lors son attention.

C'est pourquoi la loi de 1864, supprimant le délit de coalition, a créé le délit d'atteinte à la liberté du travail et de l'industrie.

Le système de la loi du 25 mai 1864 est nettement exposé dans le rapport fait au Corps législatif par Emile Ollivier :

« Désormais, dit-il, la coalition des patrons ou celle des ouvriers est absolument libre: c'est le point de départ de la loi. On a proposé de distinguer entre les coalitions justes et les coalitions abusives: nous n'avons pas admis cette distinction. Abusive ou non, juste ou injuste, la coalition est permise. D'autres ont demandé que la séparation fût établie entre les coalitions factices, violentes ou frauduleuses et les coalitions naturelles, paisibles et sincères, et que, les secondes étant licites, les premières ne le fussent pas; nous n'avons pas davantage adopté cette distinction. La coalition violente, factice, frauduleuse, ne tombera pas plus sous le coup de la loi que la coalition natu-

relle, paisible et sincère. Les auteurs des violences et des fraudes seront poursuivis et punis ; la coalition sera respectée. Nous n'avons pas voulu que, sous le prétexte de rechercher les caractères d'une coalition et de s'enquérir si elle est juste ou injuste, abusive ou équitable, violente ou paisible, frauduleuse ou sincère, l'autorité judiciaire ou administrative put reprendre indirectement ce qui lui est retiré directement. Ni la Commission, ni le Gouvernement qui s'est associé à ses vues, n'ont voulu faire une œuvre équivoque, retenir en ayant l'air de donner, cacher des pièges sous des apparences de liberté. Cette loi est légale et sans arrière-pensée; elle accorde ce qu'elle promet, elle réalise avec courage un progrès considérable poursuivi en vain depuis la révolution. Les articles 414 et 415 sont abrogés: l'article premier le proclame en termes formels. Ceux qui les remplacent ne modifient pas l'ancien délit de coalition; ils en créent un nouveau: l'atteinte à la liberté du travail. Loin d'être une restriction au droit de se coaliser, ils en sont une garantie. »

Ainsi, tandis que la loi ancienne voyait le délit dans le fait même de la coalition, la loi de 1864 ne le voit plus que dans l'atteinte à la liberté du travail se manifestant, soit par l'emploi de menaces, violences, voies de faits ou manœuvres frauduleuses, pour forcer la hausse ou la baisse des salaires au moyen de la cessation concertée du travail, soit par le fait de prononcer, par suite d'un plan concerté, des amendes, interdictions, proscriptions, de manière à porter atteinte au libre exercice du travail et de l'industrie, et

cela même sans emploi de la violence, de voies de faits, de menaces ou de manœuvres frauduleuses (Cass., 11 mai 1883, S., 83, 1.432).

C'est la répression des atteintes *graves* (art. 414) et des atteintes *légères* (art. 416) à la liberté du travail (voir le Rapport précité d'Emile Ollivier).

De ces deux délits l'un devait d'ailleurs disparaître en 1884. La loi du 21 mars 1884 abrogea en effet l'article 416. Voici les raisons qui ont été données à l'appui de cette réforme, par le Ministre de l'Intérieur, M. Waldeck Rousseau :

« Tout le monde a proclamé que le fait de la coalition n'est pas, par lui-même, illicite : mais ce fait permis, licite, devient délictueux dans certaines conditions : ces conditions sont énumérées dans l'article 414 ; c'est lorsque les organisateurs ont mis au service de la grève, de la coalition, la violence, les voies de fait, les menaces et même les manœuvres frauduleuses ; en dehors de ces circonstances, en est-il une qui puisse rendre délictueux un fait en lui-même licite ? En présence de cette énumération très étendue de l'article 414, il n'est pas possible de trouver un élément de criminalité qui échappe à la loi ; par suite, la conclusion qui s'impose à tout esprit logique, c'est que l'article 416, par cela seul qu'il punit ce que l'article 414 n'a pas jugé punissable, peut être tenu comme édictant des peines en dehors de tout fait délictueux, et par conséquent destiné, non à frapper la coalition criminelle, mais à proscrire la coalition quelle qu'elle soit. »

La loi du 21 mars 1884 dans son article premier, a abrogé l'article 416 du Code pénal.

Le délit d'atteinte à la liberté du travail est donc prévu aujourd'hui par les seuls articles 414 et 415 nouveaux du Code pénal.

II

Analyse de l'article 414 nouveau

L'article 414 dispose : « Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

Deux points sont à examiner dans cet article :

1° Les éléments constitutifs du délit d'atteinte à la liberté du travail ;

2° La sanction.

C'est le premier point qui nous retiendra le plus longtemps.

1° **ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL.**

Le Code pénal français, on le voit, n'a pas érigé en

délit général toute atteinte à la liberté du travail par violences ou menaces.

Le délit spécial de l'article 414 suppose en effet deux conditions :

A. Il faut qu'il y ait eu des violences, des voies de fait, des menaces ou des manœuvres frauduleuses, consommées.

B. Il faut que ces violences ou ces fraudes aient eu pour but de porter atteinte, par une cessation simultanée du travail, c'est-à-dire par une grève, à la liberté de travail du patron ou de l'ouvrier.

Ce sont donc les violences ou les menaces se produisant en temps de grève que la loi de 1864 a voulu atteindre d'une manière spéciale. (V. R. Garraud, *Traité de droit pénal*, t. 5, p. 436 et s.).

Nous allons étudier en détail chacun de ces deux éléments.

A. Le premier élément du délit d'atteinte à la liberté du travail réside donc dans le *moyen* employé : il faut qu'il y ait eu des violences, des voies de fait, des menaces ou des manœuvres frauduleuses.

a) Violences, voies de fait.

Chacun de ces deux mots a-t-il ici une acception particulière, ou bien font-ils double emploi ? Pour M. Garraud (*Traité de Droit pénal, loc. cit.*) « une voie de fait a, d'ordinaire, une gravité que ne comporte pas la violence ». Pour M. Pic, au contraire, « le terme de violences se réfère aux coups et blessures ; l'expression voies de fait désigne plus spécialement les violences légères qui n'occasionnent aucune blessure (*Législation industrielle*, 1931, p. 195).

Le Code pénal emploie souvent ces deux expressions. Quel sens en général leur donne-t-il ?

De l'article 309, § 1^{er}, où se trouve une sorte de symétrie, on pourrait déduire que la violence se réfère aux blessures et la voie de fait aux coups : « Tout individu qui volontairement aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait... » Mais aussitôt, dans le même alinéa, le mot violences, élargissant son sens, semble englober à la fois et la violence et la voie de fait. Il en est de même dans l'alinéa trois du même article.

L'article 308 du Code pénal qui prévoit des violences ou voies de faits moins graves que l'assassinat, l'empoisonnement ou tout autre attentat contre les personnes, n'apporte à ce sujet aucune précision.

L'article 311 du Code pénal, reproduisant le même parallélisme que l'article 309, semblerait confirmer que le mot violences se réfère à blessures, et le mot voies de faits aux coups.

De son côté, l'article 605 du Code de Brumaire, An IV (non abrogé, d'après la jurisprudence, par l'article 311 du Code pénal ; Cas., 7 janvier 1881, D. 81.1.278) semble assimiler les voies de fait aux violences légères, à moins qu'il ne vise et la violence et la voie de fait, chacune avec sa signification particulière, mais toutes deux d'une faible gravité.

D'après le législateur de 1864 la violence doit en général se manifester par des coups et blessures, mais elle peut aussi exister sans cela. Ainsi, on se rend coupable de violences lorsque, sans frapper, on saisit au corps, on jette à terre, on arrache les cheveux, on

crache au visage (travaux préparatoires de la loi de 1864).

En tout cas, la violence et la voie de fait de l'article 414 s'entendent de la seule violence physique. La violence morale, en effet, est assimilée aux « menaces », autre moyen de porter atteinte à la liberté du travail.

Toutefois il n'est pas indispensable que les violences aient été commises contre les personnes. Le texte ne distinguant pas, la jurisprudence considère comme également punissables les violences contre les choses, par exemple la mise bas des feux, la fermeture de la vapeur et d'autres faits analogues appliqués à des installations marchant d'elles-mêmes (Paris, 5 avril 1911, D. 1912.1.277).

Quant à la difficulté qui porte sur le sens même des mots : violences et voies de fait, nous croyons pouvoir la résoudre en disant que, si la loi a employé cumulativement ces deux expressions, elle l'a fait, non pas pour les distinguer mais pour qu'elles se complètent et se renforcent l'une l'autre. Le législateur a voulu qu'il n'y ait aucun doute sur sa volonté de proscrire tous les actes de violence, même les moins graves, même ceux qui, en droit commun, n'entraîneraient que l'application d'une peine de simple police (article 605 du Code de Brumaire, An IV) et qui, lorsqu'ils interviennent dans l'hypothèse prévue par l'article 414 deviennent un délit correctionnel.

Les termes généraux de l'article 414 « embrassent les violences légères aussi bien que les violences graves et qualifiées » (Rapport d'Emile Ollivier).

Bien entendu, si les violences et voies de fait affectaient le caractère de gravité prévu expressément par les articles 309 et suivants du Code pénal, les pénalités correctionnelles ou criminelles prévues par lesdits articles s'appliqueraient.

Car, si l'article 414 peut avoir pour résultat d'aggraver les pénalités encourues, il ne peut jamais les atténuer (V. Pic, *Législation industrielle*, p. 196 ; cf. Dall., *Répertoire pratique*, v° Travail, n° 326).

C'est ainsi que le meurtre prémédité d'un « renard », (non gréviste), est un assassinat, passible de la peine de mort, et que le sabotage des voies ferrées est un attentat contre les agents des trains ou les voyageurs (aiguilles faussées, déraillement provoqué), attentat relevant du Code pénal et de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. (V. Ganzoni, *Le droit de grève*, p. 98 et s.).

L'article 414 du Code pénal n'a donc pas désarmé la société à l'égard de ces formes de l'action directe ouvertement préconisées dans certains milieux révolutionnaires et qui ne semblent pas en voie de disparition si l'on en juge par l'exemple des plus récents conflits du travail.

Des faits semblables se sont notamment produits au cours du récent conflit des usines Citroën. Les ouvriers ayant refusé d'accepter une diminution des salaires, décidée par la direction, et les pourparlers menés en la présence du Ministre du Travail ayant échoué, la Direction décida le 23 avril 1933 de rouvrir les usines en convoquant individuellement les ouvriers et demandait au gouvernement (*Le Temps*, 23 avril 1933)

que « conformément à la loi, la liberté du travail soit assurée ».

Les grévistes organisèrent bien des piquets, mais les mesures de police suffirent, semble-t-il, à assurer la liberté du travail ; comme l'indiquait *Le Temps* du 24 avril, un important service d'ordre dispersait les groupes qui exhortaient leurs camarades à ne pas reprendre le travail, et arrêtait les militants qui étaient sur les lieux et étaient poursuivis pour atteinte à la liberté du travail.

C'est alors que survinrent des incidents beaucoup plus graves, ainsi relatés par la Direction des usines (*Temps*, 29 avril) :

« Une dizaine de perturbateurs ont réussi en ouvrant une porte par la force et en assommant un gardien qui s'y trouvait, à pénétrer dans les usines de Javel dans le but de semer la terreur parmi les ouvriers par des vociférations, des voies de fait, des menaces et des bris de matériel. Ces incidents ont amené l'arrêt du travail dans la plupart des ateliers de Javel. Une plainte a été déposée entre les mains du Préfet de police. »

Les perturbateurs cependant réussissaient à s'échapper dans le flot des ouvriers quittant l'usine à l'heure de la sortie.

Le comité de grève déclarait de son côté « la responsabilité des incidents d'hier ne doit pas être imputée aux grévistes. Ces derniers auraient effectué normalement l'arrêt du travail, si des mesures d'ordre extraordinaires n'avaient pas été prises contre eux. »

Ces incidents montrent bien la difficulté d'éviter,

même par des mesures d'ordre appropriées, les atteintes à la liberté du travail au cours d'un conflit collectif, lorsqu'un service d'ordre suffisant parvient à prévenir les picketing (les personnes arrêtées au cours des incidents extérieurs à l'usine ont été condamnées en flagrant délit pour refus de circuler ou outrages aux agents (*Temps*, 30 avril), des incidents plus graves encore risquent de se produire à l'intérieur de l'usine) (1).

b) Menaces.

Ce mot a-t-il dans la loi de 1864 la même signification que dans les articles 305 et suivants du Code pénal ? Faut-il dire qu'il n'existera, au point de vue de cette loi, de menaces punissables, qu'autant qu'il s'agira de menaces de violences ou de voies de fait, ou de tout autre attentat plus ou moins grave contre les personnes ?

Prise dans son sens général, la menace est un acte d'intimidation inspirant la crainte d'un mal. Et c'est bien ce sens qu'il faut lui donner dans l'article 60 du Code pénal relatif à la complicité, dans les articles 179, 223 et 224 du Code pénal concernant les tentatives de corruption et les outrages envers les magistrats, dans la loi du 15 mars 1849 qui punit le fait d'influencer, par des menaces, le vote d'un électeur.

Quel sens doit donc avoir le mot menaces dans l'article 414 ? Est-ce le sens exclusif et restrictif de « mena-

(1) Le tribunal correctionnel de la Seine vient de condamner le 23 Avril (*Temps* du 25) les manifestants saboteurs à l'intérieur de l'usine à des peines très modérées puisque la plus élevée ne dépasse pas trois mois de prison.

ces de violences » qu'il a dans l'article 305 du Code pénal ou le sens général de « moyen d'intimidation » ?

Nous pensons que, si l'article 305 du Code pénal, en érigeant la menace en délit sui generis a pu exiger, comme élément essentiel, que la menace ait une certaine gravité, il ne peut pas en être de même pour l'article 414. Car si la loi place la menace à côté des violences comme moyen délictueux d'entraver la liberté du travail, c'est qu'elle a voulu punir tout procédé employé pour gêner cette liberté. (Cassation, 5 avril 1867, S., 67.1.231 et la note) :

« Attendu que l'article 414 du Code pénal, n'ayant pas défini les menaces qu'il punit, a laissé nécessairement à ce mot sa signification naturelle; que la généralité de ses termes aussi bien que son esprit révélé par les documents législatifs ne permettent pas de l'interpréter à l'aide de dispositions destinées à punir des délits d'un caractère spécial; que les articles 305 et suivants ne sauraient dès lors régir d'autres faits que ceux qu'ils ont prévus, que le pourvoi objecte en vain que les menaces ne sont punissables que quand elles sont accompagnées de voies de fait ou d'une interdiction de travail; que les menaces comme les voies de fait sont des moyens à l'aide desquels on se rend coupable d'une atteinte grave à la liberté du travail ou de l'industrie punie par l'article 414 et que chacun de ces moyens employés séparément constitue le délit puni par cet article... »

Il faut donc entendre ici menaces au sens le plus large. Par conséquent il n'est pas nécessaire, pour

qu'elles tombent sous le coup de l'article 414, que ce soient des menaces écrites, ou des menaces verbales, faites avec ordre ou sans condition; de simples menaces verbales même sans condition, faites par l'un des coalisés, peuvent constituer le délit d'atteinte à la liberté du travail, pourvu qu'elles affectent un certain caractère de gravité.

Mais il faut pour que les articles 414 et 415 du Code pénal s'appliquent, que l'on se trouve en présence de faits ayant le caractère de *menaces* véritables, c'est-à-dire de propos ou écrits propres à faire craindre, par ceux qui en sont l'objet, un attentat dirigé contre leur personne ou leurs biens.

Car, même sans admettre, comme semble l'avoir fait le tribunal correctionnel de Lyon le 19 février 1931 (D. H., 1931, p. 245), que dans le système du législateur de 1864, « menaces » et « violences » soient deux notions inséparables, et que la menace ne soit qu'une violence en germe, une « violence virtuelle », il faut cependant penser que les menaces prévues par l'article 414 « doivent être de telle nature qu'un homme normalement énergique, qui en fait l'objet, soit amené à agir contre sa propre volonté et à faire ce qu'il ne veut pas faire, parce que, par exemple, il aura des raisons sérieuses d'appréhender un attentat contre sa personne, sa famille ou ses biens » (Lyon, 8 juillet 1931, D. P., 1932.2.89).

Tombera donc sous le coup de l'article 414 du Code pénal l'irruption des grévistes, accompagnée de menaces, de voies de fait, dans le chantier où travaillent des non grévistes (Bourges, 15 juin 1894, D. P.,

1894.2.441; Grenoble, 18 juillet 1901, D. P., 1902.2.470). De même la lettre ouverte d'un député proclamant que s'il n'est pas fait droit aux réclamations des grévistes, ceux-ci répondront par la violence (Toulouse, 20 juillet 1896, et sur pourvoi, Req. rej. 29 juin 1897, D. P., 97.1.537; avec la note de M. Dupuich, S., 91.1.17, avec la note de M. Esmein, Pand. 97.1.337 et la note de M. Mérignhac — il s'agissait de l'affaire Resseguier, administration des verreries de Carmaux c. Jaurès, *La Dépêche* et la *Petite République*). De même encore l'attitude comminatoire du secrétaire d'un syndicat de dockers à l'égard des ouvriers travaillant au déchargement d'un bateau (Cass., 22 mars 1923, S., 24.1.395; R. I. J. T., 1925, France, « Conflit du Travail », n° 2), pour le cas d'une centaine de dockers venant enjoindre à leurs camarades occupés au déchargement d'un bateau de cesser immédiatement le travail; et aussi le fait de dire à un employé d'une compagnie de chemin de fer qui refuse de se mettre en grève : « Puisque tu reprends le travail, nous resterons en grève jusqu'à ce que tu sois révoqué ». (Cass. crim., 14 janvier 1921, S. et P., 1922.1.235).

Il est bien évident ici encore que si les menaces avaient le caractère de gravité prévu expressément par les articles 305 et s., 400 et 436 du C. p., ce seraient les peines prévues par ces articles qui s'appliqueraient, et non celles de l'article 414 (Cf., *supra* violences, voies de fait).

Mais que faut-il décider au contraire pour de simples faits d'intimidation tels que le « picketing » ou le « rattening » (enlèvement d'outils sans violences

aux abords des ateliers)? La loi française, au contraire de certaines lois étrangères, n'a pas déclaré punissables ces faits. Certains auteurs, cependant, admettent que ces faits peuvent donner lieu aux poursuites pénales prévues par l'article 414 C. p., soit comme menaces, soit comme manœuvres frauduleuses (v. Fabreguettes, *La question sociale*, p. 79; conf. déclar. au Sénat, 6 juillet 1893, Off. p. 1051, par M. Guérin, garde des sceaux; et Vaillé, p. 224). Et c'est en ce sens que semble se prononcer la jurisprudence (Trib. corr. Provins, 10 juillet 1907, D., 1908.5.14).

Cependant nous ne pensons pas que, en l'absence de violences, ces faits puissent constituer une des menaces prévues par l'article 414. Et c'est très justement, croyons-nous, que quelques auteurs résistent à cette tendance (v. en particulier Pic, *op. cit.*, p. 196).

Quid enfin de l'interdiction de travail ayant fait l'objet de prévisions spéciales dans l'article 416 C. p. aujourd'hui abrogé?

En principe, il ne faut pas considérer comme rentrant dans les termes de l'article 414 les faits que punissait l'article 416. L'interdiction ou simple mise à l'index des établissements industriels, prononcée par une assemblée générale d'ouvriers, ne constitue donc de la part de ces ouvriers que l'exercice d'un droit, même lorsqu'ils ont eu recours, pour atteindre ce but, à des affiches et à des insertions dans les journaux, pourvu que l'on ne relève contre eux aucune allégation pouvant nuire à l'honneur ou à la considération de l'établissement mis à l'index. (Toulouse, 20 juillet 1896, affaire Rességuier précitée (motifs); — Cass., 25

janvier 1905, D. P., 1905.1.153, note Planiol, S., 1906.1.209, note Wahl ; Amiens, 7 juillet 1905, S., 1906.2.66; — v. cependant Paris, 5 février 1901, D., 1901.2.427, arrêt isolé, manifestement contraire à l'esprit de la loi).

Et la pression exercée par les ouvriers sur les patrons, même en vertu d'un plan concerté, pour obtenir par exemple le renvoi d'un de leurs camarades ou d'un contremaître (pression se manifestant notamment par la mise à l'index du patron, décrétée par un syndicat ouvrier) ne constitue plus un délit pénal (Civ., 22 juin 1892, D., 92.1.449, et sur renvoi Chambéry, 14 mars 1893, D., 93.2.191; Lyon, 15 mai 1895, D. 95.2.310; Civ., 25 janvier 1905, précité; contra Paris, 5 février 1901, précité).

Réciproquement, ni la mise en interdit ni le boycottage d'un établissement patronal dissident par un syndicat patronal pour déterminer les ouvriers grévistes à reprendre le travail (interdiction d'embauchage par exemple, par voie de circulaires ou autrement), ne tombent sous l'application de la loi pénale (Paris, 3 mai 1924, D. H., 1924.458 et R. I. J. T., 1925, France, « Principes généraux », n° 5; Civ., 17 nov. 1926, D. P., 27.1.33 et la note Pic; Lyon, 8 juillet 1931, D. P., 32.2.89).

Quant aux atteintes aux libertés syndicales, refus d'embauchage des ouvriers syndiqués, renvoi systématique des ouvriers syndiqués, pression d'un syndicat patronal sur les industriels non syndiqués pour les contraindre à sortir de leur isolement, etc..., il fut bien question à diverses reprises de les ériger en dé-

lit pénal (proposition Bovier-Lapierre, votée en 1890 par la Chambre; projet Godart, février 1905, Chambre doc. parlem. n° 1169); mais le Sénat s'est formellement refusé à sanctionner cette extension, qu'il estimait abusive, du domaine de la loi pénale (Pic, Législation industrielle, n° 543 et suiv.).

Par conséquent, menacer des ouvriers de les priver de travail s'ils n'entrent pas dans tel syndicat, menacer un patron de la mise en interdit s'il ne renvoie pas tel ouvrier ou tel contremaître, ne serait pas une menace dans le sens de l'article 414 du Code pénal (V. également dans ce sens : R. Garraud, Traité de droit pénal, p. 448).

Et cependant, si l'on entend par: menaces, au sens de l'article 414 du Code pénal, « tout acte d'intimidation inspirant la crainte d'un mal », la menace ne sera-t-elle pas punissable dès qu'elle aura eu ou aura pu avoir pour résultat « d'agir frauduleusement sur la volonté de l'ouvrier ou sur celle du patron » ? (Cass. crim., 5 avril 1867, précité).

Le mot: menaces, dans l'article 414 du Code pénal, signifierait donc aussi bien menaces d'interdiction que menaces de voies de fait, la loi du 25 mai 1864, libérale, ayant eu pour but: « de réprimer toute atteinte violente ou frauduleuse à la liberté du travail » (Conclusions de l'avocat général Bedarrides dans cette même affaire).

Etait-ce donc cette solution, au moins amorcée dans l'arrêt de 1867, que la jurisprudence subséquente allait consacrer?

Mais, à la sanction pénale, abrogée, de l'article 416

du Code pénal, la jurisprudence pouvait-elle substituer une autre sanction pénale, plus sévère? (V. à ce sujet les conclusions de l'avocat général Desjardins, sous Cass. civ., 9 juin 1896, au S., 1897.1.25; et Paris, 5 février 1901, S., 1902.2.277. — V. aussi, Hugueney: *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1927, p. 122, et 1931, p. 257).

Sans doute, la chambre criminelle de la Cour de Cassation a-t-elle semblé, en apparence du moins, entrer dans cette voie depuis ces dernières années, en reconnaissant l'existence du délit d'entrave à la liberté du travail dans des hypothèses de mises à l'index prononcées par des ouvriers.

Il en a été ainsi pour la menace de mise à l'index de tous les navires, adressée à des marins, pour les déterminer à prendre part à une grève d'inscrits (Cass., 7 janvier 1921, S., 1922.1.233, avec une note approbative de M. Roux).

On lit en effet dans cet arrêt: « La menace adressée au cours d'une grève par des représentants d'un syndicat à des marins demeurés à leur poste, de les mettre à l'index de tous les navires, caractérise la menace ou violence morale visée par l'article 414 du Code pénal ».

Il en a été jugé également ainsi pour l'ordre donné aux musiciens d'un orchestre, par le secrétaire d'une association professionnelle, de cesser le travail en raison de la présence parmi eux d'un musicien ne faisant pas partie de l'association (Cass. crim., 17 décembre 1926, S., 1928.1.119; R. I. J. T., 1927, France, « Principes généraux », n° 4).

L'article 414 du Code pénal, d'après cet arrêt, punit l'atteinte à la liberté du travail et de l'industrie résultant des mesures d'interdiction de travail, dirigées soit contre les ouvriers ou employés, soit contre le chef d'entreprise qui les emploie. Le délit est caractérisé quand la menace consiste dans l'ordre donné aux musiciens d'un orchestre, par le secrétaire d'une association professionnelle, de cesser le travail en raison de la présence parmi eux d'un musicien ne faisant pas partie de l'association.

Il résulte encore d'un arrêt de la Cour de Cassation du 6 mars 1930 (Gaz. Pal., 1930.1.613; R. I. J. T., 1930, France, « Conflit du travail », n° 41) — que :

« Le délit prévu et puni par l'article 414 du Code pénal est caractérisé lorsqu'un patron a été, sous menace d'une cessation de travail sur ses chantiers, sommé de congédier deux ouvriers non syndiqués, et de ne plus en embaucher d'autres, alors que, sur le refus du patron, la grève s'est produite, que pour y mettre fin, les deux ouvriers visés ont dû se faire inscrire au syndicat et que, pour éviter une pareille grève, le patron s'est vu obligé de consentir à ce qu'un contrôle fût exercé à l'entrée des ouvriers par les délégués du syndicat.

« Attendu que lesdits faits justifient la qualification qu'ils ont reçue d'entrave à la liberté du travail et l'application de l'article 414; qu'en effet les injonctions adressées par les prévenus à leur patron constituant une menace au sens dudit article... »

Mais il faut remarquer que dans tous ces cas, ces mises à l'index n'étaient punissables que parce qu'el-

les s'accompagnaient de menaces, explicites ou implicites, de violences.

C'est ainsi que, dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour suprême du 7 janvier 1921, des émissaires chargés de débaucher les marins s'étaient rendus à bord des navires en rade, et étaient intervenus **auprès d'eux individuellement** pour leur distribuer des tracts, et pour les avertir que, s'ils ne cessaient pas le travail, ils seraient désormais dans l'impossibilité de gagner leur vie par l'exercice du seul métier qu'ils connaissaient. Et l'arrêt du 6 mars 1930 a été rendu dans une affaire où avait été relevée l'organisation d'un contrôle à l'entrée des ouvriers dans l'usine, chaque ouvrier voulant travailler étant ainsi exposé aux quolibets, aux injures et à des violences possibles, s'il n'était pas syndiqué.

Dans tous ces cas, les mises à l'index tombaient donc sous le coup de l'article 414 C. p. non en tant que mises à l'index, mais en tant que menaces. Or, pour qu'une menace constitue l'un des éléments du délit d'atteinte à la liberté du travail, il faut, comme nous l'avons déjà dit, qu'elle soit, en quelque sorte, une « violence en germe ». En l'absence de toute idée de violence, la mise à l'index ne peut constituer un délit.

C'est bien ce qu'a jugé le Tribunal correctionnel de Lyon, le 19 février 1931 (D. H., 1931, p. 245; Hugueney, Rev. de droit pénal, juill.-déc. 1931, p. 257), jugement confirmé par la Cour de Lyon le 8 juillet 1931 (D. P., 1932.2.89, note Pic) et par la Cour de cassation le 25 novembre 1932 (Gaz. Pal., 20 décembre 1932).

Insistons sur cette dernière espèce qui permet de résumer la jurisprudence actuelle.

La justice était saisie de plaintes déposées contre M. Aimé Bernard et Weitz, directeurs des associations patronales de la région lyonnaise par les sieurs Boutin, patron, et Raully, dirigeant du syndicat ouvrier de la typographie. Des pourparlers en vue du renouvellement d'une convention collective de travail n'ayant pas abouti, les patrons refusant d'accéder à la demande d'augmentation des salaires formée par le syndicat ouvrier, une grève et un lockout avaient simultanément éclaté. Les patrons imprimeurs firent alors appel aux organisations patronales qui décidèrent de soutenir leurs adhérents imprimeurs, afin d'enrayer le mouvement de hausse des salaires en voie de généralisation: les sieurs Weitz et Bernard envoyèrent en conséquence une circulaire invitant tous les patrons à « s'abstenir soigneusement de confier aucun travail à des maîtres-imprimeurs non syndiqués » — à ne pas exiger des autres imprimeurs, pendant la grève, l'observation des délais de livraison — et enfin à n'embaucher aucun salarié sans avoir la preuve qu'il était libre de tout engagement.

Les parties civiles prétendaient que de semblables instructions constituaient le délit prévu à l'art. 414 du Code pénal.

Pour répondre négativement, la Cour de Lyon rappelle (et les motifs de son arrêt constituent un véritable résumé de la jurisprudence applicable) l'égalité absolue des droits des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux, notamment en ce qui concerne le

droit de grève ou de lockout et le caractère licite ou délictueux des moyens employés pour assurer le triomphe de leurs prétentions respectives.

Il pose ensuite très nettement le principe déjà indiqué, suivant lequel : « l'art. 414 ne punit l'atteinte à la liberté du travail qu'autant qu'elle a été commise à l'aide de violences, de voies de fait, de menaces ou de manœuvres frauduleuses ».

En l'espèce, seule la question de menaces pouvait être envisagée; la Cour de Lyon précise que la menace punissable ce n'est pas uniquement celle qui est prévue à l'art. 305 du Code pénal, et il n'est pas davantage nécessaire que la menace soit la menace d'une violence, une violence virtuelle, mais du moins faut-il que cette menace soit « de telle nature qu'un homme normalement énergique qui en fait l'objet soit amené à agir contre sa propre volonté ».

Les moyens employés par les prévenus seraient sans doute tombés sous le coup de l'ancien art. 416 du Code pénal réprimant les atteintes légères à la liberté du travail : mais étaient-ils encore illicites, depuis la loi de 1884 ?

Les demandeurs avaient soutenu que la jurisprudence antérieure, relative aux agissements d'ouvriers impliquait la condamnation des patrons, dans l'espèce envisagée, en vertu du principe de l'égalité des patrons et des ouvriers. Mais la Cour de Lyon écarte les précédents invoqués par les ouvriers en signalant que dans ces espèces il y avait un élément « de mise en scène, de démarches ou d'interventions matérielles », de nature à troubler l'ordre public (intervention

individuelle auprès des non grévistes pour les avertir qu'ils seraient désormais dans l'impossibilité de gagner leur vie s'ils ne participent pas à la grève — organisation d'un contrôle à l'entrée des usines).

En l'espèce, au contraire, la circulaire envoyée par la poste et rédigée en termes mesurés n'avait constitué qu'un « moyen persuasif » parfaitement licite.

A fortiori, le délit de l'art. 414 ne pouvait résulter du fait d'avoir exclu un patron ayant acquiescé aux revendications des grévistes de l'association patronale, et de lui avoir retiré une certaine clientèle.

La Chambre Criminelle, dans son arrêt du 25 novembre 1932 (D. H., 1933, p. 21) a rejeté le pourvoi formé contre cette décision par un arrêt qui après avoir minutieusement résumé les constatations des juges du fond, se borne à ajouter: « Qu'en l'état de ces constatations, la Cour d'appel a pu décider que les faits ne tombaient pas sous l'application de l'art. 414 du Code pénal, lequel ne punit l'atteinte à la liberté du travail qu'autant qu'elle a été commise à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses ». Si cette dernière phrase de la décision de la Cour Suprême identique à celle que nous avons relevée sous l'arrêt de la Cour de Lyon, semble exprimer l'identité de doctrine entre les deux juridictions, il est cependant permis de penser, en rapprochant l'imprécision que recèlent malgré tout les termes employés, et la réserve du contrôle de la Cour de Cassation qu'elle aboutit à abandonner à l'appréciation des juges de fond l'application de l'art. 414, en maintenant toutefois cette indication que la mise à l'index, à

elle seule, n'est pas un délit, et qu'elle n'est pas davantage (voir ci-dessous chap. III) un délit civil, tant qu'elle ne poursuit que la défense d'un intérêt corporatif légitime.

c) *Manœuvres frauduleuses.*

Cette expression, bien qu'elle soit déjà employée dans les articles 405 et 419 du Code pénal, et que le sens en ait été déterminé par la jurisprudence, a été vivement attaquée comme vague et obscure.

C'est à dessein pourtant que le législateur de 1864 avait choisi ce terme, de préférence à « manœuvres coupables », qui lui semblait trop vague, trop équivoque, et susceptible d'être indéfiniment étendu (v. Rapp. d'Emile Ollivier précité).

Quel sens précis le législateur de 1864 donnait-il donc à l'expression: manœuvres frauduleuses ?

Les travaux préparatoires de la loi de 1864 citent à titre d'exemples quelques hypothèses utiles à rapporter pour tracer le cercle de la répression:

Soit par exemple une coalition. « Les coalisés se cotisent entre eux; des ouvriers d'un autre état, des étrangers même, dans une pensée de commisération ou parce qu'ils sont convaincus du bon droit de ceux qui font grève, fournissent des sommes d'argent à la coalition; cette assistance ne constitue pas une manœuvre frauduleuse. L'institution des caisses de chômage n'a pas davantage ce caractère... Afin qu'il n'existât aucun doute sur ces deux solutions, nous avons écarté du projet les mots dons et promesses. Des ouvriers travaillent en paix; plusieurs de leurs

camarades, ayant résolu de faire grève, les attendent à la sortie de leur atelier; ils les pressent d'imiter leur exemple, promettant leur assistance, étalent avec exagération les chances de succès, le nombre des adhérents, exaltent la justice de leur cause; dans tous ces actes, ou autres analogues, il y a l'exercice bon ou mauvais d'un droit, et non l'emploi de manœuvres frauduleuses.

« Au contraire, un chef d'industrie voulant ruiner son concurrent, ou des agitateurs politiques désireux de jeter dans la rue, à un jour donné, une quantité considérable de peuple, soudoient des ouvriers afin qu'ils fassent cesser simultanément le travail dans un ou plusieurs ateliers; des organisateurs d'une grève, pour triompher des résistances, affirment des faits qu'ils savent mensongers; ils attribuent aux patrons des résolutions qui n'ont pas été prises; ils annoncent le succès dans la ville voisine de prétentions analogues aux leurs, alors qu'il n'en est rien, et qu'ils le savent. Ces divers actes constituent des manœuvres frauduleuses. Les mêmes hypothèses renversées indiqueront en quoi consistent les manœuvres frauduleuses de la part des patrons ».

En somme, pour qu'il y ait manœuvre frauduleuse, il faut (Déclarations du rapporteur de la loi, Emile Ollivier) :

1° Qu'il y ait fraude, c'est-à-dire, comme disait Merlin, la tromperie, l'action faite de mauvaise foi. « La loi n'a voulu atteindre ni les projets téméraires et hasardeux, ni les entreprises insensées. Si l'agent a cru au succès, s'il a été lui-même dupe de sa folie, s'il

s'est trompé de bonne foi, il cesse d'être responsable, aux yeux de la loi pénale, des efforts qu'il a faits pour entraîner les tiers dans son erreur » (Faustin-Hélie, t. 5, p. 311).

2° Qu'il y ait des actes combinés artificieusement pour surprendre la confiance. « Les paroles artificieuses, les allégations mensongères, les promesses, les espérances, ne sont point isolées de tout fait extérieur, des manœuvres; il faut qu'elles soient accompagnées d'un acte quelconque destiné à les appuyer et à leur donner crédit » (Faustin-Hélie, p. 308).

3° Que les manœuvres soient de nature à faire impression, c'est-à-dire n'être pas d'une telle grossièreté qu'elles n'aient pu raisonnablement agir sur ceux qu'elles avaient en vue d'entraîner (Faustin-Hélie, p. 315).

Ces définitions, on le voit, sont assez vagues pour laisser une grande latitude aux juges du fond.

La jurisprudence a fait entrer dans la catégorie des manœuvres frauduleuses: la propagation de fausses nouvelles, faite de mauvaise foi, (car la manœuvre frauduleuse suppose un mensonge accompli sciemment, — v. les trav. prépar. de la loi de 1864) les imputations calomnieuses sur le compte des gérants, soit par la voie de la presse (affaire Rességuier-Jaurès, précitée, conf. Barbier, code de la presse, t. 1, p. 262), soit par toute autre voie; les lettres d'intimidation conçues en termes destinés à abuser le destinataire sur la personnalité ou la qualité de l'employeur (Caen, 22 octobre 1897, S., 1899.2.306).

Le simple groupement de grévistes à l'entrée des

usines, puits ou chantiers, en vue d'intimider les ouvriers non grévistes se rendant au travail ou en sortant, peut-il être qualifié de manœuvres frauduleuses? Nous pensons que non, à condition que les grévistes s'abstiennent de toute violence.

B) Le deuxième élément du délit d'atteinte à la liberté du travail réside dans le *but* poursuivi.

Il faut, pour qu'elles constituent le délit prévu par les articles 414 et 415 du Code pénal que les violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, aient eu pour but de porter atteinte à la liberté du travail, en assurant le succès d'une coalition qui risquait de ne pas aboutir sans l'emploi de ces moyens illicites (Déclaration du Rapporteur Emile Ollivier, Paris, 16 octobre 1894, Gaz. Pal., 94.2.279). « Ordinairement, dit le rapport, cette atteinte consistera, de la part des patrons, à vouloir injustement abaisser le salaire; de la part des ouvriers à tenter abusivement de l'élever. Elle pourra porter sur les autres conditions de travail, sur le travail à la tâche substitué au travail à la journée, sur la durée des heures de travail; elle se manifestera quelquefois par la résistance opposée à l'introduction d'une nouvelle machine ou à l'admission des apprentis ».

Il n'est pas indispensable, d'ailleurs, que le but poursuivi ait été réellement atteint; il suffit qu'il ait été *tenté*, alors que le moyen, pour être délictueux, doit avoir été *consommé*.

En d'autres termes, s'il est nécessaire que les violences, les voies de fait, les menaces, les manœuvres frauduleuses aient été accomplies, il n'est pas indis-

pensable que l'atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie ait été réalisée par l'abandon des ateliers. « La gravité du danger social, dit le rapport, le caractère sacré du droit violé nous ont décidé à admettre, sur ce dernier point, la criminalité de la tentative. Il est bien entendu que la tentative prévue par nous est celle définie par l'article 2. Afin qu'il n'existe aucun doute sur cette signification de la loi, nous avons écarté les mots provocation qui ne se réfèrent qu'à des actes préparatoires et nous n'avons pas reproduit les expressions de l'ancien article 414 : suivis d'une tentative ou d'un commencement d'exécution. Nous avons ajouté au mot amener une cessation de travail, celui de maintenir : amener une grève qui n'existe pas ou en maintenir une qui existe, c'est accomplir une action identique. »

Ces deux éléments, le moyen et le but sont nécessaires et suffisants pour constituer le délit d'atteinte à la liberté du travail.

Les faits incriminés ne supposent aucun concert, aucune entente collective; même émanés d'un ou de plusieurs individus, agissant isolément, ils peuvent servir de base à la répression. Toutefois, l'existence d'un plan concerté pour l'exécution des faits délictueux visés par l'article 414 constitue une circonstance aggravante prévue par l'article 415.

Il n'est pas nécessaire non plus que les actes incriminés émanent de l'un des ouvriers grévistes ou des patrons adhérents au lock-out. S'ils sont le fait d'un tiers, d'un journaliste par exemple, ou d'un homme politique, ils n'en sont pas moins délictueux. Mais la

responsabilité pénale du tiers ne serait pas engagée s'il s'était borné à conseiller les actes incriminés, et s'il ne pouvait, à raison des circonstances, être considéré comme co-auteur ni comme complice du délit (Toulouse, 20 juillet 1896, précité).

2° LA SANCTION :

Le délit d'atteinte à la liberté du travail est puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. « Sachant, dit le rapport, combien la prison est une peine cruelle pour l'ouvrier, dont la famille se trouve privée de pain par la détention de son chef, nous avons voulu que le minimum put descendre jusqu'à n'être qu'une simple amende ».

Meneurs et non meneurs sont traités également. La circonstance aggravante attachée à la qualité de chefs ou moteurs de la coalition, qui était prévue par l'article 415 ancien, n'a pas été retenue. « Il ne nous a pas semblé bon, dit le rapport, d'édicter une aggravation particulière contre les meneurs. S'il y a des meneurs pour exciter il y en a pour retenir. En essayant d'atteindre les premiers, on s'expose à décourager les seconds. Nous n'avons pas voulu que, lorsque des ouvriers pleins de bonne volonté auront été choisis par leurs camarades comme étant plus capables que d'autres de débattre avec les patrons les questions du travail, ils seront nécessairement punis avec une sévérité particulière si, plus tard, la lutte les ayant entraînés, ils se sont abandonnés à quelque acte de violence ou de fraude. »

Par contre, une circonstance aggravante du délit est prévue par l'article 415: « Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans ou moins et cinq ans au plus ». La surveillance de la haute police est, aujourd'hui, remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui aura été signifiée par le gouvernement avant sa libération (L., 27 mai 1865, art. 19).

La loi de 1864 a donc abaissé le minimum, puisqu'il peut n'être qu'une simple amende. Mais une remarque s'impose: Le Code pénal de 1810 punissait la coalition, c'est-à-dire l'accord pour forcer la hausse ou la baisse des salaires, sans distinguer entre la coalition pacifique et celle qui ne l'était pas. S'il y avait des violences ou des menaces, elles étaient punies d'après le droit commun, lorsqu'elles se produisaient dans les conditions où le droit commun était applicable. Sous ce rapport les anciens articles 414 à 416 sous-entendaient ce qu'avait exprimé formellement la loi du 22 germinal an XI dans son article 8: « Si les actes prévus dans les articles précédents ont été accompagnés de violences, voies de fait, attroupements, les auteurs et complices seront punis des peines portées au Code de police correctionnelle ou au Code pénal, suivant la nature des délits ».

La loi de 1864, au contraire, contient des dispositions spéciales aux menaces, violences, voies de fait et manœuvres frauduleuses, lorsqu'elles ont pour but

de forcer la hausse ou la baisse des salaires « par la cessation concertée du travail ».

La situation du prévenu est donc, en réalité, depuis la loi de 1864, doublement aggravée: 1° des violences, des manœuvres frauduleuses et certaines menaces sont punies, dans le cas de coalition, alors qu'elles ne le seraient pas, si elles s'étaient produites en dehors de cette circonstance; 2° les peines de droit commun contre les menaces et voies de fait (art. 305 à 307 et art. 311 à 313 du Code pénal) peuvent être aggravées lorsque ces menaces ou voies de fait ont pour objet spécial de forcer la hausse ou la baisse des salaires.

La coalition n'est donc plus un délit, et, partant, le fait de se concerter pour amener ou maintenir la baisse ou la hausse des salaires est en lui-même licite. Cependant, accompagnée de certains faits, séparément prévus d'autre part par le Code pénal, la coalition devient le délit d'atteinte à la liberté du travail. N'aurait-il donc pas été plus logique d'effacer purement et simplement les articles 414 à 416 en renvoyant au droit commun la répression des faits de violences, d'injures, de menaces, de manœuvres frauduleuses qui se commettent pour préparer ou maintenir les grèves?

En effet, si la coalition est permise, étant donné qu'elle suppose nécessairement un plan concerté, comment ce plan concerté peut-il devenir un motif d'aggravation pour les faits qui se produisent dans le sein de la coalition?

Le rapporteur de la loi a bien cherché à expliquer cette contradiction; mais il l'a fait en termes sybillins:

« Il s'est passé ceci : plusieurs personnes, après avoir vainement tenté de produire une coalition, se réunissent et disent : l'obstacle à nos projets, c'est la résistance de tel personnage, ouvrier ou non, qui exerce une certaine influence sur les autres; ne pouvant la vaincre autrement, ayons recours ensemble à tel ou tel moyen, à la violence, à la menace, à la fraude. Le concert ne porte pas sur une question de travail, sur l'abandon des ateliers, ce qui est licite. Il porte sur l'emploi, par plusieurs, de la violence, de la menace, ou de la manœuvre frauduleuse pour contraindre des ouvriers qui résistent à entrer dans une grève. N'est-il pas évident que lorsque plusieurs personnes commettent une violence après s'être entendues, leur acte est plus coupable et plus dangereux que lorsque le délit est le fait d'une seule personne ou de plusieurs qui ne se sont pas préalablement concertées? L'article 415 ne dit pas : lorsque les faits auront été commis dans une coalition, ou lorsqu'ils seront le résultat d'un plan concerté pour arrêter le travail; non, mais lorsque les faits auront été commis *par suite* d'un plan concerté. A une telle disposition, on ne peut faire aucune objection raisonnable ».

Si l'on compare toutefois l'état du droit pénal avant et après 1864 on constate un recul considérable des dispositions répressives.

Le nouveau délit d'atteinte à la liberté du travail diffère de l'ancien délit de coalition et quant à ses éléments constitutifs et quant aux personnes punissables et quant aux peines prévues :

1° LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

Le délit de coalition visait le seul fait, pour des individus ayant la même profession, de se réunir pour la modification des conditions du travail.

Pour que le délit d'atteinte à la liberté de l'industrie et du travail existe, il faut: a) que la cessation du travail ait été déterminée ou maintenue au moyen d'une contrainte physique ou morale résultant d'actes de « violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses »; b) que la cessation de travail, déterminée ou maintenue par les moyens énumérés au premier paragraphe ait eu pour but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou toute autre atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

2° LES PERSONNES PUNISSABLES

Auparavant, tout individu entrant dans une coalition se rendait coupable du délit (Code pénal de 1810). Au surplus, les chefs ou moteurs d'une coalition (sans distinction entre patrons et ouvriers depuis la loi de 1849) se voyaient menacés d'une aggravation possible des peines encourues par les coalisés ordinaires.

Le fait de se coaliser n'étant plus un délit, ne sont plus coupables depuis 1864 que les auteurs des actes de contrainte physique ou morale que punissent les nouveaux articles 414 et 415 du Code pénal. Les « chefs ou moteurs » ne sont visés par aucune disposition spéciale, et ceux qui ont provoqué une coalition ne commettent pas par là un délit. Il n'en serait

plus de même s'ils employaient des violences ou des manœuvres frauduleuses en provoquant cette coalition. Dans ce cas, les moyens employés étant illicites d'après le nouvel article 414, c'est l'emploi de ces moyens qui serait réprimé mais non pas la coalition elle-même.

3° LES PEINES

Avant 1864 les peines étaient l'emprisonnement de six jours à un mois et l'amende de 200 à 3.000 francs pour les patrons, et de un mois à trois ans d'emprisonnement pour les ouvriers. Et l'article 415 prévoyait encore une augmentation de peine pour les « chefs ou moteurs » des coalitions ouvrières qui devenaient passibles de l'emprisonnement de deux à cinq ans. On sait enfin que l'article 416 ancien permettait de mettre ces chefs sous la surveillance de la haute police.

Depuis la loi de 1864 les peines sont : un emprisonnement de six jours à trois ans et une amende de seize francs à trois mille francs ou l'une de ces deux peines seulement, sans distinction entre patrons et ouvriers. Donc, en n'admettant même aucune circonstance atténuante, la peine pourrait être de seize francs d'amende.

Lorsqu'il y a eu plan concerté cependant, les coupables encourrent une interdiction de séjour de deux à cinq ans.

Les meneurs ne sont pas soumis à un régime plus sévère que les simples délinquants.

Aujourd'hui donc, le fait de porter atteinte au libre

exercice du travail d'autrui à l'aide des moyens énumérés dans l'article 414 reste seul un délit pénal.

La coalition, en elle-même, n'est plus punissable. Les moyens énumérés dans l'article 416 ne sont plus illicites.

En résumé, nous retiendrons de l'étude de droit pénal que nous venons de faire :

1° Que, depuis 1864, la coalition est permise, soit entre patrons, soit entre ouvriers. Les uns et les autres peuvent donc se concerter librement;

2° Que certains faits, prévus par l'article 414 du Code pénal, et ne supposant d'ailleurs aucun concert, aucune entente collective, constituent le délit d'atteinte à la liberté du travail;

3° Que l'existence d'un plan concerté pour l'exécution des faits délictueux visés par l'article 414 constitue une circonstance aggravante.

Cependant, la suppression du délit de coalition, et l'abrogation de l'article 416, ont-elles eu pour conséquence de soustraire à toute responsabilité les ouvriers ou les patrons syndiqués ou non syndiqués, qui se sont coalisés ?

Si les actes autrefois réprimés par les articles 414 à 416 anciens sont devenus licites au point de vue pénal, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'ils soient devenus licites au point de vue civil.

Il nous reste donc à rechercher, après avoir étudié l'atteinte à la liberté du travail en tant que délit pénal, si les faits autrefois prohibés par les articles 414 à 416 anciens ne peuvent pas constituer aujourd'hui un délit civil et donner lieu à réparation.

CHAPITRE III

La coalition source de responsabilité civile

Nous avons vu que, depuis la loi de 1864, et surtout depuis l'abrogation de l'article 416 par la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, la grève et sa contre-partie le lock-out sont devenus légitimes en soi, puisqu'ils ne sont plus que l'exercice d'un droit reconnu et sanctionné: le droit de coalition.

De plus, le législateur de 1884 n'a pas seulement entendu légitimer la coalition elle-même, mais aussi les moyens employés pour la faire aboutir, et parmi ces moyens, la mise en interdit.

Mais, si la coalition en soi, qu'elle aboutisse à une grève ou à un lock-out, n'est pas punissable pénalement lorsqu'elle ne se double pas de l'un des actes de violence, de menace, ou de manœuvres frauduleuses, définis dans notre chapitre premier, si la mise à l'index, d'autre part, ne constitue jamais un délit pénal, la grève, le lock-out ou la mise à l'index, ne peuvent-ils pas, dans certaines circonstances, engager la responsabilité civile soit des ouvriers ou patrons coalisés, soit du ou des syndicats promoteurs?

Cette question de responsabilité doit être envisagée à un double point de vue :

1° Le patron ou l'ouvrier lésé par la brusque déclaration de la grève ou du lock-out, sans préavis ni observation des délais d'usage, ne peuvent-ils pas réclamer, de ce chef, des dommages et intérêts aux ouvriers, ou aux patrons, qui ont pris part à la lutte ?

En d'autres termes, la grève ou le lock-out emportent-ils rupture du contrat de travail ? et d'autre part, les tiers étrangers à la profession, qui ont conseillé ou assisté les grévistes, sont-ils responsables civilement, au regard des chefs d'industrie ?

2° Ces mêmes ouvriers ou patrons coalisés ne peuvent-ils pas être également déclarés responsables envers les tiers lésés par leur intervention comminatoire, par exemple envers le contremaître ou l'ouvrier renvoyé de l'usine par le patron, sur les injonctions des grévistes ?

En un mot, la mise à l'index peut-elle donner lieu à responsabilité civile ?

Ce sont les deux points que nous allons examiner.

I

La grève est-elle génératrice de responsabilité civile ?

A. — La grève emporte-elle rupture du contrat de travail ?

Cette question est des plus délicates et des plus discutées.

La Cour de Cassation la résout par la distinction suivante.

Si les ouvriers grévistes ont soin de se conformer au délai de préavis, et de notifier au patron leur intention de faire grève à l'expiration du délai (un mois d'après le règlement d'atelier) si satisfaction ne leur est pas donnée, ils ne sauraient être condamnés à des dommages-intérêts (Cass., 24 mars 1924, S., 24.1.60).

Mais si au contraire la grève éclate brusquement, sans préavis ni observation des délais d'usage, elle sera par elle-même et quels que soient les mobiles auxquels ont obéi les coalisés, une cause de rupture du contrat de travail. Les grévistes et le Syndicat promoteur de la grève pourront donc être condamnés à des dommages-intérêts envers le patron lésé par l'arrêt brusque du travail (arg. art. 1780).

De plus, le patron lésé aura le droit de se refuser à reprendre les grévistes dans ses ateliers, à moins toutefois qu'il n'ait formellement consenti à les réemboucher s'ils réintégraient l'usine dans un délai déterminé. (Req., 18 mars 1902, D. P. 1902.1.323, S. 1903.1.465 ; Civ., 4 mai 1904, D. P. 1904.1.289, S. 1906.1.497, note Lyon-Caen ; Req., 28 janvier 1924, D. H. 1924, 542 ; Civ., 29 décembre 1925, D. P. 1927.1.86 ; 24 janvier 1927, S. 1927.1.107. Cf. Trib. Com. Bourgoïn, 31 juillet 1895, cité par Planiol, note sous D. 1904.1.289 ; Trib. Com. Seine, 6 août 1902, D. 1904.2.219 ; Cons. Prud'hommes Lyon, 25 juin 1920 (inédit) ; Grenoble, 19 novembre 1920, Gaz. Pal. 21 janvier 1921 ; Trib. Civ. Montpellier, 14 juillet 1926, Sem. jur., 1927, p. 251, grève de solidarité).

Mais, si telle est l'opinion de la jurisprudence, pour la majorité des auteurs au contraire, la grève, envisagée en elle-même, ne met pas fin en principe au contrat de travail : elle en suspend l'exécution, « elle en distend les rouages sans les briser, jusqu'au jour où le conflit prend fin par un arrangement collectif qui vient consolider ou améliorer le contrat primitif, plutôt qu'il ne crée un état de choses nouveau ». (Pic, *Législation industrielle*, p. 203. V. dans le même sens : Esmein, note sous S. 1899.1.17 ; Planiol, *Droit civil*, 10^e édition, t. 2, n° 1896 *bis*, et notes sous D. 1904.1.289 et 1907.1.373 ; Wahl, *Du motif légitime de rupture dans le contrat de louages de services, questions pratiques*, 1903, 161, et notes sous S. 1906.1.497 ; A. Colin, note sous D. 1907.1.369 ; de Morillon, *Le droit de grève et le contrat de travail*, th. 1905).

« En vérité, écrit M. Planiol (*op cit.*), dans les conflits industriels il y a bien une rupture entre les patrons et les ouvriers, mais c'est une rupture de fait qui est autre chose que la destruction juridique du contrat... Ouvriers et patrons continuent à se croire liés les uns aux autres, ils suspendent le travail, mais ils n'ont pas l'intention de se séparer ».

Quelques auteurs, cependant, proposent une distinction basée sur la combinaison des articles 1184 et 1780 du Code civil.

Pour eux, la grève est une cause de rupture du contrat lorsque les grévistes demandent une modification au pacte primitif ; au contraire, lorsque la grève est déclarée soit pour obliger l'autre partie à exécuter loyalement les clauses du pacte, soit pour obtenir une

concession étrangère au dit pacte (renvoi d'un contre-maître, grève de solidarité, grève politique), elle n'est pas une cause de rupture du contrat. (Hamelet, *La grève devant la loi et les tribunaux*, 1904, p. 161 ; Villey, *Le droit de coalition*, th. 1903, p. 96 ; Demogue, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1923, p. 518 ; Rouast, note sous D. 1928.1.33).

Faut-il accepter cette distinction ?

Que les grévistes ne se proposent pas de substituer un contrat nouveau à l'ancien, cela est l'évidence même lorsque l'origine de la grève réside dans une inobservation vraie ou prétendue des conditions d'un contrat antérieur, généralement d'un contrat collectif, et que l'objectif des grévistes est d'obliger le ou les patrons à en respecter les clauses. La Cour de Cassation, dans ce cas, admet elle-même la non rupture du contrat : « Sont à bon droit, dit la Cour, considérés comme n'ayant pas fait grève, des ouvriers, qui, sans quitter l'atelier, ont interrompu collectivement le travail au cours d'un après-midi, afin d'appeler l'attention du patron sur leurs doléances, et d'obtenir qu'une délégation fut reçue par lui. L'interruption de travail survenue dans ces conditions n'entraîne pas la rupture du contrat de travail ; c'est au contraire le patron qui rompt le contrat en congédiant immédiatement les ouvriers, et dès lors, il leur doit une indemnité pour brusque renvoi. » (Cass. Civ., 16 nov. 1927, D. 1928.1.33, note Rouast).

Or, dans l'espèce, il y avait bien eu grève : car la grève des bras croisés, même si elle ne dure que quelques heures, est bien une grève (Trib. Paix, Paris,

2^o arr., 18 février 1910, D. 1910.5.19 ; Trib. Civ. Seine, 3 novembre 1921, D. 22.5.2). Mais cette grève, juridiquement, ne pouvait s'analyser comme une rupture de contrat de travail qu'elle tendait au contraire à faire respecter. « Pour se faire entendre, dit M. Rouast, les ouvriers envoient une délégation, laquelle n'est pas reçue. Alors ils usent de l'arme qui appartient à tout contractant dans un contrat synallagmatique, ils *suspendent momentanément* l'exécution de leur propre obligation... »

La même solution s'applique avec évidence dans le cas où la grève a pour cause un fait extrinsèque au contrat de travail, par exemple une question de discipline de l'atelier ou de défense syndicale, d'action politique ou de solidarité ouvrière.

Mais, lorsque la grève a pour but d'obtenir certaines modifications au pacte primitif, le problème, à coup sûr, est beaucoup plus délicat.

Et, cependant, même en ce sens, il est sûr que ni les ouvriers ni le patron, n'ont entendu rompre le contrat qui les unit, et que leur but est seulement d'améliorer ce pacte, en tenant compte de facteurs économiques nouveaux.

De plus, il n'est pas exact, ni juridiquement, ni historiquement, de dire que la grève est équipollente à une résiliation du contrat de travail :

« La grève est tout simplement, dit M. Planiol, (*op. cit.*) un refus temporaire d'exécution, quelque chose d'analogue au droit de rétention du vendeur, ou d'une façon plus générale, à l'exception *non adimpleti con-*

tractus, qui n'est qu'une fonction spéciale de l'exception de dol, et qui n'a rien de commun avec la résiliation du contrat. »

Il importe de considérer surtout, le processus historique de la législation ouvrière, tel qu'il ressort des lois de 1864 et de 1884. La législation ouvrière a sans cesse évolué dans le sens d'une reconnaissance de plus en plus nette de la collectivité ouvrière. Il ne faudrait pas, par une méconnaissance du droit collectif, rendre illusoire le droit de coalition. C'est pourquoi il a été récemment question à la Chambre (proposition de M. Victor-Jean, le 3 février 1925) de proclamer que la suspension du travail par l'exercice du droit de grève n'entraîne pas rupture du contrat de travail.

Est-ce à dire que la grève ne devrait jamais engendrer une responsabilité civile fondée sur l'article 1780 ?

Certes, la suspension brusque du travail ne devra en aucun cas, même si les usages de la profession ou le règlement de l'atelier imposent un délai de préavis, servir de base à une action en dommages-intérêts fondée sur le fait de la cessation de travail. Car les grévistes n'ont fait qu'user d'un droit à eux conféré par la loi. Et, par suite, la prétendue liberté absolue reconnue au patron par la jurisprudence de reprendre ou non les grévistes, n'existe pas non plus. Le patron doit, s'il entend mettre fin au contrat, notifier un congé en règle aux grévistes. Cette notification donne ouverture au pouvoir d'appréciation du juge, conformément à l'article 1780, et les tribunaux peuvent ou non allouer

des dommages-intérêts aux ouvriers que le patron se refuse à reprendre, suivant qu'ils considèrent, après examen des circonstances de fait, son refus comme légitime ou abusif.

Mais, et c'est là le point important, croyons-nous, s'il n'est pas légitime que le patron se refuse à réembaucher des ouvriers syndiqués uniquement à raison de leur qualité, (cf. article 10 du projet de loi Waldeck-Rousseau, repris par M. Millerand, sur les Syndicats ; et Trib. Civ. Lille, 19 février 1906 (motifs), D. 1909.2.121, note Pic ; Cass., 16 novembre 1927, précité. Contra : Cass. 13 novembre 1906, D. 1907.1.372 ; 15 mai 1907, D. 1907.1.372) ne peut-il y avoir un *juste motif* de résiliation dans la grève, soit qu'elle ait éclaté brusquement, soit qu'elle procède de motifs illégitimes, extra-professionnels, et si, par exemple, elle est de caractère nettement politique ?

En pareille occurrence, le patron doit, pensons-nous, pouvoir rompre le contrat jusque-là simplement suspendu par les ouvriers, et même demander des dommages-intérêts non pas en vertu de l'article 1780 (il n'y a pas eu à proprement parler résiliation du contrat par la volonté des ouvriers, puisque ceux-ci en ont seulement suspendu l'exécution), mais en vertu du contrat de travail lui-même dont les coalisés n'ont pas respecté les obligations, puisqu'ils ont, sinon rompu leurs engagements, du moins cessé le travail sans motif légitime. « Ainsi doit se résoudre, par le jeu des principes généraux, et en distinguant entre les coalitions légitimes et les coalitions injustifiées, la question de savoir si la grève est une cause de rup-

ture du contrat de travail ; à notre avis, ce n'est pas *de plano* qu'elle y met fin, mais seulement par la volonté de l'employeur à qui elle fournit parfois une juste cause de résiliation, dans les termes de l'article 1780 » (Josserand, Droit positif français, t. 2, p. 617, n° 1286).

On en vient ainsi à la distinction entre la coalition légitime et la coalition injustifiée, c'est-à-dire entre le droit de grève et l'usage abusif du droit de grève.

C'est uniquement sur ce caractère abusif de la rupture que sera fondée la responsabilité civile du patron ou des ouvriers.

En effet, l'article 1780 (art. 23, livre 1^{er}, Code du travail), n'autorise la partie congédiée à réclamer des dommages-intérêts que si l'autre partie a abusé du droit que la loi lui conférerait de dénoncer *ad nutum* le contrat conclu sans détermination de durée. Une condamnation civile, basée sur cet article, ne pourrait donc, même depuis la loi du 19 juillet 1928 qui a modifié l'article 23 du Code du travail, être prononcée contre le patron qui a congédié des grévistes, s'il y avait abus, dûment constaté par le juge, du droit de coalition, c'est-à-dire si les grévistes en avaient fait usage « en vue d'une autre fin que celle qui a motivé la reconnaissance légale du droit de coalition, étrangère par conséquent à la défense de leurs intérêts professionnels » (Pic, Législ. industr., p. 206 ; idem, note au D. P. 1932.2.89).

Certaines décisions judiciaires admettent d'ailleurs cette distinction (Trib. Civ. Douai, 7 mai 1902, D. 1903.2.329 ; Limoges, 10 juin 1902, S. 1903.2.225,

note Wahl ; Trib. Civ. Lille, 12 novembre 1906, précité), déclarant abusive notamment une grève politique ayant pour but d'entraver les fabrications nécessaires à la défense nationale (Grenoble, 19 novembre 1920, Gaz. Pal., 21 janvier 1921).

Ce caractère abusif de la grève est à établir même dans le cas où elle serait déclarée au mépris d'une convention collective conclue pour une durée déterminée dans les conditions de la loi du 25 mars 1919 (Colmar, 1^{er} mars 1927, Revue d'Alsace-Lorraine, 1927, 366), alors que la loi de 1919, en autorisant les parties lésées à actionner en dommages-intérêts les parties responsables de l'inexécution du pacte, sans en excepter le cas de grève, (art. 39 et s.) semble bien avoir considéré la violation du pacte, même si elle se rattache à une grève déclarée, comme une rupture de contrat susceptible d'engager la responsabilité des promoteurs de la grève.

Tout ce qui vient d'être dit au sujet de la grève doit s'entendre aussi du lock-out. Il est bien évident que si la grève ne rompt pas le contrat de travail, il doit en être nécessairement de même du lock-out. Le seul fait de l'arrêt du travail ne saurait donc justifier ni la condamnation des patrons coalisés, à la requête des ouvriers lésés par la suspension du travail, ni le refus systématique des ouvriers de réintégrer l'établissement après la reprise du travail, à moins que l'on puisse prouver ici encore un abus du droit de coalition (Trib. Com. Dunkerque, 2 août 1926, Gaz. Pal., 22 octobre 1926 ; Pic, note précitée au D. P. 1932.2.89).

En résumé, la question qui se pose en présence

d'une grève ou d'un lock-out brusquement déclaré, n'est donc pas de savoir, comme l'affirme l'école libérale, si un congé brusque a été donné sans motif suffisant (v. Leroy-Beaulieu, *Le droit de grève*, 1902) mais uniquement si ouvriers ou patrons n'ont pas abusé du droit que la loi leur reconnaît (Sur la théorie de l'abus du droit dans son application à la responsabilité encourue par les grévistes ou par le syndicat promoteur de la grève, voir notamment : Saleilles, *L'abus du droit*, Bull. Soc. d'Et. légis., 1905, n° 4 ; Planiol, *Traité de Droit civil*, t. 2, n° 870, et note sous D. 1903.2.329 ; Ferron, note sous S. 1905.2.17 ; Josserand, *De l'esprit des lois et de leur relativité, théorie dite de l'abus des droits*, 1927, n° 178 ; Gardenat et Salmon-Ricci, *De la responsabilité civile*, 1927, p. 630 et s.; Pouget, *La grève au point de vue juridique*, th. 1907).

B. — *Responsabilité des tiers qui se sont immiscés dans la grève.*

En ce qui concerne la responsabilité des tiers étrangers à la profession, qui ont conseillé ou aidé les grévistes, une théorie commence à se développer en France, à l'imitation de l'étranger : la théorie de la responsabilité civile du tiers complice en cas de violation d'une obligation contractuelle (V. sur l'ensemble de la théorie : Pierre Hugueney, *De la responsabilité civile du tiers complice de la violation d'une obligation contractuelle*, Dijon 1910, et les observations de Martin, sous Aubry et Rau, 5^e édition, t. 6, p. 338, § 444, note 1 *ter*).

Cette théorie, depuis longtemps déjà, était en hon-

neur en Angleterre (v. Salmond, *Law of torts*, 5 éd., 1920, p. 560 et s.), en Amérique (v. Watrous *Torts et le livre jubilaire de l'Université d'Yale : Two centuries growth of american law*, 1901), en Allemagne (v. l'exposé des motifs qui précède un arrêt du Reichsgericht du 30 avril 1913, *Archiv. de Seuffert*, 1913, t. 68, p. 402 et s.).

La jurisprudence française, à son tour, semble parfois s'inspirer de cette théorie (v. Trib. Civ. Seine, 3 mai 1911, *Gaz. Pal.*, 1911.1.526, et sur appel, Paris, 17 juillet 1913, *Gaz. Pal.* 1913.2.106 ; Besançon, 13 novembre 1911, *S. et P.* 1912.2.166 ; *Pand. pér.* 1912.2.166 ; Caen, 23 janvier 1913, *Gaz. Trib.*, 1913, 2^e semestre, 2.101 ; Trib. Com. Seine, 4 avril 1916, *Journal des Trib. de Com.*, 1918-1919, p. 117 et s. ; Dijon, 2 avril 1914, *Rec. Dijon*, 1914, p. 43 ; Cass., req., 2 juillet 1918, *S. et P.* 1918-1919.1.213, *Pand. pér.* 1918-1919.1.213).

Cette théorie conduit en la matière à la distinction suivante : Si la grève est juste, les grévistes n'ont pas manqué à leurs devoirs. Pas de faute principale, pas de faute accessoire. Les tiers qui aident les grévistes échappent à toute responsabilité. Si la grève est injuste, les grévistes sont coupables, et de leur faute naît une responsabilité qui s'étend aux tiers, leurs complices (cf. Demogue, *Rev. trim. de Droit civil*, 1921, p. 727 et s.).

Cependant, quelque raisonnable qu'elle paraisse, cette opinion n'est pas l'opinion dominante de la jurisprudence française.

C'est à propos d'une affaire retentissante que cette dernière a été amenée à se prononcer sur ce point :

l'affaire Rességuier-Jaurès (citée *supra*). Par un arrêt du 29 juin 1897 (précité), la Cour de Cassation décida que l'on ne saurait incriminer, même au point de vue civil, ni le fait de la part d'un tiers non intéressé, journaliste, député ou autre, de conseiller les grévistes, ni même le fait de leur prêter assistance, à moins toutefois que le chef d'entreprise ne puisse prouver une relation directe de cause à effet entre l'intervention du tiers et le préjudice éprouvé.

Cependant, même à défaut de cette preuve, cette immixtion des tiers dans la grève peut servir de base à des dommages-intérêts au profit de l'industriel, s'il établit que les manœuvres auxquelles s'est livré le tiers ont eu pour résultat de prolonger la grève. Comme exemple de manœuvres coupables, on peut citer une diffamation contre le directeur de la Compagnie, une propagande de désembauchage à prix d'argent, le fait de représenter les ouvriers non grévistes comme des incapables (Toulouse, 20 juillet 1896, précité). Le tribunal peut d'ailleurs condamner solidairement le syndicat et le journal comme coupables d'une faute commune (Paris, 5 février 1901, D. 1901.2.427).

En somme, « nos tribunaux, fidèles à la méthode de la Révolution, ont mis le droit avant le devoir. Du droit de grève conféré aux ouvriers par la loi, ils ont tiré ce corollaire que les tiers ont aussi le droit de les soutenir dans leurs grèves. Et ce n'est qu'une fois ce droit des tiers proclamé qu'ils se sont ingéniés à lui fixer des limites ». (Hugueney, note au S. 1922.1.161).

Ces limites, on devait tout naturellement les trouver dans la théorie de l'abus du droit. (V. note Hugue-

ney au S. 1912.2.129 ; cf. Cass. Civ., 22 juin 1892, S. et P. 1893.1.425 ; Cass. Req., 29 juin 1897, S. et P. 1898.1.17, avec note Esmein ; Cass., 5 février 1901, S. 1922.1.161, note Hugueney ; Trib. Corr. Lyon, 27 décembre 1926, Sem. jur., 1927, p. 1210).

Suivant cette théorie, un tiers peut soutenir une grève dans un intérêt corporatif ou philanthropique, parce que, ce faisant, il use de son droit suivant sa destination, qui est d'améliorer la condition de la classe ouvrière. Mais, s'il détourne son droit de son but, s'il fournit, par exemple, des subsides à des grévistes dans l'intention de favoriser, d'entretenir chez un concurrent une cessation de travail dont il profite personnellement, il commet un abus de droit et la Cour suprême approuve la décision qui le condamne. Des dommages-intérêts seront de même encourus dans les cas d'une action de tiers poursuivant un but exclusivement politique (Trib. Seine, 28 juin 1928, R. I. J. T., 1929, France, « principes généraux », n° 2).

Les tiers poursuivis peuvent-ils alléguer pour leur défense qu'ils s'étaient vus contraints de faire les versements incriminés, sous peine ou bien d'être privés du droit de travailler, ou d'être exposés à des voies de fait contre leurs personnes et leurs instruments de travail ? Il faut, semble-t-il, répondre négativement. La force majeure, pour être une cause d'irresponsabilité doit se traduire par une contrainte à laquelle il soit impossible d'échapper. Un individu qui a le choix entre deux partis, et qui choisit l'un parce que l'autre lui imposerait un sacrifice, n'est pas dans un cas de force majeure, mais seulement dans l'état de néces-

sité (cf. Roux, Cours de Droit pénal et de Procédure pénale, n° 143). Que cet état de nécessité puisse être considéré, dans certaines circonstances comme une cause d'irresponsabilité pénale, on l'admet assez volontiers. Qu'il soit une cause d'irresponsabilité civile, c'est au contraire très douteux. (V. Hugueney, note au S. 1922 précitée ; cf. Vidal et Magnol, Cours de Droit crim. et de Science pénit., 6^e éd., n. 228 et Lallement, L'état de nécessité en matière civile, th. Paris, 1922 ; cf. l'art. 214 du nouveau projet de Code pénal français).

II

La mise à l'index peut-elle donner lieu à responsabilité civile ?

Précisons tout d'abord, que nous n'entendons pas examiner ici la responsabilité civile accessoire à la responsabilité pénale. Sans doute, lorsqu'un fait a été jugé délictueux au regard de la loi pénale, il peut être invoqué comme constituant une faute aux termes de l'article 1382, et servir de base à une action en responsabilité civile intentée, soit accessoirement à l'action publique, soit devant les tribunaux civils. (Paris, 7 décembre 1903, S. 1905.2.98).

Mais nous nous plaçons exclusivement sur le terrain civil. La question est la suivante :

L'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi de 1884, qui a rendu licite, du point de vue pénal,

la mise à l'index, a-t-elle eu pour résultat de conférer aux ouvriers comme aux patrons coalisés des droits nouveaux dont l'exercice ne saurait engager, même civilement, leur responsabilité envers qui que ce soit ?

Cette théorie a été soutenue ⁽¹⁾ (Raoul Jay, note au S. 1893.1.41). Mais il n'est plus aujourd'hui personne pour la défendre.

La théorie adoptée à l'heure actuelle et par la Doctrine ⁽²⁾ et par la Jurisprudence, est que l'abrogation de l'article 416, en faisant disparaître des pénalités exorbitantes, a donné aux ouvriers et aux patrons un droit nouveau : le droit de coalition, dont l'exercice *normal* ne peut engendrer aucune responsabilité, même civile (Lyon, 8 juillet 1931, D. P. 1932.2.89).

Là encore, la question qui se pose pour le juge, en présence d'une mise à l'index, n'est donc pas de savoir si cette mesure de défense corporative a été ou non dommageable, mais si, eu égard aux circonstances particulières dans lesquelles elle est intervenue, les coalisés ont seulement usé, ou bien abusé du droit que la loi leur reconnaît.

Le critérium de l'abus du droit sera : la *défense des intérêts professionnels* dont le syndicat a la garde.

Si la mise à l'index a pour objet la défense de ces

(1) Grenoble, la célèbre affaire de Joost, 28 octobre 1890, D. 1892, L. 281, S. 93.1.41; Rennes, 21 juillet 1894, sous Cass. 9 juin 1894, S. 97.125. Mais, dans ces deux hypothèses, l'arrêt de la Cour a été cassé (Cass. 22 juin 1892, D. 92.1.449 et 9 juin précité).

(2) V. Garraud, *Traité de droit pénal*, t. 5, p. 445; Séon, *Etude sur la responsabilité pénale et civile des syndicats professionnels*, th. 1900; Hamelet, *La grève devant la loi*, 1904; Reynaud, *L'intérêt professionnel des syndicats devant les tribunaux français*, Quest. prat. 1906, p. 60; Planiol, note sous D. 1905, 1, 153; Pic, *Législ. indus.* p. 200, et note au D. P. 32.2.89.

intérêts professionnels, aucune condamnation, même civile, ne peut être encourue. Si, au contraire, il a été fait usage de ces moyens, licites en eux-mêmes, dans une pensée malveillante, soit à l'encontre des ouvriers non grévistes dans le but d'obtenir leur renvoi de l'usine, soit à l'encontre d'un patron, pour l'empêcher de recruter son personnel à son gré, soit à l'encontre d'un groupement ouvrier régulier, à l'effet de le briser et de déterminer sa dissolution, dans tous ces cas, laissés à l'appréciation des juges du fond, il y aura abus du droit. Et cet abus de droit, dûment constaté, pourra servir de base à une action en responsabilité civile, tant contre le syndicat promoteur que contre ses dirigeants.

Il ne suffit donc pas qu'un préjudice soit causé, il faut l'intention mauvaise ; cette intention est révélée par un but étranger à la défense des intérêts professionnels. Il y a là quelque chose de comparable au détournement de pouvoir bien connu en Droit administratif.

Tels sont les principes que la jurisprudence de la Cour de Cassation et de la plupart des Cours d'Appel n'a cessé d'affirmer, toutes les fois qu'elle s'est trouvée en présence d'une action en dommages-intérêts fondée sur une mise à l'index.

En somme, le juge saisi d'une action en dommages-intérêts dirigée contre un syndicat ou ses administrateurs doit toujours s'enquérir avec soin des *mobiles* de l'acte incriminé, de la mise à l'index qui a causé un préjudice. S'il est établi que l'intervention du syndicat, même sous la forme comminatoire d'une mise

à l'index, a eu pour but la *défense des intérêts professionnels*, sa responsabilité civile ne saurait être engagée ; elle le serait au contraire, si le tribunal relevait à la charge du syndicat poursuivi des actes dictés par une *pensée malveillante* à l'encontre des plaignants (v. Brunschwig, La responsabilité civile des syndicats professionnels à raison des atteintes à la liberté du travail, thèse 1902 ; Pouget, La grève au point de vue juridique, thèse 1907 ; Josserand, De l'esprit des lois et de leur relativité, Théorie dite de l'abus des droits, 1927, p. 360 ; Pic, Législation industrielle, 6^e édition, n^o 306 et suiv., 352 et suiv. ; Rép. prat. v^o Travail, n^o 341 à 344).

Examinons l'application de cette théorie à travers la jurisprudence, d'abord à l'égard des syndicats (ouvriers et patronaux) et ensuite à l'égard des Unions de Syndicats.

A. — a) La mise à l'index d'une maison par un syndicat, si elle n'est accompagnée, ni de menaces, ni de violences, ni de manœuvres frauduleuses, et n'a d'autre but que l'amélioration des salaires d'une catégorie d'ouvriers, ne peut être considérée comme répréhensible, et donner lieu à des dommages-intérêts.

C'est ainsi qu'en 1905, un syndicat d'ouvriers typographes ayant apposé des affiches défendant aux membres de la Fédération française du Livre de travailler chez un imprimeur déterminé, cette mise en interdit de l'imprimeur provenant de son refus d'accepter le tarif syndical dans l'ensemble de ses dispositions, la Cour de Cassation décida : « qu'une telle mesure prise en dehors de toute pensée de malveil-

lance, et pour la seule défense des intérêts professionnels du syndicat, ne violait pas la loi du 21 mars 1884, qui, en organisant les syndicats, a abrogé l'article 416 du Code pénal... » (Req., 15 janvier 1905, S. 1906.1.209).

La Cour de Cassation et presque toutes les Cours d'Appel sont restées fidèles à cette jurisprudence, toutes les fois qu'elles se sont trouvées en présence d'une action en dommages-intérêts dirigée contre un syndicat ouvrier ou un groupe d'ouvriers grévistes, par un contremaître ou un ouvrier menacé de renvoi ou effectivement congédié par suite de la pression exercée sur le patron (v. Cass., 22 juin 1892, D. 1892.1.449, S. 1893.1.41, affaire de Bourgoin-Jallieu ; et sur renvoi après Cassation : Chambéry, 14 mars 1893, D. 1893.2.139 ; Lyon, 2 mars 1891, D. 1894.2.205 et la note de M. Planiol ; Paris, 31 mars 1896, D. 1896.2.181, affaire du pilori corporatif ; Cass., 25 janvier 1905, D. 1905.1.153 et note de M. Planiol ; Civ., 7 juillet 1910, D. 1911.1.201, et note de M. Nast ; 24 octobre 1916, D. 1916.1.246 ; 12 juillet 1921, S. 1922.1.147 ; Grenoble, 19 novembre 1920, Gaz. Pal., 21 janvier 1921, but politique ; Trib. rég., Mulhouse, 28 janvier 1923, D. 1925.2.1, et la note de M. Pic ; Riom, 7 février 1900, S. 1903.2.225 ; Douai, 7 mai 1902, S. 1903.2.233 ; Amiens, 7 juillet 1905, S. 1906.2.66 ; Cass. Civ., 24 octobre 1916, S. 1920, avec une note de M. Bonnecase ; Cass., 12 juillet 1921, S. 1922.1.147 ; 20 mars 1929, D. H. 1929.166 ; Trib. Civ. Seine, 20 décembre 1929, D. H. 1929.190 ; Lyon, 8 juillet 1931, D. P. 1932.2.89. Cf. pour le cas de coalisés indépendants de tout syn-

dicats : Cass. Civ., 9 juin 1896, S. 1897.1.27, et la note ; Paris, 25 mars 1908, D. 1909.2.185 ; Chambéry, 4 octobre 1910, D. 1911.2.187).

Le syndicat ouvrier intéressé peut donc, sans engager sa responsabilité, faire défense à ses membres, même par voie d'affiches apposées sur la voie publique, à proximité des ateliers, ou d'insertions dans les journaux, de travailler chez le patron mis en interdit. (Req., 25 janvier 1905, D. P. 1905.1.153, note Planiol et rapport de M. le Conseiller Letellier ; Trib. Civ. Seine, 20 décembre 1929, D. H. 1930, p. 190 ; R. I. J. T. 1930, France, « Conflits du Travail », n° 45 : « la mise à l'index d'une maison sans usage d'aucun moyen illicite ou délictueux et n'ayant d'autre but que l'amélioration du salaire d'une catégorie d'ouvriers ne saurait être considérée comme répréhensible et donner lieu à des dommages-intérêts » ; Rép. prat., v° syndicat professionnel, n° 168 et suiv. ; Gardenat et Salmon-Ricci, De la responsabilité civile, p. 360 ; « à la condition de ne pas poursuivre un but de pure malveillance », Trib. Seine, 18 janvier 1929, Gaz. Palais, 29.1.686 ; R. I. J. T., 1929, France, « principes généraux », n° 2).

Tout ce qui vient d'être dit au sujet de la mise à l'index doit-il s'appliquer au boycottage, c'est-à-dire à l'emploi par les grévistes de toutes les mesures de publicité, voire d'intimidation, autres que les violences envers les personnes ou les attentats contre les biens, propres à détourner le public d'acheter les produits d'une maison, mise à l'index, ou de traiter avec elle ?

La jurisprudence française est muette sur ce point. Mais à défaut de celle-ci, la jurisprudence suisse a eu à se prononcer sur cette question délicate, et elle l'a résolue dans le sens le plus favorable aux organisations ouvrières.

Le tribunal suisse, en effet, a estimé qu'en principe, le boycottage, étant un corollaire, une mesure complémentaire de la mise à l'index, doit être, pour les mêmes motifs et dans les mêmes limites, licite. Ce n'est que dans le cas où les mesures de boycottage, dirigées contre les fournisseurs de la maison frappée d'interdit, tendraient à anéantir la personnalité économique de celle-ci, que le droit individuel devrait l'emporter sur le droit collectif ; ce qui justifierait de la part de la ou des personnes lésées, une action civile en dommages-intérêts, basée sur l'article 50 du Code des obligations (cf. art. 1382 du Code civil français ; v. Trib. féd. suisse, 16 juin 1906, S. 1910.4.14, et Kcuffer : Ce qui est licite et illicite en cas de grève, *in* Le droit de grève, p. 73 et suiv. ; voir ci-dessous, chap. VIII).

b) Réciproquement, et par identité de motifs, devront être considérés comme licites toutes les mesures de défense corporative prises par un syndicat patronal, la licéité de l'attaque devant nécessairement entraîner, à titre de corollaire, la licéité de la défense.

Toute la législation syndicale française, en effet, repose sur l'égalité rigoureuse des groupements ouvriers et des groupements patronaux. Ce qui est licite pour les uns doit donc l'être nécessairement pour les autres (Pic, note au D. P. 1932.2.89).

Ainsi, l'engagement souscrit par les membres d'un syndicat patronal, de fermer leurs ateliers sur l'ordre du bureau du syndicat, en cas de conflit avec le syndicat ouvrier correspondant, au sujet de la fixation du du taux des salaires et de n'embaucher aucun ouvrier pendant la durée du conflit, est licite, et peut être sanctionné par une clause pénale, dès lors qu'il est uniquement motivé par la défense des intérêts professionnels (Civ., 17 novembre 1926, D. P. 1927.1.33, note Pic, cassant un arrêt de la Cour de Riom du 27 mai 1922, D. P. 1923.2.150). Un tel engagement, limité dans sa durée, n'est nullement contraire au principe de la liberté du travail et de l'industrie (V. note Pic, D. P. 1932.2.81 précitée). Par suite, en cas de violation dudit engagement par l'un des signataires, le syndicat est fondé à lui réclamer le paiement de la somme représentant la pénalité prévue à la convention syndicale (même arrêt, cf. Trib. Civ. Lyon, 11 novembre 1921, D. P. 1923-2-150, 1^{re} espèce, et la note signée H. L.; Trib. Civ. Seine, 12 décembre 1922, Rev. des Conseils de Prud'homme, 1923, p. 100).

Sera de même légale la coalition formée afin de ne vendre des produits pharmaceutiques qu'à un certain prix (Seine, 19 juillet 1928, R. I. J. T., 1929, France, « principes généraux », n° 5, 1^{re} espèce) et seront aussi licites les pénalités édictées en cas d'infraction.

Par contre, bien que le patron ait le droit de choisir librement son personnel, il abuserait de son droit en se refusant à l'embauchage de certains ouvriers, pour le seul motif, expressément déclaré, qu'ils font

partie d'un syndicat professionnel, ou en contraignant, sous menace de congédiement, les ouvriers qu'il a embauchés, à se retirer du syndicat (Trib. Civ. Bordeaux, 14 décembre 1903, S. 1905.2.17, note Ferron, et sur pourvoi Req., 13 mars 1905, D. P. 1906.1.113, avec la note de M. Planiol; Civ., 9 mars 1915, précité); la mise à l'index visant un patron qui systématiquement refuse d'embaucher des ouvriers syndiqués est donc licite, mais elle serait illicite si elle avait pour but d'obliger à n'embaucher que des ouvriers syndiqués (Trib. Lyon, 29 juin 1928, R. I. J. T., 1928, France, « principes généraux », n° 4). (Cour de Bordeaux, 24 février 1929, R. I. J. T., 1929, France, « principes généraux », n° 3), la lutte pour la réalisation du syndicat obligatoire se trouvant formellement condamnée par cette dernière décision, même jurisprudence.

De même, en ce qui concerne les mesures malveillantes prises par un patron ou par un groupement patronal, en vue non pas tant de défendre des intérêts corporatifs menacés — ce qui est l'exercice d'un droit — que de briser un groupement ouvrier (Trib. Civ. Bordeaux, 14 décembre 1903, D. P. 1906.1.113; Civ., 9 mars 1915, D. P. 1916.1.25, et la note de M. Planiol). De même encore le Tribunal de commerce de la Seine (21 janvier 1929, D. H. 1929, p. 109 et R. I. J. T. 1929, France, « principes généraux », n° 5, 2^e espèce), après avoir jugé que le fait pour une personne étrangère à un syndicat de vendre un journal à un prix inférieur à celui fixé par ce syndicat, ne constituait pas une concurrence déloyale, a décidé que, dès lors, la

mise à l'index de cette personne (Coty en l'espèce) par le syndicat, l'invitation adressée aux tiers dépositaires ou commerçants insérant leur publicité de le boycotter constituait, un délit civil.

Cette décision a du reste été confirmée en appel par la Cour de Paris (9 avril 1930, R. I. J. T. 1930; France, « principes généraux », n° 5, Gaz. Palais, 30.1.928) précisant que c'est à raison des tentatives de conscription des neutres, tentatives constitutives de concurrence déloyale que la condamnation est prononcée.

La jurisprudence, s'efforçant toujours, comme nous l'avons fait observer, de maintenir la balance rigoureusement égale entre ouvriers et patrons, sanctionne aussi bien les accords syndicaux intervenus entre membres d'un syndicat ouvrier, que ceux conclus entre les membres d'un syndicat patronal (Civ., 17 novembre 1926, précité; Trib. de paix de Mâcon, 10 juillet 1928, D. H. 1930, somm. p. 15). Toute violation d'un engagement régulièrement pris par un syndiqué à l'égard du syndicat dont il fait partie, pourra donc se traduire, en cas de préjudice, par l'allocation de dommages-intérêts au syndicat lésé. (Décisions précitées; cf. Pic, notes au D. P. 1925.2.1 et 1927.1.33 et les autorités citées).

Et, pour que la mesure de défense prise par le syndicat patronal en présence d'un mouvement ouvrier, soit tenue pour licite, il n'est pas même nécessaire qu'elle ait été prise en exécution d'un accord antérieur. Elle peut être spontanée, déterminée par les événements. On ne saurait donc considérer comme une contravention à l'article 24 du Code du travail

qui permet à l'ouvrier d'exiger de l'employeur, à l'expiration de son contrat, un certificat mentionnant seulement les dates d'entrée et de sortie, et la nature du travail, — le fait par l'ex-employeur de porter à la connaissance de ses confrères, par des circulaires, les faits qui ont motivés le départ de son ex-employé. L'envoi de ces circulaires, dénonçant nominativement l'ouvrier comme ayant pris part à une agitation gréviste, en vue d'un relèvement des salaires, et conseillant aux autres employeurs de s'abstenir de l'embaucher, ne saurait donner lieu à des dommages-intérêts, quand l'envoyeur a été mu par le désir de défendre les intérêts de la corporation patronale et non par l'intention de nuire à l'ouvrier (Paris, 3 mai 1924, D. H. 1924, p. 458).

B. — Quelle est la solution adoptée par la jurisprudence, dans le cas, non plus d'un syndicat de la profession directement intéressée, ou d'un individu isolé, mais d'une union de syndicats?

Avant de répondre à cette question, c'est-à-dire avant de chercher quels sont les droits des unions de syndicats, il faut d'abord savoir si ces unions ont une existence légale.

On sait que le principe même de la reconnaissance des unions de syndicats rencontra au Sénat des adversaires résolus. Mais M. Tolain, se plaçant plus spécialement au point de vue des fédérations ouvrières, triompha de ces résistances en faisant observer qu'il ne pouvait être question d'empêcher la formation des unions; que ces fédérations existaient depuis longtemps en fait, et qu'il était dès lors beaucoup plus po-

litique de les reconnaître en les règlementant que de les pousser, par une persécution maladroite, dans la voie révolutionnaire. (Sénat, séance du 3 juillet 1883). Ces considérations prévalurent, et le principe du droit d'union fut inscrit dans l'article 5 de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.

Ces unions ont le même objet que les syndicats: la défense des intérêts économiques communs à leurs membres (art. 6, § 1).

Quels sont, maintenant, les droits de ces unions?

Sous l'empire de la loi de 1884, les Unions différaient essentiellement des syndicats, en ce qu'elles ne jouissaient pas de la personnalité civile. Elles n'avaient qu'un moyen depuis la loi du 1^{er} juillet 1901, d'accéder à une personnalité restreinte, leur permettant d'ester en justice: c'était de se constituer sous la forme d'associations déclarées.

Mais la loi du 12 mars 1920 leur a donné tous les droits des syndicats isolés. Cette loi, en effet, a conféré aux unions de syndicats régulièrement constitués la même capacité qu'aux syndicats isolés. C'est ce que décide expressément l'article 6 § 3 de la loi de 1920; cette disposition est devenue l'article 26 du livre III du Code du travail.

De plus, la condition de connexité, exigée pour les syndicats isolés, n'a pas été reproduite pour les unions ou fédérations. Les mêmes droits sont donc conférés, aussi bien aux fédérations professionnelles, patronales ou ouvrières, groupant localement, régionalement ou nationalement des métiers similaires ou connexes, qu'aux fédérations interprofessionnelles,

groupant en vue d'une action commune, soit sur l'ensemble du territoire national, soit régionalement, soit localement, les syndicats patronaux ou les syndicats ouvriers des professions les plus diverses. Ces fédérations peuvent même, comme dans la région de Roubaix-Tourcoing, avoir un caractère mixte, et réunir dans un même organisme des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux.

En résumé, lorsqu'une union de syndicats — patronaux, ouvriers ou mixtes, peu importe — agit dans un intérêt commun, dans un but de défense collective, elle ne fait qu'user d'un droit que la loi lui reconnaît, et il importe peu qu'elle soit à base corporative ou qu'elle soit interprofessionnelle (v. Pic, Législation industrielle, n° 441 et 521 et sa note au D. P. 32.2.89).

En conséquence, l'intervention des unions de syndicats dans les conflits du travail est absolument légitime dès l'instant qu'elle est motivée par un *intérêt corporatif*. Il n'y aurait faute, engageant la responsabilité civile des unions que s'il y avait *abus du droit* caractérisé, c'est-à-dire si l'intervention de l'union, d'après l'appréciation du juge, apparaissait comme dictée par une pensée malveillante à l'encontre de tel ou tel syndicat, ou de telle ou telle personnalité.

Cette question est d'une grande importance au point de vue pratique. Car, en fait, dans presque tous les conflits du travail, une étroite solidarité rapproche, au point de les confondre, les intérêts de l'ensemble des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux.

On voit, la plupart du temps, les syndicats ouvriers

désireux d'obtenir une hausse des salaires, commencer par déclencher un mouvement dans une corporation déterminée, puis, lorsqu'ils ont obtenu gain de cause dans celle-ci, provoquer des demandes de relèvements correspondants dans les autres industries. (Système connu sous le nom de : système de l'escalier).

Et c'est la conséquence de cette solidarité qui a déterminé, par voie de conséquence, la constitution des grandes unions patronales.

Il est logique que l'on ait reconnu le droit d'agir à toutes ces unions, dans les circonstances où, précisément, leur action paraît la seule à produire un effet utile. (Sur le mouvement fédératif français, v. de Seilhac, Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail, 1902; Pelloutier, Histoires des Bourses du travail; Faccouel, La Fédération des travailleurs du Livre; Delivet, les employés et leurs corporations, 1909; Brouilhet, Le conflit des doctrines (livre IV, Le syndicalisme). Sur la Confédération Générale du Travail, v. Pic, Législation industrielle, n° 426 et suiv. et la note précitée au D. P. 1932-2-89).

Ce sont les organisations syndicales ouvrières qui ont commencé à se grouper, à s'unir. La C. G. T. n'est-elle pas le type le plus perfectionné et le plus complet d'union syndicale, puisqu'elle groupe la majorité des syndicats ouvriers français, et qu'elle va même jusqu'à faire appel, dans les cas les plus graves, aux organisations similaires de l'étranger? Or, la C. G. T. s'est, dès son origine, reconnu le droit, dont elle a largement usé, de s'immiscer dans tous les conflits du travail, sur quelque point du territoire qu'ils se produi-

sent, et de donner, voire même d'imposer ses directives.

La loi ne pouvait interdire aux groupements patronaux ce qu'elle permettait aux groupements ouvriers. Car la loi syndicale française repose essentiellement, comme nous l'avons déjà dit, sur le principe d'égalité. Tout ce qui est permis aux syndicats ouvriers est permis aux syndicats patronaux; tout ce qui est interdit aux premiers l'est aussi aux seconds. Si nous cherchons maintenant à résumer les observations faites jusqu'à présent, la jurisprudence, nous le voyons, est dominée par la combinaison des principes de liberté des coalitions et de la théorie de l'abus de droit.

En soi-même l'action de la coalition est licite, et n'est génératrice d'aucune responsabilité civile, mais c'est à la condition de ne pas s'assigner d'autres buts que ceux que le législateur lui a permis de poursuivre, d'agir dans un intérêt corporatif légitime.

Tout le problème se ramène donc à l'examen par le juge des mobiles qui ont poussé l'auteur de l'acte dommageable à agir.

S'il a agi uniquement dans un but d'intérêt professionnel, de défense corporative, aucune condamnation, même civile, ne saurait être encourue par lui.

Si, au contraire, son acte a été dicté par une pensée malveillante, s'il a agi dans un esprit de vengeance et d'animosité personnelle, alors — mais alors seulement — il engage sa responsabilité civile.

La question s'est enfin posée de savoir dans quelle mesure une activité extra-professionnelle d'une union

de syndicats, en l'espèce de la C. G. T., pouvait entraîner non seulement la responsabilité civile de cet organisme, mais encore la sanction corporative de la dissolution.

La jurisprudence a eu à trancher la question, lorsqu'en 1920, à la suite des grèves de mai, le Gouvernement décida de demander la dissolution de la C. G. T., instigatrice du mouvement qui, débutant par les cheminots, s'étendit, sans se généraliser cependant, à la majeure partie des branches de l'industrie nationale. MM. Jouhaux, Dumontier, Laurent, Lapierre et Calvinac furent en même temps personnellement poursuivis pour infraction aux lois de 1884 et 1920.

Le réquisitoire introductif (voir *Gaz. Palais*, 1920-1-87 et suiv.) relevait à l'appui de ses conclusions divers griefs.

On avait constaté que, depuis 1902, et contrairement à l'obligation que lui en faisait l'article 4 de la loi de 1884, la C. G. T. n'avait fait aucun dépôt de ses statuts et des noms de ceux qui le dirigeaient, bien qu'elle fut constituée par la réunion des syndicats groupés d'une part en Fédérations nationales d'industrie, d'autre part en Unions locales. Elle avait, d'autre part, admis dans son sein, contrairement à l'article 6, alinéa 1, de la loi de 1884, des organisations de nature différente dont certaines étaient illégalement constituées : les syndicats de fonctionnaires (comp. ci-dessous chap. IV).

Mais le réquisitoire insistait bien davantage sur l'action politique de la C. G. T., en la déclarant contraire à la fois aux statuts de la C. G. T. elle-même, et

à l'article 3 de la loi de 1884, aux termes duquel : « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles ».

Le programme minimum de la C. G. T. tendait, en effet, en 1919, « à la prise de possession de la part de gestion et de contrôle qui revient à la classe ouvrière dans toutes les branches de l'activité économique pour en assurer le développement conformément aux besoins de la collectivité ». Dès 1919 aussi la C. G. T. avait, d'autre part, organisé une campagne de meetings et entamé des pourparlers avec les organisations syndicales anglaises afin d'obtenir l'amnistie pleine et entière, la démobilisation rapide et totale, et enfin la cessation de toute intervention militaire en Russie. Sur ce dernier point, elle avait même établi avec le Labour Party anglais, un projet d'action internationale, et décidé une grève générale pour le 21 juillet, constatant « qu'elle ne pouvait plus compter sur les promesses gouvernementales, et qu'un acte de puissance était devenu nécessaire ».

Si elle fut ensuite amenée à renoncer à cette grève générale, elle s'opposa cependant aux transports d'armes ou de munitions à destination de la Russie, tout de même qu'elle décidait le boycottage de la Hongrie.

Le réquisitoire n'avait évidemment pas de peine à montrer que la question des rapports politiques entre la France et la Russie des Soviets sortait du cadre professionnel que le législateur de 1884 pouvait avoir eu en vue, et il renouvelait la même démonstration à propos de l'action menée pour l'amnistie.

Mais c'était surtout l'action menée en 1920, à l'occasion de la grève des cheminots, en vue d'obtenir la nationalisation des chemins de fer, qui constituait le fondement des poursuites. La grève des cheminots avait été déclenchée par les extrémistes (qui ont depuis formé la C. G. T. U.) et qui avaient réussi en avril 1921 à conquérir la majorité de la Fédération des chemins de fer : le ministère public n'avait pas de peine ici encore à montrer le caractère révolutionnaire que les promoteurs de ce mouvement lui avaient attribué.

Sans doute la majorité de la C. G. T. n'avait pas pris l'initiative de la grève, mais elle s'y était ralliée. « Il s'agit d'une grève dirigée contre les Compagnies de chemins de fer en tant que propriétaires de réseaux et dirigée contre le Gouvernement en tant qu'expression politique des classes dirigeantes », avait déclaré M. Jouhaux.

On connaît la tactique assez curieuse que la C. G. T. avait tenté d'inaugurer, tactique qui consistait à éviter la grève générale intercorporative, mais à faire cesser le travail dans celle des industries dont l'arrêt devait procurer la plus grande gêne à l'économie nationale. Cette tactique, dite des « vagues d'assaut », avait abouti à un échec, et dès le 19 mai 1920, la C. G. T. était amenée à donner l'ordre de reprise du travail : son influence et le nombre de ses adhérents avaient alors fortement décru.

Il lui était du reste également fait grief des moyens pacifiques qu'elle avait envisagés, et notamment du Conseil économique du travail qu'elle avait entendu

constituer avec l'espoir de rallier à ses solutions la majorité de l'opinion publique, en assurant ainsi à cet organisme une autorité supérieure à celle du Gouvernement lui-même. En vain la C. G. T. avait-elle déclaré qu'elle n'entendait pas organiser des émeutes, mais au contraire « transporter la bataille qui est nécessaire dans les bureaux au lieu de la laisser s'accomplir dans la rue » — le réquisitoire lui faisait grief d'avoir entendu constituer un véritable gouvernement en face des pouvoirs publics.

Les défenseurs de la C. G. T. répondaient cependant que si le législateur de 1884 n'adhérait pas à la doctrine de la lutte de classe, il n'avait pu faire de sa répudiation, une condition du droit syndical ; que, d'autre part, pour la C. G. T., groupant toutes les corporations, l'intérêt professionnel corporatif s'identifiait nécessairement à celui de la classe ouvrière tout entière, et qu'en défendant des revendications qui intéressaient toute cette classe, même lorsqu'elles avaient un caractère politique, la C. G. T. n'avait fait qu'obéir à la logique des choses sans transgresser l'esprit de la loi. Qu'enfin à interdire l'action ainsi menée, on ne gagnait pas autre chose que d'acculer la classe ouvrière à la violence.

Le Tribunal correctionnel de la Seine, dans son jugement du 13 janvier 1921, malgré les plaidoiries de MM. Laval, Boncour, Lafont et Berthon, (*G. P.*, 1920-1-87) devait faire droit au dit réquisitoire, prononcer la dissolution de la C. G. T. et condamner les prévenus à 100 francs d'amende par un jugement qui restreignait sensiblement le champ reconnu à l'action

syndicale. Ce jugement imputait à la C. G. T. « un esprit de révolte et d'émancipation dérégulée contre l'ordre légal, alors que la grande pensée libérale qui inspira l'auteur de la loi de 1884 était au contraire de permettre aux travailleurs d'améliorer leur condition par l'usage judicieux et réfléchi d'une liberté nécessaire qui leur était reconnue pour évoluer dans un milieu social plus éclairé et plus tolérant, mais non pour en briser les cadres », et rappelant les faits ci-dessus indiqués, le Tribunal concluait : « que l'intention hautement et de longue date proclamée par la C. G. T., a été de faire de la liberté syndicale non l'instrument d'éducation et d'union que prévoyait la loi de 1884, mais un instrument de guerre sociale ».

Le Tribunal rendait du reste hommage à la valeur des dirigeants syndicaux et à l'ardeur de ses membres, à leur collaboration avec les pouvoirs publics pendant la guerre, mais il en concluait « qu'un rappel à l'ordre n'en était que plus nécessaire », ajoutant que ces dirigeants avaient été grisés par les responsabilités qui leur avaient été attribuées dans la période d'union sacrée de la guerre, et qu'ils avaient ainsi « méconnu la grande loi d'évolution qui spécialise et différencie les organes au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des créations sociales, aussi bien que des êtres vivants, et que le législateur de 1884 avait cependant respectée en spécialisant l'action syndicale dans l'étude et la défense d'intérêts économiques, le Gouvernement et les Assemblées parlementaires restant investis et maîtres de l'autorité politique. La C. G. T. avait prétendu créer « un Etat

dans l'Etat », et soutenir « des manifestations si nettement politiques que la classe ouvrière, retenue par l'instinct qui concentre ces préoccupations sur les questions réellement économiques avait refusé de la suivre ». Au lendemain de la guerre il importait, conclut le tribunal, de faire prévaloir les solutions d'ordre et de concorde « sur la fantasmagorie d'un idéal révolutionnaire plus ou moins décevant, plus ou moins en opposition avec les lois profondes » qui régissent la vie de toute société, qu'au surplus « l'Etat producteur de sécurité et d'ordre ne pouvait tolérer en face de lui le gouvernement que prétendait constituer une minorité d'agitateurs ».

Une telle décision, on le voit, prenait figure, non seulement de condamnation à raison de faits déterminés, mais encore de condamnation de principe d'une tendance politique et même syndicale. La C. G. T. était illégale non seulement à raison de son activité extra-corporative, mais encore parce qu'elle avait adhéré aux doctrines collectivistes. C'était en réalité la doctrine de la lutte de classe qui était interdite aux syndicats.

Cette controverse juridique n'eut pas de lendemain, car la C. G. T., sans contester le jugement intervenu, se contenta de se reconstituer aussitôt, et ne fut depuis nullement inquiétée. Son existence s'est ainsi trouvée dépendre en dernière analyse de l'attitude du Gouvernement, et cet épilogue montre que l'existence d'une vaste union de syndicats pose nécessairement un problème, presque avant tout politique. Un organisme groupant des adhérents aussi nombreux est nécessai-

rement amené à se préoccuper de questions politiques : s'il sort ainsi du cadre qu'avait eu en vue le législateur de 1884, la question de savoir s'il convient de l'y faire rentrer à tout prix dépend moins de l'interprétation de ce texte, que des préoccupations gouvernementales et du danger que cette action syndical fait courir à l'ordre public.

CHAPITRE IV

La coalition dans les services publics

I

L'article 126 du code pénal

Art. 126 : « Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique :

« Les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque. »

Pendant près d'un siècle après la mise en vigueur du Code pénal, les articles 123 et suivants relatifs aux coalitions de fonctionnaires sont demeurés sans application. De sorte que Boitard, (Leçons de droit criminel, 13^e édition, n° 205) avait pu écrire qu'il les considérait comme inutiles, car il n'y avait pas, disait-il, lieu de présumer « que les fonctionnaires qui composent l'administration puissent, avec l'unité de leur institution et la dépendance qui les lie étroitement, former une coalition pour l'inexécution des ordres du pouvoir ».

Il ajoutait, (n° 206) que « l'article 126 avait porté la prévoyance à la plus extrême limite, en édictant une peine pour les fonctionnaires qui auraient, par délibération, arrêté de donner leur démission à l'effet de suspendre un service quelconque ».

Mais les événements devaient, depuis 1907, plusieurs fois donner un démenti à cette opinion et révéler, non seulement la possibilité des coalitions de fonctionnaires, mais encore l'insuffisance des prescriptions législatives que l'on avait cru portées à l'extrême.

Ce qui était chimérique au temps de Boitard est devenu aujourd'hui la réalité.

En 1907, on vit, dans les trois départements de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, dans lesquels une crise viticole intense sévissait, une démission massive des maires des différentes communes, pour obliger le gouvernement à porter un remède à la mévente des vins. La vie communale fut suspendue, les maires se refusant à expédier les affaires courantes, à enregistrer les naissances, à procéder à la célébration des mariages, à délivrer les permis d'inhumation. (V. S. 1908, 1, 433, note Roux).

Or, le cas de ces maires du Midi n'est pas resté un phénomène unique.

On peut tenir pour certain, en effet, que, dans un pays démocratique où un grand nombre de fonctionnaires sont élus et exercent des fonctions gratuites, le lien qui unit ces fonctionnaires au gouvernement peut être assez relâché pour que, dans certaines crises, il y ait opposition et conflit avec celui-ci. (V. note Roux précitée).

D'autre part, les grèves de fonctionnaires, dans un pays libre où existent la liberté de presse et de réunion, sont loin d'être des hypothèses irréalisables. Elles se sont souvent réalisées, depuis le début du siècle, et non seulement parmi les fonctionnaires exerçant un mandat gratuit, mais aussi parmi les fonctionnaires salariés. (V. Crim., 14 mai 1908, D. 1909, 1, 133 ; Trib. corr. Seine, 19 juillet 1909, D. 1909, 8, 69, syndicats des postiers, et sur appel Paris, 27 octobre 1910, S. 1916, 2, 97, note Bonnecase; Cons. d'Etat, 7 août 1909, S. 1909, 3, 14, et la note de M. Hauriou, D. 1911, 3, 17; 1^{er} mars 1912, D. 1914, 3, 48; Cass. chambres réunies, 15 janvier 1923, D. 1924, 1, 153; Cass., 9 juin 1924, S. 1925, 1, 141; Trib. corr. Seine, 13 janvier 1921, *Gaz. Pal.*, 15 janv. 1921).

L'article 126 du Code pénal se montre impuissant à réprimer de tels agissements.

Depuis longtemps déjà, dans leur Théorie du Code pénal, Chauveau et Faustin Hélie se sont élevés avec force contre la rédaction de ce texte, et ils ont montré ce qu'avait d'injuste la confusion faite dans cet article entre l'objet des démissions, c'est-à-dire le but visé par les fonctionnaires démissionnaires, et l'effet de ces démissions, c'est-à-dire le résultat de leur acte, qui peut avoir dépassé leur intention, enfin ce qu'avait d'illogique l'assimilation dans la répression des services de première nécessité, avec d'autres services publics, même très peu importants pour la société. (V. Chauveau et F. Hélie, Théorie du Code pénal, 6^e édition, par Villey, t. 2, n° 557).

Devant des conséquences pénales excessives lors-

qu'il s'agit de ces derniers services, on n'ose poursuivre, et les infractions demeurent impunies.

Mais surtout, les conditions multiples qui ont été mises à l'application de l'article 126, font que cet article, en pratique, peut rarement avoir l'occasion de jouer.

Il faut, en effet, que les fonctionnaires aient arrêté, par délibération, de donner leur *démission*. Il ne suffit donc pas qu'il y ait des démissions nombreuses, données à l'imitation les unes des autres, et dont l'effet aurait été de suspendre un service public. Il ne suffit même pas que ces démissions mêmes aient été concertées, et qu'elles soient le résultat d'une entente ou l'exécution d'un mot d'ordre. Il faut qu'elles aient été données, après une délibération en commun. (V. Chauveau et Faustin Hélie, op. et loc. cit., et le Code pénal annoté par Garçon, sous l'article 126, n° 213).

C'est l'exigence de cette dernière condition qui a failli empêcher toute tentative de répression lors de la révolte des maires du Midi, en 1907. Ces maires, en effet, avaient bien démissionné à la suite d'un mot d'ordre donné par le comité directeur de la ligue. Leur démission était bien le résultat d'un concert, d'une entente. Mais ils n'avaient pas délibéré sur elle ; ils n'avaient pas, comme l'exige l'article 126, arrêté, par délibération, de donner leur démission. Si des poursuites ont été, par exception, possibles contre certains d'entre eux, c'est que ces derniers avaient fait partie du comité de la ligue, qu'ils étaient membres du comité d'Argeliers, et qu'ils avaient délibéré sur la conduite à tenir si le gouvernement n'acceptait pas leur ultimatum. (Cf. Louis Rolland, Rev. de Droit

public et de Sciences politiques, 1907, p. 724 et s., et Roux, note précitée).

Ainsi, si le comité d'Argeliers, au lieu de comprendre certains des maires coupables, avait été composé autrement, « l'arme que le gouvernement croyait tenir avec l'article 126 lui échappait, et la grève des maires demeurerait un scandale impuni ». (Note Roux précitée).

La rédaction défectueuse de l'article 126 du Code pénal s'explique, croyons-nous, par le souvenir de la lutte des Parlements contre le pouvoir royal.

Quand l'article 126 a été rédigé, il est manifeste, en effet, que le législateur songeait à l'opposition que les Parlements avaient faite à la monarchie de l'ancien régime, et qu'on ne voulait pas voir renouveler par les nouvelles compagnies judiciaires si profondément différentes, cependant, de leurs aînées. (V. Code pénal annoté par Garçon, sous l'article 126, n° 1). Il avait encore présentes à l'esprit les menaces d'arrêt au cours de la justice, que, dans leur conflit avec le pouvoir royal, les anciennes cours souveraines n'avaient pas craint de formuler pour empêcher l'enregistrement d'ordonnances jugées par elles inconstitutionnelles.

Sans doute, l'article 126 a-t-il revêtu une ampleur plus grande. Il vise non seulement la suspension du cours de la justice, mais la suspension d'un service public quelconque. Il ne frappe pas seulement les magistrats ; mais, d'une façon générale, tous les fonctionnaires, à quelque ordre qu'ils appartiennent. Il étend donc considérablement la notion de forfait-

ture, que l'article 644 du Code de brumaire an IV restreignait encore aux magistrats. Mais dans les termes mêmes de l'article 126, apparaît nettement la préoccupation dominante du législateur : empêcher avant tout l'arrêt du cours de la justice.

Or, le gouvernement, responsable de l'ordre, et chargé d'assurer dans le pays la vie sociale, doit être armé non seulement pour réprimer des grèves de magistrats, mais pour réprimer, d'une manière générale, toutes les grèves qui risqueraient de troubler la vie même du pays, et de mettre en péril l'Etat lui-même.

Avec l'article 126, il est, nous venons de le montrer, mal et insuffisamment armé.

II

La coalition des fonctionnaires

Il convient, avant tout, de préciser le sens du mot : fonctionnaire.

Il est dans l'esprit de l'article 126 du Code pénal d'entendre d'une manière très large cette expression susceptible de significations variées. (V. la note de M. Roux précitée).

Deux remarques importantes doivent être faites :

1° La qualité de fonctionnaire n'est pas exclusivement réservée à quiconque émarge au budget de l'Etat ;

2° D'autre part, elle ne peut s'appliquer indistinctement à tous ceux qui émargent au budget de l'Etat.

Nous allons nous expliquer :

1° La qualité de fonctionnaire n'est pas exclusivement réservée à quiconque émarge au budget de l'Etat :

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les maires du Midi ont été considérés comme des fonctionnaires, lors de leur révolte contre le gouvernement en 1907. Ils ont été jugés tels, en tant qu'investis d'une parcelle de l'autorité publique.

« Les maires, qui représentent dans la commune le pouvoir central, et qui ont reçu la mission légale d'assurer, sous l'autorité de l'administration supérieure, notamment la publication et l'exécution des lois et règlements et des mesures de sûreté générale, rentrent, à cet égard, dans la catégorie des personnes qualifiées fonctionnaires publics par l'article 126 du Code pénal. » (S. 1908, 1, 433).

Par conséquent, on classera parmi les fonctionnaires des personnes détenant une partie de l'autorité publique et exerçant leur mandat gratuitement.

2° Tous ceux qui émargent au budget de l'Etat ne sont pas des fonctionnaires :

Il faut, en effet, établir une distinction essentielle entre les simples salariés de l'Etat et les fonctionnaires proprement dits.

Les ouvriers salariés de l'Etat (ex. : ouvriers et employés des établissements industriels exploités en régie par l'Etat, arsenaux, manufactures de tabac ou d'allumettes, etc...), ne peuvent pas être considérés comme des fonctionnaires. (V. Pic, Légil. industr., p. 243 et suiv.).

Sans doute, les chefs de service, directeurs, ingé-

nieurs du contrôle, détachés d'un service administratif, dont ils continuent à faire partie, entrent dans la catégorie des fonctionnaires.

Mais on ne peut étendre ce qualificatif à l'ensemble du personnel, dont les services sont identiques, en définitive, à ceux que les Compagnies de chemins de fer, par exemple, demandent à leur agents. (V. cependant en sens contraire, Paris, 20 juillet 1915, Rev. des établissements de bienfaisance, 1916, 248, refus du droit syndical au personnel des hôpitaux de la Seine).

On a cependant proposé une distinction entre les ouvriers et employés auxiliaires, embauchés temporairement, et les employés ou agents commissionnés, liés à l'Etat non par un simple louage de services, mais par un contrat de mandat *sui generi*, qui les constituerait dépositaires de la puissance publique.

Telle fut la thèse soutenue d'abord par l'Administration préfectorale de la Seine au regard des cantonniers de la Ville de Paris, agents commissionnés, puis développée devant la Chambre par M. Jonnart, ministre des travaux publics, en ce qui concerne les agents commissionnés des chemins de fer de l'Etat (interpellation Jourde, 22 mai 1894).

Mais le ministère fut mis en minorité par la Chambre sur cette question, et la discussion se clôtura par l'ordre du jour suivant qui condamnait cette thèse : « La Chambre, considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat aussi bien qu'à ceux des industries privées, invite le gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution ».

« La solution admise par la Chambre, dit M. Pic (op. cit., p. 246), nous paraît absolument juridique. Commissionnés ou non, les ouvriers ou employés de l'Etat industriel, ne participent à aucun titre à l'exercice de la puissance publique. Ils peuvent être des mandataires, des préposés, mais ne sont pas des fonctionnaires au sens légal du mot ».

Quel est donc ce sens légal du mot : fonctionnaire ?

Dans son *Traité de Droit administratif* (p. 45 et suiv.), M. Berthélémy faisait observer avec raison que le seul moyen de mettre fin aux controverses très délicates qui s'élèvent en France journallement sur la qualité de fonctionnaire, serait de doter le Droit français d'une loi générale sur les « fonctions publiques », analogue à la loi allemande du 11 mars 1879.

Or, le projet de loi du 1^{er} mai 1920 sur le statut des fonctionnaires, a cherché à combler cette lacune. L'article premier, en effet, est ainsi conçu : « Sont considérés comme fonctionnaires, pour l'application de la présente loi, tous ceux qui, en qualité de délégués de l'autorité publique, d'employés, d'agents ou de sous-agents, occupent un emploi dans les cadres permanents d'un service public civil régi par l'Etat, à l'exclusion du personnel ouvrier. »

Sont ainsi considérés comme fonctionnaires : les délégués de l'autorité publique (les maires, par exemple), et les préposés aux grands services publics (finances, enseignement, travaux publics, postes et télégraphes, etc.), toutes personnes unies à l'Etat, non par un contrat de salaire, mais par ce qu'on a souvent appelé « contrat de droit public », leur conférant

des droits et leur imposant en retour des devoirs spéciaux.

La notion de fonctionnaire ainsi précisée, nous pouvons aborder maintenant le problème de la coalition des fonctionnaires.

Une observation préliminaire s'impose : il y a une étroite connexité entre le droit de grève et le droit syndical. (V. Trib. corr. Seine, 29 juillet 1909, D. 1909, 5, 69, et Crim., 14 mai 1908, D. 1909, 1, 133, motifs ; cf. Villey: Le syndicat professionnel et la fonction publique, *Revue politique et parlementaire*, 1928, I, p. 82 et s. et IV, p. 163 et s.). Aussi, toutes les fois que la question du droit de coalition s'est posée, la discussion a porté à la fois et sur le droit de grève, et sur le droit syndical. Ces deux droits ne se confondent cependant pas, et nous ne voyons, quant à nous, aucune impossibilité pour le gouvernement à reconnaître aux fonctionnaires le dernier de ces droits, tout en leur déniait formellement le premier.

Nous examinerons donc séparément les deux problèmes. On assiste sur la question du droit syndical des fonctionnaires à un divorce complet de la jurisprudence et de la pratique administrative.

1° La jurisprudence s'en tient en effet à un système très net qui admet les fonctionnaires au bénéfice de la loi de 1901, mais leur refuse au contraire celui de la loi de 1884.

En ce qui concerne l'illégalité des syndicats de fonctionnaires, la jurisprudence judiciaire est notamment fixée par des arrêts de Cassation du 4 mars 1913 (au D. P. 1913-1-321) et 15 juin 1923 (D. P. 1924-1-153) (comp. note Chavegrin au Sirey 1912-2-1).

Le Conseil d'Etat, de son côté, consacra la même thèse, notamment par des arrêts du 13 janvier 1922 et du 20 février 1925 (Chambre syndicale des agents de l'octroi de Paris). « Considérant, lit-on dans cette dernière décision, que si la loi du 12 mars 1920 a eu pour objet d'étendre la capacité des syndicats et de rendre la loi de 1884 applicable aux professions libérales, elle a décidé qu'une loi spéciale fixera le statut des fonctionnaires. Il résulte de cette disposition et des rapports dont elle a été précédée, que le législateur entend refuser aux associations de fonctionnaires le droit de se placer sous le régime de la loi du 21 mars 1884. »

Les partisans de cette thèse invoquent notamment à son appui la déclaration du Ministre du travail, en réponse à une question de M. Ernest Lafont à la Chambre : « Il déclare très nettement que la deuxième partie de l'article 9 nouveau, ne tranche en aucune façon la question du syndicat des fonctionnaires, elle la réserve. C'est le *statu quo* en droit et en fait, en attendant le vote d'une loi sur le statut des fonctionnaires. »

Les partisans des syndicats de fonctionnaires invoquaient, au contraire, l'absence de prohibition dans la loi de 1884, comme dans celle de 1920. Celle-ci ne faisant sur ce point particulier que renvoyer à celle-là, et ils déduisaient précisément de cette absence de prohibition, l'autorisation de se syndiquer par application du principe énoncé à l'article 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme : tout ce qui n'est pas défendu est permis.

Mais la jurisprudence (voir notamment sur cette question la décision fortement motivée du Tribunal correctionnel d'Evreux, 9 décembre 1920, à la *Gaz. Palais*, 1921-1-202), estime que le droit syndical dans la législation française n'a jamais été considéré comme un droit appartenant à tous mais qu'il est toujours apparu comme réservé à certains, la loi de 1884 n'apparaissant en effet que comme une dérogation aux articles 414 et 416 du Code pénal, et à la loi des 14-17 juin 1791, ce qui explique qu'il ait fallu des lois spéciales pour étendre le droit syndical aux professions libérales, et notamment aux médecins. Le texte même de la loi du 30 novembre 1892, relative au corps médical, n'impose-t-il pas du reste l'interprétation *a contrario*, puisqu'il reconnaît dans son article 13 aux médecins le droit de défendre leurs intérêts professionnels à l'égard de « toutes personnes autres que l'Etat, les départements, les communes » ?

Et si les fonctionnaires médecins se trouvent ainsi exclus du droit syndical, pourquoi celui-ci serait-il reconnu aux autres fonctionnaires ?

A cet argument tiré du caractère exceptionnel du droit syndical, les adversaires des syndicats de fonctionnaires ajoutent un argument tiré de l'objet même du droit syndical : Les syndicats, disent-ils, sont, aux termes de l'article 3 de la loi de 1884, constitués « en vue de l'étude et de la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Or ces intérêts n'existent pas pour les fonctionnaires. Il ne peut y avoir pour eux d'intérêt professionnel puisque

l'intérêt du service auquel ils collaborent, est l'intérêt public. L'action syndicale suppose enfin des personnes privées en présence, sur lesquelles une pression morale est licite. Lorsqu'il s'agit des fonctionnaires, au contraire, leur patron est l'Etat sur la volonté duquel toute pression est inadmissible. Pour tous ces points, voir Alibert, *Contrôle juridictionnel*, p. 133, et Hauriou, note au Sirey, 1922-3, p. 1. « La forme syndicale est par elle-même une organisation de lutte qui implique une attitude d'hostilité envers la hiérarchie ». « La lutte de classe, le droit de grève, écrit encore le doyen Hauriou, après avoir fait observer que les syndicats en France se sont tous placés sur le terrain de la lutte de classe, que « la forme syndicale est liée à l'idée de lutte de classe », ce sont des appels au droit de justice privée qui ne sauraient être tolérés dans le monde administratif qui est ordonné comme tout ce qui fait partie de l'Etat. »

Et tel est bien l'avis du Conseil d'Etat, 13 janvier 1922, au Recueil Lebon : « Considérant que le législateur de 1884 n'a eu en vue que les représentants d'intérêts particuliers libres de discuter ensemble les relations du capital et du travail et non les fonctionnaires représentant les intérêts généraux. »

Ces arguments ont, nous l'avons dit, emporté jusqu'ici l'assentiment de la jurisprudence : les actions introduites en justice par les syndicats ont toujours été déclarées irrecevables. Avant la guerre même, et au lendemain des grèves de 1920, à l'époque où le gouvernement s'efforçait d'empêcher réellement la constitution des syndicats de fonctionnaires, les tribunaux saisis par le Parquet prononçaient la disso-

lution de ces syndicats et condamnaient leurs dirigeants coupables d'infractions à ces décisions aux peines prévues par la loi de 1889 (voir pour l'une des dernières de ces décisions le jugement précité du Tribunal correctionnel d'Evreux, *G. P.*, 1921-1-202), condamnant à 16 francs d'amende chacun des dirigeants du syndicat des instituteurs de l'Eure.

2° Mais toute autre est l'attitude de la jurisprudence à l'égard des associations de fonctionnaires constituées sous l'empire de la loi de 1901 et dont un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 11 décembre 1908 (Sirey, 1909-3-17, avec les conclusions de M. Tardieu et la note de M. Hauriou) a admis la légalité.

Quelques hésitations semblent cependant s'être produites à cet égard (Alibert, p. 132). On a soutenu, en effet, qu'il n'y avait qu'une différence de mot entre l'association et le syndicat, mais le Conseil d'Etat a estimé qu'en présence de l'incertitude du texte les intérêts pratiques existants ne suffisaient pas à justifier un refus de la liberté d'association (Alibert, *loc. cit.*), « la forme de l'association, d'après la loi de 1901, n'implique pas, par elle-même, cette attitude hostile (des syndicats) mais au contraire une attitude amicale aussi bien envers la hiérarchie qu'envers les associés » (Hauriou, note précitée).

C'est ici la généralité des termes de la loi de 1901 qui a été invoquée : « La loi de 1901 ne fait aucune distinction. Elle est ouverte à tous : il n'est donc pas possible de contester la légalité de l'association requérante, déclarait M. Tardieu, et il admettait que cette association pouvait présenter un caractère pro-

fessionnel, s'occuper des intérêts de ses membres, et former un recours devant les tribunaux (le Conseil d'Etat a même admis très facilement l'intérêt corporatif des associations de fonctionnaires les rendant recevables à déférer au Conseil d'Etat les actes intéressant leur cadre).

La jurisprudence judiciaire s'est également prononcée dans le même sens : Paris, 27 décembre 1910, D. 1911, 2, 329, avec la note de M. Capitant ; Cass., 4 mars 1913, D. 1913, 1, 321, et note Rolland ; Cass., Chambres réunies, 15 juin 1923, S. 1924, 1, 153, avec la note de M. Rolland ; S. 1925, 1, 40, avec la note de M. Chavegrin ; 14 octobre 1923, S. 1924, 1, 332 ; Poitiers, 11 février 1925, *Gaz. Pal.*, 1925, 2, 752 ; Reims, 25 février 1910, *Gaz. Pal.*, 3-8 mars 1910), avec l'approbation du gouvernement (Déclaration de M. Barthou à la Chambre, le 1^{er} décembre 1920 ; de M. Poincaré au Sénat, le 7 avril 1906 et à la Chambre le 7 mars 1924).

Et cette solution a été accueillie avec faveur par l'ensemble de la doctrine. (Voir notamment les notes de M. Hauriou, sous Cons. d'Etat, 11 décembre 1908, Association des employés du ministère des colonies (S. 1909, 3, 17) et sous les arrêts Empis du 16 juin 1910 et Mouton du 10 novembre 1911 (S. 1913, 3, 33), maintenant la solution sus-indiquée). M. Hauriou fait cependant des réserves sur le cas où des associations de fonctionnaires s'efforceraient de constituer des organismes communs avec des employés d'administrations privées. (Voir cependant en ce sens défavorable à toutes les associations de fonctionnaires, la note de M. Chavegrin au Sirey, 1912, 2, 265).

Mais si le Conseil d'Etat admettait ainsi la légalité des associations de fonctionnaires, il entendait ne reconnaître que les associations particulières à une administration déterminée, et non des Unions d'associations de fonctionnaires qui auraient ainsi constitué une manière de bloc légal des fonctionnaires : deux arrêts des 13 mai 1921 et 14 mars 1924 déclarent ainsi irrecevables deux requêtes de l'Union des associations professionnelles du Personnel civil des Administrations centrales.

« Considérant, lit-on dans la dernière de ces décisions, que l'Union constituée entre les associations professionnelles des différentes administrations centrales n'a pas qualité pour se substituer aux fonctionnaires de l'une de ces administrations groupées en association ou agissant isolément en vue de la défense en justice des intérêts communs qui sont propres au personnel de ces associations. »

Les conclusions de M. Rouchon Mazerat (Revue de Droit Public, 1924, p. 238 et suiv.) précisent que si de telles associations ne sont pas illégales, elles sont cependant sans qualité pour attaquer les actes n'intéressant qu'une catégorie de leurs membres.

3° Mais au moment même où la jurisprudence condamnait ainsi le syndicat de fonctionnaires, et n'admettait l'association professionnelle qu'avec certaines restrictions, la pratique s'orientait dans une toute autre voie, en sorte qu'aujourd'hui, les syndicats, illégaux en droit, existent en fait, et entretiennent même des relations régulières avec le gouvernement, l'opposition du droit et des faits étant ici aussi complète que possible.

Toujours sensible sans doute à l'influence électorale des fonctionnaires, le Parlement leur a témoigné à maintes reprises sa faveur. Dès le 22 mai 1894 (*J. O.*, Débats, 23 mai 1894), la Chambre des Députés a, nous l'avons vu, déclaré dans un ordre du jour qui entraîna la chute du Ministre des Travaux publics, M. Jonnart : « Considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat aussi bien qu'à ceux des industries privées, invite le gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution ».

Une certaine résistance continua cependant à se manifester ; c'est ainsi qu'en 1903 (conclusions de M. Tardieu au Sirey, 1909, 3, 17) une circulaire interministérielle prescrivait aux Préfets de prononcer la dissolution des syndicats de cantonniers, et dans une circulaire de 1905 (citée *eo. loc.*) M. Bienvenu-Martin déclarait : « Les instituteurs publics ne rentrent pas dans les catégories visées par la loi et ne peuvent constituer un syndicat professionnel ». « La liberté de s'associer, déclarait encore M. Rouvier, Président du Conseil (*J. O.*, Chambre, 8 novembre 1905, p. 3084), la loi de 1901 la donne à tous les fonctionnaires ; la liberté de se syndiquer, elle, appartient à ceux des agents de l'Etat qui servent l'Etat industriel, mais non pas l'Etat puissance publique. » Et, en 1906, M. Briand, tout en prescrivant aux Préfets de recevoir les délégués des amicales, annonçait qu'il ne tolérerait plus la formation de nouveaux syndicats.

En fait ceux-ci continuaient cependant d'exister : lorsqu'ils étaient dissous, ils se reconstituaient et petit

à petit, le gouvernement en venait à fermer les yeux. En 1924, il a fait plus encore : deux circulaires de MM. Herriot et Chautemps, des mois d'août et septembre 1924, en même temps qu'elles annonçaient le dépôt d'un projet de loi sur le droit syndical des fonctionnaires, invitaient tous les chefs d'administration à recevoir les délégués des syndicats de fonctionnaires et annonçaient que le gouvernement lui-même ne manquerait pas de discuter avec eux les questions intéressant le personnel ; aucun des gouvernements qui se sont succédés depuis cette époque n'a rapporté cette circulaire, et c'est ainsi qu'on a récemment vu les syndicats, déclarés illégaux, discuter longuement avec le gouvernement certains articles de la loi de finances. La contradiction des faits et de la pratique est donc ici, complète : elle n'a point échappé au gouvernement lui-même.

Interpellé par M. Chastenet sur l'attitude que le gouvernement comptait prendre en présence de la jurisprudence du Conseil d'Etat, rappelée par l'arrêt du 20 février 1925, M. Chautemps déclarait à la deuxième séance de la Chambre du 26 février 1925 : « Si l'arrêt du Conseil d'Etat était la première manifestation de la jurisprudence en cette matière, il présenterait, en effet, un caractère de réelle gravité. Mais en réalité il ne fait que confirmer une jurisprudence ancienne et nous serons tous d'accord pour déclarer que celle-ci doit rester en vigueur tant qu'une législation nouvelle n'est pas intervenue.

« Tout d'abord, il faut distinguer entre la légalité et la légitimité des syndicats de fonctionnaires ; c'est

seulement au sujet de la légitimité que le gouvernement s'est prononcé et l'arrêt du Conseil d'Etat ne peut en rien modifier son opinion. Au contraire, en ce qui concerne la légalité des syndicats de fonctionnaires, seuls le Conseil d'Etat ou les tribunaux peuvent à l'heure actuelle se prononcer.

« De toutes façons, il importe que le problème soit résolu, et d'ici peu nous déposerons un projet de loi réglant la question. » (Le gouvernement reconnaissait ainsi la nécessité d'accorder la « légalité et la légitimité », mais on sait que le vote de la loi promise n'est pas encore intervenu.) « Je tiens à faire observer cependant que du droit syndical ainsi accordé aux fonctionnaires ne découlera pas par là même le droit de grève. C'est en effet un recours à la violence que nous ne pouvons reconnaître aux fonctionnaires. »

Le fameux statut promis depuis 1920 ne devait jamais être élaboré. (V. Jèze : Le statut des fonctionnaires, 1 vol., 1928, et Pic : Les syndicats de fonctionnaires, Questions pratiques, 1924, 119, et : le Ministère Poincaré et les syndicats de fonctionnaires. Questions pratiques, 1928, p. 182).

Et, las d'attendre, les fonctionnaires ont créé des syndicats, ou transformé leurs amicales en syndicats, lesquels syndicats, se fédérant à leur tour, ont adhéré à la C. G. T. Si bien que, lorsque le gouvernement voulut ordonner des poursuites contre les syndicats illégaux, ou contre la Fédération elle-même, il se heurta à une opposition si puissante qu'il dut ajourner, *sine die*, en 1924, les poursuites engagées.

Aujourd'hui les syndicats de fonctionnaires ne sont

nullement pressés d'obtenir une reconnaissance légale dont ils n'ont que faire, puisque leurs organisations ne sont point inquiétées, et qu'ils évitent facilement le seul obstacle que pourrait constituer pour eux la jurisprudence à savoir l'irrecevabilité de leurs actions en justice, en constituant des « associations » de forme dont l'activité se borne à déposer des recours qui seront toujours déclarés recevables. — Il serait très souhaitable de pouvoir mettre fin à ce divorce des faits et du droit, soit en supprimant les syndicats de fonctionnaires, soit, ce qui paraît plus conforme aux tendances actuelles, en leur donnant un statut légal qui, s'il reconnaît leur existence, leur imposera en échange les restrictions nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la collectivité.

Nous sommes ainsi amené à examiner la question de la grève des fonctionnaires que la jurisprudence et la pratique condamnent cette fois d'un commun accord.

On a parfois répondu à cette question en proposant de séparer les fonctionnaires d'autorité des fonctionnaires de gestion, refusant aux premiers et accordant aux seconds le droit de coalition.

Ce critérium, en théorie, peut se discuter ; mais, en pratique, il se révèle inapplicable. Comment pourrait-on, en effet, l'appliquer sûrement et justement à la multiplicité des fonctionnaires publics de tout ordre ?

Où cesse le pouvoir d'autorité ? Où commence la simple gestion ?

Faut-il classer parmi les agents d'autorité le sous-

agent des postes, pour cette raison qu'il peut, dans certains cas, verbaliser ? Et dans quelle catégorie classer, par exemple, l'instituteur qui, lui, ne verbalise point, mais qu'il semble cependant difficile d'assimiler à un ouvrier ?

On trouverait une grande quantité d'exemples semblables permettant de montrer le peu d'intérêt pratique du critérium proposé.

Au contraire, si l'on adopte la définition du fonctionnaire à laquelle nous avons abouti plus haut, à savoir le fonctionnaire est une personne liée à l'Etat par un contrat de droit public, le problème devient soluble. Et telle est bien l'opinion motivée de la jurisprudence du Conseil d'Etat :

« Considérant, dit ce tribunal, que la grève, si elle est un fait pouvant se produire légalement au cours de l'exécution d'un contrat de travail réglé par les dispositions du droit privé, est au contraire, lorsqu'elle résulte d'un refus de service concerté entre des fonctionnaires, un acte illicite, alors même qu'il ne pourrait être réprimé par la loi pénale ; que par son acceptation de l'emploi qui lui a été conféré, le fonctionnaire s'est soumis à toutes les obligations découlant des nécessités mêmes du service public et a renoncé à toutes facultés incompatibles avec une continuité essentielle à la vie nationale ; qu'en se mettant en grève, les agents préposés au service public, sous quelque dénomination que ce soit, ne commettent pas seulement une faute individuelle, mais qu'ils se placent eux-mêmes, par cet acte collectif, en dehors de l'application des lois et règlements édictés dans le but

de garantir l'exercice des droits résultant pour chacun d'eux du contrat de droit public qui les lie à l'administration... » (Cons. d'Etat, 7 août 1909, S. 1909, 3, 145, avec la note de M. Hauriou, D. 1911, 3, 17, conclusions de M. Tardieu ; 21 mars 1912, D. 14, 3, 48).

Ainsi, l'Etat se comporte-t-il comme chef d'industrie, comme patron, les ouvriers qu'il emploie auront ou du moins pourront avoir le droit de grève, en principe, sous réserve naturellement des mesures à prendre en ce qui concerne, par exemple, les ouvriers des arsenaux, en vue de sauvegarder les intérêts supérieurs de la nation.

L'Etat agit-il, d'autre part, comme puissance publique, tous ses agents, quel que soit leur degré dans la hiérarchie, sont des fonctionnaires, unis à l'Etat par un contrat de droit public, inconciliable avec le droit de grève, sans qu'il soit nécessaire de rechercher s'ils rentrent ou non dans la catégorie des fonctionnaires dits d'autorité.

On voit donc, en ce qui concerne les fonctionnaires, le droit de grève se différencier nettement de plus en plus du droit syndical.

Le droit de grève, en effet, reste toujours formellement refusé aux fonctionnaires, alors que le droit syndical, peu à peu, finit par leur être à peu près reconnu.

Le Sénat, il est vrai, lors de l'élaboration de la loi du 12 mars 1920, s'est bien refusé énergiquement à sanctionner l'innovation contenue dans le texte voté par la Chambre, conférant le droit syndical à presque

tous les fonctionnaires (Ch., 21 juin 1919). Mais il leur attribua formellement le droit d'association sur le terrain de la loi de 1901.

La loi de 1901, en effet, est absolument générale, et le droit de groupement qu'elle consacre étant reconnu à tous les citoyens capables, les fonctionnaires eux-mêmes doivent pouvoir s'en réclamer, à la condition de l'exercer dans les limites du statut qui régit leurs fonctions. Ceci fut formellement approuvé, à différentes reprises, par le gouvernement. (Déclaration Barthou, à la Chambre, le 17 décembre 1920, déclaration Poincaré au Sénat, le 7 avril 1906, et à la Chambre le 7 mars 1924). Et la validité des associations amicales de fonctionnaires a été universellement reconnue et par la jurisprudence administrative, et par la jurisprudence civile (Conseil d'Etat, 11 décembre 1908, D. 1909, 3, 49 ; 10 décembre 1909, D. 11, 3, 113 ; 10 novembre 1922, D. 25, 3, 45 ; 22 décembre 1922, S. 1924, 3, 7 ; 10 décembre 1924, D. H. 1925, 65 ; 25 novembre 1925, D. H. 1926, 120 ; Reims, 25 février 1910, *Gaz. Pal.*, 3-8 mars 1910 ; Paris, 27 décembre 1910, D. 1911, 2, 329, avec la note de M. Capitant ; Cass., 4 mars 1913, D. 1913, 1, 321, et note Rolland ; Cass., Chambres réunies, 15 juin 1923, S. 1924, 1, 153, avec la note de M. Rolland ; S. 1925, 1, 40, avec la note de M. Chavegrin ; 14 octobre 1923, S. 1924, 1, 332 ; Poitiers, 11 février 1925, *Gaz. Pal.*, 1925, 2, 752).

Sans doute, le droit syndical n'a-t-il pas été accordé aux fonctionnaires d'une manière complète, absolue. Sans doute, le législateur de 1920 a-t-il décidé, en rédigeant le nouvel article 9 de la loi de 1884, qu'une

loi spéciale fixerait le statut des fonctionnaires, opposant ainsi les fonctionnaires aux personnes exerçant une profession libérale, et marquant clairement qu'à ses yeux, les groupements de fonctionnaires devaient être régis par un statut spécial.

Mais ce fameux statut n'ayant jamais été élaboré, nous l'avons dit, le droit syndical des fonctionnaires est, lentement entré dans les faits.

Toutefois, ce droit syndical admis, sinon reconnu officiellement, ne donne pas pour autant aux fonctionnaires le droit de grève.

La jurisprudence civile et administrative, en effet, s'est nettement prononcée à l'encontre du droit de grève des fonctionnaires. (Crim., 14 mai 1908, D. 1909, 1, 133; Trib. corr. Seine, 29 juillet 1909, D. 1909, 2, 69, — syndicat des postiers, — et sur appel, Paris, 27 octobre 1910, S. 1916, 2, 97, et la note de M. Bonnecase ; Conseil d'Etat, 7 août 1909, S. 1909, 3, 14, note Hauriou, D. 1911, 3, 17 ; 1^{er} mars 1912, D. 1914, 3, 48 ; Cass., Chambres réunies, 15 janvier 1923, D. 1924, 1, 153 — motifs — ; Cass., 9 juin 1924, S. 1925, 1, 141, — motifs, condamnation de la grève générale révolutionnaire affectant les services publics).

Quant au Parlement français, tout en réservant ou reconnaissant implicitement le droit syndical, il fut toujours formel en ce qui concerne le droit de grève des fonctionnaires.

C'est ainsi qu'à la suite de la grève des postiers, en mars 1909, la Chambre, par l'ordre du jour suivant, réserva la question du droit syndical des fonctionnai-

res, mais leur dénia expressément le droit de grève : « La Chambre, résolue à donner aux fonctionnaires un statut légal, excluant formellement le droit de grève, passe à l'ordre du jour. »

De même, dans sa déclaration du 17 juin 1924, Herriot, tout en reconnaissant le droit syndical aux fonctionnaires, ajouta : « Au cas d'une action collective de ces fonctionnaires contre les intérêts de la nation, le gouvernement ne renonce à aucun des droits dont les gouvernements ont usé et qu'ils tiennent soit des lois, soit de la jurisprudence. »

Sous une forme un peu enveloppée, on lit clairement ceci : les fonctionnaires peuvent se grouper, constituer même des syndicats, mais ils ne peuvent être autorisés à se dresser contre la Nation, ils ne peuvent, en aucun cas, avoir le droit de grève.

Et c'est la même idée qu'énonça M. Poincaré, président du Conseil, dans son discours à la Chambre, le 28 juin 1928 : « ...Aucune catégorie de fonctionnaires n'est l'égale de l'Etat. Outre qu'ils reçoivent de l'Etat des avantages exceptionnels, ils ont pour patron la France elle-même, représentée par les pouvoirs publics. S'ils menacent l'Etat de la grève ou de la sous-production, les fonctionnaires désertent leur devoir le plus élémentaire.

« Il est nécessaire qu'intervienne un régime légal laissant aux fonctionnaires le droit de former des associations et des syndicats, mais déterminant aussi les devoirs individuels et collectifs auxquels ils sont

astreints. A cet effet, des textes législatifs vous seront proposés dont nous vous demandons l'adoption en engageant toute notre responsabilité. »

On avait bien proposé, en 1925, à la Chambre, la reconnaissance du droit syndical des fonctionnaires, sans la réserve formelle du droit de grève, mais cette proposition n'eut aucune suite. (Proposition Chabrun-Berthod, sur les syndicats de fonctionnaires, Ch., 18 juin 1925, doc. parl., n° 1747, rapp. Chabrun, 17 décembre 1926, documents parlementaires, n° 3711).

Ainsi, unanimité de la jurisprudence et de la législation sur ce point : le droit de grève doit être formellement dénié aux fonctionnaires.

Pourquoi cette sévérité ?

La jurisprudence, pour sévir, s'attache autant qu'elle le peut, aux articles 123 et suivants du Code pénal. Mais, ainsi que nous l'avons montré, tant de conditions doivent être réunies pour que l'article 126 puisse jouer, qu'il faut, en général, de la part de la jurisprudence, un grand désir de sévir, pour réussir à faire entrer les circonstances de la cause dans les cadres de cet article.

Quelle est donc la raison profonde qui pousse le législateur et le juge à refuser aux fonctionnaires le droit de grève, alors qu'ils l'ont reconnu à tous les autres citoyens ?

Cette raison profonde, c'est la raison d'Etat.

En effet, tant que l'Etat moderne restera ce qu'il est, c'est-à-dire le gardien des intérêts généraux et le défenseur de l'unité nationale, il doit assurer à la vie nationale la continuité qui lui est nécessaire, il doit

veiller à la défense nationale, il doit défendre l'intérêt de la Nation.

Or, une grève de fonctionnaires serait contraire à cette continuité essentielle à la vie de la Nation, compromettrait le fonctionnement d'un rouage nécessaire, et mettrait en péril l'Etat lui-même. (V. les décisions jurisprudentielles et les déclarations ministérielles précitées).

Il est donc impossible à un gouvernement de tolérer les grèves de fonctionnaires.

C'est pourquoi une jurisprudence constante et une législation très ferme prohibent les coalitions de fonctionnaires, et cela non pas dans un but d'équité, mais uniquement par mesure de sécurité nationale. (Cf. Berthélémy : Le droit de grève et les fonctions publiques, in Le droit de grève, de Gide, Berthélémy, etc..., 1909. — Sur la grève des postes, v. Rolland : Les grèves des postes de 1909 et le droit public, 1909 ; Pic : Le Premier Mai, Questions pratiques, janvier 1921. — Cf. encore Briand : Exposé des motifs du projet du 24 décembre 1910 sur le statut des chemins de fer, et les Déclarations ministérielles de M. Poincaré, juillet 1926 et novembre 1928).

III

**La coalition des non-fonctionnaires
dans les services publics**

La même préoccupation de sécurité publique et de continuité de la vie nationale, qui a fait prohiber la coalition des fonctionnaires, doit intervenir également lorsqu'il s'agit du fonctionnement de services d'utilité générale, non érigés en fonctions publiques par l'Etat, comme la distribution de l'eau, la fabrication du gaz en vue de l'éclairage public dans une ville, le service des transports, etc...

On ne saurait admettre, en effet, que ces services publics puissent être brusquement interrompus par suite d'un accord en vue de forcer la hausse ou la baisse des salaires.

On peut admettre, dans ce cas, une répression de la coalition, même pacifique, même légitime dans son but. (Cf. René Garraud, *Traité de droit pénal*, t. V, p. 441).

L'exercice du droit de coalition pourrait être, soit complètement enlevé, ainsi que cela a lieu pour les fonctionnaires, soit, ce qui serait peut-être plus sage, soumis à une procédure particulière, combinée de façon à ne pas compromettre l'intérêt général. (V. R. Garraud, *op. et loc. cit.*).

La plupart des législations contiennent des dispositions permettant de réprimer les grèves dans les ser-

vices publics d'utilité générale, et d'en poursuivre pénalement les organisateurs.

C'est ainsi que la loi anglaise de 1876 punit comme « conspiracy » les grèves dans les services d'utilité publique, chemins de fer, distribution d'eau ou de gaz. (V. aussi la loi du 29 octobre 1920, *Revue du travail belge*, novembre 1920, p. 1396).

En Allemagne, le Code industriel, article 152, déclare illicites les grèves susceptibles d'entraver un service public. (Cf. Ordonnance du 10 novembre 1920, *Revue du travail belge*, 1921, p. 81).

Aux Etats-Unis, de telles grèves peuvent être réprimées, soit par l'application des lois générales sur la « conspiracy », soit par l'application de « l'interstate commerce law » de 1887, ou même de « l'antitrust law », de 1890.

Aux Pays-Bas, à la suite d'une grève des ouvriers et employés de chemin de fer, grève qui dégénéra en une véritable grève générale, le Parlement vota d'urgence une loi (Loi du 11 avril 1903), réprimant pénalement tout arrêt concerté du service des voies ferrées.

En Italie, à la suite d'une menace de grève des employés de chemins de fer, en 1902, le gouvernement fit savoir qu'il considérerait tous les agents des compagnies de chemins de fer comme des fonctionnaires publics, passibles en cas de grève des pénalités édictées contre la coalition de fonctionnaires. (Décret du 24 avril 1920). Aujourd'hui, toutes les grèves, d'ailleurs, sont interdites (Loi du 5 avril 1926). (Voir sur toutes ces questions ci-dessous 2^e partie).

Mais il faut remarquer que toutes ces lois répressives sont assez rarement appliquées.

Elles n'ont, d'autre part, qu'une valeur préventive restreinte.

La loi canadienne, dite « des enquêtes préventives », du 22 mars 1907, amendée le 4 mai 1910 (Bull. Off. intern., 1908, 307, et 1911, 66), a donné au problème une solution originale et peut-être meilleure :

D'après cette loi, la grève n'est possible dans un service public ou monopolisé (chemins de fer, tramways, mines, télégraphes, téléphones), qu'à la suite d'une enquête contradictoire dont les résultats sont publiés, afin d'éclairer l'opinion, et seulement en cas de refus des parties ou de l'une d'elles d'accepter l'arbitrage. Cette loi a donné de très heureux résultats. (V. Bull. off. trav., 1909, p. 1228).

Il faut remarquer également que plusieurs lois étrangères assez récentes sur la grève, ont essayé de réglementer, sans la proscrire, la grève dans les services publics : ainsi la loi espagnole du 27 avril 1909, ordonnant un préavis obligatoire de huit jours (Questions pratiques, 1910, 349) ; la loi turque du 6 octobre 1908, amendée le 25 juillet 1909 (Bull. Off. intern., 1908, 394, et 1910, 188) ; le décret portugais du 6 décembre 1910 (Ann. Lég. du trav., 1910, 505. — Cf. Bull. Off. du trav., 1912, p. 929).

Devant un tel problème, si important et si difficile à résoudre, quelle a été l'attitude du gouvernement français ?

Il va de soi, tout d'abord, qu'en cas de péril exté-

rieur, l'application des lois sur la mobilisation doit permettre au gouvernement d'assurer la marche régulière des services publics. Ceux-ci ont fonctionné de la sorte sans arrêt de 1914 à 1918. Il y eut bien, en 1917, quelques flottements dans les arsenaux et usines de guerre ; mais les décrets des 17 janvier et 7 septembre 1917, ayant pour but, précisément, de mettre obstacle à toute interruption de service dans les établissements travaillant pour la défense nationale, organisèrent un mode rapide de solution arbitrale des conflits, ce qui calma l'effervescence. (Rolland : Les grèves en temps de guerre, *Revue de droit public*, 1917, p. 152 et suiv.). De plus, il faut noter qu'en cas de guerre, la militarisation des voies ferrées rend toute grève ferroviaire impossible.

Mais que faut-il décider en dehors de l'hypothèse d'une guerre ? Le législateur ne devrait-il pas, par mesure de sécurité publique, interdire les coalitions susceptibles de compromettre le fonctionnement d'un service public, et de mettre l'Etat lui-même en péril ?

C'est ce qu'avait pensé le Sénat, et sans adopter la proposition Cordelet-Merlin, qui avait le tort de confondre dans une même prohibition les coalitions entre ouvriers des manufactures de l'Etat (tabacs, allumettes, etc...) et les coalitions intéressant vraiment la défense nationale (chemins de fer de l'Etat ou des compagnies, arsenaux, etc...), vota le projet déposé en 1895 par M. Trarieux, garde des sceaux, tendant à interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'Etat, ou des compagnies de chemins de fer. (Pro-

jet Trarieux, déposé le 4 mars 1895, Sénat, Documents parlementaires, n° 38, Off., p. 107).

Adopté le 14 février 1896, le projet Trarieux ne fut transmis à la Chambre que deux ans plus tard, le 20 juin 1898, et renvoyé à la Commission du travail.

La Commission, résolument hostile au principe même du projet, n'en proposa point la discussion à la Chambre. Elle estimait sans doute que le droit de coalition était un droit appartenant incontestablement à tous les ouvriers et employés, sous l'empire de la loi actuelle, et qu'avant d'enlever ce droit à certains d'entre eux, par exemple aux ouvriers et employés de chemins de fer, il fallait tout d'abord les garantir efficacement contre l'arbitraire des compagnies, et organiser, dans toutes les exploitations, des Comités mixtes, permettant aux délégués des ouvriers de débattre contradictoirement avec leurs chefs toutes les questions relatives au contrat de salaire.

Un premier pas fut fait dans cette voie par la création de Comité du travail (*Bull. Off. du travail*, 1901, 207), d'abord sur le réseau de l'Etat, ensuite sur le réseau de la Compagnie du Midi, et un peu plus tard, par l'institution de délégués du personnel du Ministère des Travaux publics (Etat, Ouest-Etat), par les décrets et arrêtés des 18-19 janvier 1910.

La grève des cheminots de 1910 devait poser à nouveau et d'une manière plus aiguë devant tout le pays, le problème de la répression des conflits de cette nature.

A la suite de cette grève, un flottement se produisit dans le Parlement, partagé entre deux tendances : la

tendance répressive, affirmée par le ministère Briand, impliquant interdiction de toutes coalitions, aussi bien entre fonctionnaires qu'entre agents de compagnies investies d'un monopole, comme par exemple les compagnies de chemins de fer, et la tendance conciliatrice, représentée par M. Millerand, dont la caractéristique était de laisser subsister le droit de grève pour les non-fonctionnaires, mais en réduisant au minimum les risques de grève, par une forte organisation de la conciliation préventive et de l'arbitrage.

Le premier des trois projets déposés le 22 décembre 1910 par le ministère Briand (Chambre, Documents parlementaires, n° 624 à 626), avait pour objet de réprimer plus sévèrement les actes de sabotage causant une détérioration du matériel (car en ce qui concerne les attentats contre les personnes, les dispositions du Code pénal s'appliquent, ainsi que nous l'avons dit plus haut).

Le deuxième projet Briand avait pour but de compléter la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer d'intérêt général.

Le troisième projet, de beaucoup le plus important, tendait, d'une part, à interdire le droit de grève aux « cheminots », c'est-à-dire aux agents de tous ordres des voies ferrées, et, d'autre part, d'instituer, au profit du personnel et à titre de compensation du droit de grève qu'on leur enlevait, tout un système de conciliation et d'arbitrage obligatoire, permettant de résoudre pacifiquement les conflits collectifs susceptibles d'éclater sur un ou plusieurs réseaux. (V. Pic :

La grève des cheminots, le nouveau ministère Briand et la réforme syndicale, Questions pratiques, 1910, p. 289 ; et Les projets Briand, *ibid.*, 1911, p. 48 et s.).

Mais la chute du ministère Briand, le 27 février 1911, démontra que la majorité de la Chambre n'était pas favorable à la politique de répression, même tempérée par l'arbitrage.

Aucun de ces projets ne vint en discussion, et l'on resta dans le *statu quo*.

Le projet de loi sur le règlement amiable des conflits du travail, déposé par le gouvernement au lendemain de la grève des cheminots en mai 1920, et repris en 1925 et 1929, n'a pas eu une meilleure fortune.

Il faut mentionner, cependant, comme un moyen d'empêcher les perturbations dans les transports, la loi du 27 février 1920, autorisant la réquisition civile des moyens de transport autres que les voies ferrées, en cas de l'interruption de l'exploitation d'un ou de plusieurs réseaux.

En résumé, la coalition des fonctionnaires n'est prévue dans le Code pénal qu'aux articles 123 à 126. Or, nous avons vu que ces articles sont impuissants à réprimer les grèves de fonctionnaires, et les grèves des non-fonctionnaires dans les services publics. En effet, tant de conditions sont attachées à l'application de ces articles, que leur utilité se ramène à servir d'argument à la jurisprudence, pour réprimer des grèves jugées incompatibles avec la continuité des services publics, indispensable à la vie de la Nation.

C'est pourquoi on a essayé, sans y aboutir encore, de réglementer ces grèves particulièrement dange-

reuses du point de vue national, en élaborant d'abord un statut des fonctionnaires, et ensuite des dispositions législatives spéciales aux services publics.

En ce qui concerne les fonctionnaires proprement dits, c'est-à-dire les personnes liées à l'Etat par un « contrat de droit public », on tend à leur accorder le droit syndical, mais en leur déniait formellement le droit de grève.

Quant aux non-fonctionnaires des services publics, on hésite à les assimiler aux fonctionnaires et à leur retirer purement et simplement le droit de grève. On tend plutôt à leur laisser ce droit mais en l'annihilant par un système préventif de conciliation et d'arbitrage obligatoire.

Quoiqu'il en soit, la coalition dans les services publics, même en dehors des cas prévus par le Code pénal, n'est tolérée ni par la jurisprudence, ni par la législation.

DEUXIÈME PARTIE

Le délit d'atteinte à la liberté du travail dans le Droit étranger

Introduction

Les dimensions de cette étude nous interdisaient à l'avance de tenter un exposé du droit des coalitions dans tous les pays : nous ne pouvions avoir la prétention d'être complet et nous n'avons, parmi la multitude des Droits nationaux, choisi que ceux dont l'étude s'imposait particulièrement soit en raison de l'importance humaine du pays intéressé, soit en raison de son originalité juridique ou politique : nous nous sommes donc volontairement limité à une revue des principales nations industrielles et des principaux types juridiques.

Dans aucun de ces chapitres, du reste, nous n'avons visé à donner un tableau complet du Droit actuellement en vigueur, à aborder toutes les questions techniques de détail qui se posent à ses juristes ; nous avons simplement voulu marquer des lignes directrices, retracer les grandes étapes des évolutions accomplies, l'inspiration des régimes successifs, confronter les traits dominants des divers Droits contemporains.

Avant d'aborder l'examen dont nous avons ainsi indiqué la portée et les limites, indiquons les idées qui nous ont guidé dans le choix d'une méthode de

recherche. Afin de faciliter la comparaison des différents Droits nationaux, nous avons cherché à adopter le même ordre d'exposition pour chacun. Après avoir examiné le problème du délit de coalition, nous avons étudié le délit accessoire de la coalition qu'est l'atteinte à la liberté du travail ; nous avons ensuite abordé le problème général de la liberté syndicale, dernier aspect de la liberté de coalition, car au fur et à mesure que la vie et l'action ouvrière se développent, elles ne se contentent plus des coalitions éphémères, mais visent à stabiliser celles-ci et posent le problème de l'organisation syndicale : dès lors les grèves apparaissent comme un des modes de l'action syndicale, la liberté de coalition se prolonge par la liberté syndicale. Etudiant l'histoire de l'une, nous devons envisager celle de l'autre.

Envisageant enfin dans chaque partie de notre étude les solutions techniques apportées par un droit déterminé aux problèmes de la liberté syndicale, de la liberté de coalition, de la liberté du travail, nous considérerons ces questions à la fois sur le terrain civil et le terrain pénal, puisque, si elles s'y posent en même temps, et suscitent des réactions juridiques apparentées, elles peuvent cependant y recevoir des solutions diverses. Une responsabilité civile importante, en même temps que l'impunité pénale, constituent par exemple précisément un compromis entre le libéralisme qui a dicté la suppression du délit, et la tendance autoritaire qui a maintenu la responsabilité quasi-délictuelle ; l'étude technique et l'indication des facteurs politiques se trouveront ainsi naturellement liées.

Mais tantôt nous avons pu aborder la question des conséquences civiles de la coalition, immédiatement après celles des sanctions pénales, parce que l'une et l'autre étaient étroitement liées, tantôt, au contraire, lorsque les deux questions avaient évolué différemment, nous les avons détachées, n'abordant les questions civiles qu'après avoir examiné le régime pénal non plus seulement de la coalition, mais encore celui de l'atteinte à la liberté du travail ou du syndicat.

A cette première variation dans le plan de nos exposés une autre est venue parfois se joindre. Il est certains pays dont l'évolution juridique, au lieu d'être continue, a subi une grande crise, où l'inspiration de tout le Droit a changé à un moment déterminé, si bien que les solutions d'une même Droit national obéissent soudainement à des logiques toutes différentes.

Dans ce cas il nous a paru plus logique d'examiner l'ensemble des problèmes sus-indiqués pour une période, avant de passer à la suivante.

Les différents problèmes que pose l'action des coalitions présentent en effet une solidarité très étroite ; le législateur de chaque pays les aborde tous avec les mêmes préoccupations. S'il interdit souvent l'atteinte à la liberté du travail là où il permet la coalition, s'il résout par conséquent là deux problèmes juridiques distincts, leur solution n'en présente pas moins un « air de famille », en ce sens que les mêmes dispositions politiques dictent le maintien ou la suppression du délit de coalition, et la plus ou moins grande sévérité dans la répression du délit d'atteinte à la liberté du travail.

De même encore et bien que le problème de la liberté de coalition soit distinct de celui de la liberté syndicale (la première date en France de 1864, alors que la seconde n'a été réalisée qu'en 1884, celle-ci subsiste en Italie alors que celle-là y a disparu), les solutions d'un droit déterminé pour la question syndicale s'apparentent à ses attitudes sur la question des coalitions dans les deux cas — il s'agit toujours en somme de réglementer l'action des groupements économiques.

Cette même inspiration politique des dispositions juridiques différentes nous a conduit à adopter, dans quelques cas, l'ordre d'exposition historique : nous étudierons pour ces pays, simultanément, tous les problèmes qui se posent en notre matière, à une époque déterminée, et nous ne passerons qu'ensuite à un examen semblable des problèmes correspondants pour la période suivante. Au lieu de retracer par exemple toute l'histoire de délit de coalition en Allemagne, et ensuite seulement celle de l'atteinte à la liberté du travail, nous étudierons d'abord le statut juridique de l'une et l'autre de ces infractions avant 1918, puis leur commune régression après cette date.

Aux termes d'une étude dans laquelle nous aurons cherché à fixer non seulement les dispositions particulières de chaque période, mais encore les influences auxquelles elles ont obéi, nous serons amené à faire le bilan des forces favorables et défavorables à l'action des coalitions : dans la première catégorie, nous verrons apparaître la puissance politique croissante des ouvriers et la faveur dont jouit l'action collective depuis un demi-siècle : dans la catégorie des facteurs

défavorables, nous aurons au contraire à ranger l'individualisme hérité de la Révolution française, la politique conservatrice du patronat s'attachant à maintenir la sévérité du régime ancien parce qu'il pense que son économie même menace beaucoup moins les patrons que les ouvriers. Pour chaque pays et chaque période, nous chercherons à saisir l'importance respective de ces différents facteurs.

Le délit de coalition, le délit d'atteinte à la liberté du travail, la liberté syndicale, enfin les conséquences civiles de la coalition, telles seront donc les quatre questions que nous examinerons à propos de chaque droit, et parfois pour chacune des grandes périodes de ce droit.

Afin de faciliter la comparaison des systèmes, on rapprochera les chapitres consacrés aux droits nationaux, dont la confrontation est la plus aisée.

Nous étudierons d'abord la législation belge, si voisine du droit français, que nous venons d'examiner. Nous analyserons ensuite le système allemand, et nous en rapprocherons celui des pays de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Nous envisagerons alors quelques droits nationaux aux types moins nets qui ont subi les influences complexes des divers systèmes continentaux (Suisse, Scandinavie, Pologne), puis nous chercherons à dégager l'originalité géographique du droit anglo-saxon, nous tenterons enfin de pénétrer la logique des systèmes juridiques les plus nouveaux en cette matière (U. R. S. S. et Italie), fondés sur une conception sociale radicalement différente de celle des autres nations, et aboutissant à des solutions également différentes.

CHAPITRE PREMIER

Belgique

La Belgique est précisément un des pays dont l'évolution a connu un tournant très net. Si le point de départ est sensiblement le même que pour la France, le Code Napoléon étant en vigueur dans ces deux pays, l'évolution ultérieure diffère, moins peut-être par son sens que par son rythme : jusqu'à la guerre, l'hostilité du droit à l'égard des coalitions persiste très nettement malgré diverses atténuations. Si le mouvement ouvrier est puissant, il est combattu par les pouvoirs publics qui lui imposent un régime de défaveur juridique : la guerre substitue, à la faveur de l'union sacrée, l'alliance ou tout au moins la volonté d'accord à l'hostilité; un esprit nouveau apparaît. Nous étudierons donc séparément ces deux phases.

La période d'avant-guerre

La Belgique offre l'exemple d'une législation très voisine, à l'origine, de la législation française, et évoluant ensuite différemment, tantôt dans un sens plus

répressif, tantôt au contraire, dans un sens plus libéral. Et si l'on songe que le mouvement syndical y a pris de bonne heure un développement proportionnellement plus important qu'en France, l'histoire du droit belge révèle la réaction du système juridique français à un mouvement syndical devenu de bonne heure très puissant.

LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION

Le point de départ des Droits français et belge est tout d'abord le même. Depuis le Directoire et jusqu'en 1815, la Belgique forme sept départements français; les lois révolutionnaires (et notamment la *loi Le Chapelier*, promulguée en Belgique le 19 Brumaire an IV), le Code Civil et le Code pénal y sont naturellement applicables.

A l'origine, par conséquent, les articles 414, 415, 291 et 292 du Code pénal répriment toute association, toute coalition, toute atteinte à la liberté du travail d'autrui, et créent un système répressif plus sévère pour les ouvriers que pour les patrons; mais alors qu'en France, il faut attendre la seconde moitié du *xix^e* siècle pour voir abandonner ce système, en Belgique un décret du 16 octobre 1830, l'un des premiers actes du nouveau gouvernement provisoire, dispose : « Au nom du droit sacré de la liberté individuelle, il doit être permis aux citoyens de s'associer comme ils l'entendent dans un but politique, religieux, industriel ou commercial », et l'article 3 de ce texte précise que le droit d'association ne peut être soumis à des mesures préventives.

L'article 20 de la Constitution de 1831 proclame de même que : « Les Belges ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive », et l'article 138 de la Constitution abroge les textes civils ou pénaux contraires.

SA DISPARITION

Cependant, malgré cette déclaration de principe très nette, les tribunaux considèrent que la liberté d'association ne comprend pas le droit de coalition : ils répriment si sévèrement le délit de coalition (Vandervelde, *Enquête sur les Associations professionnelles d'artisans et ouvriers en Belgique*, I, p. 75 et suiv.) qu'à peu près en même temps que pour le législateur français, la nécessité se fait sentir pour le législateur belge d'abolir le délit de coalition. Et ce qu'invoquent les travaux préparatoires de la loi de 1886 à l'appui de la réforme préconisée, c'est précisément cet article 20 de la Constitution dont nous venons de voir que la jurisprudence belge n'en avait pas déduit l'abrogation des articles 414 et 415. L'exemple belge prouve — et nous retrouverons la même démonstration à propos de l'histoire de l'Autriche contemporaine — que l'évolution politique et sociale permet seule dans notre matière, qui soulève tant de questions politiques, de faire porter à certaines déclarations de principe leur conséquence logique.

Le rapporteur de la Chambre des Députés s'exprime ainsi (V. Nypels, *Législation Criminelle de la Belgique*, II, p. 555) :

« La Constitution belge, par l'article 20, proclame

précisément cette liberté de concert, la liberté d'association dans tous les domaines. Les dispositions constitutionnelles garantissant la liberté et proclamant certains droits sont prises contre l'usage abusif que l'Etat pourrait être tenté de faire des pouvoirs que nous lui attribuons pour maintenir le bon ordre et la sécurité publique. A quoi sert de décréter la liberté d'association si la loi peut la réprimer préventivement? Pour que la loi puisse interdire la coalition il faudrait qu'elle constitue un acte coupable ou qu'elle sorte des facultés constitutionnelles reconnues aux citoyens ; la coalition ne viole aucun droit et n'a rien de naturellement illicite, le seul caractère incriminé est le concert de plusieurs personnes, mais ce concert n'est-il pas l'essence même du droit d'association ? n'est-il pas précisément cette union de puissance et de volonté individuelles qui caractérisent l'association? »

Et le Parlement, suivant ces conclusions, vote, en 1866, l'abrogation des articles 414 et 415, supprimant ainsi le délit de coalition.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL.

LE DÉLIT PÉNAL SPÉCIAL.

Mais le législateur belge éprouve aussitôt le besoin, cédant à une préoccupation voisine de celle du législateur français, d'enfermer dans des limites plus rigoureuses que celles du droit commun, la coalition ainsi légalisée ; il prévoit un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail ; l'article 310 du Code pénal reçoit en 1867 la rédaction suivante :

« Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou par une de ces peines seulement, toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute proscription quelconque soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler » (1).

Le législateur agit ainsi avec la préoccupation de défendre la liberté du travail des non coalisés ; comme l'indique la Cour de Cassation : « Si les ouvriers ont le droit de se réunir et de s'entendre pour déterminer les prix et les conditions de leur travail, de refuser de travailler et de ne se livrer au travail que dans les lieux sous l'autorité ou en la compagnie des personnes qu'il leur convient d'accepter, l'usage de ce droit est limité et les abus en sont réprimés par les lois qui protègent la liberté du travail et de l'industrie de ceux qui refusent de se soumettre à leurs exigences. » (Cassation, juillet 1870, Pasinomie, p. 417).

L'article 310 possédera un domaine d'application bien plus étendu que les articles 383-98 et 463 du Code pénal qui ne visent que les coups et blessures, les voies de fait et la contrainte morale. Au regard de l'article 310, toute injure, même adressée à des personnes indéterminées, est coupable. Il en est de même pour

(1) Simons : L'art. 310 du C. P. et les atteintes à la liberté du travail. *Revue du Droit pénal et de Criminologie*, 1909, p. 687 et suiv.

toute amende, défense ou interdiction, fut-elle conventionnelle. On saisit ici sur le vif le conflit de la liberté du travail et de la liberté de coalition. La prétendue conciliation entre elles n'est en réalité que le sacrifice de l'une, et le choix du législateur belge est tout fait : c'est la liberté de coalition qu'il abandonne.

« Dans toute coalition, déclara un député lors de la discussion de l'article 310, il y a nécessairement une défense et une interdiction. Le Code pénal n'ayant pas pour but de réprimer toute coalition, ne peut réprimer toute défense et toute interdiction. Toute association doit avoir le droit de s'assurer de l'exécution de son règlement ; elle doit être à même de prononcer des amendes et prendre des sanctions. Les pénalités conventionnelles librement consenties ne peuvent être considérées comme un acte de contrainte et de violence et tomber sous le coup de la loi ». Cet avis ne prévalut pas. Le rapporteur répliqua que le projet de loi était dirigé essentiellement contre les amendes conventionnelles. « L'impunité permettrait, déclara-t-il, de créer de grandes associations de résistance et inciterait les grévistes à exercer une pression sur les ouvriers qui seraient tentés de reprendre le travail ». (Pandectes belges, 1884, « Baisse et hausse des salaires », n° 48).

La jurisprudence est conforme à cette tendance (voir notamment Cassation, décembre 1891, *Pasino-mie*, 92, p. 44) et en réalité l'extension donnée à l'article 310 en vient à entraver complètement l'action syndicale. La jurisprudence décida par exemple que

le syndicat, tiers au contrat de travail, en édictant une interdiction quelconque relative aux clauses ou aux parties à ce contrat, porte atteinte à la liberté du travail des contractants : l'article 310 est donc applicable.

Mais si la situation inverse se produit, si le patron interdit à des ouvriers d'adhérer au syndicat, il ne commet par contre aucune atteinte à la liberté du travail, car il est partie au contrat de travail, et l'ouvrier n'a contre lui aucun droit à l'embauchage (Pandectes Belges, « Liberté du travail », n° 38, et arrêt de la Cour de Bruxelles du 28 juin 1911, *Belgique judiciaire*, 1911, p. 925). Le caractère inégal du système pénal apparaît ainsi au moment même où le législateur l'aggrave, puisque la loi de 1892 élève les pénalités de l'article 310 à un emprisonnement de un mois à deux ans, et de 50 à 1.000 francs, et frappe de nouveaux actes d'intimidation :

« Il en sera de même de ceux qui auront porté atteinte à la liberté des maîtres ou des ouvriers soit par des rassemblements près des établissements dans lesquels s'exerce le travail, ou près de la demeure de ceux qui le dirigent, soit en se livrant à des actes d'intimidation à l'adresse des ouvriers qui se rendent au travail ou en reviennent, soit en provoquant des explosions près des établissements dans lesquels s'exerce le travail, ou dans les localités habitées par les ouvriers, soit en détruisant les clôtures des établissements dans lesquels s'exerce le travail, ou des habitations ou terres occupées par les ouvriers, soit en dé-

truisant ou en rendant impropres à l'usage auxquels ils sont destinés les outils, instruments, appareils ou engins de travail ou d'industrie ».

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Il faut sans doute voir dans cet état du Droit, le témoignage de l'opposition à laquelle se heurte, de la part des pouvoirs publics, le mouvement socialiste et syndicaliste naissant ; l'atteinte à la liberté du travail si elle ne détruit pas la liberté de coalition, la neutralise du moins en fait : il y a là une situation qui rappelle à divers égards celle de l'Allemagne avant 1918 (voir ci-dessous, ch. II).

Enfermant la liberté de coalition dans d'étroites limites sous prétexte d'assurer la liberté du travail, le législateur belge va adopter une attitude analogue vis-à-vis de la liberté syndicale. Il en a proclamé le principe puisqu'il s'agit là (dans la conception belge) d'un aspect de la liberté constitutionnelle d'association. Il dut même en réglementer l'exercice.

La loi du 31 mars 1898, si elle donne aux syndicats certains avantages pécuniaires, les soumet en échange à un contrôle administratif assez strict et limite étroitement leur activité. Très caractéristique à cet égard est la disposition de l'article 10 de la nouvelle loi, aux termes de laquelle les amendes que le syndicat édicte à l'égard de ses membres ne peuvent être réclamées en justice. Si elles ne peuvent plus tomber sous le coup de l'article 310 du Code pénal, du moins ne peuvent-elles pas s'appliquer aux « personnes étrangères à

l'union » (art. 4, parag. 9), en sorte que la discipline de l'association syndicale vis-à-vis de ses membres est tolérée plus qu'elle n'est légalisée.

On comprend qu'un tel régime, une telle tendance ait suscité dans la pratique belge un phénomène inverse de celui que nous avons relevé dans la pratique française: alors que les fonctionnaires français, dont le droit d'association, dans les termes de la loi de 1901, n'est point contesté, dédaignent ce droit et prétendent former des syndicats, les ouvriers belges, au contraire, qui auraient pu bénéficier de la loi de 1898, préfèrent user du droit commun d'association garanti par l'article 20 de la Constitution, et c'est la loi de 1898 qui demeure lettre morte (Lib. Synd., vol. II, p. 227).

Les ouvriers trouvaient particulièrement rigoureuses l'interdiction pour les syndicats de poursuivre un but politique, dans un pays où les rapports des syndicats, du Parti Socialiste et des coopératives ont toujours été très étroits (on sait que c'est la réunion de ces organisations qui constitue le Parti Ouvrier Belge ; voir sur ce point Vandervelde : « La Belgique ouvrière », p. 99 et suiv.), et l'obligation de déposer la liste de ses dirigeants désignés ainsi par avance pour l'application si sévère de l'article 310 du Code pénal. Et les avantages concédés aux syndicats en regard paraissaient bien illusoire puisque le Ministère du Travail considérait (Pandectes belges, « Contrat du travail », tome 113, n^o 196 et suiv.), que les syndicats n'avaient pas le droit de conclure des conventions collectives de travail.

Le lien entre l'étendue de la liberté syndicale et le

régime pénal des coalitions apparaît ici encore, mais alors que d'habitude la rigueur de celui-ci découle de la faiblesse de celle-là, ici c'est au contraire la rigueur du régime pénal qui réagit sur la liberté syndicale et la détruit presque.

Et sans doute faut-il rattacher cette situation du mouvement syndical ouvrier juridiquement inférieure à celle qui lui est faite en France à la même époque, à la circonstance que le mouvement syndical belge, précisément parce qu'il est plus puissant et plus intimement lié à la vie politique, a été davantage combattu par les pouvoirs publics : il ne faut pas oublier que l'introduction du suffrage universel, en Belgique, ne date que du début du xx^e siècle, et qu'il a été dans une large mesure le résultat d'une grève générale déclenchée par les syndicats et le Parti Socialiste pour l'aboutissement de cette revendication : c'est ici la coalition qui a lutté elle-même, avec ses propres armes, pour obtenir sa véritable liberté juridique.

Avant-guerre déjà, et malgré ces rigueurs du Droit, les groupements professionnels avaient, depuis longtemps, connu un développement puissant. Du côté ouvrier, une hiérarchie rigoureuse a centralisé les efforts syndicaux, depuis les syndicats du premier degré jusqu'à la Commission syndicale qui domine (2.763 syndicats en 1926) (voir sur ces points E. Vandervelde : Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique, 1892 ; Dechesne, Syndicats ouvriers belges).

En face des syndicats ouvriers s'organisaient pa-

rallèlement des ententes patronales sous forme de syndicats d' « emploiement », par exemple, opposant le lock-out à la menace de grève. « Le Comité central industriel », créé en 1895, groupait et représentait ainsi les patrons de la métallurgie, de la construction, des charbonnages, du textile et des verreries. Il est devenu après la guerre un organisme presque officiel qui étudie les problèmes sociaux et économiques pour le compte du gouvernement belge. Il groupe 2.500 industries.

L'après guerre

On comprend en tout cas qu'au lendemain de la guerre, lorsque les résultats parlementaires de la réforme électorale se firent sentir, et que le Parti ouvrier eut accru son influence non seulement par la croissance de ses effectifs électoraux, mais encore par sa politique d'Union sacrée pendant la guerre, dont le résultat fut après l'armistice de l'associer presque en permanence au gouvernement lui-même, une réforme législative complète ait dû intervenir pour traduire à la fois l'évolution économique et sociale accomplie et le revirement des pouvoirs publics substituant la faveur à l'hostilité.

Aussi deux lois promulguées toutes deux le 24 mai 1921, dont l'identité de date matérialise le rapport étroit, sont venues l'une abroger l'article 310 — l'autre « garantir la liberté d'association ».

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL
SA DISPARITION DU DÉLIT PÉNAL SPÉCIAL

Comme l'on s'était aperçu en 1866 que le droit de coalition était la suite logique du droit d'association constitutionnellement proclamé, on reconnaît en 1921 que l'abrogation de l'article 310 du Code pénal est la suite logique du droit de coalition. C'était depuis longtemps la thèse du mouvement ouvrier.

Les Congrès ouvriers le soutenaient depuis longtemps : « Considérant, lit-on dans un vœu du Congrès Syndical de Bruxelles du 14 décembre 1912 (cité dans la « Liberté Syndicale », p. 239), que l'article 310 du Code pénal est un reste de la législation ancienne contre les associations et le droit de coalition ;

« Considérant que l'aggravation apportée à cet article par la loi du 30 mai 1892 en a étendu la portée d'une façon outrée ;

« Considérant qu'en prononçant les amendes, les défenses, les interdictions ou toute proscription quelconque, cet article est en flagrante contradiction avec la loi sur les unions professionnelles ;

« Considérant que tous les délits prévus par cet article sont déjà punis par d'autres articles du Code ; qu'il n'y a aucune raison pour les grouper ensemble dans un texte spécial et de les punir d'une façon excessive lorsqu'ils sont commis à l'occasion d'une grève ;

« Considérant que les cours et tribunaux en font une application trop sévère et abusive à l'égard des ouvriers et que la Cour d'appel de Bruxelles, dans un arrêt du 15 juillet 1902, a déclaré que l'article 310 n'é-

taît pas applicable aux patrons et ne visait que les ouvriers ;

« Considérant en conséquence que c'est une loi de classe contraire au texte et à l'esprit de la Constitution ;

« Le Congrès syndical, réuni à Bruxelles, le 14 décembre 1902, réclame l'abrogation pure et simple de l'article 310 du Code pénal, et charge la Commission syndicale de transmettre cette résolution aux Chambres législatives. »

Et c'est précisément le raisonnement repris près de vingt ans plus tard par l'exposé des motifs de la loi de 1921 :

« La liberté syndicale a pour conséquence nécessaire l'abrogation de l'article 310 du Code pénal. Aussi longtemps, en effet, que subsisteront dans l'article 310 les mots « prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions quelconques », le Syndicat ne peut prendre vis-à-vis de ses membres les sanctions les plus légitimes sans exposer ses dirigeants à des poursuites et à de sévères condamnations. Une association quelconque, ajoute-t-il, peut imposer des amendes, des défenses, des interdictions à ses membres. Dans l'état actuel de la législation, un syndicat professionnel ne le peut pas, tout au moins s'il n'a pas réclamé la reconnaissance légale » (Cité *eo. loc.*).

Le droit commun suffit absolument à garantir les intérêts légitimes en présence. « Que l'on veuille bien relire les articles du Code pénal relatifs aux violences, aux injures, aux destructions ; on reconnaîtra sans

peine que les sanctions qu'ils édictent procurent à l'ordre social des garanties pleinement rassurantes, même en ce qui regarde les délits et les contraventions se rattachant aux conflits entre le capital et le travail » (*eo. loc.*).

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Préoccupé de donner satisfaction dans la plus large mesure possible aux revendications ouvrières, le législateur, au moment même où il réduit ainsi la protection de la liberté de ne pas se coaliser, accroît au contraire celle de la liberté syndicale par la seconde loi du 24 mai 1921.

L'adoption de celle-ci n'a du reste pas été sans soulever diverses oppositions de la part des syndicats ouvriers craignant la condamnation du droit syndical des fonctionnaires et des milieux catholiques voulant étendre à toutes les associations les privilèges préconisés pour les seuls syndicats. Et c'est pour échapper à ces utopies que le projet de loi sur les syndicats a été transformé pour devenir — suivant en ceci la tradition belge — un projet de loi sur la liberté d'association en général. Ici encore, après la tentative infructueuse de 1898, le droit belge évite d'opposer les deux formes de groupements.

Et par là même la question du droit syndical des fonctionnaires, si controversé en droit français, disparaît en droit belge: les fonctionnaires, étant des citoyens, jouissent de la liberté d'association garantie par l'article 20 de la Constitution, et tous les Belges,

dès lors, ont, *ipso facto*, le droit syndical. Et le gouvernement s'engage même (Informations sociales, t. 16, p. 250) à faciliter aux militants syndicaux l'exercice de leurs droits, en leur accordant des audiences, des congés, des facilités de circulation, etc.

Quant à la grève, l'attitude des pouvoirs publics à son égard a varié: des sanctions énergiques ayant été prises au lendemain de la grève de 1923 dans les services industriels de l'Etat contre les agents grévistes, ces sanctions ont été rapportées en juillet 1925 (I. S., *loc. cit.*), par des décisions conçues en des termes si généraux et catégoriques, qu'elles semblent impliquer de la part des pouvoirs publics une attitude de tolérance vis-à-vis de la grève dans les services industriels. Les articles 236 et suiv. du Code pénal restent au contraire applicables aux « fonctionnaires d'autorité ». Les pratiques françaises et belges, à cause sans doute de l'action des mêmes facteurs et notamment de l'influence politique des fonctionnaires, aboutissent ainsi dans l'ensemble à des résultats très voisins.

Dans l'industrie privée en tout cas, si la supériorité de la constitution protège la liberté syndicale contre l'arbitraire législatif et administratif, la loi de 1921 va la garantir contre l'arbitraire individuel.

« L'expérience a démontré, écrivait le gouvernement, (Documents parlementaires, Chambre, n° 70, 1920-1921), que cette liberté ne risque pas seulement d'être compromise par l'intervention des pouvoirs publics, mais qu'elle peut être sérieusement entravée ou paralysée par le mauvais vouloir des particuliers. Nous estimons que si, à raison de la pression qu'elle

subit, une personne ne peut user dans des conditions normales de la faculté de s'affilier ou de ne pas s'affilier à une association, cette liberté individuelle se trouve gravement lésée, et dès lors il importe que de tels actes de pression soient réprimés par la loi ».

LE SYNDICAT OBLIGATOIRE

Mais la liberté syndicale ainsi protégée, est-elle seulement la liberté de faire partie d'un groupement, ou aussi la liberté de ne faire partie d'aucun groupement? En d'autres termes, la contrainte illicite lorsqu'elle tend à interdire l'affiliation à un groupement, est-elle aussi illicite lorsqu'elle tend à imposer cette affiliation? Cette question — la liberté syndicale comprend-elle la liberté de ne pas se syndiquer, qui, en Allemagne, mettra longtemps aux prises les commentateurs de la Constitution de Weimar — est résolue en Belgique par le texte lui-même.

Cependant le législateur belge ne laisse pas à ses commentateurs le soin de se demander si la liberté syndicale comprend la liberté de ne pas se syndiquer pour reprendre les termes de la controverse qui met aux prises les différents auteurs allemands.

L'article 1^{er} de la loi belge de 1921 proclame au contraire: « La liberté d'association dans tous les domaines est garantie. Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association ou de n'en pas faire partie ». Si bien que la protection de la liberté syndicale apparaît moins comme la protection juridique d'un groupe ou d'une classe, que comme la sanction logi-

que, naturelle, d'une liberté individuelle ; même lorsqu'il fait une place aux formations collectives, le droit belge reste ainsi fidèle à la philosophie des Déclarations de droits individuels.

« Quand vous mettez — déclarait M. Trunet, Ministre des Colonies, au cours de la discussion (Ann. Parl. Sénat, 18 mai 1921, p. 551) — l'individu devant le syndicat, devant la puissance collective, la lutte n'est pas égale. La gravité du péril et ce qu'il y a de moralement odieux dans la tyrannie des masses puissantes, écrasant le faible isolé, justifient une répression spéciale. Ajoutons d'ailleurs que dans la pratique c'est dans les abus possibles en matière syndicale qu'est le danger véritable. La protection de la liberté d'association, lorsqu'il s'agit de faire entrer un individu dans un groupement ou de son droit de ne pas y entrer, se confond en réalité avec la protection de la liberté individuelle ».

Et cette assimilation de la liberté syndicale proprement dite et de la liberté de ne pas se syndiquer, se retrouve encore dans l'article 3 : « Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement celui qui, pour contraindre une personne à faire partie d'une association ou à n'en pas faire partie, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune ».

Ce double objet de la loi se traduit par une double protection. La liberté de ne pas se syndiquer est protégée même chez l'adhérent d'un syndicat contre les

statuts de ce syndicat : toute clause lui interdisant de se retirer, ou mettant des difficultés excessives à ce retrait, est illicite. Seule une clause pénale modérée est légale.

De même la répression des atteintes à la liberté d'association par le contrat de travail (art. 9) vise à la fois le cas où un patron exige de ses ouvriers qu'ils n'adhèrent pas à un syndicat, et celui où le syndicat fait insérer dans la clause d'un contrat collectif, l'obligation pour le patron de n'embaucher que des ouvriers syndiqués, car, dit l'exposé des motifs (Documents Parlementaires, Chambre, n° 66, 1919-20) : « Il y a abus dès que, pour s'assurer le monopole du marché d'un produit ou de celui de la main-d'œuvre, un individu ou une association quitte le terrain de la liberté contractuelle pour procéder à des enrôlements de vive force ou pour empêcher l'adhésion des tiers à un groupe concurrent ou adverse. Il y a abus encore lorsqu'un syndicat ouvrier, disposant de la majorité dans le personnel d'une entreprise ou d'une région, prétend à la faveur d'un contrat collectif de travail faire exclure les ouvriers affiliés à une autre association ou qui ne sont affiliés à aucune. Ce n'est plus là l'usage normal du droit d'association et de la liberté contractuelle, c'en est la négation dans le chef d'autrui ».

Cependant si la non affiliation à un syndicat ne constitue pas un motif valable d'exclusion du marché, un contrat de travail, par exemple, ne doit pas être nécessairement considéré comme illicite par le fait qu'il stipule l'exclusion de certains ouvriers. « Il y a

lieu de rechercher si ces clauses ne sont pas justifiées par le désir légitime d'écarter de l'atelier des individus indignes ou dont les agissements tendent à avilir le prix de la main-d'œuvre ou à énerver l'observation loyale de conventions ou d'accords intervenus. L'intérêt professionnel est ici en jeu. L'on ne peut imposer à personne de subir une concurrence déloyale ».

Cette clause qui mettait en réalité en jeu la possibilité pour les syndicats de trouver dans le contrat collectif à la fois la consécration et le fondement de leur force, a été âprement discutée au cours des débats parlementaires, et les différents partis en présence ont fait valoir leur préoccupation. M. Wauters insiste (*Annales parlementaires*, 23 février 1921, p. 676-7) sur le fait que, l'application du texte proposé exigeait l'intention de nuire, la plupart des conventions à monopole conclues par les organisations intéressées, non dans le but de nuire aux non syndiqués, mais dans celui de renforcer l'organisation syndicale, n'avaient rien à craindre de la nouvelle loi (*Idem*. Déclaration de M. Destrée et de M. Carton de Wiart, *Ann. parl.*, 24 février 1921, p. 708 et 719).

Dans ce système, il faut, par conséquent, lire l'article 4 : « Sera puni des mêmes peines, quiconque aura méchamment (*et*) dans le but de porter atteinte..., etc... ». Le but « de porter atteinte » est distinct de l'intention maligne, et comme celle-ci constitue en fait le point délicat dans chaque cas (puisque l'intention de porter atteinte à la liberté de ne pas s'associer dans un contrat à monopole est évidente), l'application de l'article 4 replonge ainsi le juge en plein

subjectivisme juridique : il est même permis de se demander s'il est possible, avec un critère aussi subjectif, d'aboutir à des résultats qui ne soient pas arbitraires. Ou bien la jurisprudence sera incohérente, ou bien l'article 4 ne jouera jamais — ou bien, au contraire, on l'interprètera comme posant une seule condition et non deux, l'intention de porter atteinte à la liberté d'association devenant le type de l'intention méchante.

Cette interprétation qui a été soutenue par certains députés conservateurs, a même trouvé, semble-t-il, une certaine confirmation dans la rédaction du texte final : alors que certains projets portaient « méchamment *et* dans le but », le texte final porte : « méchamment, dans le but... » (le mot *et* ayant disparu).

C'est bien dans ce dernier sens que s'est prononcée la jurisprudence (arrêt de la Cour de Cassation du 28 mai 1923, *Pandectes périodiques*, 1923, n° 3) : « Celui qui subordonne la continuation d'un contrat de travail soit à l'affiliation, soit à la non affiliation d'une personne à une association, agit méchamment lorsqu'il a pour but de porter atteinte à la liberté d'association de cette personne ». Confirmant un arrêt de la Cour de Bruxelles, 17 février 1923, *Pandectes périodiques*, 1923, n° 16, qui consacre de plus la responsabilité civile du syndicat lui-même, de ses dirigeants et de ceux qui ont exécuté ses ordres vis-à-vis du tiers lésé.

Et c'est bien là, semble-t-il, une solution conforme aux principes juridiques — l'intention méchante si l'on ne veut pas la réduire à un état psychologique vraiment par trop insaisissable, est l'intention de poursuivre un but reconnu comme illicite : et tel est

le cas pour la suppression de la liberté de ne pas s'associer que le syndicat poursuit en définitive.

La clause de monopole, dans une convention collective, est nulle et génératrice de responsabilité pour ses auteurs ; pratiquement, elle sera très rare si l'on songe que l'arrêt précité de la Cour de Bruxelles proclame même la responsabilité de patron qui a accepté de signer la convention contenant cette clause — et on aboutit ainsi à un résultat directement contraire aux déclarations formelles faites au cours des travaux préparatoires. Il y a là un exemple des conflits assez fréquents entre une jurisprudence préoccupée d'interpréter le nouveau texte à la lumière des principes juridiques traditionnels, individualistes, et les parlementaires préoccupés d'attribuer aux textes qu'ils vont voter la portée favorable aux revendications de leurs électeurs ouvriers. C'est ce qui s'est produit notamment en France, pour la loi du 19 juillet 1928, sur la rupture du contrat de travail et l'observation du délai-congé (Cass., 28 juin 1931, S. 1931, 1, 242).

La législation belge si elle consacre ainsi l'action des syndicats, demeure cependant très attachée aux principes individualistes et n'hésite pas à sacrifier certaines possibilités de l'action collective aux libertés individuelles. C'est sans doute à cette tendance qu'il faut attribuer le fait qu'aucun des projets de lois destinés à réglementer la convention collective n'a encore pu aboutir — de même (L. S., p. 262) si les syndicats ouvriers sont parvenus, dans certains cas, à imposer leur contrôle des entreprises, ce résultat a été

obtenu par voie d'entente directe entre les intéressés, sans intervention du législateur.

LES CONSÉQUENCES CIVILES DE LA COALITION

Cette hésitation, ce caractère d'un compromis entre différentes tendances en compétition, se retrouve pour les conséquences civiles attachées à la coalition.

La loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, n'énumère pas la grève et le lock-out parmi les causes légales de rupture; malgré les efforts de la doctrine pour distinguer entre les coalitions destinées à réprimer certaines violations du contrat de travail par l'autre partie, et les coalitions destinées au contraire à provoquer une modification de ce contrat, la jurisprudence au contraire considère que la grève est toujours une cause de rupture du contrat de travail (Pandectes périodiques, 1908, n° 273; Pandectes belges, « Contrat de travail », n° 2065, etc), autorisant l'employeur à congédier immédiatement l'employé (2) et à réclamer des dommages-intérêts dont le fondement légal et l'étendue varieront suivant qu'il s'agit d'un contrat à durée déterminée, ou à durée indéterminée. Dans le premier cas, l'article 1152 du Code civil combiné avec les dispositions contractuelles, particulières, donne droit à une indemnité représentant l'intégralité du préjudice subi. Dans le second cas, c'est l'article 1780 du Code civil qui joue et la loi de 1900 ouvre à la partie

(2) Un projet de loi sur le contrat de travail (I. S. t. 37 p. 452) précise par contre que la grève ne fera désormais que suspendre le contrat de travail, à condition toutefois d'être précédée d'une lettre recommandée adressée trois jours auparavant.

lésée le choix entre deux modes de répartition : l'un forfaitaire (art. 22) et égal à la moitié du délai de préavis non respecté, l'autre (art. 23) correspondant à l'intégralité du préjudice subi, à charge de prouver l'étendue de celui-ci.

La pratique administrative qui, en fixant le droit aux allocations de chômage détermine quelques-unes des conséquences les plus importantes de la coalition, n'a pas voulu suivre la jurisprudence judiciaire sur le terrain si rigoureux sur lequel elle s'était placée, et elle a établi une distinction dont le critère illustre bien le rapport qui, dans le droit contemporain, unit l'intervention de l'Etat et les conséquences économiques des grèves. Une circulaire du 30 août 1921 reproduite dans le Code du travail, II (p. 359), ayant institué des comités de conciliation et d'arbitrage, décide que le défaut de recours à ces comités sera sanctionné par le refus ou l'octroi de la pension alimentaire : « Si les patrons refusent l'arbitrage et si les ouvriers l'acceptent, le secours alimentaire est accordé, à condition qu'avant de se mettre en grève les ouvriers aient adhéré à l'offre de conciliation et aient attendu au moins une semaine la décision des patrons sur la proposition de conciliation et d'arbitrage... Si les ouvriers refusent de déférer le litige à l'arbitrage accepté par les patrons et se mettent en grève, le secours ne sera pas octroyé. Il en est également ainsi lorsque les deux parties repoussent l'arbitrage proposé, — et l'arrêté du 12 mai 1926 (C. travail, II, p. 349) en réorganisant les comités de conciliation, précise encore davantage les obligations des parties à leur égard,

cherchant à s'assurer non seulement une adhésion de pure forme de leur part, mais encore une collaboration loyale et réelle :

« Si l'employeur occasionne une grève en mettant en vigueur, avant la constatation par le comité compétent de l'échec de la tentative de conciliation ou de la proposition d'arbitrage des conditions de travail ou de salaires nouvelles, rejetées par ses ouvriers ; s'il décrète le lock-out de son personnel sans avoir préalablement recouru à la procédure de conciliation et d'arbitrage ; s'il refuse de répondre aux convocations du comité, d'exécuter l'accord intervenu ou la sentence arbitrale ; si le comité exprime l'avis que, par son attitude, il a rendu la conciliation impossible, ceux de ses ouvriers qui font partie d'une caisse de chômage agréée seront assimilés aux chômeurs involontaires et pourront, comme tels, bénéficier, à partir du premier jour de la grève, des indemnités de leur caisse de chômage et des allocations du Fonds national de crise, conformément aux arrêtés royaux portant organisation de l'assurance-chômage.

En revanche, « si les ouvriers occasionnent un lock-out en modifiant avant la constatation par le comité compétent de l'échec de la tentative de conciliation ou de la proposition d'arbitrage, des conditions de travail ; s'ils décrètent une grève avant la constatation, par le comité compétent, de l'échec de la tentative de conciliation ou de la proposition d'arbitrage ; s'ils refusent de se rendre aux convocations du comité, d'exécuter l'accord conclu en conciliation ou la sentence arbitrale ; si le comité exprime l'avis que, par leur

attitude, ils ont rendu la conciliation impossible, l'organisation qui les représente sera exclue pour un an, à dater du premier jour de la grève, du bénéfice de l'article 15, à moins qu'elle n'établisse que la grève s'est faite sans son accord ou sans son appui. S'il s'agit d'une Centrale, cette mesure ne s'applique qu'aux membres des sections locales engagées dans le conflit ».

Il y a là un exemple très intéressant précisément à raison de son caractère extra-législatif, de tentative faite pour assurer l'intervention de l'Etat dans le règlement des conflits économiques — tentative qui a été reprise tout récemment en France, lors du lock-out de l'usine Citroën, motivé par le refus des ouvriers d'accepter les salaires réduits, et au cours de laquelle l'Etat a soutenu très puissamment les ouvriers en leur accordant le secours de chômage. Si d'autres pays ont eu l'idée de sanctionner par des dommages-intérêts et des pénalités la cessation du travail intervenue avant ou contre la décision d'un organe d'arbitrage, et si en édictant ces mesures ils se sont heurtés à une hostilité syndicale qui a souvent entraîné l'échec de la mesure proposée (voir notamment l'exemple de la Norvège, et du non renouvellement en 1929 de la législation de 1927), la Belgique semble avoir obtenu des résultats plus sûrs avec un système plus discret, mais aussi efficace, en tout cas original : la sanction du défaut de recours à l'Etat est précisément constituée par ce que la coalition coupable a voulu éviter, à savoir, l'intervention de l'Etat, mais cette fois-ci elle se produit obligatoirement en faveur de la partie adverse.

L'évolution générale du système belge nous offre donc l'ensemble d'un tableau assez voisin de celui du système français : malgré la différence des conditions politiques, l'analogie des structures juridiques aboutit à des résultats très comparables, mais dont les différences ne sont que plus instructives; jusqu'en 1920, législation nettement plus défavorable à l'action des coalitions, parce que cette action est à la fois plus importante et plus antipathique aux pouvoirs publics qu'en France ; devant cette tendance, résorption du droit syndical dans le droit commun de l'association, et à partir de 1921 et en raison des succès politiques des partis soutenus par les coalitions ouvrières, mouvement législatif plus favorable aux coalitions que le système français, mais réaction jurisprudentielle qui ramène le droit à un état pratiquement très voisin du droit français: on saisit sur ce parallèle l'influence respective des idées juridiques et des faits politiques.

CHAPITRE II

Allemagne

L'histoire des libertés ouvrières en Allemagne est, on va le voir, étroitement liée à la vie politique de ce pays — à tout moment les organisations syndicales étroitement apparentées au parti socialiste interviennent en sa faveur: aussi la Monarchie jusqu'à ses dernières années demeurera hostile aux coalitions et aux syndicats, inspirant une législation et une jurisprudence défavorables; la République, au contraire, s'appuyant sur ces éléments les favorisera; la magistrature plus conservatrice s'efforcera toutefois de limiter cette faveur; enfin le troisième Reich semble devoir restaurer ici un régime totalement différent.

La période monarchique

I. — LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION, SA DISPARITION

L'étude des origines du droit de coalition en Allemagne se complique d'une difficulté qui tient à la diversité des législations d'Etats. Chacun d'eux a ses

textes propres, et applique autrement les textes impériaux. Mais on peut dire que d'une manière générale l'hostilité à l'égard des coalitions est d'autant plus grande que trois influences viennent ici se combiner : celle du droit romain qui subordonne à une autorisation spéciale du prince le droit de réunion et d'association des sujets, celle de l'individualisme de la Révolution française, enfin la défiance politique des princes à l'égard de coalitions qui risquent de fomenter des insurrections démocratiques.

Au XVIII^e siècle, les termes absolument généraux d'un rescrit impérial de 1731, corroboré en Prusse par le Code de 1794, prohibent toutes les réunions de compagnons. C'est un régime corporatif dont l'inégalité est soulignée par l'interdiction des associations de compagnons plus sévère et précise que celle des associations de patrons, qui domine; dès le début, le droit de coalition est un droit inégal.

A la suite de la Révolution française, devant le péril plus grand que constitue son influence, les princes allemands s'efforcent d'établir dans toute la Confédération un régime de répression aggravée. Les résolutions fédérales de 1835 et 1850 prévoient dans tous les Etats des mesures sévères de police. La réglementation prussienne de 1845 établit dans les articles 181 à 184 l'interdiction de toute entente entre ouvriers et artisans, en vue d'aboutir à la cessation du travail : la rupture du contrat de travail est de même érigée en délit pénal.

Le caractère politique de l'interdiction des coali-

tions est donc ici marqué — l'interdiction vise avant tout les coalitions ouvrières (1).

Il n'est point étonnant dès lors que les progrès du droit de coalition aillent de pair avec ceux du mouvement ouvrier et démocratique : abolition des interdictions en 1848, rétablissement dans la période de réaction postérieure (une résolution du Conseil Fédéral du 13 juillet 1854 rend obligatoire pour les Etats la dissolution des groupes à but communiste), puis à partir de 1860, reconnaissance du droit de coalition sous la réserve de répression des moyens inadmissibles. Lois de 1861 en Saxe (Ritscher, *Koalitionen und Koalitionsrecht*, p. 216), et en 1869 insertion dans le Code industriel de la Confédération de l'Allemagne du Nord des articles 152 et 153 qui constituent les principes dominants de notre matière jusqu'en 1918.

« Toutes les défenses et pénalités applicables aux chefs d'entreprise, aides, compagnons ou ouvriers des fabriques dans le cas d'accord concerté pour obtenir des salaires plus favorables ou de meilleures conditions de travail, particulièrement par le moyen de cessation de travail ou de renvoi d'ouvriers, sont et demeurent abrogées.

« Tout participant à ces coalitions et aux ententes qui en résultent a le droit de s'en retirer quand il veut, et pareille action de sa part ne saurait donner lieu à une plainte ou action d'exception ».

Mais cet article ne s'applique qu'à l'industrie — l'article 24 de la loi fédérale de 1908 (Nestriepke, *Das*

(1) En ce sens exposé des motifs de la législation de 1845 (Ritscher, *Koalitionen und Koalitions recht*, in *Deutschland bis zur Reichsgewerbeordnung*, Berlin-Stuttgart, 1917, p. 158-9).

Koalitionsrecht in Deutschland, p. 15) rappellera que « demeurent en vigueur les prescriptions des législations d'Etat relatives aux efforts tentés auprès des ouvriers agricoles et des domestiques en vue d'interrompre ou d'entraver le travail ». Le délit de coalition subsiste donc dans certaines professions. D'autre part, dans l'industrie elle-même, le législateur va s'efforcer de reprendre, par l'extension donnée à la notion d'atteinte à la liberté de coalition, ce qu'il a dû abandonner à contre-cœur.

II. — L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

La loi et la jurisprudence vont en effet donner au délit d'atteinte à la liberté du travail une extension telle que l'action des coalitions s'en trouvera presque complètement paralysée.

ART. 153. — « Quiconque emploie la violence, les menaces, les injures ou la mise à l'index pour décider ou chercher à décider d'autres personnes à prendre part aux accords mentionnés à l'article précédent ou à leur donner suite, et quiconque par les mêmes moyens empêche ou cherche à empêcher d'autres personnes de se retirer de ces accords est passible d'une peine de prison de 3 mois au maximum, à moins que le Code pénal ne prévoie pour le cas en question une peine plus élevée ».

Ainsi tandis que l'action destinée à pousser quelqu'un à sortir de ces coalitions est illégale, celle qui, au contraire, a pour but de les en faire sortir est licite.

Et l'existence des syndicats ouvriers, loin d'inciter

les autorités à reconnaître la légitimité des coalitions, les en détourne plutôt, car cette interpénétration du point de vue politique et du point de vue syndical caractéristique de toute la législation et du mouvement ouvriers allemands fait retomber sur les syndicats l'hostilité *bismarckienne* à l'égard des socialistes qui s'est traduit par la *Socialistengesetz* du 21 octobre 1878.

Les tribunaux, dans l'application de l'article 153 (Weber, *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit*, 1914, p. 44 et suiv.), ne manquent pas d'enchérir encore sur l'hostilité législative et administrative. En 1906, sur 686.539 personnes employées dans des entreprises affectées par la grève, et dont 272.218 s'étaient mises en grève, la proportion des condamnés en vertu de l'article 153, est de 1,6 pour 1.000 personnes employées, et de 4,03 pour 1.000 grévistes (Liberté Syndicale, vol. III, p. 18).

La jurisprudence applique, en effet, ici, l'article 253 du Code pénal, relatif au délit d'extorsion, et aux termes duquel « toute personne qui, pour s'assurer ou assurer à un tiers un avantage pécuniaire illégal oblige une autre personne, soit par la force, soit par des menaces à faire tolérer ou omettre quoi que ce soit, se rend par là coupable d'extorsion et est passible d'une peine qui ne sera pas inférieure à un mois de prison. La tentative est punie comme le fait accompli ».

Or, qu'est-ce qu'un « avantage pécuniaire illégal » ? C'est dans la jurisprudence du Reichsgericht celui qui ne découle pas d'un droit acquis (Kaskel, *Das neue Arbeitsrecht*, p. 328 et suiv.), « comme l'ouvrier qui

réclame un relèvement de son salaire, ou une journée de travail plus courte », n'y a, par hypothèse, aucun droit acquis et commet en menaçant son employeur d'une grève le délit d'extorsion.

Il est donc permis de dire avec Brentano: « les ouvriers allemands ont le droit de se grouper en syndicats, mais s'ils usent de ce droit, ils sont punis ».

La jurisprudence renforce ainsi la sanction pénale de l'atteinte à la liberté du travail par une interprétation très extensive du droit pénal commun.

La République

Si l'hostilité politique envers les syndicats aboutit ainsi à « stériliser » la liberté syndicale d'une grande partie de ses conséquences en ce qui concerne la liberté de coalition, la situation juridique va naturellement se modifier lorsque le point de vue politique changera lui-même : après la collaboration des syndicats avec l'Etat pendant la guerre, la République allemande va favoriser les syndicats sur lesquels elle compte s'appuyer. Aussi proclamait-elle constitutionnellement l'existence du droit syndical.

L'article 159 de la Constitution de Weimar dispose: « La liberté d'association en vue de la défense et de l'amélioration des conditions sociales et économiques est garantie à toutes les personnes et à toutes les professions » et « toutes ententes ou toutes mesures visant à entraver cette liberté sont déclarées illégales ».

L'article 130 indique expressément que ce droit est également reconnu aux fonctionnaires.

Le but politique des auteurs de la Constitution de Weimar est tout aussi net, quoique opposé à celui des législations monarchistes. Il s'agit de créer un syndicalisme puissant sur lequel la République puisse, le cas échéant, s'appuyer, et de donner pour cela un gage à la classe ouvrière, un commencement de « démocratie industrielle » à l'usine; parallèlement aux syndicats on va du reste instituer dans chaque exploitation les conseils d'entreprises (*Betriebsrate*) dont l'idée s'apparente aux Soviets russes, et qu'on a pu appeler « l'ancrage » de la Révolution dans la Constitution de Weimar.

Quelle va être l'influence de ces nouveaux principes sur la liberté de coalition ?

I. — LA LIBERTÉ DE COALITION

On remarquera tout d'abord que l'article 159 de la Constitution consacre la « Vereinigungsfreiheit », ou liberté d'association, et non la « koalitions freiheit » ou liberté de coalition. C'est qu'en effet il était apparu (Anschutz, Kommentar der Reichsverfassung, sous l'art. 159) que la Koalitionsfreiheit comportait le droit de grève, et si les auteurs de la Constitution de Weimar étaient partisans de ce droit, du moins se refusaient-ils à l'inscrire dans la Constitution (comp. motifs Reichsarbeitsgericht, 7 mai 1930 au R. I. J. T., 1930, Allemagne, N° 1, 1^{re} espèce) pour ne pas lui donner trop d'importance.

Le droit de grève est donc reconnu en fait, sans avoir cependant une valeur constitutionnelle, et ses manifestations ne sont pas protégées par l'article 159, § 2, de la Constitution au nom duquel on a annulé les mesures restrictives et les renvois contraires à la liberté d'association.

Et, cependant, l'esprit général du nouveau droit va modifier la situation des coalitions.

En principe, la liberté la plus grande leur est reconnue: lock-out (2), grève, même déclenchée par une organisation momentanée, crée spontanément par les salariés — comité de grève par exemple et non par un syndicat (Trib. de Brême, 9 avril 1920, R. Arb. Bl., 1924, A. T., p. 429), le boycott d'une industrie (Karlsruhe, 9, XII, 26, N. Z. F. A., 1927, col. 248), tous ces moyens sont licites et la jurisprudence de la République a notamment abandonné l'application de l'article 213 à la grève.

Seule la résistance passive, c'est-à-dire le fait pour les ouvriers de rester à leur poste de travail tout en cessant le travail, est interdite (Reichsgericht, 9 juin 1925, R. Arb. Bl., 1925 A. T., p. 420-421), car elle est un procédé de combat déloyal — c'est une grève « déguisée » qui « dissimule la cessation du travail sous les apparences d'un respect du contrat ».

La Reichsgericht admet, comme pour la liberté syndicale (V. jugement du 2 juillet 1925, R. I. J. T., 1925, Allemagne, N° 1), que la « liberté de coalition serait

(2) Le lock-out étant défini par le Reichsversicherungsamt, 14 novembre 1928 (R. I. J. T., 1928, p. 80) comme « le congédiement par l'employeur de la majorité des ouvriers, en vue d'un conflit » sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant la nature de ce conflit (économique, politique, ou autre).

en réalité incomplète et illusoire si on ne protégeait pas en même temps le droit de la collectivité des adhérents de prendre les mesures et les dispositions nécessaires à la réalisation de l'objet de la coalition, par exemple, d'établir des pénalités contre les adhérents insubordonnés ou qui se livreraient à des agissements contraires aux buts du groupement et d'en poursuivre le recouvrement en justice », et l'article 159 de la Constitution doit sur ce point être considéré comme ayant abrogé l'article 152 du Gewerbeordnung.

L'accord du 15 novembre 1918 a même mis au service des coalitions, l'arme de la publicité qui leur permet de faire appel à la solidarité de classe, puisque les employeurs sont obligés — et les employés autorisés — à faire connaître au bureau de placement toute grève, tout lock-out qui se produit dans leur entreprise. Le bureau de placement doit alors en aviser ceux qui sollicitent son entremise, et ne la maintenir que si les intéressés persistent dans leur demande, malgré le renseignement donné (3).

Si l'employeur ne prévient pas son employé de l'existence d'une grève, il commet un acte dolosif qui fonde l'annulation du contrat, et l'allocation de dommages-intérêts (Arbeitsgericht, Brême, 12 septembre 1927, R. I. J. T., 1927, Allemagne, N° 19).

Une exception au droit de coalition existe toutefois pour les services publics.

Quant aux fonctionnaires proprement dits, il leur est interdit de faire grève et ils sont même tenus d'exé-

(3) Voir sur ce point Kaskel, Koalitionen und Koalitionskampf-mittel, Berlin, 1925.

cuter le travail de grève (Reichsgericht, 17 mars 1925, R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 4, B).

« Toutefois le droit de grève n'existe pas pour les fonctionnaires (Groh, Koalitionsrecht, p. 70 et suiv.) et cette notion est entendue très largement puisqu'on range au nombre des fonctionnaires les employés des P. T. T., les cheminots; vis-à-vis d'eux la provocation à la grève, ou même l'invitation à ne pas faire le travail des grévistes, constitue le délit de l'article 110 du Code pénal (excitation à la désobéissance) (Reichsgericht, 17 mars 1925, R. G. S., 59, p. 149) car « qui entre en qualité de fonctionnaire dans un service public, ne peut se laisser guider par ses sentiments de solidarité envers ses collègues que dans la mesure où ces sentiments n'entrent pas en conflit avec le devoir supérieur qu'il a envers la communauté ».

D'autre part, aux termes d'un décret du Président du Reich, en date du 10 novembre 1920, dans les entreprises qui fournissent le gaz, l'eau et l'électricité à la population, la grève ou le lock-out ne peuvent être déclenchés qu'après recours à la commission de conciliation et prononcé par celle-ci de ce que les Allemands appellent la « décision arbitrale » et qui n'est en réalité qu'un projet de convention collective que les parties ne sont pas tenues d'accepter, mais qu'elles sont tenues de provoquer. La disparition du délit de coalition présuppose donc le recours à la tentative de conciliation.

Ce décret s'est du reste heurté à l'opposition des syndicats (Compte rendu du Congrès de Leipzig de l'A. D. G. B., p. 20).

II. — L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

En présence de ce droit de grève étendu, quelles sont les restrictions réprimant le délit d'atteinte à la liberté du travail ?

Un premier principe rappelé depuis longtemps par un jugement du Reichsgericht, 14 février 1901 (R. G. St., t. 34, p. 129) est celui suivant lequel l'infraction commise à l'occasion d'une grève ne perd pas, à cause de ce motif, son caractère délictueux (*idem*, Kammergericht de Berlin, 9 mai 1924, R. I. J. T., 1925, Allemagne, p. 25 — Reichsarbeitsgericht, 7 mai 1930, R. I. J. T., 1930, Allemagne, p. 8 et suiv.).

Le droit pénal commun s'applique donc et il convient de rappeler que l'article 360, § 10, du Code pénal, permet à la police de prescrire des règles nécessaires au maintien de l'ordre, et punit leur inobservation. C'est sur ce texte (Liberté Syndicale, p. 95) que se fondent (et se sont fondées surtout avant la guerre) les autorités administratives pour interdire en fait le picketing, et les divers actes de grève « constitutifs de scandale ».

Les tribunaux appliquent encore différents textes du Code pénal, lorsqu'ils estiment le but même de la grève contraire à l'ordre public — grève d'auxiliaires d'une mairie réclamant l'intervention de certaines mesures administratives, application de l'article 253, extorsion de fonds (Reichsgericht, 11 juin 1920, rapporté au R. G. St., 55, p. 37-38), — menace d'arrêter des travaux indispensables pour obtenir le paiement d'heures de grève, art. 114 Code pénal, — menace à des

fonctionnaires, art. 103 et 105 du règlement relatif aux gens de mer lorsque l'équipage du navire menace de faire grève en pleine mer (Reichsgericht, 3 avril 1924, Juristische Woche, 1925, p. 482). Le délit d'atteinte à la liberté du travail se résorbe ainsi lui-même dans le délit de contrainte illégale de l'article 240 du C. P. (Kammergericht de Berlin et Schlichtungswesen, 6 février 1925, R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 2).

Mais à la différence de ce qui se passait avant 1918 avec l'article 153 du Code pénal, jamais un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail ne vient s'ajouter au droit pénal commun.

III. — LES CONSÉQUENCES CIVILES DE LA COALITION

Si la matière de la coalition quitte donc dans l'ensemble le terrain du droit pénal pour passer sur celui du droit civil, comment s'y comporte-t-elle ?

Le droit allemand tout d'abord à la différence du droit français, ne considère pas que la grève entraîne la rupture du contrat de travail : la jurisprudence estime qu'il y a lieu d'interpréter les effets du lock-out ou de la grève en tenant compte de l'intention réelle des parties qui n'est pas de rompre définitivement le contrat de travail (motifs d'un jugement du Reichsarbeitsgericht du 3 octobre 1928, R. I. J. T., 1928, Allemagne, n° 11, et pour le cas particulier des mutilés régis par des textes spéciaux, Reichsarbeitsgericht du 18 janvier 1928, R. I. J. T., 1928, Allemagne, n° 34, 1^{re} espèce).

Si la cessation du travail a eu lieu après avis et ob-

servation du délai normal, elle n'entraîne donc aucune conséquence civile.

Mais s'il n'y a pas préavis, il y a au contraire abandon injustifié de son travail par l'ouvrier (sans qu'il y ait à considérer la légitimité du but poursuivi) — et dès lors aux termes des articles 626 du Code civil, 72 du Code de commerce, 123 et 133 du Code industriel, les dommages-intérêts peuvent être alors encourus par les grévistes (voir Hueck, *Arbeitsvertragsrecht*, p. 205, remarque 53) et, d'autre part, le renvoi de l'ouvrier, la rupture du contrat de travail par l'autre partie ne sont plus passibles de dommages-intérêts.

Examinons successivement ces deux questions.

Le dualisme de la grève collective et des dénonciations de contrats individuels de travail, qui demeurent des actions bien distinctes, apparaît, par exemple, dans un jugement du *Reichsarbeitsgericht* du 26 juin 1928 (R. I. J. T., 1929, Allemagne, n° 23, 1^{re} espèce) : Une convention collective intervenue entre les syndicats ouvriers et patronaux à la suite d'une grève et de dénonciations des contrats individuels, obligeait :

1° Les patrons à ne pas exercer de représailles contre les grévistes ;

2° Les organisations signataires à faire campagne auprès de leurs adhérents pour rapporter les dénonciations intervenues.

Le *Reichsarbeitsgericht* décide qu'un patron particulier n'était pas juridiquement tenu par la seconde obligation, « le droit en vigueur ne connaissant pas les contrats imposant des obligations à la charge des tiers » et la convention collective conclue ne pouvant

ipso jure s'incorporer à des contrats individuels déjà dénoncés.

L'absence de réintégration, d'après le même jugement, n'est pas davantage contraire aux bonnes mœurs, au sens de l'article 826 du Code civil : en l'état actuel des convenances et de la conscience sociale.

Mais, au contraire, dans une autre hypothèse (*eo. loc.*, p. 67) où la grève n'avait pas encore été suivie de dénonciation du contrat de travail individuel — et où la convention collective de travail interdisait les représailles à l'occasion de la grève, la dénonciation postérieure des contrats individuels a été jugée contraire aux bonnes mœurs : cette dénonciation constitue donc le fait décisif et distinct de la grève. (On remarque le détour par lequel le droit allemand arrive à rendre en fait obligatoires pour les particuliers, les accords conclus par les organisations en présence, malgré l'absence d'effet d'une convention vis-à-vis des tiers : s'il n'y a pas méconnaissance d'une obligation de droit, du moins y a-t-il acte contraire aux bonnes mœurs).

Quels sont maintenant les dommages-intérêts qui peuvent être alloués à la suite d'une grève ? Il faut ici distinguer la responsabilité quasi-délictuelle et la responsabilité contractuelle.

Responsabilité quasi-délictuelle

La responsabilité quasi-délictuelle est fondée sur les articles 823 et 826 du Code civil, selon lesquels aucun acte ne doit léser certain droit d'autrui : liberté, vie, possession et propriété, ni enfreindre une loi qui pro-

tège une personne, ni enfin être contraire aux bonnes mœurs. Et c'est en vertu de ces textes que l'atteinte à la liberté du travail est civilement sanctionnée.

Aussi la grève qui fait régner la terreur, méconnaît le droit à la liberté des non grévistes, enfreint leurs droits, constitue un quasi-délit à la fois contre les non grévistes et contre le patron, dont le droit à l'exploitation d'une entreprise est ainsi méconnu. L'installation de piquets qui empêchent les non grévistes de se rendre au travail ou leur réclame un laissez-passer n'est pas moins illicite (Cour de Francfort-sur-Mein du 20 octobre 1921, J. W., 1922, n° 1, p. 307; Kammergericht du 28 mars 1923 G. K. G., 28, col. 174).

Un jugement du Reichsarbeitsgericht du 21 décembre 1927 (R. I. J. T., 1928, Allemagne, n° 31, 1^{re} espèce) précise que, pour l'application de l'article 826 du Code civil, il faut tenir compte non seulement de la légitimité du but poursuivi (en l'espèce relèvement des salaires), mais encore de la nature des moyens employés, qui sont contraires aux bonnes mœurs (*Sittenwidrig*) lorsqu'ils infligent à la victime un préjudice disproportionné avec l'avantage poursuivi — en l'espèce mise à l'index entraînant la ruine de l'intéressé (Comp. Landgericht de Dresde, 13 avril 1927, R. I. J. T., 1927, Allemagne, n° 43).

Un jugement du Reichsgericht du 17 mai 1926 (R. I. J. T., 1926, Allemagne, n° 10) déclare encore qu'il faut rechercher à la fois si la fin est moralement critiquable et si le moyen employé est immoral en lui-même.

Du reste, la clause d'absence de représailles dans

la convention qui termine une grève si elle interdit de dénoncer les contrats de travail des grévistes n'interdit pas aux patrons de refuser de reprendre les ouvriers qui ont participé à des piquets (Kammergericht, 6 février 1925, R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 2).

La jurisprudence se reconnaît de plus un pouvoir d'appréciation très étendu qui peut frapper non plus seulement l'atteinte mais encore la grève elle-même, grâce au droit de censurer les actes contraires aux bonnes mœurs. (Aux termes de l'article 826 du Code civil : « Quiconque, contrairement aux bonnes mœurs, cause intentionnellement un dommage à autrui, est tenu de le réparer » et pour qualifier ainsi les actes accomplis, il lui suffit que ceux-ci lèsent l'équité en poursuivant un but illégitime, tel que par exemple dans certains cas le renvoi d'ouvriers non syndiqués (Kammergericht, 9 juillet 1924, J. W., 1925, p. 269), ou la lutte contre l'introduction de nouveaux moyens de production dans une usine (Reichsarbeitsgericht, 30 mai 1929, R. I. J. T., 1930, Allemagne, n° 24).

Mais le Reichsgericht a estimé qu'il n'y avait pas acte contraire aux bonnes mœurs dans le fait pour des ouvriers adhérents à l'A. D. G. B. (équivalente à la C. G. T. en France) de s'efforcer d'obtenir par une grève le renvoi d'ouvriers affiliés à des syndicats communistes. Ceux-ci menaçaient, en effet, de conquérir une influence suffisante pour chasser ensuite leurs camarades eux-mêmes (Reichsgericht, 3 mai 1924, J. W., 1924, n° 4, p. 1041; R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 3); inversement si graves que soient pour une entreprise les dommages causés par la grève d'une demi-journée

déclenchée à la suite du meurtre de Rathenau, il n'y a pas lieu à des dommages-intérêts (Cour de Hambourg, 23 octobre 1923, *Schlichtungswesen*, p. 20 et suiv.). De même, la cessation du travail à l'occasion du premier mai (Reichsgericht, 19 octobre 1926, R. I. J. T., 1926, Allemagne, n° 1) n'est pas nécessairement un motif illégitime.

Ces quelques exemples suffisent à montrer combien est étendu le pouvoir d'appréciation que se réservent les juges, et combien ils tiennent compte dans son usage des circonstances politiques.

Etant donné qu'il s'agit des conséquences pécuniaires d'un lock-out, la considération décisive sera de savoir si les employeurs ont simplement entendu rendre plus difficile la vie de l'ouvrier — ou s'ils lui ont enlevé son travail pour un temps relativement long ou pour toujours (Commentaires des Conseillers du Tribunal d'Empire, art. 823 C. C., remarque). Il semble qu'en fait les tribunaux admettent ici assez facilement la légitimité du procédé employé.

Ces responsabilités, d'autre part, sont d'autant plus importantes qu'elles peuvent être mises en jeu, non seulement par les victimes immédiates du quasi-délit, mais encore par tous ceux qui ont subi un préjudice directement lié au quasi-délit commis (employeurs ou tiers, Reichsgericht, 9 Juillet 1924, N. Z. F. A., 1925, col. 747; association partie au Contrat, Kammergericht, 28 mars, G. K. G., 1928, col. 174, ou même, salarié membre d'un Comité de grève, Reichsgericht, 8-XI-22, N. Z. F. A. 23, col. 321; voir aussi Weiger, *op. cit.*).

Une décision assez curieuse du Tribunal d'Empire du 6 février 1923 (N. Z. F. A. 1923, col. 332, *idem*, Oberlandesgericht d'Iéna, du 12 mars 1925, R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 1; contra Landgericht de Dresde, 22 avril 1925, R. I. J. T., 1926, Allemagne, n° 20) exclut, en se fondant sur l'idée de solidarité ouvrière, le droit de demander des dommages-intérêts pour les ouvriers non grévistes qui ont cependant été pratiquement empêchés par la grève de travailler. Ces ouvriers ne pourront davantage demander le paiement de leurs salaires aux employeurs qui auront organisé un lock-out à la suite de la grève.

La responsabilité n'existe, en principe, qu'à la charge des grévistes pris individuellement, et non à l'encontre de l'organisation qui a déclenché la grève (Kaskel, Arbeitsrecht, p. 318).

Vis-à-vis des associations ouvrières, par contre, la responsabilité quasi-délictuelle que les tribunaux apprécient assez sévèrement pourra avoir des conséquences d'autant plus sérieuses, que, si l'ouvrier pris individuellement est protégé contre les poursuites par son insolvabilité même, l'Association peut avoir un patrimoine qui est un élément de sa force et sera anéanti par les condamnations prononcées.

Responsabilité contractuelle

Mais des dispositions contractuelles peuvent déroger à cette règle lorsque le syndicat a, dans la convention collective antérieure, renoncé à la grève, par ce qu'on appelle la clause de paix industrielle; il ne saurait employer cette grève pour modifier les clauses

de ce contrat, mais il peut continuer à l'employer dans des buts politiques ou pour toutes autres questions non réglées au contrat (Reichsgericht, 30 mars 1926, N. Z. F. A., 1926, col. 551 et suiv.; Reichsgericht, 30 mars et 2 juillet 1926, R. I. J. T., 1926, Allemagne, n° 16 et 17; Landgericht de Hambourg, 25 mai 1927, R. I. J. T., 1927, Allemagne, n° 39).

Or, la jurisprudence décide que l'existence de cette clause, dans une convention collective, doit être présumée (jugements du Reichsgericht et du Landgericht de Hambourg précités, R. I. J. T., 1926, Allemagne, n° 16, 17, et 1927, Allemagne, n° 39), car elle est conforme au but de stabilité et de sécurité poursuivi par toute convention collective.

On aperçoit aussitôt l'extension qu'acquiert cette clause qui peut désormais être tacite. L'interprétation que lui a donné la jurisprudence est nettement extensive.

Si un arrêt du Reichsarbeitsgericht du 22 février 1928 (R. I. J. T., 1928, Allemagne, n° 29, 1^{re} espèce) décide ainsi qu'un syndicat peut soutenir un ouvrier brusquement congédié, sans méconnaître la clause, qui du reste s'impose au syndicat, mais non à ses organes (Reichsgericht, 20 décembre 1927, R. I. J. T., 1928, Allemagne, n° 29, 2^e espèce).

Un autre jugement du Reichsgericht, 9 juin 1925 (R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 1) précise que cette clause n'entraîne pas seulement pour les signataires des obligations négatives, mais encore celle positive d'user de leur influence pour empêcher leurs adhérents d'entrer en lutte.

Le Reichsarbeitsgericht, 30 avril 1930 (R. I. J. T., 1930, Allemagne, n° 22) juge enfin que la clause de paix obligeait le syndicat à engager ses membres à collaborer aux essais faits en vue de l'introduction de systèmes techniques nouveaux.

Dans tous les cas, la responsabilité du syndicat est engagée, elle se traduira par une obligation alternative de remettre les choses en état, ou de payer des dommages-intérêts. On pourra même ici recourir à un procédé qui rappelle celui de l'injonction en droit anglo-saxon : « la plainte à ne pas faire » permettra d'interdire, pour l'avenir, sous peine de sanction, les actes contraires à la convention collective ; une ordonnance de référé interdira certains actes, fixera l'amende en cas d'infraction dont la survenance dispensera aussi de l'observation du délai-congé pour le renvoi des ouvriers (Cour de Dresde, 5 mars 1921, Gewerbe arch., 1921, p. 25 et suiv.).

Enfin la situation particulière de l'Allemagne et l'importance qu'avait pris le chômage, font apparaître une nouvelle question : les conséquences pécuniaires non plus civiles, mais administratives de la coalition. Dans quelle mesure la participation à une coalition entraîne-t-elle la perte du droit aux allocations de chômage ?

Toute une jurisprudence s'est formée à ce sujet. Le principe général est que le chômage ne peut être contraint d'intervenir comme briseur de grève, mais que ceux que la grève met en chômage n'ont pas droit aux secours.

IV. — COALITIONS ET INDEMNITÉS DE CHÔMAGE

La question pratiquement si importante en Allemagne de l'assurance-chômage, a vu naître toute une jurisprudence relative à l'effet de la grève sur le droit à allocation. C'est ainsi que la *Reichsversicherungsamt*, Chambre du Contentieux administratif pour l'assurance-chômage (« *Spruchsenat* »), 6 décembre 1929, R. I. J. T., 1930, Allemagne, n° 30 et 31, a même décidé que le refus par un chômeur d'accepter un emploi devenu vacant par suite de grève, lequel, aux termes de l'article 70, alinéa 2, de la loi sur le chômage, n'entraîne pas déchéance du droit à l'indemnité de chômage, joue aussi bien lorsque la grève est organisée par un syndicat que par un groupe indépendant.

Mais par contre (*Reichsversicherungsgamt* « *Spruchsenat* », 18 octobre 1929, R. I. J. T., 1930, Allemagne, n° 32), une fois l'emploi accepté, il faut pour le quitter sans perdre son droit pour l'avenir à l'indemnité de chômage, non plus seulement un motif légitime, mais encore un motif important, et celui-ci n'existe pas lorsque l'employé refuse d'accomplir un travail des fils du patron — sans lien avec la grève — uniquement afin de ne pas permettre à ces fils de patron, devenus libres, de faire eux-mêmes acte de briseurs de grève.

Dans ce cas, en effet, il y a une manière de grève de solidarité, et il est de principe que la cessation de travail entraînée par une grève ne donne pas droit à l'indemnité de chômage. C'est ainsi que les ouvriers non grévistes, mais mis en chômage par le fait de la

grève, entraînant la fermeture de l'usine, n'ont pas droit à l'indemnité de chômage : Reichsversicherungsamt, 6 décembre 1929, R. I. J. T., 1930, Allemagne, n° 34, p. 112). Ils n'ont pas davantage droit à leurs salaires (Landesarbeitsgericht d'Elberfeld, 4 avril 1928, R. I. J. T., 1928, Allemagne, n° 32).

Il en est autrement lorsque le chômage de l'ouvrier se produit non pas dans l'entreprise en grève elle-même, mais dans une autre entreprise que la grève de la première empêche de continuer son travail ; dans ce cas l'indemnité de chômage est due (Reichsversicherungsamt, 22 novembre 1929, R. T. J. T., 1930, Allemagne, n° 33), car le rapport de la grève au chômage devient indirect.

Au contraire, la mise à l'index d'une entreprise par un syndicat n'autorise pas celui qui s'y conforme, en refusant la place offerte, à conserver le droit au paiement de l'indemnité de chômage à moins que le travail offert ait été un travail contraire aux bonnes mœurs (tel serait le cas s'il s'agissait d'un travail rémunéré en dessous du tarif fixé par la convention collective) (Reichsversicherungsamt, Chambre du Contentieux judiciaire, « *Spruchsenat* », 4 avril 1930, R. I. J. T., 1930, Allemagne, n° 30).

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Le libéralisme du nouveau régime des coalitions s'affirme encore davantage lorsque l'organisation ouvrière, au lieu d'être éphémère et exclusivement destinée à la lutte, se stabilise et prend la forme d'orga-

nismes avec lesquels une collaboration de classe peut être instituée. On verra même apparaître des organismes nouveaux : les Conseils d'entreprises ne sont pas des coalitions, mais de véritables organes de droit public, bien distincts des syndicats (L. S., p. 69) ; ils exercent un droit de contrôle sur la marche de l'exploitation, mais la fixation des conditions de travail et des salaires est abandonnée aux syndicats.

Quant au droit syndical lui-même, il se trouve donc, pour la première fois, proclamé avec la plus absolue généralité ; l'accord du 15 novembre 1918 (L. S., p. 86) indique même que les bureaux de placement (art. 40 et suiv.) ne doivent pas chercher à savoir à quelle organisation appartient l'ouvrier qui demande à être placé. Le droit syndical est même protégé spécialement puisque les seules coalitions illicites sont celles qui ont pour but les atteintes à la liberté syndicale (voir pour les dommages-intérêts dus en raison du renvoi d'ouvriers à raison de leur affiliation à un syndicat, Reichsarbeitsgericht, 24 avril 1929, R. I. J. T., 1929, Allemagne, n° 6). Il s'étend du reste à tous les travailleurs, notamment aux apprentis (Landgericht de Flensburg, 11 février 1924, R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 4), allemands travaillant à l'étranger (Gewerbegericht de Karlsruhe, 14 juillet 1925, R. I. J. T., 1925, Allemagne, n° 8).

La proclamation du droit syndical entraîne d'autre part l'abrogation des textes et l'abandon des pratiques contraires à ce droit.

Les dispositions constitutionnelles s'imposent en effet à la législation des différents Etats, et abrogent toutes les dispositions législatives antérieures, même

d'Empire, qui leur seraient contraires. Il faudra notamment considérer comme partiellement abrogés les articles 152 et 153 ci-dessus cités, car la vigueur nouvelle du droit syndical va entraîner une régression de la notion d'atteinte à la liberté du travail. Dans un jugement en date du 2 juillet 1925 (R. G. Z., III, p. 199), le tribunal d'Empire a reconnu que l'article 152, paragraphe 2, de la loi d'Empire qui consacrait la faculté de se retirer à tout moment pour les adhérents des coalitions, était abrogé par l'article 159 de la Constitution.

La protection de la liberté syndicale est d'autant plus garantie par l'article 159, § 2, de la Constitution, qu'elle l'est non seulement contre l'Etat, mais encore contre l'action des forces sociales privées; l'article 84, § 1, de la loi sur les Conseils d'entreprises, le confirme en accordant un droit de plainte à ceux qui ont été renvoyés pour être entrés dans un syndicat. Mais apportant à ce texte une interprétation restrictive, la jurisprudence décide (Reichsgericht du 11 février 1926, N. Z. F. A., 1926, col. 556) que le syndicat, lui, n'a pas droit à des dommages-intérêts.

On constate encore l'abandon du procédé des « listes noires » (L. S., p. 87) (inscription des ouvriers syndiqués sur des listes spéciales que les employeurs se communiquent), considéré comme incompatible avec la liberté syndicale.

Serait de même illicite le lock-out déclenché contre des ouvriers en raison de leur adhésion à un syndicat. Peu importe que le procédé employé respecte le libre arbitre (*Willensfreiheit de l'intéressé*), dès l'instant où le but poursuivi (en l'espèce atteinte à la li-

berté syndicale) est illicite (Reichsarbeitsgericht, 24 avril 1929, R. I. J. T., 1929, Allemagne, n° 6).

Une telle liberté, de tels encouragements donnés aux syndicats devaient les inciter à consacrer leur puissance accrue en réalisant à leur profit un monopole. Ils allaient naturellement s'efforcer d'englober dans leur sein, de gré ou de force, la classe ouvrière tout entière.

Quelle allait être l'attitude du droit allemand vis-à-vis de cet emploi de la contrainte économique, non plus contre le syndicat, mais par lui et à son profit ?

N'y avait-il pas là une manifestation de l'activité syndicale pouvant se réclamer de la liberté syndicale ? Ou bien au contraire l'individu qu'on prétendait contraindre à adhérer, ne pouvait-il pas opposer précisément cette liberté syndicale. En d'autres termes la liberté syndicale exclut-elle la liberté de ne pas se syndiquer ?

Si la coalition n'attente pas à la liberté du travail, en prétendant obliger les tiers à rentrer dans son sein, le délit d'atteinte est lui-même considérablement restreint.

En fait la doctrine est partagée : les uns soutiennent que l'article 159 ne consacre que la liberté syndicale et non la liberté de ne pas s'associer, laquelle n'est, dès lors, pas protégée (Potthoff, Arbeitsrecht, Heft 10, colonne 781); les autres prétendent que cette omission prouve seulement que cette liberté allait de soi (Groh, Koalitionsrecht, p. 33 et suiv.).

La jurisprudence semble, en général, favorable à la seconde de ces thèses, et le Tribunal d'Empire,

dans son jugement du 6 avril 1922 (R. G. Z., vol. 104, p. 327), reconnaît aux adhérents du syndicat ou des coalitions, le droit de sortie qui trouve du reste un fondement dans les articles 39 et 723 du Code civil.

Mais, d'une manière générale, le Reichsgericht admet la possibilité pour le syndicat, et la coalition, de mettre en œuvre différents moyens en vue d'accroître ou de maintenir le nombre de ses adhérents. On lit ainsi dans le jugement précité du 6 avril 1922 :

« Le principe de libre détermination, principe naturel et reconnu par le droit, vaut aussi quand il s'agit d'affiliation à des organisations professionnelles.

« Mais il faut bien voir que ce principe de libre détermination ne se laisse pas appliquer dans la vie en commun sans des difficultés sérieuses ; qu'il peut avoir à se plier au jeu des circonstances, en particulier au jeu des intérêts opposés des tiers ou de la communauté, et qu'ainsi il peut se heurter à des obstacles. Toutefois il reste au pouvoir de l'intéressé de décider en toute liberté s'il tiendra compte des difficultés et cédera aux obstacles, ou si en dépit de tout cela, et parfois au prix de certains désavantages, il fera prévaloir sa volonté individuelle.

« Si d'après l'exposé qui précède il est loisible à tout individu de s'affilier à une organisation ou de s'en tenir à l'écart, il faut d'autre part reconnaître que les organisations ont un intérêt très justifié à se rendre aussi puissantes que possible et à acquérir toute l'influence souhaitable pour s'en servir au cours des conflits industriels relatifs aux salaires ; que, dans la poursuite de ce but, elles ne sont pas tenues néces-

sairement de s'incliner devant les intérêts opposés d'un tiers, et que, comme cela est partout admis dans la lutte des intérêts, elles ont le droit de faire tous leurs efforts pour triompher des intérêts opposés. Or, pour fortifier leur position et accroître leur puissance économique, il est d'importance primordiale pour elles d'attirer dans leurs cadres le plus grand nombre possible d'individus de situation appropriée. Si elles doivent atteindre ce but, on ne saurait donc leur interdire d'exercer une certaine pression sur ceux qui ne sont pas disposés à s'affilier, et de prendre des mesures propres à vaincre leur opposition. Pour obtenir ce résultat, on ne peut employer, cela va de soi, que des moyens légitimes, et seulement dans la mesure où, appliqués à leur objet, ils ne sont pas contraires aux bonnes mœurs. En dernière analyse, c'est cette considération qui doit fixer la limite des mesures admissibles. »

Ces idées ont été reprises et développées dans le jugement du 2 juillet 1925 (R. G. Z., 101, p. 199) :

« En son essence et conformément à son objet, cette liberté d'association, dont jouissent ceux qui sont groupés en une organisation définie, doit comporter en outre la faculté de se développer effectivement et de faire valoir légitimement ses droits. Il y a là une conception qui rentre dans la définition du droit fondamental accordé aux associations professionnelles, en tant que telles. La liberté syndicale serait en vérité bien incomplète, elle ne serait que l'ombre d'une réalité si la loi ne garantissait pas en même temps le droit de l'ensemble des adhérents à prendre toutes

les mesures et tous les arrangements qui sont nécessaires pour atteindre le but visé par le syndicat ».

On aboutit donc, semble-t-il, à la formule suivante : le monopole syndical est un but licite mais qui ne peut être poursuivi que par certains moyens. Quels sont ces moyens ? La question est souvent délicate.

La jurisprudence, par exemple, se divise sur la question de savoir si, en dehors de circonstances graves, un syndicat ne peut imposer un certain préavis ? La Reichsgericht, dans son arrêt du 23 mars 1926 (N. Z.F.A., 1926, col. 438, R.I.J.T., 1926, Allemagne, n° 7), a reconnu le droit pour un syndiqué de passer dans un autre syndicat sans statuer sur la possibilité pour lui de quitter tout syndicat, mais il a admis pour chaque association le droit d'imposer un délai de préavis à des adhérents.

Au contraire, la jurisprudence des tribunaux inférieurs décide parfois non seulement que le droit de sortie est imprescriptible, mais encore que son exercice ne saurait être soumis à un préavis : le tribunal de Leipzig a, par exemple, jugé le 9 février 1924 (N. Z. F. A., 24, col. 305) que la stipulation suivant laquelle on ne pourra quitter un syndicat qu'au 31 décembre, est nulle et de nul effet. (V. Trib. Berlin Centre, 21 décembre 1932, op. cit., n° 22, col. 158).

Un autre moyen souvent employé par les syndicats consiste à stipuler dans les conventions collectives que seuls les syndiqués pourront être embauchés. Quelle sera la validité de ces clauses ? On sait que dans la législation allemande d'après-guerre, les conventions collectives de travail intervenues entre les employés

isolés ou groupés, d'une part, et, d'autre part, les syndicats ouvriers, occupent une place de premier plan et constituent même le mode normal de fixation des conditions de travail, même pour les non syndiqués (L. S., p. 77 et suiv.).

Ces conventions peuvent-elles contenir l'*Absper-rungsklausel*, c'est-à-dire la clause d'exclusion des ouvriers n'appartenant pas au syndicat, exclusion qui peut être directe ou indirecte lorsqu'elle interdit par exemple aux employeurs de se procurer de la main-d'œuvre sans passer par les bureaux de placement de l'organisation signataire ?

Le Reichsgericht distingue suivant que l'*Absper-rungsklausel* empêche ou non, en fait, le non syndiqué de trouver du travail. Tel sera le cas si tous les entrepreneurs d'une région ont signé la convention collective. Dans l'affirmative, elle abolit son existence économique, et doit dès lors être annulée par contradiction avec l'article 138 du Code civil (jugement du 6 avril 1922 et 3 mai 1924, R. G. Z. 104, 327, et R. Arbeiter Blatt., 1925, A. T., p. 286-7).

L'efficacité complète de l'*Absperrungsklausel* en entraîne ainsi la caducité.

Ainsi ayant reconnu le droit de coalition, le législateur allemand a compris qu'il fallait aussi libérer l'action des syndicats de toutes entraves légales autres que celles venant de l'ordre public ou des principes généraux du droit. La coalition est licite mais ses moyens d'action le sont aussi. L'Allemagne s'orientait donc vers la reconnaissance officielle de l'action syndicale et de la diversité de ses modes d'action (inter-

vention dans les conflits, arbitrages, contrôle des entreprises) et oubliait le stade presque terminé où le principe de la libre concurrence et de la liberté du travail dominait.

Et cependant, lorsque des grévistes empêchent des ouvriers d'aller travailler dans l'usine qu'ils ont mise à l'index, ils commettent une atteinte à la liberté du travail. Comme dans toute grève des faits de ce genre sont inévitables, on arrive à dire que le système allemand de l'atteinte à la liberté du travail se rapproche de la législation française. S'il n'existe plus, comme en France, une disposition pénale spéciale (art. 414 C. P.) prévoyant le délit d'atteinte à la liberté du travail, les faits qui le constituent sont considérés à la fois comme des fautes civiles (art. 823 Code civil allemand) et comme des délits de droit commun (par le Code pénal allemand, cf. articles cités plus haut). Il y aura donc, comme en France, responsabilité pénale et responsabilité civile pour les atteintes à la liberté du travail, malgré la suppression de l'ancien article 153 qui prohibait les coalitions. La grosse différence entre le Droit allemand et le Droit français consiste en ce que celui-ci connaît encore un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail, tandis que le premier ne veut punir que des délits de droit commun sans considération des circonstances qui les ont provoqués.

Le troisième Reich

Il est cependant vraisemblable que le système que nous venons d'étudier appartient désormais au passé.

On a déjà eu plusieurs fois l'occasion de relever la solidarité qui unit en Allemagne les préoccupations politiques du pouvoir à la réglementation du droit de coalition.

De même que la République a marqué un revirement complet sur le régime des Hohenzollern, il est probable que le troisième Reich modifiera sur beaucoup de points le régime *Weimarien*. Il en aurait du reste le loisir, même sans sortir de la légalité constitutionnelle, puisque la doctrine (voir Jacusiel, *Wesen und Inhalt des Geltenden Koalitionen*) a toujours estimé que les syndicats pouvaient être dissous par application du célèbre article 48 sur les ordonnances de nécessité, et que le droit de coalition, d'autre part, n'est même pas réglé par la Constitution.

En fait, il semble que le régime hitlérien se contentera, pour les syndicats existants qui se sont complètement ralliés à lui, de leur donner un autre personnel de direction, à moins qu'il ne préfère fondre tous les syndicats ouvriers et patronaux en organisations uniques mêlant toutes les classes en un seul « *Front de Travail* ». En tout cas, il ne pourra tolérer des coalitions, c'est-à-dire des luttes entre des organisations qui ayant adhéré au national socialisme, acceptent sa discipline, donc un arbitrage qui, s'imposant à tous, interdit toute lutte superflue ou illicite. Il est probable que l'on s'achemine vers une résurrection du délit de coalition, vers un régime qui rappellera sans doute, à maints égards, le régime italien, mais qu'on ne peut encore étudier précisément. La dictature extrêmement rigou-

reuse que le parti national-socialiste fait aujourd'hui peser sur l'Allemagne lui permet pour l'instant de laisser substituer, en droit, l'action de certaines libertés dont la force suffit à empêcher l'usage. La liberté de coalition n'est pas plus abrogée que la Constitution de Weimar, elles n'en ont pas moins l'une et l'autre vécues en fait.

CHAPITRE III

Autriche

En Autriche, comme en Allemagne, l'année 1918 marque un tournant de l'histoire du droit ouvrier puisqu'elle substitue la reconnaissance constitutionnelle et la faveur des pouvoirs politiques soumis à l'influence sociale à ce qui n'avait été jusqu'à la chute de la Monarchie que tolérance précaire et hostilité déguisée.

Ici encore il importe par conséquent de distinguer deux périodes.

La période monarchique avant 1918

LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION

L'histoire du droit de coalition en Autriche est, à l'origine, très semblable à celle que nous avons étudiée en Allemagne : même influence du droit romain, même absolutisme et même défiance du pouvoir royal à l'égard des associations ouvrières.

Des lettres patentes de Charles VI du 16 novembre 1731 et du 21 juin 1732 interdisent absolument toute association de compagnons : les patrons sont tenus de dénoncer les membres de ces associations et de leur refuser tout travail.

Le délit de coalition est donc réprimé avec une sévérité particulière, même économiquement, mais il n'existe que pour les ouvriers.

La Révolution française, malgré son influence certaine, n'entraîne ici aucun changement appréciable ; l'article 229 du Code pénal de 1803 punit le « délit commis par les compagnons ouvriers en cherchant par un refus collectif du travail, ou par tout autre moyen, à obtenir de leurs maîtres une augmentation de salaires pour leur travail de la journée ou de la semaine, ou un changement dans les conditions de leur emploi ».

Au cours du xix^e siècle, en Autriche, comme en Allemagne, l'évolution du délit de coalition va dépendre entièrement de l'évolution politique. La Constitution du 25 avril 1848 proclame la liberté d'association, la réaction qui suit revient au système antérieur en l'aggravant même, puisque le nouveau Code pénal de François Joseph I^{er}, en date du 27 mai 1852, vise non plus seulement les coalitions de compagnons, mais encore celles des ouvriers de toutes catégories (art. 481). Toutefois, par une concession apparente à l'esprit d'égalité, on étend cette prohibition aux coalitions patronales (art. 479). D'autre part, les articles précités sont considérés comme instituant le délit de coalition non seulement pour les groupements tempo-

raires, mais encore pour les syndicats permanents dès l'instant où ils se proposent d'influer sur les conditions de travail. Sont seules licites les associations poursuivant un but d'éducation ; encore sont-elles soumises à l'autorisation préalable, et celle-ci étant discrétionnaire sera en pratique refusée à peu près à toutes les associations ouvrières, même fondées pour l'éducation populaire, par le motif que l'absence des patrons et maîtres accrédités lui enlève toute garantie (Liberté syndicale, vol. III, p. 125).

L'effort fait à partir de 1867 pour démocratiser et moderniser la double Monarchie va entraîner la suppression du délit de coalition. La Constitution du 21 décembre 1867, par laquelle se réalise l'introduction, en Autriche, de la Monarchie constitutionnelle, proclame la liberté d'association et substitue pour celle-ci, au régime de l'autorisation préalable, celui de l'interdiction en cas de but illicite. Mais les articles 479 à 481 du Code pénal demeurant en vigueur, les associations constituées afin d'influer sur les conditions de travail demeurent illicites. Le délit de coalition survit ainsi au délit d'association et il faudra, pour obtenir sa disparition, que la classe ouvrière autrichienne, qui s'accroît sans cesse par suite de l'essor industriel, conquiert de haute lutte ses droits nouveaux. Le 13 décembre 1869 une manifestation de plus de 30.000 personnes demande au Conseil des Ministres l'abrogation des articles 479 à 481 du Code pénal. Devant cette manifestation, un projet est déposé qui devient la loi du 7 avril 1870, laquelle abolit le délit de coalition : « L'arrêt du travail pour obtenir du pa-

tron un salaire plus élevé ou, d'une façon générale, des conditions de salaires plus favorables », ou inversement « le renvoi des ouvriers ou la cessation de l'exploitation » par le patron cessent d'être des délits et il n'y a plus à distinguer ici suivant qu'il s'agit d'une entente permanente ou temporaire (L. S., p. 128).

Mais si la défaveur du législateur quitte ainsi le terrain du droit pénal, elle va, par contre, se retrouver sur celui du droit civil : l'article 2 de la loi du 7 avril 1870 prévoit que « ces ententes n'auront aucune valeur légale ».

Des doutes se sont élevés sur le sens qu'il convenait d'attacher à ce texte, mais il semble qu'il faut notamment en déduire l'interdiction de toute clause pénale, de toute clause de préavis visant à stabiliser la coalition, à retenir ses membres : la coalition est par définition, en droit autrichien, une formation passagère. Si le droit pénal l'ignore, le droit civil la tolère sans l'aider.

Mais fidèle à l'inspiration des législations du xix^e siècle qui n'accordent qu'à regret la liberté de coalition, le droit autrichien prétend limiter cette liberté sur le terrain du droit pénal lui-même par une extension de l'atteinte à la liberté du travail.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

L'article 3 de la loi de 1870 crée en effet un délit d'atteinte à la liberté du travail : « Toute personne qui, pour conclure, étendre ou appliquer par

la contrainte une des ententes définies par l'article 2 de la loi, empêche par l'intimidation ou par la force un patron ou un ouvrier d'exécuter sa libre décision de donner ou d'accepter du travail, ou toute personne qui tente une obstruction de ce genre, sera passible de peine, et d'une façon plus précise, dans le cas où le délit ne tomberait pas sous le coup d'une prescription plus rigoureuse du Code pénal, pour cause d'extorsion par exemple, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois. »

On aboutit ainsi à un système qui, s'il s'apparente dans son principe au système français, puisqu'il abolit le délit de coalition, et crée un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail, en diffère cependant notablement dans l'application par l'extension qu'il donne à ce second délit.

De telles préoccupations font que le Droit autrichien, avare en dispositions relatives à la liberté syndicale, qui ne fait l'objet d'aucune protection spéciale et n'est en somme qu'une tolérance de fait, s'attache au contraire à organiser des corporations destinées à concurrencer les syndicats libres.

LA LUTTE ANTISYNDICALE.

En même temps, le législateur autrichien va s'efforcer de réduire le rôle des coalitions en créant des corporations obligatoires sous la tutelle de l'Administration (Liberté syndicale, p. 132) et il y a là un exemple d'autant plus curieux de l'opposition qui se produit inévitablement entre la corporation obligatoire et la coalition spontanée, que si, dans d'autres

pays, le corporatisme obligatoire n'est apparu qu'après une période d'indifférence, de liberté réelle accordée à la coalition, en Autriche, au contraire, le néocorporatisme a succédé sans interruption au système hérité du moyen âge, en sorte que l'ancien conservatisme s'est directement prolongé dans le nouveau corporatisme.

En fait, du reste, ces corporations, précisément en raison de ce qui faisait leur faveur auprès des pouvoirs publics, n'avaient pas la confiance de la classe ouvrière autrichienne : profitant de la tolérance consentie par la loi de 1870, celle-ci créait des syndicats « libres » qui, dès 1906, groupaient environ 450.000 adhérents (Lib. Synd., p. 138) et joignaient leur action à celle du parti social-démocrate, fidèles à cette inter-pénétration des points de vue politique et syndical que nous avons déjà reconnu comme l'un des traits caractéristiques de la vie ouvrière des différents pays germaniques.

Mais à ce moment la liberté de coalition apparaît si peu comme un prolongement de la liberté syndicale, que les syndicats craignent au contraire l'influence sur le droit syndical de la défaveur attachée aux coalitions (clause de non effet juridique de l'article 2 de la loi de 1870) et qu'ils évitent en conséquence de mentionner dans les statuts, parmi leurs buts, les actions en vue du relèvement des salaires.

Après 1918

LA LIBERTÉ SYNDICALE

En Autriche, comme en Allemagne, l'année 1918 va marquer un tournant puisque, à un régime défavorable à l'action ouvrière, va succéder un régime à la formation duquel le parti social-démocrate a participé d'une façon décisive, et qui va dès lors s'efforcer de faire profiter de sa puissance nouvelle les syndicats sur lesquels il s'appuie : la résolution de l'Assemblée Nationale provisoire du 30 octobre 1918 reconnaît « la liberté d'association et de réunion pleine et entière sans distinction de sexe ». La Constitution fédérale du 1^{er} octobre 1920, dans son article 199, indique que la Constitution garantit le maintien des droits énumérés par la loi fondamentale du 21 décembre 1867 (art. 12) (Eisenmann, *La justice constitutionnelle en Autriche*, p. 243), parmi lesquels figure, nous l'avons vu, le droit d'association auquel la République autrichienne attribue à présent une portée nouvelle, puisqu'il appartient à la Cour de justice constitutionnelle de dire si des actes de l'Administration, ou même du législateur ordinaire, n'ont pas porté atteinte à cette liberté fondamentale.

Quelles vont être les conséquences de ces nouveaux textes ?

Un arrêt de la Haute Cour du 5 décembre 1923 (Eisenmann, p. 265) a ainsi jugé que l'exigence d'une autorisation préalable formulée par la loi du 15 novem-

bre 1867 devait être considérée comme abrogée parce qu'incompatible avec l'esprit de la résolution du 30 octobre 1918 et l'article 12 de la loi du 21 décembre 1867.

On assiste donc à une consécration définitive du droit de coalition qui se réalise par un procédé juridique assez curieux, puisqu'il consiste non pas dans l'introduction de textes nouveaux, mais dans une modification de l'importance respective attribuée aux anciens textes, et de leur hiérarchie : l'emploi de ce procédé juridique est en tout cas particulièrement caractéristique de l'influence des facteurs politiques sur l'histoire du droit de coalition dans les pays germaniques.

L'évolution survenue se révèle notamment dans le fait que les statuts des associations syndicales, qui évitaient autrefois toute allusion à la possibilité de conflits du travail, et de coalitions destinées à provoquer ceux-ci, n'hésitent plus au contraire à insérer dans leurs textes des dispositions en ce sens, sans que les autorités administratives, auxquelles elles sont obligatoirement soumises pour approbation, songent à provoquer la dissolution de ces associations (*Liberté Syndicale*, p. 176).

Le délit de coalition ne subsiste plus que pour les fonctionnaires qui sont toujours soumis, malgré leur protestation, au statut du 25 janvier 1914, dont les articles 25 et 164 interdisent la grève (statut qui n'a du reste point empêché un très grand développement des associations professionnelles ; les ouvriers de l'Etat ont même obtenu la création de délégations d'entreprises à l'image des *Betriebsräts* allemands).

SANCTIONS CIVILES DE LA COALITION

Mais même dans l'industrie privée la jurisprudence limite la liberté de coalition par les conséquences civiles qu'elle lui fait porter. Aux termes de l'article 1162, paragraphe *a* et *b* du Code civil, l'abandon du service sans raison suffisante ouvre droit pour la partie lésée à des dommages-intérêts ; le salarié conserve même ses droits au salaire pour la période pendant laquelle il aurait dû bénéficier d'un préavis.

Or, la jurisprudence (Collection des décisions des Tribunaux de commerce, n^{os} 2145-2273) considère que la cessation du travail par suite de grève ne constitue pas un « motif suffisant » ; dès lors le renvoi de l'ouvrier après la grève (n^o 3172) ne saurait constituer une atteinte au droit de coalition.

Le droit autrichien aboutit donc aujourd'hui sur ce point à un système assez voisin du droit français.

DÉLIT PÉNAL D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL.

Un délit d'atteinte à la liberté du travail reste aujourd'hui encore, en l'absence d'une législation nouvelle, fixé par les textes de l'ancien régime. Non seulement la pression faite sur un ouvrier pour l'obliger à entrer dans un syndicat constitue un délit civil engageant la responsabilité de l'association syndicale envers la victime, mais la clause d'un contrat collectif obligeant le patron à n'embaucher que des ouvriers membres des syndicats signataires a été jugée contraire aux bonnes mœurs et de nature à engager la responsabilité pécuniaire de l'association signataire. En cas

de menace grave (art. 98-100 du Code pénal) une sanction pénale peut même être appliquée (Neu freie presse, 12 juillet 1927, Koalitionsfreiheit und Organisations zwang par Margaretha).

L'atteinte au droit de coalition constitue même, le cas échéant, un délit pénal. Il y aura atteinte à la liberté du travail si une association met à l'index ou boycotte des ouvriers non syndiqués pour obtenir leur adhésion (art. 98 à 100 du Code pénal). C'est une menace punissable parce que la nouvelle législation autrichienne, comme celle de l'ancien Empire, n'a voulu sanctionner que le syndicalisme libre, et que toute action tendant à l'imposer se heurte au principe toujours admis de la liberté du commerce et du travail. Il y a là délit d'extorsion ou de menace prévu par le Code pénal et qui n'est en réalité qu'une partie du délit français de l'article 414 du Code pénal, celui d'atteinte à la liberté du travail par la contrainte morale.

La jurisprudence maintient ainsi sur le terrain de l'atteinte à la liberté du travail une réglementation dont la rigueur ne correspondait peut-être plus à la position générale du droit vis-à-vis des coalitions, après la Révolution de 1918.

Cependant, ici encore, une certaine évolution s'est manifestée : la jurisprudence d'avant-guerre (voir exemples cités, Liberté Syndicale, p. 177) avait donné de « l'intimidation », condition légale du délit pénal, une interprétation tellement extensive qu'en fait toute propagande pour la grève en arrivait à constituer un délit : l'apparition de plusieurs grévistes venant solliciter leurs camarades restés au travail d'abandonner

celui-ci, avait ainsi été considérée comme une *intimidation*.

La jurisprudence actuelle considère, au contraire, qu'il n'y a pas menace « dans le fait d'attirer l'attention du non gréviste sur un danger éventuel en se bornant à une simple constatation », par exemple à constater qu'après la fin de la grève on ne travaille plus avec les grévistes, et en partant de ce point de vue la jurisprudence en vient même à admettre la légalité des piquets de grève qui se bornent à aviser les non grévistes de la cessation collective du travail.

Nous avons vu qu'en France, la jurisprudence recherche dans chaque procès si les menaces étaient d'une gravité suffisante pour être punissables d'après l'article 414. Le même souci de peser la gravité des menaces et de ne réprimer que des moyens *d'intimidation* réels, se révèle donc dans ce dernier état de la jurisprudence autrichienne.

Mais il faut remarquer qu'il doit toujours être fait abstraction du délit spécial d'atteinte à la liberté du travail toutes les fois que le fait qui le constitue est en même temps, aux termes du Code pénal, un délit réprimé plus sévèrement (art. 98 du Code pénal réprimant les menaces et les coups par exemple, art. 73 réprimant les émeutes, art. 68 réprimant les rassemblements séditieux, etc...).

Le délit d'atteinte à la liberté du travail constitue donc bien toujours une aggravation du droit pénal commun ⁽¹⁾.

(1) En vertu de droit commun se superposant à l'application du droit de grève, les autorités administratives ont interdit le pickting, les rassemblements, etc., au nom de leur pouvoir de police, expul-

L'état du Droit autrichien se rapproche donc ici encore du Droit français, et si l'influence des partis ouvriers n'a pas provoqué des transformations plus profondes, peut-être n'était-il pas interdit de chercher l'origine de ce fait dans la circonstance que cette réglementation avait moins d'occasions de s'appliquer en raison du grand développement des conventions d'arbitrage et des procédures de conciliation qui a suivi la Révolution.

Toutefois, depuis 1930, le Droit autrichien semble être entré dans une nouvelle période : le parti chrétien-social au pouvoir ne s'accommode pas du régime démocratique qui a succédé à la Révolution de 1918, ni surtout de l'influence conquise à la faveur de ce régime par le parti social-démocrate, et les syndicats libres soumis à son influence : ceux-ci formant numériquement l'organisation la plus puissante dans l'industrie, s'efforcent de constituer à leur profit un régime de monopole syndical.

Aussi à partir de 1930 assiste-t-on à un effort de défense législative de la liberté de ne pas se syndiquer.

La réaction de 1930

La liberté de ne pas se syndiquer.

Une nouvelle phase, une orientation différente semblent avoir été inaugurées par une loi moins impor-

sant même les coupables en vertu de la loi du 27 juillet 1871 qui prévoit l'interdiction de séjour à l'égard des gens sans aveu. Il y avait ainsi à côté de la répression pénale de l'atteinte à la liberté du travail une véritable répression administrative qui, bien entendu, a complètement disparu depuis 1918 (L. S., p. 180).

tante peut-être par les règles qu'elle pose, que par les nouvelles tendances qu'elles dénotent. Un projet de loi tendant à déclarer législativement la nullité de la clause d'une convention collective, excluant les non syndiqués, et à édicter des pénalités contre ceux qui empêcheraient les non syndiqués de trouver du travail (I. S., t. 33, p. 530), s'est heurté à une très forte opposition socialiste qui n'a cependant pas empêché le vote de la loi du 5 avril 1930, dénommée elle aussi, à l'exemple de la loi tchèque de 1921, « *loi antiterroriste* » et dont son commentateur dans la « Revue internationale du travail » de 1930 écrit « qu'elle est dirigée surtout contre les associations professionnelles affiliées à l'Union des Syndicats libres, dont les membres sont en majeure partie social-démocrates ».

C'est en effet essentiellement la liberté de ne pas se syndiquer, de ne pas se coaliser, qui est protégée. L'article premier proclame la nullité des organisations Klauseln et des Absperrugklauseln qui, dans les conventions collectives, interdisent à l'employeur l'embauchage des non syndiqués (R. I. T., 1930, p. 322). Mais (ce qui prouve bien le caractère d'exception de cette loi) la convention collective pourrait parfaitement exclure une autre catégorie des salariés, par exemple les femmes ou les mineurs, ou proscrire l'obligation de s'adresser à un bureau de placement déterminé, à condition que celui-ci n'établisse, ni en fait, ni en droit, aucune distinction entre syndiqués et non syndiqués (par contre ce bureau pourrait parfaitement exclure par exemple les ouvriers n'ayant pas exercé leur métier pendant un temps minimum).

L'article 2 interdit à l'employeur « de déduire du salaire de l'ouvrier les cotisations et paiements à un parti politique ou à un syndicat, ou de les recevoir en dépôt lors du paiement de leurs salaires » ; l'infraction à ces dispositions étant sanctionnée par l'existence pendant trois ans d'une action en répétition au profit du salarié lésé. Le législateur a voulu ainsi atteindre les moyens détournés de contrainte syndicale.

Si l'article premier n'innove guère par rapport à la jurisprudence, et si l'article 2 n'interdit qu'une pratique assez peu répandue en fait, l'article 3 a, par contre, une portée beaucoup plus importante. Tranchant toutes les controverses juridiques qui se poursuivaient sur la question de savoir si les contrats de travail individuels des non syndiqués étaient également astreints à l'observation des conventions collectives, la loi de 1930, définissant ce que la doctrine germanique appelle la « *Kollektiver vertragsangehörigkeit* » (l'assujettissement à la convention collective) indique que sont soumis à la convention collective :

1° Du côté des employeurs :

a) Les employeurs qui ont eux-mêmes conclu la convention ;

b) Les employeurs qui, lors de la conclusion de la convention par un syndicat patronal, étaient membres de ce syndicat ou qui le sont devenus par la suite ;

c) Les employeurs à qui passe par voie d'achat ou de bail l'entreprise de l'un des employeurs précédents.

2° Du côté des salariés :

Les salariés qui, lors de la conclusion de la conven-

tion par un syndicat ouvrier, étaient membres de ce syndicat ou le sont devenus par la suite.

Si d'autre part les auteurs de la convention collective prétendent déroger à ces dispositions légales en précisant que les clauses édictées seront valables même pour le personnel non syndiqué, une opposition formée par le Conseil d'entreprise ou la majorité du personnel, a pour effet, si elle se produit, d'écarter cette validité vis-à-vis des tiers. Enfin, même s'il n'y a pas eu opposition, l'employeur reste toujours libre de conclure une autre convention avec un autre syndicat à condition qu'elle ne soit pas plus défavorable que la première.

Seul un office de conciliation peut décider qu'une convention collective déterminée s'appliquera obligatoirement à tous les contrats individuels de travail.

La loi de 1930, dans son article 3, vise, on le voit, essentiellement à protéger la liberté de ne pas se syndiquer et la liberté des syndicats minoritaires (en l'espèce les syndicats chrétiens), puisqu'elle enlève au syndicat majoritaire l'arme de la convention collective dans la mesure où celle-ci, indépendamment même de toute contrainte, accroît l'influence sur les non syndiqués du syndicat érigé en représentant de la profession entière. Elle constitue ainsi une adaptation de la législation contre la contrainte syndicale, aux méthodes plus modernes par lesquelles s'exerce cette contrainte, méthodes qui délaissent la violence *physique* pour les moyens de *pression pacifiques* — ces derniers se trouvent aujourd'hui également prohibés en Autriche.

Enfin l'article 4 de cette loi établit des sanctions pénales (une amende et de un à six mois d'emprisonnement) contre quiconque empêche, par des moyens d'intimidation ou de violence, l'embauchage ou l'emploi de non syndiqués, ou de syndiqués membres d'une organisation déterminée, ou l'affiliation à un syndicat.

Est encore puni de un mois à un an de prison, le trouble ou le sabotage de réunions licites. C'est, on le voit, un système répressif très rigoureux que le législateur autrichien a entendu instituer contre la contrainte syndicale.

Les adversaires de ce projet n'ont pas manqué de faire observer qu'à la différence de la loi tchèque d'anti-terreur, il ne frappait pas seulement la contrainte nationale ou confessionnelle, mais encore la contrainte économique, et comme la généralité de la coalition est la condition de sa force, il semble bien que la loi de 1930, si elle respecte la liberté de coalition, réduit cependant sa puissance, marquant ainsi une régression par rapport à l'état du droit postérieur à 1918.

Ainsi se confirme une fois de plus pour l'Autriche, l'influence du point de vue politique sur le régime juridique de la coalition.

Il semble, du reste, si l'on en juge par les événements des derniers mois, que la loi de 1930 n'a constitué qu'un premier pas vers la réalisation d'un programme destiné, dans la pensée de ses promoteurs, à substituer en définitive au régime de la liberté syndicale, celui du monopole syndical, ou tout au moins du

privilège syndical reconnu à certaines organisations
— les organisations rattachées au parti chrétien social.

On peut citer en ce sens les déclarations de M. Dollfuss au Congrès catholique de Vienne en septembre 1933, marquant la volonté d'instituer en Autriche un Etat corporatif, inspiré en ceci de l'exemple italien, et chrétien, ce qui semble indiquer que les syndicats chrétiens y joueront le rôle dévolu en Italie aux syndicats fascistes. Une récente déclaration du Ministre des Chemins de fer autrichiens, lors de sa constitution du « Front patriotique », indiquait encore que les cheminots qui n'adhéreraient pas à cette organisation, ne pourraient plus dorénavant compter sur la bienveillance de leurs supérieurs, ce qui vise à rendre obligatoire en fait, au moins pour les agents de l'Etat, l'affiliation à certaines organisations.

La loi de 1930 n'apparaîtrait ainsi, en réalité, que comme la partie négative d'une réforme dont la partie positive serait en cours de réalisation : après avoir réduit la puissance d'organisations syndicales déterminées, les organisations socialisantes, on s'efforcera d'accroître la puissance d'autres organisations, les organisations chrétiennes sociales.

L'avenir dira si ces plans se réaliseront : dans l'affirmative, l'Autriche passera du type allemand Weimarien à un type voisin de l'Etat fasciste italien ; la liberté syndicale et la liberté de coalition marqueraient ainsi sans doute un nouveau recul en Europe.

CHAPITRE IV

Hongrie

On retrouve tout naturellement à propos de la Hongrie les deux phases législatives relevées dans les pays d'Europe Centrale et que nous étudierons successivement. Mais, en fait, l'écart entre le régime d'avant 1918 et le régime actuel est plus faible qu'ailleurs.

Avant 1918

LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION

Jusqu'en 1867, le droit syndical en Hongrie a été naturellement soumis aux mêmes rigueurs qu'en Autriche (le délit de coalition n'a été supprimé qu'au temps de l'éphémère indépendance hongroise en 1848 par un décret du 20 avril 1848).

Pendant la période de l'autonomie hongroise dans le cadre de la double Monarchie, on constate le parallélisme des deux législations. La loi VIII de 1872 abolit le délit de coalition, mais un décret de 1875 établit

pour toutes les associations un régime d'approbation préalable dont les associations ouvrières seront en fait exclues.

Bientôt le Droit hongrois s'avère plus rétrograde que le Droit autrichien, il maintient la répression des coalitions sur le terrain de droit pénal. La loi XVII de l'an 1884 rétablit sinon le délit pénal de coalition, du moins le délit de cessation du travail sans préavis pour les ouvriers seulement. Ceux-ci pourront être passibles d'emprisonnement et d'amende et seront forcés par les autorités administratives de reprendre leur travail : on assiste donc à une répression pénale et administrative à la fois de la coalition.

Un décret du Ministre de l'Intérieur de 1894 restreint le droit de réunion en période de grève. Les réunions publiques où il est rendu compte d'un arrêt du travail et des mesures prises pour le rendre efficace, où on décide des modalités d'une entente et des moyens à employer pour assurer la continuation de la grève, et particulièrement celles où la grève elle-même est organisée, ne doivent pas être autorisées. Si des réunions annoncées en vue d'un autre objet sont utilisées pour des fins de ce genre, elles doivent être dissoutes.

Enfin, l'ouvrier gréviste qui ne possède pas son domicile dans la localité où il travaille peut en être expulsé par la force (Liberté Syndicale, vol. III, p. 147).

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

A cette répression dissimulée, mais complète du délit de coalition maintenu en fait, s'ajoute encore un

mode de sanction particulièrement rigoureux des atteintes à la liberté du travail.

Les paragraphes 175 à 177 du Code pénal hongrois de 1878 contiennent les règles suivantes : « Sera punie d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois, toute personne qui, en vue d'obtenir une hausse ou une baisse de salaire, procède avec violence envers un patron ou un ouvrier, le menace, ou le maltraite en paroles ou en fait. »

« Sont passibles de la même peine, ceux qui s'attroupent devant les usines, les ateliers ou les chantiers, où des ouvriers sont au travail, ou devant la maison ou lieu de résidence du patron ou du directeur des travaux, afin d'empêcher la reprise ou la continuation du travail ou afin de déterminer les ouvriers à quitter le travail. »

Ce délit de « violences envers les particuliers » comprend à la fois les hypothèses de violence proprement dites et d'intimidation. La loi de 1884 complète encore ce système répressif par une disposition générale qui peut trouver application dans certains cas que les articles 175-177 du Code pénal ne prévoient pas :

Art. 164 : « Seront punis de prison et d'une amende... toute personne qui, en vue d'établir, d'étendre ou d'appliquer une des ententes ou un des accords définis à l'article 162, par menace ou par voie de fait, empêche ou cherche à empêcher patrons et ouvriers d'exercer leur liberté de choix. » (L. S., p. 207).

De plus, pour les cheminots et les fonctionnaires, la grève constitue « le refus de remplir les devoirs de

la charge publique qui est un délit quand il est isolé, un crime quand il est le résultat d'une entente collective (art. 480 du Code pénal). Il expose au surplus au renvoi immédiat. » (Loi XLVII de 1914).

Un régime tout aussi sévère est institué spécialement pour les coalitions agricoles. La Hongrie, pays de monoculture, ne pouvait, en effet, échapper à la tendance des Etats agricoles à vouloir intervenir sur le marché et contrôler la production. Aussi la législation a-t-elle voulu empêcher toute tentative de restriction ou de direction de la production par des organisations syndicales. C'est l'objet de la loi II de 1898 (art. 65 et 66) :

« Seront punis d'un emprisonnement qui ne pourra dépasser soixante jours toute personne qui, en vue d'organiser ou de soutenir une coalition dans les exploitations agricoles, empêche ou cherche à empêcher les ouvriers, les journaliers, les domestiques de ferme d'exercer sans contrainte leur libre volonté ;

« Toute personne qui, dans le même but, répand de fausses nouvelles parmi les ouvriers engagés, recueille des fonds, tient des conciliabules avec eux, met des locaux à leurs disposition ou participe à des actes de ce genre ;

« Toute personne qui, quand des ouvriers journaliers, domestiques de ferme, ont accepté du travail ou sont disposés à en accepter, les menace pour cette raison même, les maltraite en paroles ou en faits ;

« Toute personne qui approuve publiquement des ouvriers qui ont rompu leur contrat et qui recueille des dons en leur faveur. »

La rigueur de ce système répressif ne fera que s'aggraver par la suite. Depuis la loi 45 de 1907, article 57 :

« Sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra excéder soixante jours et d'une amende, toute personne qui, lorsque des domestiques de ferme ont accepté du travail, ou sont disposés à en accepter, les menace pour cette raison en paroles ou en fait, les maltraite ou incite les domestiques qui ont accepté du travail à contraindre les agriculteurs à leur faire des concessions moyennant le refus d'accomplir les engagements souscrits. Le domestique qui, à la suite d'une entente, se refuse d'exécuter son contrat, commet un délit et est passible d'un emprisonnement ne dépassant pas dix jours, et d'une amende, sans préjudice du droit de l'employeur de congédier sans avis préalable le domestique ainsi condamné et de le poursuivre en dommages-intérêts. »

Toutefois l'article 60 de la même loi dispose que : « Si l'agriculteur consent à reprendre l'ouvrier ainsi condamné, mais qui se montre disposé à remplir ses engagements, le tribunal peut, sur la demande présentée d'un commun accord par le domestique et l'agriculteur, surseoir à la procédure ou suspendre l'exécution de la sentence. »

Sous un tel régime, la liberté syndicale n'obtient aucune protection. La liberté de ne pas se syndiquer par contre est proclamée par l'article 152 de la loi de 1884, et un arrêté ministériel de l'année 1906, relatif aux conditions d'autorisations des associations ouvrières, prescrit « que le recrutement des membres

ne sera effectué ni par la contrainte, ni par la force ».

C'est donc en Hongrie que se marque la méfiance la plus systématique à l'encontre de l'action syndicale prohibée en raison du caractère autocratique que conserve encore le patronat. Il ne reste pour ainsi dire rien de la liberté de coalition, parce que les ouvriers agricoles sont en immense majorité exclus spécialement de la faculté de se coaliser et qu'au surplus le Droit hongrois interdisait à toutes les associations d'organiser grèves ou lock-outs.

Après 1918

Au lendemain de la guerre, le gouvernement qui a pris le pouvoir en 1918 a bien pris soin d'abolir aussitôt toutes les restrictions au droit de coalition, et la loi III de l'an 1919 a prévu et organisé la liberté la plus entière des associations.

Mais après l'éphémère République des Soviets de *Bela Kun*, le nouveau gouvernement a remis en vigueur tous les textes antérieurs à 1919 (Liberté Syndicale, p. 188), et dans la mesure où l'organisation syndicale se développe en fait malgré toutes les entraves apportées à son fonctionnement, le gouvernement a éprouvé le besoin de compenser ce développement de l'organisation syndicale par un développement correspondant de la tutelle administrative sur les organisations syndicales.

LA TUTELLE ADMINISTRATIVE SUR LES SYNDICATS

D'autre part, un décret de 1922 prescrit aux autorités administratives centrales ou locales, de n'autoriser la création d'associations nouvelles que dans des

circonstances exceptionnelles. Bien qu'un décret de 1923 soit venu inaugurer une attitude un peu plus bienveillante vis-à-vis des syndicats industriels, la politique suivie demeure très restrictive à l'égard des syndicats. Il n'est donc pas étonnant qu'une liberté syndicale aussi précaire n'aboutisse ni au développement des conventions collectives, ni à celui de la liberté de coalition.

L'organisation de grève ou de lock-out ne saurait être le but d'une association, à peine pour elle d'encourir aussitôt la dissolution, et une surveillance minutieuse organisée par la loi XI de 1922 permet aux pouvoirs publics de constater que les syndicats ne s'assignent pas en fait les buts qu'ils s'interdisent en droit.

Sans doute le gouvernement hongrois s'est-il efforcé depuis la guerre de créer des syndicats obligatoires dans certains métiers. Mais si l'on considère que cette tendance est loin d'être aussi générale que la prohibition de fait des coalitions, et si l'on constate, d'autre part, le faible développement des moyens de conciliation et d'arbitrage (L. S., p. 205), il est permis de dire que la sévérité du Droit hongrois est imputable, bien moins aux nouvelles tendances relevées par exemple en Italie ou en Norvège, qu'à l'ancienne hostilité politique des Monarchies germaniques à l'encontre des coalitions ouvrières, en sorte que le maintien de fait du délit de coalition en Droit hongrois, présente un type très net de survivance de régime du *xix^e* siècle, où se manifeste notamment la combinaison des sanctions pénales et administratives du délit de coalition caractéristique de son rôle politique.

CHAPITRE V

Tchécoslovaquie

Malgré leur voisinage géographique, la Tchéco-Slovaquie et la Hongrie nous présentent un spectacle tout différent.

Aussi bien les circonstances politiques dans le premier de ces pays, étaient-elles toutes autres : règne de la démocratie politique avec influence considérable des partis avancés, et, d'autre part, par suite de l'importance prise avant 1918 par la question nationale, existence de plusieurs organisations syndicales entre lesquelles se produisent des luttes souvent violentes, mais grâce auxquelles le point de vue syndical se sépare du point de vue politique beaucoup plus que dans les pays germaniques.

En fait, depuis 1918, date de l'apparition de l'Etat tchécoslovaque, on assistera par conséquent à une série de mesures qui donneront à l'action syndicale un statut très libéral.

LA LIBERTÉ DE COALITION

L'article premier, paragraphe 2, de la loi de 1921, précise que la grève et le lock-out ne constituent pas

par eux-mêmes la contrainte réprimée. Le seul délit visé est l'atteinte à la liberté du travail par une contrainte qui, « d'ailleurs, pourrait parfois, tomber sous le coup des dispositions de droit commun réprimant les voies de fait ou l'extorsion ». Ce qu'on a voulu viser, c'est, comme l'exprime le paragraphe 2 de l'article premier de la loi, « les mesures d'hostilité syndicale dirigées contre des ouvriers individuels pour des raisons de nationalité, de religion ou de politique ».

Pourtant il y a un cas où le droit de grève disparaît : la liberté de grève en même temps qu'elle est proclamée se trouve limitée dans son objet ; lorsqu'elle a pour but l'atteinte aux intérêts religieux, nationaux ou politiques d'une personne, la grève est en elle-même punissable. Le seul fait de déclencher une grève pour obtenir le renvoi d'ouvriers appartenant à une minorité nationale, même s'il n'est accompagné d'aucune des violences ou menaces qualifiées de contrainte, constitue un délit.

Ainsi en même temps que le droit de coalition se trouve proclamé, le législateur tchèque l'enferme dans ses limites propres, dans le domaine économique, et cette spécialisation de la coalition ne constitue pas la moindre originalité de la législation tchèque.

Celle-ci a du reste apporté aussi des restrictions au droit de grève, fondé sur le souci d'assurer l'intervention des pouvoirs publics. Aux termes de l'article 17 de la loi du 11 mars 1921 sur les industries du bâtiment, il est interdit aux patrons et ouvriers assujettis de proclamer la grève tant que le tribunal arbitral des

salaires, obligatoirement saisi du litige, n'a pas proclamé sa décision. Mais cette prohibition n'a pas été maintenue, et la loi du 27 janvier 1928 se borne à indiquer que le tribunal arbitral demeure compétent malgré la grève ou le lock-out en cours.

De même qu'il organisait la liberté de coalition, le législateur tchèque proclamait et défendait, vis-à-vis de tous, la liberté syndicale.

LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ SYNDICALE

Si l'article 2 de la loi du 28 octobre 1918 maintint provisoirement en vigueur les textes autrichiens et hongrois, relatifs au droit ouvrier, la Constitution du 29 février 1920 ne devait pas tarder à proclamer ce droit d'association et de coalition pour tous les citoyens, même pour les employés. L'article 114 précise en même temps que « sont interdits tous les actes, soit de particuliers, soit de groupements qui apparaissent comme une violation préméditée de ce droit ».

D'autre part, cette liberté ne pouvait être restreinte que par une loi constitutionnelle, en dehors du cas de périls menaçant l'intégrité de l'Etat, ou sa forme, périls prévus par l'article 113 de la Constitution et la loi du 14 avril 1920, dont l'article 8 permet, dans ces circonstances extraordinaires, l'organisation d'un certain contrôle administratif (en fait ce texte semble ne pas avoir reçu d'application).

LA PROTECTION DE LA LIBERTÉ SYNDICALE

Plus tard la loi du 12 août 1921, tout en garantissant la liberté syndicale vis-à-vis des ouvriers eux-

mêmes, la renforçait vis-à-vis des patrons, en rendant sa garantie plus effective. L'article 3, paragraphe g, de la loi de 1921 institue des commissions d'entreprises qui peuvent élever une protestation contre le renvoi d'un ouvrier devant une commission arbitrale, et si cette dernière se convainc que « l'ouvrier ou l'employé a été apparemment renvoyé à cause de son affiliation ou de sa non-affiliation à une organisation politique ou syndicale, nationale ou religieuse, à cause de son activité en matière politique ou syndicale, nationale ou religieuse, sans qu'il y ait aucun rapport avec son travail dans l'entreprise où il est occupé, ou finalement à cause des conséquences de cette activité », elle peut imposer à l'employeur l'une ou l'autre des trois obligations suivantes :

— ou bien reprendre l'ouvrier ou l'employé renvoyé aux mêmes conditions que précédemment, en l'indemnisant dûment du manque à gagner qu'il a subi ;

— ou lui trouver une autre occupation dans la même branche de travail, dans la même localité et au même salaire ;

— ou finalement lui donner son congé en lui payant de une à quatre semaines de salaire.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL ET A LA LIBERTÉ SYNDICALE

Mais si la liberté syndicale et de coalition se trouvait ainsi très fortement garantie vis-à-vis des patrons et de l'Etat, elle l'était beaucoup moins vis-à-vis des

ouvriers eux-mêmes, et la pluralité déjà signalée des organisations syndicales existantes, leurs conflits souvent sanglants, amena une lutte énergique contre l'atteinte à la liberté du travail. L'originalité du législateur tchèque est de n'avoir pas cherché à supprimer ces atteintes par la seule voie de sanctions pénales, mais par l'institution des « tribunaux d'arbitrage ouvriers », en sorte que la législation tchèque, dès ses débuts, prenait place dans le groupe des droits qui limitent l'action des coalitions au nom d'un effort de règlement arbitral des conflits.

La répression de l'atteinte à la liberté du travail apparaît ainsi dès l'origine non comme une protection de la liberté de ne pas se syndiquer, mais comme une protection de la liberté d'adhérer à des organisations différentes.

Le décret du 19 décembre 1919 (R. I. T., 1921, p. 336-337) institue des tribunaux « pour la solution des conflits résultant de la contrainte exercée par les syndicats dans le but de priver les individus de leur emploi ». Les juridictions spéciales peuvent accorder à l'ouvrier une indemnité égale aux salaires dont il a été privé, et le renvoyer devant la juridiction ordinaire s'il désire obtenir davantage. Ils sont, d'autre part, en droit d'enjoindre à l'employeur et au syndicat de laisser l'ouvrier lésé reprendre la place dont il a été frustré.

Il ne s'agit plus, on le voit, de faire rendre la justice par des magistrats professionnels qui ont une formation essentiellement juridique, mais d'assurer le respect de l'équité par des hommes connaissant les

mœurs de vie ouvrière, et d'autant plus qualifiés pour dire quelles sont les limites tolérables de la contrainte syndicale.

Il y a là un essai intéressant pour remplacer une justice bornée par des principes légaux, par un arbitrage adapté aux intérêts économiques.

Les premières cours d'arbitrage ont été du reste rapidement supprimées. La loi du 2 août 1921 vint créer, à leur place, un nouveau statut pour « réprimer la contrainte et protéger la liberté d'association ».

On a qualifié cette loi de « loi d'anti-terreur », et elle se préoccupe, en effet, de réprimer les atteintes sans nombre au principe de la liberté du travail dont les syndicats se rendaient coupables ; la nouvelle loi est amenée à définir, comme le fait le Droit autrichien (loi 1870) et le Droit hongrois (Code pénal) la contrainte.

Il y a contrainte, d'après la loi d'anti-terreur :

a) « Lorsqu'on maltraite une autre personne ou les membres de sa famille ;

b) « Lorsqu'on lui fait subir ou menace de lui faire subir un dommage dans son corps, sa liberté, son honneur, ses biens et ses gains ;

c) « Lorsqu'on tire parti de l'état de menace d'un mal imminent ;

d) « Lorsqu'on utilise sa situation personnelle d'employeur pour contraindre d'autres personnes à faire, à ne pas faire, ou à tolérer quelque chose. » (Cf. L. S. P., vol. III, 215) et une décision de la Cour suprême du 17 février 1923 ajoute qu'il faut comprendre parmi les

moyens qui tombent sous le coup de la loi *d'anti-terreur*, l'emploi de « listes noires » (L. S., p. 233).

Cette législation et ses pénalités ne sont, du reste, pas exclusives de l'application du droit pénal commun de l'article 98 de l'ancien Code pénal autrichien en l'espèce. La Cour suprême de justice (voir jurisprudence citée à L. S., p. 233) distingue ici suivant le caractère de gravité des moyens de contrainte employés, et applique l'article 98 dès que le délinquant ne s'en est pas tenu à l'injure ou au *boycott*, mais a encore exercé les moyens de contrainte physique.

Mais si le plus souvent le législateur se préoccupe de limiter la liberté de coalition par la répression de l'atteinte à la liberté du travail, on assiste en Tchécoslovaquie au phénomène inverse. Le législateur de 1921 se préoccupe de spécifier que la répression de l'atteinte à la liberté du travail ne dégénérera pas en restriction de la liberté de coalition : si le principe de cette dernière apparaissait comme un héritage du **Droit autrichien** (voir ci-dessus, p. 213), la législation tchécoslovaque reprend la question du droit de coalition à propos de l'atteinte à la liberté du travail.

On ne saurait s'étonner de constater qu'une législation aussi favorable à la liberté syndicale ait abouti à un développement considérable des conventions collectives de travail, et l'une des conséquences les plus intéressantes de celle-ci, dans la matière qui nous occupe, est d'avoir entraîné une modification du **Droit civil** quant aux conséquences des coalitions. Si les textes des Codes civils autrichien et hongrois, toujours en vigueur, font de la grève une cause de ren-

voi immédiat de l'ouvrier, en fait les conflits du travail s'achèvent (L. S., p. 234) par une convention collective qui contient une clause prévoyant la continuation des contrats individuels de travail.

Ainsi se trouve protégée actuellement, contre la force envahissante du groupe syndical, la liberté individuelle du travailleur, d'une part, de n'adhérer que s'il lui plaît au syndicat, de l'autre, de garder son travail malgré l'opposition du syndicat. Mais, l'action syndicale n'est pas complètement entravée et pour être une loi qualifiée d' « anti-terreur », la loi de 1921 n'est cependant pas la marque de la volonté du gouvernement tchécoslovaque, d'anéantir les syndicats.

Il semble que la législation tchécoslovaque s'oriente de façon très nette vers la reconnaissance du mouvement syndical et son admission au premier plan de la vie économique. La force du groupement syndical a provoqué cette législation de l' « anti-terreur », pour essayer de limiter le développement de l'action communiste. Mais, à côté de l'Autriche et de la Hongrie, demeurées dans les principes les plus rigides de l'ancienne Monarchie, la République tchécoslovaque semble se préoccuper de faire une place officielle aux syndicats dans la direction de la vie économique.

CHAPITRE VI

Yougoslavie

LES SOURCES JURIDIQUES

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, fondé le 1^{er} décembre 1918, comprend, on le sait, d'une part, un certain nombre de territoires appartenant à l'ancienne Autriche-Hongrie (et régis, en conséquence, par des législations que nous avons déjà eu l'occasion d'étudier) et, d'autre part, les territoires des royaumes de Serbie et du Monténégro possédant leur législation propre.

Le nouvel Etat s'est donc trouvé, dès sa naissance, en présence d'un problème semblable à celui que nous observerons en Pologne : à la diversité des législations qu'il faut nécessairement maintenir en vigueur un certain temps sur les différentes portions du territoire, se superpose lentement une législation commune qui devient chaque année plus importante.

Il faut donc, pour chaque question, étudier à la fois, les solutions antérieures à 1918 et la législation commune d'après-guerre et, parmi celles-là, c'est surtout la législation serbe qui est importante pour le développement ultérieur du droit yougoslave.

LE DÉLIT DE COALITION EN DROIT SERBE ANCIEN

Les coalitions et leur réglementation ne sont même pas apparues en Serbie jusqu'en 1815, date à laquelle prend fin la domination turque ; la vie économique serbe avait, auparavant, pour cadre à peu près exclusif la célèbre « Zadrouga », communauté familiale. Le faible développement industriel de l'ancienne Serbie ne laisse pas place aux coalitions.

Aussi, le régime des corporations lui-même ne se précise qu'en 1847, lorsque le développement de la vie artisanale, après le départ des Turcs, a fait naître de nouveaux problèmes.

Au milieu du siècle, par conséquent, à l'époque où la plupart des nations abandonnent le régime corporatif, celui-ci se forme seulement en Yougoslavie. Le délit de coalition, pour les ouvriers, est alors puni de 1 à 6 mois de prison ; l'ouvrier ne peut même quitter individuellement son patron que si celui-ci le traite trop durement (L. S., vol. IV, p. 323) (et la réunion des patrons est seule juge du caractère des traitements infligés à l'ouvrier) ou encore s'il est physiquement incapable de continuer à travailler.

Petit à petit, cependant, l'évolution constitutionnelle et politique apportait des atténuations à ce régime d'une extraordinaire rigueur. Les Constitutions de 1888 et 1903 proclamaient le principe du droit de réunion (L. S., p. 324) et une loi de 1891, dans son article 32, admettait la libre formation des associations d'ouvriers et d'employés. Mais il faut attendre jusqu'en 1910 (loi des 29 juin-12 juillet, art. 56 et 98)

pour voir reconnaître le droit de coalition et de cessation du travail. A la veille de la guerre, le Droit serbe supprime ainsi le délit de coalition.

LÉGISLATION COMMUNE

Le nouvel Etat yougoslave dépasse, dès ses débuts, ce stade et suivant la tendance commune aux nouveaux gouvernements de cette période, proclame d'abord les principes du régime qu'elle entend instituer.

La Constitution du 28 juin 1921 proclame, dans son article 33, le droit des travailleurs de s'organiser en vue de l'amélioration de leur condition de travail, en sorte qu'il y a là pour les intéressés une garantie juridique qui vient s'ajouter à la protection générale établie pour le droit de réunion par l'article 14 de cette Constitution.

Cependant, le législateur constituant yougoslave a prévu l'éventualité où l'exercice de tous ces droits : réunion, association, coalition, etc..., pourrait être provisoirement suspendu par suite des circonstances de péril national (art. 127). On se trouve ici encore en présence d'un effort caractéristique de toutes les constitutions d'après-guerre (et dont l'article 48 de la Constitution de *Weimar* demeure l'exemple le plus fameux) pour prévoir les dérogations qui pourraient être apportées à leurs règles.

LE DÉLIT DE COALITION EN DROIT ACTUEL

On s'est demandé si le droit de grève ne trouvait pas, indépendamment de la loi serbe de 1910, une con-

sécration dans la Constitution de 1921, mais les opinions sont ici partagées, car la Constitution reconnaissant « le droit d'association » sans faire même allusion au droit de coalition, comme la Constitution de Weimar, il est permis de considérer que dans un cas comme dans l'autre, le droit de coalition se trouve en dehors du champ de la protection constitutionnelle (en ce sens, Krek, « Diendzuges des Verfassungsgesetzes des Königreichs der Serben, Kroaten und Slowenen », *Zeitschrift für Osteuropäisches Recht*, 1925, p. 38).

Mais, la loi serbe de 1910 (L. S., p. 339), dans son article 56, reconnaissait déjà, nous l'avons dit, le droit de grève ou de lock-out, même avant l'arrivée à expiration du contrat de travail. Elle a toutefois apporté une exception en ce qui concerne les bouchers et boulangers : ils doivent faire une déclaration à la police quatre semaines avant la date où ils se proposent de cesser le travail ; l'efficacité que présenterait cette cessation, si elle était brusque, a fait édicter une mesure qui pratiquement supprime le droit de coalition ou tout au moins son intérêt pour ces branches de la production (1).

A cette restriction caractéristique d'une économie essentiellement artisanale et limitée à l'ancienne Serbie, la loi de 1921 est venue ajouter des prohibitions adaptées à une période où l'Etat se préoccupe avant tout d'assurer la continuité des services qu'il assume ;

(1) Lorsque récemment les ouvriers de l'alimentation ont cherché à obtenir l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries, leur action s'est limitée à l'organisation de réunions et au vote de résolutions faisant appel à l'intervention des pouvoirs publics.

les fonctionnaires de l'Etat ou des communes, les ouvriers des arsenaux militaires n'ont pas le droit de grève ; grévistes, meneurs, saboteurs, sont punis de peines d'emprisonnement; et des ordonnances des 15 et 24 décembre 1920 ont également interdit (L. S., p. 341) la grève aux cheminots et aux mineurs.

Les salariés des autres industries jouissent en principe du droit de grève. La loi de 1921 pour la protection de l'Etat reconnaît expressément ce droit de grève aux salariés de l'industrie privée et la loi du 28 février 1922 sur la protection des travailleurs non seulement reconnaît le droit de grève (L. S., p. 327), mais encore interdit aux bureaux de placement publics, de placer une main-d'œuvre quelconque dans un établissement engagé dans un conflit du travail, ou encore de placer chez un nouvel employeur les ouvriers en grève d'un autre patron.

Cependant cette neutralité des bureaux de placement ne désarme pas les pouvoirs publics en face des grèves.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Aux termes de l'article 11 de la loi de 1921 (L. S., p. 341), les personnes qui s'efforcent d'empêcher autrui de travailler, sont passibles d'une peine de six mois de prison, sous réserve des pénalités plus graves qu'elles pourraient encourir aux termes du droit commun. Et, d'autre part, aux termes de la même loi, les personnes réunies illégalement dans un lieu quelconque, si elles ne se dispersent pas à la première

somation des autorités publiques, sont passibles d'un emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à un an et d'une amende pouvant atteindre 3.000 francs. Les sanctions administratives et pénales se fortifient ainsi mutuellement, elles permettent d'interdire tout picketing et donnent au délit d'atteinte à la liberté du travail une extension qui risque fort de paralyser le droit de grève dans les branches mêmes où il subsiste en principe (2).

LA LIBERTÉ SYNDICALE

On assiste aux mêmes restrictions législatives et pratiques apportées à un droit constitutionnellement proclamé dans le domaine de la liberté syndicale.

Sans doute, indépendamment du texte constitutionnel, une loi du 28 février 1922 a rappelé que le droit d'association professionnelle appartenait à tout le personnel auxiliaire (c'est-à-dire à la fois subalterne et salarié ou apprenti, des établissements de l'industrie ou du commerce).

Mais à l'époque où il rappelait ainsi le droit syndical, le législateur yougoslave éprouvait aussi le besoin de limiter les mouvements ouvriers susceptibles de mettre en péril la sûreté de l'Etat et du régime ; il votait la loi du 2 août 1921 pour la protection de l'Etat, loi dirigée contre les organisations communistes ou anarchistes, lesquelles sont interdites même

(2) En 1927, cependant, on a enregistré (Informations sociales, 1929, tome 30, p. 125) en Yougoslavie, 78 grèves intéressant 7.588 ouvriers, principalement dans les industries mécaniques, du bois et de l'alimentation.

lorsqu'elles se bornent à la propagande pacifique ; leurs membres peuvent être punis de la peine de mort ; l'obligation de les dénoncer est sanctionnée de 20 ans de travaux forcés en cas d'infraction.

Sont également punissables ceux qui, prenant part à une manifestation interdite, ne se dispersent pas à la sommation qui leur est faite, et, bien entendu, cette loi peut parfaitement s'appliquer à un syndicat de tendances très avancées puisque les autorités administratives sont seules juges du point de savoir si tel syndicat ne constitue pas en fait une association communiste, la réponse affirmative entraînant la dissolution immédiate de ce syndicat.

La constitutionnalité de cette loi est fondée sur l'article 127 précité de la Constitution (L. S., p. 321).

A cette législation commune qui, tout en proclamant le principe du droit syndical, arme très fortement l'Etat contre ce qu'il considérerait éventuellement comme les abus de cette liberté, viennent s'ajouter les législations spéciales des diverses provinces.

La loi serbe de 1891 supprime pour les associations professionnelles l'exigence de l'autorisation préalable ; leur formation est seulement assujettie à une certaine publicité (parution dans la presse des statuts et des noms des directeurs) ; à défaut de cette publicité, l'association est considérée comme secrète ; l'adhésion à cette association ne devient pas pour cela nécessairement un délit, on présumera seulement que l'association poursuit un objet illicite, poursuite qui, elle, constitue un délit.

En Slavonie et en Dalmatie, c'est la loi autrichienne

de 1867 qu'on applique : si l'autorisation préalable n'est plus requise, l'Administration peut cependant interdire la formation d'une association qui, exceptionnellement, apparaîtrait comme devant être illégale ; et c'est un système semblable que l'on retrouve encore en Bosnie-Herzégovine où une loi du 17 février 1910 (L. S., p. 332) facilite pratiquement ces interdictions éventuelles en astreignant les fondateurs des associations à une déclaration préalable, les assemblées générales devant, elles aussi, être annoncées à l'avance et pouvant être interdites. Un recours au Ministre est seul ouvert contre toutes ces interdictions. Au contraire, en Croatie-Slavonie, l'existence d'une autorisation préalable elle-même est toujours requise en raison du maintien en vigueur du rescrit impérial autrichien de 1852.

Ainsi la liberté syndicale connaît en fait, en Yougoslavie, des régimes assez disparates : non seulement la législation constitutionnelle de 1921 est mince au regard des anciennes législations restées en vigueur, mais encore on peut se demander si certaines de ces législations n'aboutissent pas, en fait, par les restrictions qu'elles édictent à rendre fictive la liberté syndicale proclamée par la Constitution. Ce sont ici, en fait, les législations spéciales qui prévalent sur le principe de la législation commune.

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES OBLIGATOIRES

Mais la liberté syndicale connaît encore d'autres limitations. L'Etat ne limite pas seulement la forma-

tion et l'activité des syndicats, libre création spontanée de la vie ouvrière, il leur suscite la concurrence de certaines associations professionnelles.

Le régime corporatif subsiste, au moins en droit sinon en fait, aujourd'hui encore en Yougoslavie puisque, dans les anciennes provinces hongroises, la législation sur les corporations obligatoires demeure en vigueur et qu'en Serbie, depuis 1910, les industries artisanales peuvent être érigées en « *Esnaf* », c'est-à-dire en corporations facultatives (dans le Comité de direction desquelles les ouvriers et apprentis seraient cette fois représentés).

Plus importantes encore pratiquement sont les Chambres professionnelles instituées en Serbie par la loi de 1910 et généralisées pour tout le royaume par la loi de 1922 (v. Popovitch, *Les Corporations de métiers et les Chambres consultatives en Yougoslavie*, *Th. Paris*, 1923). Elles s'efforcent de donner, conformément aux tendances modernes, une représentation professionnelle et distincte aux ouvriers : « Les Chambres des ouvriers représentent la classe des ouvriers du Royaume des Serbes, Croates et Slovénes », dit la loi, et elles sont élues au suffrage universel des salariés, dotées d'attributions consultatives en ce qui concerne les réformes législatives (3), elles surveillent l'application des lois sociales existantes ; enfin, se superposant aux syndicats libres, elles doivent exercer sur ceux-ci un certain contrôle.

(3) C'est ainsi (*Informations sociales*, 1929, tome 31, p. 339) qu'elles ont été invitées en 1929 à exprimer leurs vœux en vue d'une refonte complète de la législation du travail.

En fait, la loi de 1922 a augmenté par rapport à la loi de 1910, le nombre des attributions pour lesquelles les Chambres de métiers se substituent aux syndicats, cette substitution est réalisée notamment toutes les fois qu'il s'agit de représenter la classe ouvrière ou l'une de ses fractions vis-à-vis de l'Etat.

Dans les exploitations elles-mêmes, d'autre part (L. S., p. 338), les ouvriers sont obligatoirement représentés depuis 1922 par des « hommes de confiance », élus eux aussi au suffrage universel des salariés, et qui, en même temps qu'ils veillent à l'application des lois ouvrières, doivent s'attacher à prévenir les conflits et à faire régner la bonne entente entre employeurs et employés.

On voit ainsi que le législateur yougoslave s'est efforcé de susciter, aux syndicats ouvriers proprement dits, une sorte de concurrence par l'institution d'organismes obligatoires, recrutés au suffrage universel sans doute, mais dont le caractère de droit public et le mode de recrutement même dans un pays encore peu évolué démocratiquement, favorisent la mise en tutelle par les pouvoirs publics.

L'attribution, à ces organismes, de prérogatives que les syndicats proprement dits se réservent dans les autres pays, diminue évidemment l'importance des syndicats en Yougoslavie, en sorte qu'on assiste, en réalité, à un effort de l'Etat pour réaliser le quasi-monopole de la représentation professionnelle au profit d'organismes qui se trouvent sous sa dépendance. Et si le but de cet effort rappelle évidemment celui que devait s'assigner en 1926 le législateur fas-

ciste italien, les moyens employés pour parvenir à ce but différent cependant et sont caractérisés techniquement parlant, non plus par le privilège donné à des syndicats qui peuvent ne grouper, en Italie, qu'un dixième des adhérents, mais par l'extension des attributions d'une organisation extrasyndicale élue au suffrage universel (4).

Si l'on cherche à dégager une vue d'ensemble de cette législation, on constate, par conséquent, que l'état économique encore préindustriel de l'Etat yougoslave, et l'importance du mouvement communiste, à une époque récente, ont amené ce droit à résoudre les problèmes que lui posaient diverses législations spéciales, applicables sur son territoire, par un procédé juridique analogue à celui que nous rencontrerons en Pologne, mais en donnant à ce procédé une portée politique toute différente. La Pologne et la Yougoslavie ont développé leur législation commune, propre, en restreignant le domaine des législations spéciales ; mais si cette législation commune en Pologne a supprimé les délits de coalition et d'atteinte à la liberté du travail, en Yougoslavie, au contraire, elle maintient le délit de coalition pour de nombreux salariés et fournit, pour tous, une interprétation très extensive de la notion d'atteinte à la liberté du travail.

(4) Rappelons que des tendances analogues se sont récemment fait jour dans un autre Etat danubien, l'Autriche elle-même.

CHAPITRE VII

Pays Scandinaves

SUEDE

Le trait caractéristique du système suédois est, sans doute, fourni par le faible rôle des textes législatifs : on se trouve en présence d'un développement surtout coutumier du droit. La coalition s'est implantée dans les faits, et sa reconnaissance juridique s'en est suivie spontanément. A ce moment l'essor des organisations syndicales s'est fait très rapidement, et depuis 1905 environ, la pratique des conventions collectives s'est développée grâce à une jurisprudence on ne peut plus favorable, admettant très largement les effets de ces accords. Si bien que l'on discute aujourd'hui, en Suède, la question de savoir s'il n'y a pas lieu, pour l'Etat lui-même, de conclure des conventions collectives avec ses employés (L. S., vol. III, p. 379).

Ce qui permettra de distinguer diverses phases dans l'évolution de ce pays, ce sera, non pas comme en Allemagne ou en Autriche, un changement de régime politique, mais simplement l'époque où la croissance du mouvement ouvrier est assez considérable pour

imposer au patronat le respect des organisations ouvrières.

Le compromis de décembre 1906 marque cette reconnaissance privée du syndicalisme et de son action, il est donc naturel d'en faire la ligne séparative des périodes successives de l'histoire des coalitions en Suède.

C'est donc à une évolution continue et relativement paisible que nous fait assister le Droit suédois.

AVANT 1906

La liberté d'association sous toutes les formes fut toujours considérée comme l'un des éléments de la liberté reconnue aux individus en Suède. C'est un principe constitutionnel coutumier qui se trouve établi d'une façon si solide par la tradition qu'aucun texte ne le proclame ; c'est un principe intangible, touchant à la personnalité humaine, qui paraît en Suède trop évident pour nécessiter encore une consécration légale.

LA CONQUÊTE DU DROIT DE COALITION. — Le régime corporatif régit la vie économique suédoise jusque vers le milieu du ^{xix}^e siècle. A ce moment seulement la liberté du commerce et de l'industrie se trouve établie (proclamation de 1846, ordonnance du 18 juin 1864). Aucun texte ne réprime la coalition qui est en principe libre.

Si le syndicalisme ne se développe cependant pas

« aussitôt après, c'est que, jusqu'en 1880, la Suède demeure un pays presque exclusivement agricole, que la dispersion de la main-d'œuvre et le caractère très patriarcal de l'ensemble de la vie ne sont guère favorables à l'apparition de groupes disciplinés et rivaux ».

Ce n'est donc que dans les deux dernières décades du XIX^e siècle, avec le développement de la grande industrie qu'on voit apparaître les premières grèves, les premières organisations ouvrières, et leur nouveauté fait qu'elles se heurtent à l'opposition des patrons, à l'hostilité de l'Etat.

Une grève des scieurs est, en 1879, étouffée dans le sang. L'Administration, en l'absence du texte pénal relatif au délit de coalition, se sert d'autre part de moyens détournés, des textes relatifs au droit de réunion :

Le Code pénal suédois de 1864 (chap. X, art. 15) autorisait la dissolution des réunions en cas de violation de la loi ou de l'ordre public. Une ordonnance de police de 1868, art. 13, soumettait les réunions à une autorisation préalable, et permettait de dissoudre celles qui n'avaient pas observé cette formalité.

Enfin, une loi spéciale du 10 juillet 1899, sanctionnant très sévèrement (travaux forcés pouvant aller jusqu'à deux ans) les atteintes à la liberté du travail.

Cependant le mouvement syndical continuant à se développer, suscitait en 1898 une grève générale en vue de l'octroi du Suffrage Universel et en 1899, l'unique député social-démocrate au Parlement, Branting, demandait le vote d'une loi précisant que la liberté d'association même syndicale et la liberté de coa-

lition, étaient au nombre des droits innés du citoyen (L. S., p. 365).

Mais sa tentative échouait, et la reconnaissance du droit de coalition a résulté, non pas du vote d'un texte, mais de l'intervention à partir de 1900, d'un très grand nombre de conventions collectives de travail entre les organisations syndicales patronales ou ouvrières.

LE COMPROMIS DE DÉCEMBRE (1906)

Après avoir réservé pendant longtemps leur liberté de débauchage et d'embauchage pour pouvoir, en fait, exclure les ouvriers syndiqués, les organisations patronales signent en 1906 (Oersted, « Les Organisations patronales dans les pays scandinaves », *Revue Internationale du Travail*, vol. VIII, p. 353 et suiv.) le « compromis de décembre » aux termes duquel, sous réserve des dispositions du présent accord, l'employeur a le droit, dans tous les autres cas, de diriger et de répartir le travail de l'établissement, d'engager et de renvoyer librement des ouvriers, et d'occuper des ouvriers, à quelque organisation que ceux-ci appartiennent, qu'ils soient syndiqués ou non. Le droit d'association est garanti aux deux parties. Si un ouvrier croit qu'un renvoi a eu lieu dans des circonstances telles qu'il constitue une violation du droit d'association, il doit, avant toutes autres mesures, demander à son organisation de procéder à une enquête, en vue de la détermination des faits. A partir de ce moment, c'est du point de vue de la convention collective antérieure que s'apprécieront, non pas les conséquen-

ces pénales de la coalition (nous avons vu qu'il n'y en avait jamais eu), mais des conséquences civiles.

LE DÉLIT CIVIL DE COALITION. LA LOI DE 1928

Le droit suédois admet aujourd'hui qu'en principe le recours des coalitions au combat (grèves, lock-out, etc.) entre parties liées par une convention collective, constitue une violation de celle-ci, qui oblige le syndicat signataire au paiement de dommages-intérêts (jugement de la Cour suprême du 22 mai 1915). Cependant, la jurisprudence admet des exceptions à ce principe et considère par exemple (tout de même que la jurisprudence allemande) qu'une manifestation de sympathie ne constitue pas un manquement à l'obligation de la paix industrielle (Lib. Synd., p. 380).

Le Gouvernement suédois s'est efforcé à une époque relativement récente d'exercer son action conciliatrice précisément dans le cadre des conventions collectives.

Le projet de loi du 21 février 1928 (I. S., t. 26, p. 6) déclare dans son exposé des motifs, que la conclusion des conventions collectives reste la meilleure garantie de paix industrielle, mais que le règlement des litiges relatifs à ces accords ne saurait être laissé à l'initiative des parties ni même à la juridiction ordinaire.

Le projet interdit aux parties à une convention collective, le recours à la grève, le lock-out, le boycott, etc... sur toute question relative à l'interprétation du contrat, à son exécution ou à sa modification (la durée maxima des contrats est de cinq ans). La grève ou le lock-out de solidarité ne sont permis qu'en faveur des

coalitions dont l'action n'est pas illicite, et ces obligations s'imposent non seulement à l'organisation signataire, mais encore à ses adhérents (on a voulu ainsi prévenir une fraude semblable à celle dont la pratique norvégienne offrait un exemple) (voir ci-dessous).

La sanction de ces prescriptions consiste en des dommages-intérêts pouvant comprendre à la fois le préjudice matériel et le préjudice moral, et en cas de non paiement dans la libération de l'autre partie de ses obligations. Un tribunal spécial s'est institué (lequel peut, le cas échéant, être remplacé par des arbitres librement choisis par les parties) et dans la composition de ce tribunal, le projet fait, suivant une préoccupation que nous avons déjà rencontrée dans la législation tchécoslovaque, une place particulièrement importante aux éléments professionnels au cou rant des habitudes du monde du travail.

Bien que ce projet se soit heurté à l'opposition des partis ouvriers et même à l'hostilité de différents milieux patronaux, il a été voté le 25 mai 1928 (I. S., t. 27, p. 119). On assiste donc dans les pays scandinaves à une restriction du droit de coalition au nom de l'interventionisme étatique, mais il est permis de se demander en présence des réactions que ce mouvement suscite (comp. ci-dessous pour la Norvège) s'il est destiné à durer.

A l'heure actuelle, en tout cas, la coalition, même lorsqu'elle est prohibée, ne connaît qu'une sanction purement civile et récente. Les derniers vestiges des prohibitions anciennes qui subsistaient, notamment dans l'agriculture, ont été supprimés après la guer-

re, et tous les moyens de lutte tels que listes noires, boycottage, mises à l'index, sont assimilés à la grève et au lock-out.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Si la coalition jouissait ainsi jusqu'en 1928 d'une liberté absolue, et si aujourd'hui encore elle bénéficie d'une très large tolérance législative et d'une immunité pénale absolue, le délit d'atteinte à la liberté du travail, par contre, a fait l'objet d'une réglementation assez sévère, votée en 1892, sous l'influence du parti paysan (*Liberté Syndicale*, p. 387), et frappant jusqu'à la simple tentative.

Les articles 22, 23 et 24 du chapitre 15 du Code pénal ainsi révisé disposent :

Art. 22. — « Quiconque, sans y être autorisé par la loi ou en abusant de son droit, oblige une autre personne, par violences ou menaces, à une action, une attitude passive ou à une omission, est passible de 2 ans de travaux forcés, au plus, lorsque la loi ne prévoit pas de sanction spéciale et plus sévère pour cette infraction.

« Quiconque essaye, de la manière susmentionnée, d'obliger une autre personne à prendre part à une grève, ou d'empêcher ladite personne de reprendre le travail ou d'accepter du travail qui lui est offert, est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement, lorsque la loi ne prévoit pas...

Art. 23. — « Quiconque menace une autre personne, verbalement ou par écrit, de mauvais traitements ou

d'un attentat d'une manière et dans des circonstances telles qu'il y a lieu de redouter que la menace soit suivie d'effet, est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement de 6 mois au plus, lorsque la loi ne prévoit pas...

Art. 24. — « L'infraction prévue à l'article 23, alinéa 1^{er}, n'est poursuivie par le ministère public qu'à la requête de la partie lésée, ou si, par suite de cette infraction, une autre personne a été contrainte à prendre part à une grève ou empêchée de reprendre son travail ou d'accepter du travail qui lui était offert ; l'infraction prévue à l'article 23 n'est également poursuivie qu'à la requête de la partie lésée », etc...

Ces textes rendent le Picketing impossible, le caractère de la menace restant insuffisamment précis. Un mouvement libéral essaya de porter au Parlement plusieurs projets de modification de cette loi. Il a obtenu en 1914 la substitution de l'amende et de la prison aux travaux forcés antérieurement édictés. Mais le principe d'interdiction des menaces et violences et de leur sanction pénale spéciale demeure bien.

Les syndicats et leur porte-parole, le parti social-démocrate, n'avaient cessé de s'élever contre ces dispositions ; un projet tendant à leur abrogation a encore été déposé en 1925, et le Parlement a demandé au Gouvernement d'étudier une réforme en ce sens.

Quant à la liberté syndicale, depuis 1906 elle est reconnue et même protégée par suite de l'accord réciproque des organisations en présence. La clause dite syndicale précisant que les ouvriers syndiqués seront engagés de préférence, est même insérée dans de nom-

breuses conventions collectives, notamment celle des boulangers, et sa validité n'a jamais été contestée (Lib. Synd., p. 380).

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Le respect de la liberté syndicale se révèle d'ailleurs dans le fait suivant (Liberté Syndicale, p. 367) — sur 1.860 conflits tranchés par les arbitres de l'Etat de 1907 à 1924, 18 seulement ont eu pour cause une violation de la liberté d'association.

Mais lorsque le droit syndical et les conflits du travail eurent ainsi reçu comme un statut contractuel, l'Etat suédois s'est efforcé d'intervenir dans les conflits existants, non pas pour les régler mais pour créer une procédure de conciliation (lois de 1906 et 1920) ; mais, en fait, ces lois n'ont pas eu une importance considérable — c'est par voie de négociations spontanées que continuent à se déterminer les rapports du Capital et du Travail, et l'absence en fait de toute intervention législative constitue donc un caractère spécial du régime suédois. C'est uniquement à la suite de discussions entre associations patronales et ouvrières que s'est constitué le système de coopérations entre employeurs et ouvriers. On peut croire qu'à cette absence de parti-pris du Gouvernement suédois dans les relations du capital et du travail, correspond l'heureux équilibre de ces institutions qui tendent à englober d'ailleurs tout le monde scandinave.

Si l'Etat n'intervient guère dans l'activité des associations, celles-ci, par contre, jouent un grand rôle

dans l'activité étatique en Suède, et participent d'une façon notable à l'examen de certaines questions d'intérêt public. Représentées au sein de plusieurs conseils (Conseil Social, Conseil des Assurances sociales, Conseil du Travail), les associations ont une tâche considérable. Elles sont, en effet, consultées sur certains projets de lois importantes avant qu'ils ne soient déposés au Parlement et l'avis qu'elles fournissent est joint au projet. De plus, les organisations professionnelles peuvent aussi donner leur avis lorsqu'il s'agit d'exécution d'actes administratifs graves (ordonnances d'immigration, droits de douane).

Dans le cadre purement professionnel, c'est toujours par leur participation aux conventions collectives que les associations exercent leur pouvoir. Ce développement des conventions collectives de travail prête une importance particulière à la clause de paix industrielle (déjà étudiée dans le droit allemand).

Si l'on fait abstraction de quelques aspects particuliers de la législation suédoise en matière d'atteinte à la liberté du travail, qui sont sans doute apparus nécessaires pour prévenir certains excès de la liberté de coalition, du moins à ses débuts, il est permis de considérer la très grande liberté des intéressés comme constituant le trait dominant du droit suédois, et il est réconfortant de voir les résultats si satisfaisants au point de vue de la concorde sociale auxquels ce régime a abouti.

L'histoire des autres pays scandinaves nous révèle un mouvement analogue jusqu'à ces derniers temps.

NORVEGE

LA LIBERTÉ DE COALITION

Si le régime des corporations n'a été aboli en Norvège qu'en 1839, la liberté d'association était alors si généralement admise que des associations ouvrières se formèrent dès 1848, et englobèrent bientôt jusqu'à 20.000 membres. Mais ces associations furent dissoutes en raison des buts politiques qu'elles poursuivaient, et si quelques grèves se produisent en 1870 au moment où commence l'essor industriel de la Norvège, il faut attendre jusqu' en 1880 pour voir s'organiser le mouvement syndical des employeurs et employés. Un fait caractérise l'attitude des pouvoirs publics à son égard. En 1894, plusieurs ouvriers d'usine qui avaient été congédiés par leurs employeurs, demandèrent un secours sur les fonds publics, et ceux qui avaient pris en main leur cause, réussirent à démontrer devant le Parlement qu'ils n'avaient été renvoyés que pour faits de grève. La résolution suivante fut alors votée par le Storting (*Liberté Syndicale*, p. 341) :

« Le Storting estime qu'en vertu de la constitution tout citoyen a le droit inviolable de remplir ses devoirs civiques conformément à ses convictions, et désapprouve la pression illicite exercée par des supérieurs sur des personnes qui dépendent d'eux et le renvoi de ces personnes pour des raisons politiques ».

En conséquence, les plaignants obtinrent une indemnité de 10.000 couronnes.

C'est donc sur l'exemple de la liberté d'association politique que naît et se développe en Norvège la liberté d'association économique. Ce qui définit le syndicat pour le droit norvégien, c'est son but : tout groupement constitué entre patrons ou entre ouvriers pour la défense de leurs intérêts, est un syndicat. La coalition passagère bénéficie donc elle aussi de ce libéralisme.

Le droit norvégien d'avant-guerre ne connaît pas de délit de coalition et si le législateur s'efforce de limiter en quelque manière les moyens d'action mis en œuvre, c'est parce qu'il voudrait instituer une procédure de conciliation et d'arbitrage. Mais malgré le dépôt de divers projets élaborés notamment après consultation des Fédérations patronales et ouvrières, ce ne fut que pendant la guerre (lois du 6 août 1915 et du 9 juin 1916) qu'a été instituée momentanément une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire.

Mais depuis, devant le progrès de l'interventionisme, le Gouvernement norvégien a jugé insuffisant le système de conciliation et de sanctions civiles des coalitions contraires aux conventions collectives de travail, et il s'est proposé d'organiser l'intervention des pouvoirs publics, et d'assurer l'obéissance des intéressés par des sanctions pénales.

UNE TENTATIVE DE RÉSURRECTION DU DÉLIT PÉNAL DE COALITION

Deux lois du 5 mai 1927, applicables pendant deux ans, organisent une procédure devant le tribunal du

travail et érigent en délit la grève déclenchée contrairement aux obligations d'une convention collective ou d'une sentence du tribunal arbitral, ou avant l'expiration du délai de conciliation de 4 jours à partir de la réception de l'avis de cessation du travail par le conciliateur.

Une amende de 25.000 couronnes au plus, ou une peine d'emprisonnement de trois mois au plus (art. 40) frappent les membres du Comité directeur d'une association qui assistent au vote d'une résolution ordonnant ou approuvant la cessation de travail illégal. Les mêmes sanctions atteignent à la fois l'employeur qui décide un lock-out et l'individu qui entraîne ou s'efforce d'entraîner d'autres ouvriers dans la grève, ou au contraire d'empêcher les ouvriers lock-outés de trouver du travail. Seuls les grévistes pris individuellement et qui se sont bornés à cesser le travail pour leur propre compte, échappent aux sanctions pénales.

Quant aux sanctions civiles elles comportent le droit pour la partie lésée par une cessation de travail illégale, de demander au tribunal le droit de recourir lui-même à un lock-out ou à une grève qui, eux, seraient parfaitement corrects.

Ce système devait échouer devant la résistance des faits.

Au premier conflit important (Inform. Soc., t. 27, p. 253), les différents syndicats ouvriers refusèrent l'arbitrage et menacèrent de déclencher une grève pour protester contre la décision de l'arbitre. Le Gouvernement ayant rappelé que cette grève constituerait un délit pénal et civil, les syndicats, pour se soustraire

à la responsabilité pécuniaire rappelée, désavouèrent pour la forme la grève, qui, organisée par des comités d'actions spéciaux, n'en fut pas moins générale. Bien qu'un accord soit ultérieurement intervenu entre les intéressés, grâce à l'entremise du Président du tribunal industriel, l'opinion considéra cette expérience comme un échec pour la nouvelle législation, et on s'explique que, dans ces conditions, le projet du Gouvernement tendant à proroger la loi de 1927, ait été rejeté à une assez forte majorité (59 voix contre 37), cette majorité ayant réuni conservateurs et travaillistes (*Inf. Soc.*, 31, p. 366), lesquels avaient déjà réussi à faire valoir une loi d'amnistie spéciale pour ceux qui, ayant organisé une collecte en faveur des grévistes, avaient été condamnés en vertu de la loi de 1927.

La crise économique a du reste amené depuis (*I. S.*, t. 38, p. 546) d'autres conflits importants et si des réformes ont à nouveau été proposées dans la législation des conflits de travail, elles visent à accroître l'importance des négociations directes entre parties, le rôle actuel du conciliateur obligatoire incitant au contraire chacune des parties à exagérer ses prétentions dans un but de démagogie, pour laisser ensuite au conciliateur toute sa responsabilité des sacrifices nécessaires.

Le droit norvégien nous montre ainsi avec une netteté particulière, l'influence dans la période contemporaine, — sur la répression pénale de la coalition — des idées de conciliation et d'arbitrage obligatoire, d'intervention de l'Etat dans les conflits du travail.

Dans l'un de ces pays scandinaves où les influences individualistes, si fortes en France jusqu'en 1864, n'étaient jamais parvenues à faire apparaître la notion du délit de coalition, celui-ci naît le jour où l'Etat prétend instituer un système d'organisation du monde économique. Il y a là un exemple qui permet d'isoler très nettement l'action de l'une des influences qui, dans d'autres pays, se combinent pour assurer la répression de la coalition.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Mais, de même, cette tendance qui se heurte à l'opposition des intéressés puissamment organisés, ne parvient pas à leur imposer ces solutions et aboutit finalement à un échec, les traditions de réglementation spontanée restant les plus fortes.

C'est sous l'influence interventionniste que s'est développée en Norvège, tout récemment, la répression du délit d'atteinte à la liberté du travail. La loi du 9 juillet 1927, modifiant l'article 222 du Code pénal, punit d'une amende de 20 à 25.000 couronnes, et d'une peine de un an de prison les faits suivants accomplis, afin d'obliger un ouvrier à quitter son travail ou à ne pas en accepter :

- a) menaces ou actes de violence contre le travailleur en question ou des membres de sa famille ou injures à l'adresse de ce travailleur ou molestations de sa personne ;
- b) poursuite du travailleur de lieu en lieu ;
- c) publication des noms des personnes qui, pendant

un arrêt du travail, travaillent, ont travaillé ou ont essayé de travailler ;

d) trouble préjudiciable causé au travailleur en question dans son travail ou ses affaires.

L'exemple de la législation norvégienne confirme ainsi l'identité des influences qui s'exercent sur la coalition et l'atteinte à la liberté du travail. S'il s'agit là de faits d'une gravité différente, et qui ne sont pas nécessairement punis simultanément, du moins constate-t-on que les mêmes tendances s'exercent sur les uns et les autres et que les aggravations, comme les atténuations du droit pénal, dans ces deux cas, vont de pair.

Sanctions civiles. — Les intéressés d'autre part, eux-mêmes, dans les conventions collectives intervenant entre syndicats, prévoient le recours à l'arbitrage et à la conciliation par la clause suivante (Liberté Syndicale, p. 352), dont la méconnaissance entraîne des sanctions civiles :

« En cas de conflit entre un entrepreneur et ses ouvriers auxquels s'applique la présente convention collective, il faut tout d'abord essayer de régler le conflit par voie de négociations entre la direction de l'établissement en question et les ouvriers qui sont représentés par leurs hommes de confiance (Tillidsmann).

« Si les parties n'arrivent pas à s'entendre ou s'il existe un conflit entre organisations, des négociations doivent être engagées entre la Fédération syndicale nationale intéressée et la Fédération patronale de Norvège ou des organisations affiliées ayant des pouvoirs suffisants. Une rencontre à laquelle les deux par-

ties doivent être convoquées par écrit aura lieu dans les huit jours.

« Les conflits qui surgissent à propos de la présente convention ne peuvent pas être réglés par le moyen de l'arrêt du travail. Cependant, chacune des parties peut les soumettre au tribunal du travail.

« Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte au droit des entrepreneurs et des ouvriers de prendre part, sans négociations préalables à un arrêt du travail qui est décidé ou approuvé par la Fédération patronale ou la Fédération des syndicats de Norvège. La législation norvégienne (notamment la loi de 1927, § 5) prévoit des dommages-intérêts que le tribunal apprécie *ex bono et aequo*, en cas de violation de ces obligations.

DANEMARK

LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION (SA DÉSUÉTUDE)

A la différence des deux autres Etats scandinaves, le Danemark a connu, dès le ^{xix}e siècle, un délit de coalition sévèrement réprimé : à la suite de la grève des charpentiers de 1794, fut rendue une ordonnance du 21 mars 1800 prévoyant des pénalités sévères pour les « compagnons qui oseraient discuter et conclure des accords illicites en vue d'abandonner le travail chez un maître de métier » (art. 2) : et pour ceux dont « l'audace irait jusqu'à décider les compagnons d'autres corporations à suivre leur exemple et à prendre part à leur révolte ».

Mais cette ordonnance tomba en désuétude — la constitution du 5 juin 1849 proclame la liberté d'association (art. 87 et 88) dont le syndicalisme ne devait pas tarder à bénéficier.

Si les tribunaux prononcèrent la dissolution des organisations adhérentes à la première Internationale, ils n'intervinrent pas contre les organisations qui se tenaient sur le terrain économique, et les luttes de coalition se déroulèrent entre les intéressés sans immixtion des pouvoirs publics, jusqu'au moment où, à la suite d'un grand lock-out, d'une durée de quatre mois en 1899, les Fédérations de syndicats patronaux et ouvriers conclurent une convention collective qui, aujourd'hui encore, demeure la charte des rapports entre patrons et ouvriers, dénommée « Concordat du 5 septembre 1899 ». Ici encore et en Suède sont désormais les conventions collectives qui régleront les coalitions sous réserve des sanctions civiles.

LES LIMITATIONS CIVILES DU DROIT DE COALITION

Les conventions collectives, conformément du reste à la doctrine des différents pays germaniques, sont considérées ici aussi comme contenant la clause dite de la paix industrielle dont la violation pourrait entraîner une condamnation à des dommages-intérêts à la charge du coupable (par exemple la condamnation du patron auteur d'un lock-out, au remboursement des sommes versées à titre d'indemnité de chômage par le syndicat à ses membres) en même temps que la résiliation de la convention collective du travail.

Les conventions collectives conclues s'efforcent du reste de prévenir la naissance de conflits, et c'est sur le rapport d'une commission paritaire qu'a été instituée par la loi du 12 avril 1910, une Cour permanente d'arbitrage, appelée à dire si la convention collective a été ou non violée. Les conventions contiennent d'autre part des clauses qui prévoient en cas de divergence d'interprétation, le recours à des arbitres.

On assiste ainsi à un système de prévention contractuelle des conflits possibles, dans lequel la loi n'intervient qu'à titre de complément.

Le Concordat de septembre reconnaît cependant aux signataires — et c'est encore une des originalités du système scandinave que cette proclamation par les intéressés eux-mêmes de leurs droits respectifs de coalition — le droit de recourir à la grève et au lock-out. Et le législateur lui-même est venu ultérieurement confirmer cette reconnaissance, en décidant (loi du 12 avril 1910, § 5) : « Lorsqu'une grève ou un lock-out n'est pas illicite, le simple fait de porter à la connaissance du public qu'une grève ou un lock-out menacent d'éclater ou ont effectivement éclaté, n'est pas non plus illicite » — et l'on voit de même le Concordat de septembre prévoir les grèves ou lock-out de sympathie comme des mouvements licites, ou encore l'arrêt du travail pour le premier mai.

Mais le même Concordat met des conditions de forme très strictes au déclenchement d'un mouvement collectif : nécessité d'une majorité des trois quarts pour décider cette cessation du travail — avis donné 14 jours à l'avance à la partie intéressée de la réu-

nion de l'Assemblée sociale compétente, et sept jours avant le commencement de la grève et du lock-out, de la résolution prise en ce sens.

A cette réglementation contractuelle du droit de coalition correspond une sanction pécuniaire des infractions : sanction civile à laquelle la loi de 1910 est venue ajouter la sanction de l'amende qui peut être fort élevée, et entraîner ainsi en pratique la dissolution de l'Association contrevenante (cas d'une association de dockers condamnée en 1919 à une amende de 800.000 couronnes, *Liberté Syndicale*, p. 334). Il y a ici une transition continue de la sanction civile à la sanction pénale pécuniaire, toutes deux se cumulent en ce qui concerne l'atteinte à la liberté du travail.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Sanction pénale. — Quant à l'atteinte à la liberté du travail, si elle n'est pas comme la grève elle-même, l'objet de certaines sanctions pénales spéciales, les faits qui la constituent peuvent cependant être réprimés par le droit commun : c'est ainsi que l'on a vu le délit d'injure dans le fait de qualifier dans la presse, certains individus, de « briseurs de grève ». Mais même dans l'application du droit pénal reparait l'importance des conventions collectives intervenues — la Cour suprême a jugé le 11 mai 1910 qu'il n'y avait pas injure dans le fait de publier une liste « de briseurs de grève », afin de rendre effective la mise à l'index d'un établissement prononcée parce que l'employeur avait violé la convention (*Lib. Synd.*, p. 334).

Sanctions civiles. — En fait, c'est du reste surtout sur le terrain du droit civil que se poursuit la sanction de l'atteinte à la liberté du travail, et ici encore les tribunaux s'attachent moins à la rigueur du procédé employé qu'à la valeur du but poursuivi. Le 19 juin 1926 la Cour suprême a déclaré illicite un boycottage prescrit en raison de griefs inexacts et afin de rendre définitivement impossible l'existence économique du boycotté (*Liberté Syndicale*, p. 334).

Le Droit danois apparaît ainsi comme caractérisé par une réglementation contractuelle très développée du droit de coalition, réglementation à laquelle le législateur et les tribunaux se sont bornés à apporter la sanction, en cas d'infraction, d'un système de condamnations pécuniaires très énergiques, système qui a relégué à l'arrière-plan les sanctions pénales et quasi-délictuelles proprement dites.

C'est de même sur les conventions des parties qu'est fondée la liberté syndicale.

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Le Concordat — la Cour permanente d'arbitrage l'a reconnu dans deux sentences de 1912 et 1915 — implique la reconnaissance complète par les patrons de la liberté syndicale des ouvriers, il la présuppose même puisqu'il intervient avec l'organisation confédérale (*Liberté Syndicale*, p. 320), et dès lors toute clause d'un contrat individuel de travail interdisant à l'ouvrier de s'affilier au syndicat est nulle.

Cependant, la liberté syndicale n'exclut pas ici la

liberté de ne pas se syndiquer pour reprendre la terminologie de la doctrine allemande, car l'article 4 du Concordat prévoit pour les patrons la faculté d'embaucher des ouvriers non syndiqués, sous réserve pour les syndiqués du droit de faire appel au tribunal arbitral dans le cas où ils croiraient avoir à se plaindre d'abus.

L'Association des Coopératives danoises, dont on connaît l'importance économique dans ce pays, a cependant conclu avec les syndicats un accord aux termes duquel elle s'engage à n'employer que des syndiqués.

On assiste ainsi à un système de garantie de la liberté syndicale dont c'est l'originalité juridique de provenir, moins encore de dispositions constitutionnelles, que d'une convention librement conclue entre les intéressés. C'est dans ce renversement de l'importance respective des textes applicables qu'apparaît peut-être avec le plus de netteté l'originalité du système danois par rapport au système allemand, dans lequel les conventions collectives ont suivi le mouvement constitutionnel et législatif issu de la Révolution de novembre 1918.

Le législateur danois, lui, s'est borné à une attitude de laissez faire et son libéralisme vient encore de trouver son expression, dans la loi du 27 juin 1927 qui reconnaît aux fonctionnaires le droit d'association professionnelle.



Les droits scandinaves présentent ainsi dans la ma-

tière qui nous occupe, une originalité indéniable, et c'est pourquoi nous leur avons consacré cette place — ils réalisent un type juridique très pur — celui d'une liberté de coalition absolue (jusqu'à une date relativement récente pour la Norvège) vis-à-vis des pouvoirs publics et d'un développement spontané de la réglementation de ce droit par les intéressés eux-mêmes. Et il est permis de se demander si le développement de conventions collectives aussi nombreuses et aussi complètes, n'est pas précisément dû à « l'abstentionisme » du législateur à l'origine — laissant les mains libres aux parties, il les a davantage encore incitées à régler elles-mêmes leurs droits incontestés ; il n'y a plus ensuite qu'à assortir de sanctions les règles élaborées par les syndicats.

Les droits scandinaves illustrent ainsi une des politiques législatives possibles en matière de droit de coalition : politique qui, à en juger par les résultats obtenus, mérite l'attention à tous égards.

L'exemple de la Norvège enfin met à nu l'influence du facteur interventionniste et étatiste, si puissant aujourd'hui dans plusieurs législations européennes : cette préoccupation nouvelle, qui maintient ou ressuscite le délit de coalition dans divers autres systèmes juridiques, le fait apparaître avec ses sanctions pénales, dans un pays où il était inconnu jusque-là, mais qui ressent la nécessité de recourir à une répression aggravée, dès l'instant où il ne se contente plus d'abandonner aux intéressés le règlement de leurs conflits, mais prétend se substituer parfois à eux. Et l'échec de cette expérience n'est pas moins instructif,

car il prouve que, pour pouvoir s'imposer véritablement aux parties en présence, pour ne pas être exposé à des protestations qui le discréditeront à la longue, l'arbitrage de l'Etat a besoin d'être appuyé, non seulement sur un texte législatif, mais encore sur un pouvoir politique très fort, dont les organisations intéressées dépendent, pouvoir dont les dictatures offrent seules l'exemple jusqu'à présent (1).

(1) Afin de prévenir les conflits que faisaient naître les répercussions de la crise sur les conventions collectives dont les parties demandaient la révision, une loi extraordinaire votée par l'accord des social-démocrates et des partis fermiers, vient d'interdire pendant un an toute grève ou lock-out (I. S., 1933, p. 270) et ordonne la prorogation des conventions collectives en cours pour la même durée, en cas de défaut d'accord des parties : les partis de la majorité comptent profiter de ce délai pour élaborer un programme de mesures économiques susceptibles d'atténuer la crise. Mais il s'agit là dans la pensée de tous, d'un expédient provisoire et non d'une réforme durable.

CHAPITRE VIII

Suisse

LE RÉGIME CORPORATIF

La Suisse a connu jusqu'à l'époque de la Révolution française un régime corporatif très développé, comportant notamment à Genève une sévère interdiction des coalitions de patrons et d'employés (règlement de 1780 et de 1799 (Babel, Essai sur les causes et le développement de la législation du travail en Suisse, p. 32-34) qui n'a pas du reste empêché la formation de certaines coalitions, notamment celle des ouvriers.

La Révolution française devait exercer une influence particulièrement considérable dans ce pays qui allait constituer la République helvétique, dont les cantons qui forment aujourd'hui la Suisse Romande ont été intégralement soumis à la législation française et notamment à la loi *Le Chapelier*. Enchérissant sur les prohibitions de celle-ci, la commune de Genève, en 1799, défendait « aux ouvriers de toutes les professions de former aucune association, affiliation ou assemblée ». Défense était faite aussi « à chaque sorte d'ouvriers de s'entendre entre eux, de se forcer, les uns les autres, par menace ou autrement, à quitter

leurs travaux pour en faire hausser le prix et d'user d'aucune violence pour cela » (Babel, p. 42) et des prohibitions semblables se retrouvent dans les cantons de la Suisse allemande à Argovie et à Zurich où, par exemple, le règlement du 16 décembre 1844, article 20, interdit aux ouvriers de s'associer pour chercher « à braver les autorités, à nuire aux employeurs ou à porter atteinte à leurs droits ou, d'une manière générale, à atteindre un but contraire aux mœurs ou à l'ordre établi » (Thies, « Streiks und Lönbewegungen » dans le *Handwörterbuch* de M. Reichesberg, t. III, p. 807).

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Cependant, le mouvement ouvrier se développait en Suisse, non seulement en raison de l'essor industriel de ce pays, mais encore à cause de la propagande et de l'influence si active des réfugiés politiques étrangers, nombreux dans ce pays que son libéralisme érigait en véritable terre d'asile. C'est l'ouvrier tailleur allemand *Wettring*, l'un des correspondants de *Karl Marx*, qui, exilé à Genève, y inspire la fondation du *grütli*, société à préoccupations politiques et sociales. Ce sont des anarchistes russes *Kropotkine* et *Bakounine* qui président au développement des sections suisses de la première Internationale.

Cette précocité du mouvement ouvrier, jointe au libéralisme de la démocratie helvétique, font que la Constitution de 1848, dans son article 46 (devenu art. 56 après la revision de 1874) proclame une liberté

d'association qui est tout de suite considérée comme impliquant la liberté syndicale. Cet article dispose que « les citoyens ont le droit de former des associations, pourvu qu'il n'y ait, dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient, rien d'illicite ou de dangereux pour l'Etat. Les lois cantonales statuent les mesures nécessaires à la répression des abus ». Et dès 1848 on voit se fonder des syndicats qui se développent, s'affrontent, connaissent leurs crises intérieures (principalement en raison de dissensions politiques), mais bénéficient de la neutralité absolue des pouvoirs publics.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que sous un régime juridique très favorable dans l'ensemble, l'action ouvrière ait revêtu en Suisse une importance considérable et des formes diverses.

Les modes d'action pacifiques sont particulièrement développés puisque les syndicats prennent une part active à l'élaboration de lois (L. S., vol. II, p. 394), sont représentés dans de nombreuses Commissions administratives, tandis que les contrats collectifs suisses sont sans doute les plus anciens de toute l'Europe (les premiers d'entre eux remontent à 1861 (L. S., p. 399).

Mais quelle est l'extension prise par les coalitions proprement dites, concernant les moyens de combat ?

LA LIBERTÉ DE COALITION

Le boycott et la mise à l'index ne pouvaient que se développer dans un pays dont la faible population li-

mitait le marché commercial et le nombre de consommateurs, rendant par là même possible une propagande auprès du consommateur, et redoutable une réduction volontaire de ce marché (Bonhöte, La liberté d'association en droit public fédéral, p. 222 et suiv.).

Mais la grève a eu aussi son histoire (Huppey, Geschichte des schweizerischen Gewerkschaftsbundes, 2^e partie, chap. VIII) et dès 1886 les syndicats et Grütli instituaient la « Schweizerische Arbeiter Reservekasse », en vue de soutenir ces grèves.

Si l'on excepte quelques ordonnances cantonales de la première moitié du XIX^e siècle, d'ailleurs inappliquées (L. S., p. 402), on peut dire que le droit suisse n'a pas connu le délit de coalition. Mais la Suisse, le plus ancien des pays où s'est développé le système de la nation armée devait aussi être celui où le « procédé Briand » (mobilisation des grévistes réservistes) prendrait le plus d'expansion : il a provoqué à maintes reprises les protestations des organisations ouvrières, notamment à la suite de la grève générale de novembre 1918, caractérisée par la nature politique des buts qu'elle s'assignait (Revue Syndicale Suisse, 1918, p. 85).

Malgré ce procédé pratique employé parfois par les pouvoirs publics dans des situations exceptionnelles, le droit suisse ignore toujours le délit de coalition, si on excepte toutefois les fonctionnaires pour lesquels le décret du 11 novembre 1918 prévoyait déjà des pénalités de un an de prison, et la compétence de la juridiction militaire — la loi du 30 juin 1927 (L. S., p.

406 et suiv.), afin de prévenir les grèves de fonctionnaires va même jusqu'à leur interdire d'adhérer à des associations préconisant de semblables grèves et illégales dès lors en vertu de l'article 56 de la constitution.

L'article 205 du projet de Code pénal fédéral vise aussi celui qui « intentionnellement ou autrement aura empêché ou troublé l'exploitation d'une entreprise publique P. T. T. ou chemins de fer », ce qui vise bien la grève dans ces services.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Le libéralisme du droit fédéral suisse à l'égard des coalitions de non fonctionnaires se retrouva dans le régime de l'atteinte à la liberté du travail. Il n'y a pas en droit fédéral de délit propre d'atteinte à la liberté du travail, ni même de circonstance aggravante dans le cas où les faits relevés seraient coupables au regard du droit commun, et il est bien caractéristique à cet égard que le projet de Code fédéral suisse de 1918 (Feuille Fédérale, volume IV de 1918) ne contienne ni dans son texte ni dans ses motifs, aucune disposition intéressant la liberté du travail.

Seules quelques législations cantonales ont prévu un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail (Suisse Economique et Sociale, aux articles correspondants).

Ainsi encore le Code pénal de Zurich punit les entraves à la liberté du travail par violences ou menaces et la violation des ateliers.

La loi bernoise de 1908 interdit aux grévistes de gêner le travail des ouvriers restés fidèles à l'industrie.

Le Code pénal de Bâle (1907) interdit de contraindre patrons ou ouvriers à intervenir dans un conflit déjà engagé.

La loi pénale des Grisons sanctionne les violences ou menaces pour empêcher quelqu'un de travailler librement.

Encore convient-il de noter que ce mouvement du droit pénal paraît avoir été sans lendemain, puisque le canton dont la législation est la plus rigoureuse à cet égard, le canton de Tessin, faisait connaître dans une note du 5 mars 1926 (L. S., p. 412) que ces prescriptions n'étaient pas appliquées.

LES CONSÉQUENCES CIVILES DE LA COALITION

Mais l'effacement du droit pénal est dans une certaine mesure compensé par les conséquences civiles prêtées à la coalition. La jurisprudence fédérale adopte un système très voisin du système français : la grève rompt le contrat de travail. On lit dans un arrêt du Tribunal fédéral du 11 novembre 1919 (Revue Judiciaire, 1920, p. 111 et suiv.) :

« Tout autre est par contre la question de savoir si ces deux grèves ont aussi porté atteinte au contrat collectif de travail conclu entre la demanderesse et l'association défenderesse. Le contrat collectif n'est pas un contrat de louage de services. Il ne peut donc y avoir violation du contrat collectif de travail qu'en cas de violation des dispositions positives de ce con-

trat lui-même ou des normes générales rentrant dans le cadre du contrat ; par contre, à elle seule, la violation des contrats de louage de services n'implique pas violation du contrat collectif ».

Et un arrêt du Tribunal fédéral du 5 juin 1905 (*Revue Judiciaire*, 1905, p. 456) a précisé que cette cessation du travail entraînait condamnation à des dommages-intérêts lorsqu'elle était faite sans avis préalable.

Mais cette rupture du contrat par la grève ne concerne que les contrats individuels et laisse intact le contrat collectif. On retrouve ici le parallélisme des obligations collectives et individuelles déjà relevé en droit allemand. Un jugement du Tribunal fédéral du 11 novembre 1919 (*Fritz Marti*), A. T. F., 45-II, p. 559, précise que :

« Les contrats de travail conclus entre la demanderesse (une fabrique) et ses ouvriers ont été incontestablement rompus par les grèves réitérées du 9 et des 12-14 novembre 1918. A teneur de ces contrats les ouvriers étaient obligés de travailler, en refusant le travail, ils ont donc violé cette obligation ».

La convention collective elle-même cependant est présumée contenir une clause de paix industrielle interdisant toute coalition tendant à une revision des clauses de la convention, c'est-à-dire tendant à sa modification; mais le cas particulier soumis au tribunal — la grève générale de novembre 1918 — ne tombait pas sous le coup de cette clause de paix industrielle restreinte; une clause plus générale aurait pu être insérée (*Suisse Economique et Sociale*, I, p. 503 et suiv.), mais elle ne se présume pas.

Quant à la liberté syndicale, elle n'apparaît alors que comme un aspect nécessaire de la liberté d'association elle-même, ainsi que le prouve le fait que, malgré une attitude acquise de tolérance absolue des pouvoirs publics, aucune des constitutions cantonales (voir *Liberté Syndicale*, p. 362), ne spécifie que la liberté d'association comprend la liberté syndicale.

Zurich. — Art. 3 : « Sont garantis le droit d'association... l'exercice de ces droits ne subit d'autres limitations que celles découlant du droit commun ».

Lucerne. — Art. 8 : « La Constitution garantit aux habitants le droit de former des associations pourvu qu'il n'y ait dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient rien d'illicite ou de dangereux pour l'Etat ».

Zug. — Art. 10 : « Le droit d'association... sont garantis. L'exercice abusif de ces droits relève des dispositions de la loi pénale ».

Toutes les autres constitutions reproduisent ces idées :

Cf. sur ce point les constitutions d'Uri, Schwyz, Unterwald, Glaris, Fribourg, Soleure, Saint-Gall, Appenzell, Vaud, Valais, etc...

Rien de semblable en Suisse, par conséquent à la dualité de la liberté syndicale et de la liberté d'association proprement dite, qui résulte en droit français, par exemple, de la coexistence des lois de 1884 et de 1901, ni à la dualité du droit de réunion et du droit d'association qu'on assimile en Suisse (Cf. Bonhôte, p. 113).

A plusieurs reprises le Conseil national a même été

invité à édicter des sanctions contre les employeurs s'opposant à l'exercice du droit syndical de leurs employés ; un « postulat » a même été adopté en 1913 à la quasi-unanimité engageant le Conseil fédéral à étudier la question de la protection des libertés syndicales (L. S., p. 371).

Certaines administrations ont elles-mêmes essayé de résoudre la question pour les entrepreneurs avec lesquels elles traitent : la Ville de Zurich, dans son règlement de 1914 concernant la soumission à des travaux publics, a tenté d'assurer la liberté syndicale par un procédé analogue à celui des décrets Mille-rand de 1899 en France — le cahier contient un article 21, aux termes duquel « sont éliminées des soumissions les offres provenant d'entreprises qui lèsent ouvertement le droit de coalition et la liberté d'association de leurs employés et ouvriers. Les employés et ouvriers qui lèsent de leur côté ouvertement le droit de coalition et la liberté d'association ne profitent pas de cette protection » (Cité L. S., p. 371).

LA QUESTION DU SYNDICAT OBLIGATOIRE

La liberté syndicale implique-t-elle ou exclut-elle au contraire le syndicat obligatoire ?

La puissance des syndicats devait poser la question de bonne heure. L'évolution du droit suisse est extrêmement intéressante à ce sujet. La question s'est tout d'abord posée à propos d'une Administration.

La commune de Chaux-de-Fonds (Trib. Fédéral, 5 juin 1914, A. T. F., 40, I, p. 272) avait voulu im-

poser aux ouvriers de ses services municipaux l'obligation d'adhérer à un syndicat : le Tribunal fédéral, dans son jugement de 1914, a estimé que cette clause était contraire à l'article 70 du Code civil suisse, aux termes duquel le membre d'une association peut toujours sortir de celle-ci.

Mais ce qui est interdit à l'Administration, l'est-il aux associations privées, et un syndicat peut-il insérer dans une convention collective des clauses qui interdisent l'embauchage d'ouvriers non syndiqués, ou le travail chez des patrons non syndiqués ?

La question s'est posée à propos de la convention des chefs d'ateliers décorateurs et des ouvriers graveurs qui, aux interdictions sus-énoncées, ajoutait celle d'embaucher un nouvel apprenti avant une date déterminée. Une dame *Droz Schindler* ayant été cependant engagée comme apprentie, puis mise en demeure par le syndicat de résilier son engagement, et congédiée par son patron, se retourna contre son syndicat et lui demanda des dommages-intérêts.

Le Tribunal fédéral (A. T. F., 30, II, p. 271 et suiv.) répond dans un arrêt du 20 mai 1904 :

« Les ouvriers, quels qu'ils soient, ont un intérêt légitime à améliorer leur condition en louant leur activité le plus avantageusement possible et en diminuant le plus qu'ils peuvent la concurrence dans leur branche. Or dans le fonctionnement de la vie économique moderne, le moyen le plus efficace qui soit à leur disposition pour atteindre ce but est leur constitution en association ou syndicat. Le syndicat qui comprend la totalité, ou un certain nombre des ou-

vriers d'une branche d'industrie, devient le représentant naturel et normal desdits ouvriers syndiqués pour tout ce qui concerne les conditions du travail. Le but idéal du syndicat, pour diminuer la concurrence, est de gagner les employeurs à sa cause et d'obtenir que les patrons s'engagent à ne prendre à leur service que des ouvriers syndiqués. Il n'y a là rien de répréhensible ; les patrons peuvent aussi y trouver leur compte ; ils peuvent obtenir, par exemple, la garantie que les membres du syndicat ont un minimum de connaissances fixé et qu'il n'est permis de se faire recevoir dans l'association qu'après avoir justifié de ses capacités ».

« La vie économique actuelle est basée sur le principe de liberté ; la liberté peut conduire au monopole de fait.

« Il résulte de ce qui a été dit ci-dessus que des conventions de la nature de celle qui a été conclue entre le syndicat des patrons et celui des ouvriers sont licites et obligent ceux qui y ont librement adhéré, tant qu'elles ne touchent pas à l'ordre public et qu'elles ne lèsent pas les droits individuels légalement protégés de tiers. Or, il n'est pas allégué que les patrons n'aient pas le droit de restreindre contractuellement leur liberté d'engager, comme ouvrier, qui bon leur semble... Ni le but poursuivi par le syndicat fédératif des ouvriers graveurs et guillocheurs de la Chaux-de-Fonds, ni l'objet de la convention conclue entre ce syndicat et celui des patrons ne viole l'ordre public ni ne porte atteinte à l'un quelconque des droits légalement protégés de la demanderesse et recourante. »

Le Tribunal fédéral décide de même (A. T. F., 52, II, p. 75, jugement du 4 juin 1926), qu'un syndicat pourra infliger à un de ses membres une amende, ou une exclusion pour contravention à une obligation syndicale.

Mais encore qu'il ait été ainsi plus loin que tout autre dans la négation de la liberté de ne pas se syndiquer, le Tribunal fédéral a cependant apporté quelques atténuations à sa jurisprudence, et limite le pouvoir de contrainte économique de l'organisation syndicale.

Une décision du Trib. fédéral du 7 juillet 1911 (Richard c/ Fabricants de Cadrans, A. T. F., 37, II, p. 380) déclare que si plusieurs patrons s'entendent pour ne pas engager un ouvrier, une entente semblable, licite en principe, peut cependant devenir illicite en raison du but qu'elle poursuit et des effets qu'elle déploie, c'est-à-dire lorsqu'elle tend à priver totalement les employés de leur gagne-pain et compromettre leur existence ». Et un arrêt du Trib. fédéral du 5 décembre 1914 (Feller c/ Spenglermeisterverband, A. T. F., 40, II, p. 619) déclare qu'il faut rechercher si le but ou les moyens d'un boycott ne sont pas contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

Le changement d'orientation de la jurisprudence s'accentue encore dans un arrêt du 24 mars 1923 (Belet c/ Tribunal Cantonal Vaudois) qui maintient toutefois, malgré ses motifs assez hésitants, l'ancienne solution.

Enfin le revirement amorcé s'achève avec l'arrêt Joder contre Fédération suisse des ouvriers sur métaux du 26 novembre 1925 (A. T. F., 51, II, p. 525-535) qui

applique à la coalition formée pour obliger quelqu'un à adhérer au syndicat — l'article 41 de la loi fédérale du 30 mars 1911, équivalent à l'article 1382 du Code civil français.

Le sieur *Joder*, non syndiqué, avait été congédié par son patron que les ouvriers syndiqués avaient menacés d'un congé collectif pour le cas où il conserverait *Joder*. Le Tribunal fédéral, dans une décision de principe dont l'importance et l'argumentation nous paraissent mériter une analyse détaillée, décide que l'acte de déposséder quelqu'un de son emploi peut devenir illicite et engendrer l'obligation de réparer le dommage causé. Il en sera ainsi lorsque l'acte accompli va à l'encontre des *bonnes mœurs*, soit que le but poursuivi ou les moyens employés soient contraires *aux mœurs*, c'est-à-dire « aux usages que l'homme juste et équitable observe même dans la lutte sur le terrain économique », soit que la mise en œuvre des moyens cause au lésé (l'évincé) un dommage hors de proposition avec l'utilité qu'elle présente pour l'auteur de l'acte.

Pour ce qui est tout d'abord du but poursuivi, il doit être taxé de contraire aux mœurs lorsqu'il apparaît en lui-même immoral.

Les premiers juges n'ont rien vu d'illicite dans la poursuite d'un monopole syndical, car les ouvriers d'une entreprise ont un intérêt que l'on ne doit pas sous-estimer à ce que tous fassent partie de la même organisation. De la sorte, disent-ils, on évite les difficultés qui surgissent entre ouvriers lorsqu'ils appartiennent à des syndicats différents ; et c'est en outre le

seul moyen d'arriver à une action commune dans les revendications présentées aux patrons.

On ne peut nier, continue l'arrêt, que de pareils intérêts, qui, en soi, ne sont ni illicites, ni contraires aux mœurs, existent dans le cas particulier. On pourrait dès lors se demander si, supposé que l'association défenderesse fût une organisation neutre en politique, la pression exercée pour faire quitter au demandeur sa place, devait être considérée comme illicite parce que le but serait condamnable au point de vue des mœurs. Mais cette neutralité manque précisément à la défenderesse.

Dans cette situation, il serait contraire aux bonnes mœurs que la défenderesse voulût contraindre le demandeur par la menace de la perte de son emploi à adhérer à la Fédération alors qu'il a d'autres tendances politiques. Du point de vue des bonnes mœurs, la propagation d'idées politiques ne doit s'opérer que par la persuasion, par la libre discussion et en éclairant le peuple.

Même si on considérait que la contrainte exercée n'a pas été illicite, poursuit le Tribunal fédéral, on devrait la considérer comme contraire aux mœurs parce que l'atteinte portée aux intérêts individuels du demandeur était disproportionnée par rapport à l'avantage recherché par la défenderesse... Est contraire aux bonnes mœurs et, partant, illicite, le fait de vouloir sacrifier sans scrupule à son propre intérêt, proportionnellement moins important, les intérêts d'autrui plus précieux et plus vitaux.

L'intérêt de la défenderesse était minime en l'espèce — si l'on fait abstraction de l'intérêt politique.

Joder ne se serait sans doute jamais élevé contre des revendications des autres ouvriers.

Dans cette situation, il ne peut être question d'un intérêt de la défenderesse équivalent ou supérieur à l'intérêt du demandeur. La simple possibilité de voir *Joder*, s'il n'adhérait pas à la Fédération, rester en dehors d'une action entreprise par la défenderesse ou même de la contrecarrer, n'autorisait pas cette dernière à prendre une mesure aussi incisive que celle de faire perdre sa place au demandeur, surtout à ce moment-là.

On constate ainsi l'évolution très curieuse qui a ramené la jurisprudence suisse, certainement bien plus favorable aux coalitions et même à la contrainte syndicale, que n'importe quelle autre au début de ce siècle — à une position toute voisine de la jurisprudence allemande sous la République — l'analogie est notamment frappante entre les motifs de l'arrêt du Tribunal fédéral de 1925 qui interdisent de causer à une partie quelconque un dommage disproportionné avec le préjudice qu'on cherche à éviter, et le jugement du Reichsarbeitsgericht (v. *supra*, p. 193).

Ainsi, alors que dans presque tous les pays d'Europe, la liberté de ne pas se syndiquer est en recul devant la tendance au syndicalisme obligatoire en fait et parfois même en droit, la persistance des traditions démocratiques et individualistes si vivaces en Suisse, amène au contraire une recrudescence des limitations à l'activité des coalitions, de plus en plus menaçante en fait, pour la liberté individuelle. L'évolution de la jurisprudence suisse illustre ainsi l'in-

fluence, jadis si puissante et aujourd'hui bien plus rare, de la tradition individualiste, venant limiter les prérogatives des coalitions.

Il n'y a pas lieu de s'étonner en tout cas que sous un régime juridique très favorable dans l'ensemble, l'action syndicale ait revêtu en Suisse une importance considérable.

L'idée qui se dégage de cet exposé du droit helvétique c'est la grande liberté laissée à l'action syndicale. Le fait qu'il n'y a pas en vérité de droit syndical propre, mais que les principes du droit des associations s'appliquent aux syndicats professionnels est déjà la marque d'une assez grande tolérance. Cela dénote, croyons-nous, une assez juste analyse des conditions actuelles de la vie économique. La Suisse s'étant rendue compte de la force de l'industrie concentrée, a adopté un droit libéral vis-à-vis des institutions qui réalisent cette concentration. Mais sa conception traditionnelle de la liberté individuelle lui a créé le devoir de défendre la vie économique des simples particuliers devant le groupe, chaque fois que la menace de détresse est réelle.

La jurisprudence tente ici un effort d'autant plus curieux qu'il est plus récent.

Et cette double préoccupation paraît résumer très exactement la position du Tribunal fédéral. Les juges suisses marquent que le principe de la liberté du travail ne leur apparaît plus comme en 1790, mais qu'il a évolué. Ils reconnaissent cette évolution en refusant de frapper les moyens d'action syndicale tendant à constituer des groupes économiques. La place

n'est plus à l'individu, mais au groupe. C'est, en réalité, ce que signifie la jurisprudence suisse; il n'y a pas de droit au travail pour l'ouvrier d'une part, mais d'autre part, on ne peut pas le réduire à la misère économique.

Tels sont les deux points qui apparaissent dans les décisions helvétiques et qui marquent bien les préoccupations modernes. On est bien obligé de constater, en effet, que le principe de la liberté du travail n'est plus en accord avec le monde économique actuel ; la personnalité de l'employeur ou de l'employé n'est plus en cause. Nous sommes au stade de l'économie du groupe social. Ce sont des groupes qui s'unissent (contrats collectifs) ou s'opposent (conflits du travail). Les principes du droit individuel sont démodés.

Mais, par contre, le droit à l'existence économique ne peut pas être enlevé à l'individu et même en reconnaissant aux groupes la liberté d'action, il faut maintenir pour l'individu la possibilité de trouver du travail et de ne pas être exilé de l'industrie. Cela explique la solution suisse suivant laquelle le boycottage n'est licite que dans la mesure où il n'anéantit pas l'existence économique des individus visés.

CHAPITRE IX

Pologne

LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES

Le droit de coalition sur le territoire actuel de la Pologne a été jusqu'en 1918 soumis à des législations très différentes dans leurs principes. Si le droit allemand et le droit autrichien reconnaissaient (du moins en théorie) l'existence d'un droit de coalition, le système russe s'avérait au contraire beaucoup plus restrictif. La liberté syndicale est demeurée inconnue jusqu'en 1905, et les associations ouvrières qui se formaient étaient d'autant plus pourchassées qu'aux motifs de défiance politique, se joignait encore la politique d'oppression nationale. Aussi, malgré une période de liberté relative qui s'étend entre 1906 et 1908, la liberté syndicale n'a pas existé sur le territoire de l'ancienne Pologne russe jusqu'en 1918. Quant au droit de coalition il ne jouissait que d'une tolérance précaire, puisque l'article 367 du Code pénal russe disposait que les ouvriers des fabriques de l'industrie minière, des ateliers de chemins de fer, des ports, et lieux similaires, et, d'une manière générale, *les ouvriers*

d'une entreprise dont l'arrêt peut avoir une répercussion défavorable sur l'intérêt de la population locale, qui se rendraient coupables d'une cessation de travail concertée dans le but d'obliger l'employeur à une augmentation de salaire avant l'expiration du contrat d'embauchage ou à la modification d'autres conditions d'embauchage seront punis, pour cette coalition, d'emprisonnement jusqu'à six mois.

Il convient enfin de rappeler que les territoires anciennement allemands n'ayant été rattachés à la Pologne qu'en 1919 et 1920, la législation allemande en vigueur à ce moment n'était plus celle du régime impérial, mais celle qu'avait déjà modifié l'ordonnance du 23 décembre 1918 des Conseils des mandataires du Peuple posant les principes généraux du régime Weimarien.

LE SYSTÈME POLONAIS. LA LIBERTÉ SYNDICALE

La nouvelle Pologne se devait, pour affirmer sa réalité, d'unifier au moins dans leur principe les régimes de ces trois portions du territoire. En fait, si elle n'a aboli que progressivement des différences dont certaines demeurent encore, elle a tenu à proclamer aussitôt les principes du nouveau régime et elle l'a fait dans un esprit nettement favorable à l'action collective.

L'article 108 de la Constitution du 17 mars 1921 dispose : « Les citoyens ont le droit de coalition de réunion, ainsi que celui de fonder des associations et des unions. L'application de ce droit est réglée par les lois ».

Ainsi se trouvait superposé aux différentes législations antérieures maintenues en vigueur sur les territoires qu'elles régissaient respectivement, un embryon de législation nouvelle, commune, que le législateur polonais s'est efforcé de développer, principalement à l'encontre du droit russe, le plus contraire de tous aux tendances propres du droit polonais.

Quelles conséquences ont été déduites de ce nouveau principe ?

LA LIBERTÉ DE COALITION

Le législateur polonais s'est borné, au sujet du droit de coalition, à la proclamation de principe de l'article 108 de la constitution.

Il est cependant unanimement admis que le droit de coalition et de grève existe (en dehors des services publics).

La confusion résultant de la pluralité des législations applicables a toutefois amené certains tribunaux à prononcer des condamnations en vertu du Code pénal russe contre des grévistes ayant pris part à des cessations de travail (dans l'agriculture) préjudiciables aux intérêts de la population.

Cette jurisprudence a été considérée comme juridiquement critiquable en présence du texte de l'article 108 de la Constitution, mais le Gouvernement, pour supprimer toute équivoque, a déposé un projet de loi abrogeant expressément le Code pénal russe, et instituant un système qui garantit le droit de coalition mais réprime par des sanctions pénales spécia-

les les atteintes à la liberté du travail. L'opposition à laquelle ces dernières dispositions se sont heurtées de la part des organisations intéressées, a fait ajourner ce projet. Mais il convient d'indiquer que deux lois spéciales à l'agriculture (du 1^{er} août 1919 et du 11 mars 1921, R. I. T., 1923, p. 827) s'étaient déjà efforcées de prévenir les conflits du travail par l'institution d'une procédure appropriée de conciliation et qu'elles interdisent notamment toute cessation du travail à l'occasion d'un conflit relatif à la modification de la convention collective, les commissions de conciliation et d'arbitrage pouvant seules décider en ce sens.

Les lois prévues par l'article 108 sont d'autre part intervenues pour le droit de coalition des fonctionnaires. Une disposition du chapitre II de la loi syndicale du 17 février 1922 réglementant le statut des fonctionnaires précise : « Qu'il est interdit aux fonctionnaires de participer aux associations ou aux coalitions qui peuvent porter atteinte à l'exercice normal de l'administration publique et au cours normal des fonctions officielles ».

L'application de cette disposition a créé d'importantes difficultés politiques au cours des mois d'octobre-novembre 1923 pendant lesquels s'est produite sur plusieurs réseaux une grève de cheminots venant s'insérer dans un mouvement de grève commun à des industries très diverses.

Pour vaincre ce mouvement, le Gouvernement polonais a recouru à un procédé partiellement imité de celui dont s'était servi le Gouvernement français en 1909 ; il a convoqué les grévistes pour l'accomplisse-

ment de leur période militaire et créé en plus les cours martiales pour la répression des actes de désobéissance des grévistes. Ce moyen de répression de la coalition illégale ayant été lui-même considéré comme illégal dans les milieux ouvriers, une grève générale fut déclenchée à la suite de laquelle des négociations entre le parti socialiste et le Gouvernement aboutirent à un compromis, comportant la reprise du travail et une amnistie disciplinaire et pénale.

Ce précédent possède évidemment une valeur à peu près exclusivement politique et non juridique. Le mode de répression du délit de coalition même dans les services publics n'est donc pas encore précisé en droit polonais.

LE NOUVEAU CODE PÉNAL LA DISPARITION DES DÉLITS SPÉCIAUX

Le nouveau Code pénal polonais du 11 juillet 1932 semble, en tout cas, s'être inspiré de ce libéralisme, puisqu'on y cherche en vain la trace d'un délit particulier de coalition, ou même d'atteinte à la liberté du travail. C'est par la voie du droit pénal commun que seront réprimés, éventuellement, les faits délictueux. Sans doute ce droit pénal commun est-il lui-même plus développé sur certains points que ceux des autres pays, et plusieurs des délits réprimés paraissent pouvoir s'appliquer avec une facilité particulière à la coalition.

Citons notamment l'article 264, § 1^{er}, qui semble

pouvoir donner lieu à une application voisine de celle que la jurisprudence allemande a fait des textes relatifs au délit d'extorsion :

« Celui qui, dans le but de se procurer ou de procurer à un autre un avantage matériel, amène une autre personne en l'induisant en erreur ou en profitant de son erreur, à disposer désavantageusement de son bien ou du bien d'autrui, est puni d'un emprisonnement jusqu'à cinq ans ».

Peut-être faut-il également s'attendre à voir exploiter davantage encore en ce sens l'article 268 :

« Celui qui, en exploitant l'état de contrainte d'une autre personne, conclut avec elle un contrat qui lui impose l'obligation d'une obligation matérielle, évidemment disproportionnée à la contre-prestation réciproque, est puni d'un emprisonnement jusqu'à 5 ans ou d'arrêts ».

Enfin l'article 286, § 1^{er}, paraît pouvoir être appliqué très facilement à la grève des fonctionnaires :

« Le fonctionnaire qui agit au préjudice de l'intérêt public ou privé, en commettant un excès de pouvoir, ou en n'accomplissant pas son devoir, est puni d'un emprisonnement jusqu'à 5 ans ».

Mais s'il s'avère ainsi que le droit polonais n'entend pas demeurer désarmé vis-à-vis des coalitions, il n'en est pas moins caractéristique des tendances de la nouvelle législation de constater qu'elle a cherché ses moyens d'action non pas dans la création de délits particuliers, mais dans une adaptation du droit pénal commun destiné à lui fournir plus de précision et plus de rigueur, afin qu'il puisse remplir la nouvelle fonction sociale qui lui est ainsi assignée.

Si la technique législative du droit polonais présente sur le terrain du droit pénal une indéniable originalité, la jurisprudence paraît aborder dans un esprit non moins libéral la question si complexe des conséquences du droit de grève.

CONSÉQUENCES CIVILES DE LA COALITION

On lit dans une décision très curieuse de la Cour suprême du 9 février 1928.

« Il est hors de doute que les salaires payés en 1922 aux ouvriers de l'usine de Pruszkow étaient particulièrement bas et nettement inférieurs à ceux en vigueur dans d'autres usines. Les ouvriers ont cherché à obtenir une augmentation de salaires sans se mettre en grève et c'est seulement après un refus net de la direction qu'une grève a été proclamée. Dans ces conditions, la grève ne peut être considérée comme une rupture de contrat. Le fait que les deux ouvriers qui demandent une indemnité ont pu être les organisateurs de la grève ne peut être considéré comme une rupture de contrat. Le fait que les deux ouvriers qui demandent une indemnité ont pu être les organisateurs de la grève, n'est pas une raison suffisante pour les congédier sans préavis, car jouissant du droit de coalition les ouvriers ont par là même le droit d'élire des délégués chargés de diriger toute action collective telle que grève, etc... La direction de l'usine n'avait donc pas le droit de renvoyer les deux ouvriers sans préavis et doit payer l'indemnité qu'ils réclament ». (Inf. Soc., t. 25, p. 429).

La jurisprudence polonaise dans son dernier état résout ainsi le problème si délicat des rapports de la grève et du contrat de travail, par une appréciation des motifs de la grève, appréciation d'autant plus curieuse qu'elle fait appel non au contrat de travail préexistant, mais à l'équité. La grève est juste, bien qu'elle vise à modifier le contrat de travail parce que cette modification paraît équitable au juge.

Peut-être verra-t-on ainsi la jurisprudence donner en Pologne au droit de coalition un régime juridique original sur le terrain du droit civil.

LA LIBERTÉ SYNDICALE

En ce qui concerne enfin la liberté syndicale, le libéralisme du droit polonais à l'égard des coalitions ne paraît pas s'être étendu sans réserve aux syndicats : en échange du surcroît de force que sa stabilisation sous la forme syndicale prête à la coalition le droit polonais institue un contrôle strict de l'Etat.

Un décret-loi du 8 février 1919 prévoit la libre formation de « syndicats de travailleurs dont la tâche consiste dans la défense et l'encouragement des intérêts économiques et culturels des travailleurs d'une branche déterminée du travail, de branches connexes et similaires sous une certaine surveillance de l'Etat ». L'administration à qui des rapports sont communiqués par les bureaux de ces syndicats, sur leur activité, peut, le cas échéant, demander aux tribunaux la condamnation des dirigeants du syndicat ou même la dissolution de celui-ci (Baumgart. La législation sociale en Pologne, R. I. T., 1923, p. 893).

CHAPITRE X

Etats-Unis

L'inspiration générale

Le droit des Etats-Unis diffère plus profondément encore que le droit britannique des droits des pays continentaux.

Le droit américain est demeuré, en effet, presque exclusivement un droit jurisprudentiel formé par l'interprétation du *Common Law* ; car, à la différence de ce qui s'est passé en Angleterre, la puissance politique du juge s'exprimant notamment par le contrôle de constitutionnalité, a empêché à peu près toute restriction du droit jurisprudentiel par le droit légal déclaré inconstitutionnel lorsqu'il apparaît au juge comme contraire aux principes de sa jurisprudence. D'autre part, la puissance du juge se trouvant essentiellement fondée sur l'interprétation de la loi civile, le principal délit relevé à l'encontre des coalitions ne sera pas, comme dans d'autres pays, la méconnaissance de tel ou tel article de la loi pénale, mais le mépris des décisions de justice : l'interprétation du droit

civil fonde ainsi la puissance des tribunaux, le droit pénal la sanctionne.

L'intervention du juge, non pas comme arbitre du conflit social, mais comme défenseur de l'ordre industriel, donne au système américain une physiologie vraiment spéciale et que seules les préoccupations économiques particulières permettent d'expliquer.

Aussi serons-nous obligé, modifiant quelque peu l'ordre de nos explications pour l'adapter à un système dont la logique est si originale, d'insister sur le procédé même de l'injonction et sur l'inspiration des tribunaux qui l'appliquent. Nous n'envisagerons les applications de ces procédés à la coalition, à l'atteinte et à la liberté syndicale que comme des illustrations du régime applicable.

Le livre magistral de M. le Professeur E. Lambert a montré la force du pouvoir judiciaire et défini ce curieux régime de « Gouvernement des juges » où les préoccupations de justice économique et sociale ont remplacé les motifs juridiques. Le juge américain devient une sorte d'arbitre des intérêts économiques, ainsi que l'expliquait le Professeur E. Lambert en ces termes : « Cette balance judiciaire des intérêts débute naturellement par la comparaison des intérêts respectifs des parties en cause, non pas de ces parties envisagées dans leur individualité, mais prises éssentiellement comme représentant ces personnages abstraits que sont le vendeur et l'acheteur, l'employeur et l'employé, etc... Il faut rechercher les conditions dans lesquelles s'exercent les deux activités en lutte,

les exigences auxquelles est subordonné leur plein développement, déterminer pour chacune d'elles l'étendue précise des dommages causés par le heurt de l'autre, et poser les intérêts ainsi dégagés de façon à ne pas s'exposer à faire subir à l'un un sacrifice considérable pour ne procurer à l'autre qu'un avantage minime. Mais à côté de cette première catégorie d'intérêts, il en est beaucoup d'autres qui doivent entrer en ligne de compte dans la pesée judiciaire. Ce sont d'abord les intérêts des groupes en relations d'interdépendance économique avec ceux auxquels appartiennent les parties : ici les consommateurs, ailleurs les usagers. C'est surtout le puissant faisceau d'intérêts collectifs que les textes judiciaires anglo-américains appellent la *public policy*... Faisceau singulièrement complexe parce que composé des multiples orientations que la collectivité cherche à imprimer à l'action d'ensemble de ses membres. Or, ces orientations sont souvent confuses et contradictoires. C'est parce que partout les tribunaux se livrent plus ou moins ouvertement à ce travail compliqué de balance entre les intérêts individuels puis entre les intérêts de l'ordre public, et enfin entre les deux masses d'intérêts, que jamais les jurisprudences n'ont l'implacable ordonnance logique des constructions doctrinales » (E. Lambert. L'Institut de droit comparé, son programme, ses méthodes d'enseignement ; leçon inaugurale. Lyon, 1921, p. 20).

L'examen de la jurisprudence pourra donc seul nous révéler les idées américaines sur le principe de la liberté du travail et ses rapports avec le droit de

coalition. Nous ne sommes plus, à proprement parler, sur un terrain exclusivement juridique, car les questions syndicales sont portées devant les tribunaux d'équité, lesquels peuvent ordonner à une personne de s'abstenir de tout acte dont l'accomplissement serait illicite au regard du droit civil. Ces tribunaux ne s'occupent que d'éventuelles fautes civiles, car l'existence seule d'un droit pénal suffit à interdire d'accomplir des actes criminels. L'injonction du juge ne se conçoit que pour les fautes civiles. Et la manière dont le juge appréciait ces actes et ces faits qui, sans être des infractions pénales, constituent cependant des atteintes au principe théorique de la liberté du travail, a été influencée par le fait qu'il jugeait en équité. (On admet en effet que la menace des sanctions pénales légales doit suffire à empêcher l'accomplissement des actes qui constitueraient des infractions pénales). Les préoccupations économiques sont dominantes et les juges n'ont jamais pensé sanctionner telle ou telle théorie abstraite en jugeant une question de coalition, mais bien défendre des intérêts économiques prédominants.

La jurisprudence américaine est une jurisprudence pratique et en notre matière, une jurisprudence économique.

LE DÉLIT DE COALITION

La répression pénale de la coalition. — Les premiers principes utilisés par les tribunaux américains furent les principes du droit coutumier anglais, et

plus spécialement la prohibition des conspirations. Cette règle anglaise poursuivait à l'origine la suppression des conspirations politiques mais fut étendue aux unions économiques. Elle ne concerne que les Associations poursuivant un but illicite ou employant des moyens illicites, car le fait même de s'associer n'a jamais été tenu pour répréhensible : mais, sous l'empire des préoccupations indiquées, la notion d'association illicite s'applique immédiatement aux coalitions. Dès 1836, les tailleurs syndiqués de New-York, qui avaient obtenu par la voie de grève, des relèvements de salaires, sont condamnés pour *Conspiracy* (L. S., vol. V, p. 11).

Le procédé de l'injonction

Bientôt la question de savoir si la grève en soi est ou non licite, perd tout intérêt, car les tribunaux en vertu de leur pouvoir très étendu délivrent dans toute grève qu'ils jugent illégitime, une injonction qui rend la continuation de la grève tantôt illicite en principe, tantôt pratiquement impossible, puisque tous les procédés appropriés sont interdits.

Les tribunaux d'équité peuvent, en effet, empêcher une personne de commettre une faute, en lui donnant un ordre d'abstention. Ils agissent préventivement, alors que les tribunaux civils français ne peuvent que décider la réparation d'une faute accomplie.

Les procès contre les syndicats s'engagent donc ain-

si : l'employeur se plaint qu'une grève lui cause un préjudice en écartant les ouvriers et les clients de son entreprise, et indique qu'elle menace de continuer. Les tribunaux pourraient sanctionner par une indemnité le préjudice causé par le syndicat, organisateur de la grève ; ils préfèrent employer l'injonction beaucoup plus efficace, qui va interdire l'action du syndicat et mettre fin à la menace.

Quel est donc le fondement de l'injonction ?

Il a été précisé par les premières décisions qui ont employé ce procédé en 1871 (citées L. S., p. 14).

La vie industrielle, pense le juge américain, comporte un échange de contrats et d'engagements dont le maintien est une nécessité absolue. Ce sont ces avantages qui constituent actuellement la fortune des individus, et non plus la propriété immobilière comme voudraient le faire croire des Codes continentaux, vieux d'un siècle : le système américain fait donc de l'obligation un droit de propriété. Le seul exposé de cette assimilation nous choque, et on se demande comment un droit de créance peut donner lieu à une propriété. Mais, sans vouloir s'embarrasser de discussions théoriques, les juges américains ont simplement considéré l'importance de l'obligation dans la vie sociale et voulu lui assurer la meilleure protection : celle de la propriété.

Le juge crée le droit. Et l'on saisit immédiatement la raison de l'attitude extrêmement rigoureuse des Cours de justice vis-à-vis des syndicats ouvriers. L'industrie aux Etats-Unis a, peu à peu, pris figure d'idée nationale, de personnification même de l'esprit amé-

ricain ; le pays c'est l'industrie. La défendre, c'était protéger l'Etat contre des menaces de sabotage, faire œuvre nationale en quelque sorte. Les juges américains se sont voués à cette tâche avec décision. Tous les moyens leur furent bons pour briser les efforts de l'action syndicale ouvrière, dressée contre la Nation. Et comme leurs pouvoirs d'équité sont étendus, ils appliquent aux procès des syndicats le procédé de l'injonction. C'est par l'injonction que fut créé le droit américain des coalitions.

On comprend, dès lors, mieux maintenant pourquoi toutes les atteintes au système des contrats qui lient les individus sont sévèrement punis. Chaque individu a droit de faire maintenir par la loi les obligations dont des tiers voudraient libérer ses co-contractants. Ceux qui sont liés contractuellement doivent le rester, et toute intervention dans les rapports contractuels est illégale et punissable.

Or, toute coalition, tout acte d'intimidation est dirigé contre cet ensemble de liens contractuels dont dépend la vie économique actuelle. Ils sont des délits d'atteinte au régime contractuel comme d'autres délits autrefois étaient des atteintes à la propriété individuelle. Si les systèmes juridiques continentaux ne parlent que de propriété individuelle, cette notion périmée a été remplacée aux Etats-Unis par celle de « l'établissement industriel » considéré avec tous ses éléments corporels et incorporels (tel le fonds de commerce en droit français). Quel que soit l'élément visé, la faculté de production (grève), la clientèle (boycott), l'établissement sera protégé parce qu'il est

la nouvelle cellule sociale. Le régime capitaliste a placé l'établissement industriel au premier rang et la jurisprudence américaine, plus soucieuse d'efficacité que de constructions doctrinales, sanctionne fermement cette primauté de l'industrie sur l'individu. Il n'y a plus d'individus en droit américain, mais un système capitaliste et c'est lui qui est protégé.

La suprématie du juge étant indiscutée, on comprend que les textes législatifs soient rares et que toute notre matière soit dominée par les décisions des tribunaux. Les juges créent le droit.

Les juges ne pouvaient conserver indemne leur pouvoir d'intervention que s'ils étaient seuls libres de le délimiter. Une loi sur les coalitions aurait réduit leur appréciation discrétionnaire.

A plusieurs reprises cependant devant les rigueurs de la jurisprudence, le syndicalisme américain décida de recourir aux moyens employés par les Trade-Unions britanniques et de demander au procédé du *statute law* une situation plus favorable.

En 1913, sous la présidence de Wilson, élu avec l'appoint des voix travaillistes, fut votée et promulguée une loi sur les crédits civils divers interdisant d'affecter ces crédits à la poursuite des syndicats ouvriers (ce texte a depuis été voté à nouveau chaque année), et en 1914, la loi Clayton (Lambert, *Le Gouvernement des Juges*, p. 165) proclama la légitimité des associations reconnaissant aux personnes poursuivies pour mépris des ordres d'une Cour le droit de demander à passer devant un jury.

Mais la Cour suprême, dans des arrêts de 1921 (Du-

plex Printing v. Deering ⁽¹⁾ ; Truax v. Corrigan (Lambert et Brown, pp. 165 et s. et 224) ; et American Steel Foundries v. Tri City Central Trades Council (L. S., p. 115) — a admis que la loi Clayton ne légalisait pas le pickting et elle annula pour inconstitutionnalité la loi d'un Etat qui reprenait les termes de la loi Clayton, en précisant que cette loi autorisait le pickting.

L'arme du *statute law* se trouvait ainsi brisée entre les mains des syndicats ouvriers par le moyen du « gouvernement des juges ».

Examinons un exemple d'injonction : le cas Industrial Council v/ Sigman, 1926 (Cf. B. I. T., Etudes, A. 32, vol. V, p. 47, et New York Law Journal, 30 septembre 1926) montre le mécanisme du procédé. Le Conseil industriel des fabricants de manteaux, tailleurs et robes, se voyait gêné par la grève de 40.000 travailleurs de son industrie. De nombreux actes de violence ou de picketing étaient relevés et poursuivis. Le Conseil industriel vint donc demander une injonction en soutenant que la grève était illicite, et obtint une injonction temporaire confirmée par la Cour, interdisant tout acte propre à entraver les affaires de la Société. Les termes de l'injonction sont on ne peut plus catégoriques.

« ...Il est interdit... de retarder, empêcher, gêner ou faire obstacle au fonctionnement de l'organisation du plaignant ou de celle de ses membres... de faire obstacle d'une manière quelconque au travail des employés et ouvriers de l'association demanderesse ou de ses membres ; de recourir à des procédés d'intimidation,

(1) Voir l'analyse de cet arrêt de la Cour d'appel : Lambert, Gouvernement des juges, pp. 171-176.

coercition, force ou violence, de se placer près ou en face des lieux où les membres de l'association patronale travaillent, en vue de contraindre par des menaces, intimidation, force ou violence ou par l'usage de langage injurieux ou insultant, les ouvriers de l'organisation demanderesse à refuser ou renoncer à effectuer leur travail, à briser ou rompre leur contrat...; il leur est interdit de traiter de « jaunes » ou autres termes injurieux...; de pratiquer le picketing soit directement, soit indirectement... ».

On voit que l'énoncé de l'injonction est tellement détaillé que la grève ne peut plus continuer ⁽²⁾; tous les moyens de lutte que nous avons déjà étudiés, picketing, boycott, intimidation, deviennent des délits et l'injonction est sanctionnée pénalement s'il y a mépris des ordres de la Cour. Ce n'est plus un jugement entre deux parties, c'est une intervention qui puise son autorité dans la puissance reconnue aux juges et décide définitivement qu'une grève doit cesser.

Effets de l'injonction

Pour que l'injonction entre en vigueur (Witte, « Value of injonction in Labord Disputes » Journal of political Economy, 1924, p. 335), il suffit

(2) La Cour de l'Ohio a cependant admis le 11 janvier 1927, *Lundoff-Bicknell C° c. Smith* (R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 13) que les cours d'équité ne pouvaient aller jusqu'à ordonner au défendeur de rendre le service prévu au contrat de travail, c'est-à-dire de reprendre son travail; tout au plus lorsqu'il s'agit d'un travail exigeant un talent spécial peuvent-ils lui interdire d'accomplir un travail semblable pour autrui.

qu'elle ait été affichée en des lieux publics ou sur la porte de l'usine et distribuée aux pickets. Peu importe dès lors que ceux qui en ont méconnu les prescriptions n'y aient pas été nommément désignés, la prescription s'applique à tous ceux qui sont censés avoir eu connaissance de « *l'injonction manteau* » (on appelle ainsi l'injonction « applicable à quiconque ») et si les actes interdits sont cependant accomplis, le patron peut poursuivre le délinquant devant le magistrat qui a délivré l'injonction. S'il ignore le nom du picket, mais déclare qu'il pourra aisément le reconnaître, le magistrat lui délivre un ordre d'arrestation en blanc.

L'arrêt d'injonction produit donc un effet absolu sur la grève ; il interdit à toute personne de menacer ou d'intimider les ouvriers et les clients du demandeur ; tout acte de grève est interdit, picketing, boycottage. C'est en quelque sorte la prohibition formelle de continuer à commettre les actes interdits. Et elle est sanctionnée par des pénalités dont la cause est le « mépris criminel de l'ordre donné par la Cour ». C'est là une curiosité du droit pénal américain, car la faute véritable reste toujours la faute civile dont se plaint l'entrepreneur, mais le fait de désobéir à une défense contenue dans l'injonction, manifeste un irrespect des sentences judiciaires qui est sanctionné par une peine.

Il y aura mépris criminel de la décision de la Cour lorsque celle-ci ne constituait qu'une défense — ou mépris civil lorsque l'injonction portant obligation de

faire, les assujettis n'ont pas accompli l'acte prescrit — par exemple lorsque les dirigeants d'un syndicat n'ont pas donné l'ordre de reprendre le travail (L. S., p. 46).

Quant aux condamnations à des dommages-intérêts, on constate qu'en fait elles sont très rarement demandées (L. S., p. 52), bien que le droit à de telles condamnations soit le fondement de l'injonction.

C'est donc uniquement par l'injonction que fut créé le droit américain des coalitions.

Son utilisation

Sa pratique s'est généralisée dans les dernières années du xix^e siècle. C'est ainsi qu'au cours de la grève des chemins de fer de la Cie an. Arbor, des injonctions furent accordées par le juge Taft, prescrivant aux cheminots de continuer le travail et la Cour suprême, dans la décision *in Re Debs* (1895) et *in Re Lenont*, 1897 (citées L. S., p. 15), reconnut la validité de ces injonctions, même vis-à-vis de ceux à qui elles n'avaient pas été individuellement notifiées.

Vainement la Fédération américaine du travail s'efforçait d'obtenir l'abandon de cette jurisprudence. Le développement des coalitions et de leur procédé de lutte n'aboutissait qu'à faire condamner par les tribunaux, après la grève elle-même, la technique du boycott à laquelle la Fédération américaine avait tenté d'avoir recours. Après avoir confirmé une condam-

nation à des dommages-intérêts (Loewe v. Lawlor en 1908), la Cour suprême, en 1911, a admis (v. Bucks Stove Company Gompers) (Lambert, p. 163, comp. ci-dessous), l'injonction d'avoir à mettre fin à un boycott ⁽³⁾.

Les injonctions peuvent être temporaires ou permanentes : on voit combien étroites sont dans ce dernier cas les limites fixées à l'action syndicale par la procédure de l'injonction.

On ne saurait s'exagérer l'importance morale de l'injonction : une grève est en grande partie une contestation devant le tribunal de l'opinion publique et rien ne peut faire plus de mal à la cause des grévistes que l'intervention des tribunaux, car elle atteste publiquement que les grévistes ont violé la loi.

Et le juge Taft déclarait, dans son discours de candidat à la présidence de la République :

« Dans le cas d'une grève légale, l'envoi d'un document formidable interdisant à un certain nombre de défenseurs d'accomplir certains actes que le plaignant estime nuisibles pour lui, aboutira à décourager les hommes, toujours hésitants à entrer en grève, et les fera renoncer à accomplir certains actes qui constituent cependant leur droit strict ».

Il semble cependant que dans les branches d'industries où les syndicats sont puissants, les injonctions perdent de leur efficacité pratique, soit parce que la résistance morale des ouvriers est plus forte, soit parce que leurs avocats mettent à profit les ressources de la procédure judiciaire, pour obtenir des solutions di-

(3) Voir sur ces points indications détaillées : Lambert et Brown, La lutte judiciaire du Capital et du Travail organisés aux Etats-Unis, pp. 91-130.

latoires (L. S., p. 55), par exemple en accusant reconstitutionnellement les patrons demandeurs de *conspiracy*, et en mettant ensuite en œuvre l'influence politique du syndicat pour obtenir un compromis avec les patrons, une mesure de grâce ou une attitude plus bienveillante de la police.

CHAMP D'APPLICATION DE L'INJONCTION LA COALITION PUNISSABLE

Si l'on veut, à présent, préciser les faits que la jurisprudence entend combattre par les procédés sus-indiqués, il faut successivement examiner la question des moyens d'action des coalitions et de leurs buts.

BUTS PERMIS AUX COALITIONS

Les buts que peut s'assigner le syndicat ne sont pas moins limités que ses moyens, et si les moyens dont se servent les grévistes sont surtout retenus par la jurisprudence de l'injonction, les tribunaux ont, par contre, tendance à se fonder sur la valeur du but poursuivi lorsqu'il s'agit des rares procès en dommages-intérêts (Commons and Andrews, *Principales of Labor legislation*, nov. 1927, p. 107).

La Cour du Massachusetts a ainsi, à plusieurs reprises, accordé des injonctions contre la poursuite de grèves tendant à réaliser au profit de syndicat l'atelier fermé (Commons and Andrews, p. 119), c'est-à-dire réservé au syndiqué. Ils protégeaient, au contraire, la clause de l'*open shop* ou boutique ouverte : les employeurs s'engagent à ne conclure que des contrats

individuels et à ne pas conclure de conventions collectives avec le syndicat.

Est de même considérée comme illicite la grève de protestation contre le renvoi ou le refus d'embauchage d'ouvriers (Commons and Andrews, p. 121), et il en est de même, bien entendu, pour les grèves à but politique, ou encore les grèves de solidarité déclarées par les ouvriers d'une autre industrie n'ayant aucun lien avec les ouvriers grévistes originaires. Il y a là une pression économique, une sorte de boycottage. Or, les grèves de solidarité furent tenues pour illégales.

Un récent arrêt de la Cour de Massachusetts du 23 mai 1927, *Stearns Lumber Co c. Howlett* (R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 11), énumère du reste quelques-uns des but qui rendent la grève illégale.

« La grève en vue d'obtenir des salaires plus élevés, des heures de travail plus courtes, ou de meilleures conditions de travail, est reconnue comme légale. Nous avons cependant jugé qu'une grève faite pour contraindre un patron à employer plus d'ouvriers qu'il ne le désirait, était illégale... Les grèves faites pour imposer la reconnaissance de la Trade-Union, et obliger les patrons à congédier leurs ouvriers non syndiqués, ou à leur fermer leur maison ont été illégales... Des conventions libres passées entre l'organisation syndicale et les employeurs et aux termes desquelles l'employeur promet d'engager de préférence des ouvriers syndiqués ou de réserver tout son travail aux membres de la Trade-Union, ont été déclarées légales... il est évident que, en l'absence d'une

convention passée volontairement par l'employeur avec l'organisation syndicale aux termes de laquelle l'employeur s'engage à n'acheter que des matériaux manufacturés par des ouvriers syndiqués, une grève provoquée par son refus de limiter ainsi son approvisionnement est illégale... ».

« La grève de sympathie est en général regardée comme illégale... Une grève faite pour contraindre un patron à prendre ses contremaîtres dans le syndicat est illégale... ».

Il semble, du reste, que la jurisprudence ne soit pas unanime sur tous ces points et ces divergences attestent bien la liberté et la puissance du juge.

La coalition dans les services publics ou d'intérêt public. — Ce régime si rigoureux dans son ensemble a encore été aggravé pour certaines professions, ou tendances politiques du mouvement ouvrier.

La grève des fonctionnaires ou des services d'utilité publique est interdite et sévèrement sanctionnée par des injonctions qui interdisent directement la continuation de la grève (et non plus seulement l'emploi de moyens illicites) et si la grève des fonctionnaires formellement interdite par les lois de beaucoup d'Etats est à peu près inconnue en fait, les rigueurs du droit ont, par contre, été souvent appliquées aux cheminots. C'est ainsi qu'en 1894, à l'occasion de la grève des Pullman (L. S., p. 125), une injonction interdisant toute intervention dans l'affaire des réseaux, fut délivrée contre les syndicats. Une injonction semblable a été délivrée en 1925 et même déclarée permanente.

La même jurisprudence a été appliquée aux grèves accomplies pendant la guerre. Le Procureur général obtint ainsi en 1919 une injonction interdisant au Syndicat des Mineurs de mettre un ordre de grève en application, ou de distribuer des secours de grève — une injonction fut même donnée aux fonctionnaires du Syndicat leur ordonnant de retirer l'ordre de grève (L. S., p. 127).

Les coalitions politiques. — Les lois pénales (v. L. S., p. 68 et 69) érigent d'autre part en crime le fait de constituer un syndicat qui préconise le renversement violent du Gouvernement, enseigne la destruction illégale de la propriété ou s'oppose à toute forme de Gouvernement. De nombreuses lois d'Etat ont enchéri sur ces prohibitions. Les syndicats communiste ou anarchisant sont tombés sous le coup de ces dispositions visant « le syndicalisme criminel », et l'ensemble de cette législation a été jugé constitutionnellement par la Cour suprême, 16 mai 1927, *Whitney c. People of State of California* (R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 4), le juge Brandeis ayant cependant déclaré dans son « dissent » qu'à son sens, seules les circonstances exceptionnelles pouvaient rendre punissable l'adhésion à un parti prêchant le renversement du Gouvernement.

MOYENS D'ACTION DES COALITIONS

Mais ainsi que l'indiquent Commons et Andrews, p. 130 : « Il y a une tendance très nette, d'après les récents jugements dans l'en-

semble du pays, à n'accorder qu'une faible importance aux *motifs* illicites des ouvriers et à juger de l'illégalité de leur conduite d'après les *moyens* illicites auxquels ils ont recours ; cela paraît constituer un sérieux progrès, pour le mouvement ouvrier, mais ce gain est illusoire ; pratiquement, il importe peu qu'une grève de solidarité soit condamnée parce qu'on la déclare inspirée par le désir de nuire au patron, ou parce qu'elle constitue un effort pour faire pression sur un tiers. La coercition et l'intimidation sont définies de façon si vague, que n'importe quel acte peut être considéré comme coercitif et intimidateur »

Étudions cependant la jurisprudence relative aux moyens d'action les plus habituels des coalitions.

L'atteinte à la liberté du travail. — L'acte d'intimidation type est le picketing. Le seul fait de stationner devant l'usine boycottée, même sans adresser la parole aux ouvriers restés fidèles, marque le désir d'impressionner. Mais ici la jurisprudence est extrêmement partagée : certains tribunaux tiennent le picketing pour un délit, d'autres exigent, avant de le punir, qu'il y ait eu des menaces verbales vis-à-vis des « jaunes » (l'emploi de ce terme même est parfois considéré comme un acte d'intimidation). En 1921, la Cour suprême fédérale (*American Stul Foundries c/ Central Trades Council*, 1921, 257, U. S. A., 184) (L. S., p. 102) déclare que le picketing en masse est illicite, les grévistes peuvent, par contre, placer des « missionnaires » chargés de convaincre les non grévistes.

La Cour d'appel de Saint-Louis, 8 octobre 1929, « *Joe Dan Markt c. Wentz* » (R. I. J. T., 1929, Etats-

Unis, n° 17) a interdit un picketing, même pacifique, par le motif qu'il avait été accompagné d'actes d'intimidation (invitation à un restaurateur de ne plus avoir à servir de repas aux employés non grévistes).

La Cour suprême de New-York a de même interdit tout picketing, 7 mai 1929, « Wil-Low Cafeterias c. Kramberg (R. I. J. T., 1929, Etats-Unis, n° 18), dans une espèce où il lui paraissait résulter des circonstances que le picketing était nécessairement destiné à présenter un caractère malveillant et contraire à la paix publique.

Mais, au contraire, la Cour suprême de New-York, « Exchange Bakery c. Rifkin », 31 mai 1927 (R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 19) a décidé que le picketing pacifique en principe ne devait être interdit par aucune injonction, et il résulte de cette décision à laquelle son détail semble donner l'allure d'une décision de principe, qu'il faut, pour légitimer la délivrance d'une injonction, que l'acte illicite soit au moins probable, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il y a simple picketing. *Idem.*, R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 31, Appellate Division Suprême Court, 1928, Federal Hats c. Golden.

Il paraît donc difficile de donner une solution générale de la question. L'émiettement du pouvoir de définition légale entre les mains des juges a amené cette confusion. S'il est permis de faire des pickets dans l'Ohio, il est interdit dans l'Illinois. Comment donner une règle générale ?

La seule conclusion possible, c'est que, en général, les actes d'intimidation et de contrainte morale dont

l'efficacité pratique serait certaine, sont interdits (picketing en masse), mais que les moyens employés simplement pour exposer le point de vue des grévistes, fut-ce de parti-pris, sont tolérés (missionnaires).

Le droit de réunion. — Un grand nombre de règlements de police considèrent d'autre part le picketing comme un délit, et telle est notamment la solution adoptée à New-York pour le picketing de masse, enfin la liberté de réunion se trouve sensiblement restreinte tant par l'usage que la police fait à ses pouvoirs, que par les droits qu'elle possède en cas de réunion illicite (L. S., p. 94).

Il faut signaler en effet que les particuliers ne sont pas autorisés à se réunir quand et où ils veulent. La plupart des municipalités exigent une autorisation pour les meetings sur la voie publique ; beaucoup l'exigent même pour les réunions dans les salles privées ; parfois il faut une autorisation de la police. Sans doute, en France, les meetings sont-ils soumis au contrôle de la police, celui-ci n'est pas préventif, le régime de l'autorisation ayant été aboli en 1881. De plus, les municipalités et la police n'ont guère usé de leurs pouvoirs pour agir sur une grève et avancer sa fin. Au contraire, les meetings destinés à expliquer l'action syndicale dans une grève furent souvent interdits par les municipalités américaines. C'est encore une restriction à l'action syndicale qu'il convenait de noter.

Boycottage. — La Cour suprême déclare légales des injonctions délivrées contre les formes les plus diverses de boycottage: boycottage par les ouvriers en tant

que consommateur, dans *Lawlor v. Loeuve et Gompers v. Bucks Stove C°, 1915 et 1911* (Lambert et Brown, pp. 110-130 et chap. V) — boycottage consistant à engager les ouvriers à faire pression sur leurs employeurs pour les empêcher de traiter avec la firme boycottée, *Duplex Printing v. Deering, 1921* (Lambert et Brown, p. 165 et s.) — boycottage des matériaux de constructions fabriqués par un entrepreneur déterminé, *United states v. Brims, 1926* (L. S., p. 110); et *Bedford cut Stone C° v. Journeymen Stone Cutters Association*, avec « dissent » Brandeis (Cour suprême, 11 avril 1927, R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 18) : quelque licite que puisse être le but que se proposait le syndicat, le moyen de boycottage employé le rend illicite. *Idem.*, Cour de New-York, 31 mai 1927, *Exchange Bakery c. Rifkin*, R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 19 : — « Que les organisations syndicales dans leur objet général et en elles-mêmes, ou par elles-mêmes, aient été licites, et que le but ultime poursuivi par elles n'ait pas été nécessairement illégal en lui-même, ce sont là des considérations hors de la question. Là où les moyens adoptés sont illicites, la légalité générale des organisations les adoptant ou le caractère licite du but ultérieur poursuivi ne peuvent servir de fait justificatif ».

« Cette coalition doit être regardée comme une coalition tendant illégitimement et déraisonnablement à entraver le commerce entre Etats, au sens de l'Anti-Trust Act, tel qu'il est interprété par cette Cour. Un acte qui pourrait légitimement être accompli par un seul individu peut, lorsqu'il est accompli par un grand nombre d'individus agissant de concert, prendre la forme d'une conspiration, devenir un délit public (pu-

blic wrong) et mériter d'être prohibé s'il a un résultat préjudiciable au public et aux individus contre lesquels l'action concertée est dirigée ; et toute suggestion tendant à établir que, dans le cas présent, l'action concertée se justifiait comme étant un moyen de légitime défense est repoussée à l'avance par les déclarations de cette Cour ».

(Cette décision a du reste été rendue contre le « dissent » des juges Holmes et Brandeis).

Qu'est-ce donc que le boycottage pour les tribunaux américains ?

La jurisprudence, nous l'avons vu, à propos de picketing n'a pas adopté de définition nette des « mesures de pression économique illégitime sur des tiers pour obtenir la cessation du travail ou du commerce avec une société visée ». Nous retrouvons évidemment les mêmes variations de jurisprudence lorsqu'il s'agit de définir la « pression économique illégitime du boycottage ». Certains juges décident qu'il faut en plus de la déclaration de boycottage des actes matériels d'intimidation ; d'autres ne le réclament pas et déclarent (voir Jurisprudence citée, L. S., p. 105) qu'il suffit de proclamer qu'une entreprise est hostile au mouvement ouvrier pour réaliser un boycottage illécite.

« Les tribunaux diffèrent d'avis sur ce qui constitue un boycottage susceptible d'injonction. Tous estiment qu'il doit y avoir une conspiration causant un préjudice irréparable à l'affaire ou à la propriété du plaignant ; certains pensent qu'une injonction peut être accordée lorsque le boycottage est effectué contre

le plaignant par une association de personnes qui n'ont aucun rapport personnel avec son affaire ; d'autres n'accordent l'injonction que lorsque la conspiration, non seulement cherche à nuire au plaignant, mais aussi contraint ou essaie de contraindre ses clients à lui retirer leur clientèle, en les menaçant eux-mêmes de boycottage ; d'autres, enfin, jugent qu'aucun boycottage ne doit faire l'objet d'une injonction, à moins qu'il n'ait été accompagné d'actes de violence physique, ou d'intimidation causée par ces menaces de violence » Cour suprême, *Gompers v. Bruck Stowe*, cité L. S., p. 105).

En général, cependant, et à l'origine, le seul fait de déclarer qu'une société est hostile au mouvement de grève ne constitue pas une pression illégale. Mais le boycottage étant devenu par le moyen des grèves de solidarité, une arme efficace, les juges ne sont pas très indulgents pour ce procédé. Les grèves de solidarité sont en effet déclarées par les ouvriers d'une industrie n'ayant aucun lien avec les ouvriers grévistes originaires, c'est donc une pression économique, une sorte de boycottage. Or, les grèves de solidarité furent tenues pour illégales.

Une décision de la Cour du District sud de New-York, *Aeolian C° c. Fischer*, 15 mai 1928 (R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 30) a toutefois décidé que le boycott secondaire par lequel un syndicat demandait aux membres d'autres syndicats ayant le même intérêt que lui de faire résilier par leurs employeurs les contrats conclus avec un employeur ayant refusé de signer une convention collective, ne constituait pas un

acte illicite, mais cette décision, si elle est caractéristique de nouvelles tendances qui se font jour dans la jurisprudence, semble cependant contraire aux décisions des juridictions supérieures.

Comme pour le picketing, le boycott sera donc souvent une question d'appréciation par le juge de la gravité économique des faits. On se trouve en présence non plus d'une juridiction, mais d'un arbitrage. Et encore, un arbitrage où l'arbitre se tient pour investi d'une mission de défense du régime industriel.

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Quelle est dans l'application de ce droit la situation du syndicat lui-même ? Il ne bénéficie bien entendu d'aucune protection.

Si la liberté de ne pas se syndiquer est protégée et s'il est interdit (L. S., p. 83) à un syndicat de faire pression sur ses adhérents pour les conserver, la liberté de se syndiquer par contre, bien qu'existant en principe, est cependant en fait abandonnée à la discrétion des employeurs, puisque ceux-ci sont en droit d'exiger de leurs employés l'engagement écrit de ne pas adhérer à un syndicat : une ligue pour la défense des droits industriels a ainsi invité ses membres à introduire cette clause dans leurs contrats de travail, et la Cour suprême décide non seulement qu'une telle clause est licite (*Hitchman Coal and Coke Company v. Mitchell*, 1917 — *Lambert*, p. 82 et 174), mais encore qu'elle confère aux patrons des droits étendus — et la Cour de Massachusetts va même jusqu'à penser

qu'une loi interdisant une telle clause serait inconstitutionnelle, 15 avril 1930, In re Opinion des juges (R. I. J. T., 1930, Etats-Unis, n° 1) (4).

Du reste, lorsque certains Etats ont promulgué des lois interdisant aux patrons de renvoyer leurs ouvriers pour adhésion à un syndicat (une loi fédérale Erdman avait même établi cette règle pour les chemins de fer) une jurisprudence abondante a déclaré ces lois inconstitutionnelles (Adair v. United States, 1908, Coppage v. Kansas, 1915) (L. S., p. 67. *Idem*, Cour du District de Massachusetts, 6 avril 1928, Nolan c. Farmington C° (R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 11). Le droit de l'employeur à maintenir la porte de son atelier ouverte aux non syndiqués, est incontestable et lui permet de faire signer par les membres du syndicat lui-même l'engagement de travailler en *open shop*. La responsabilité de l'employeur ne serait engagée que s'il était démontré qu'il a formé une coalition dans le but exclusif de nuire aux syndicats. La Cour suprême de Pensylvanie a jugé le 6 janvier 1930, Moore c. Whitty (R. I. J. T., 1930, Etats-Unis, n° 2) que le fait pour une compagnie de résilier son contrat avec un entrepreneur parce que celui-ci, après avoir promis de n'employer que des ouvriers syndiqués, décide finalement de faire exécuter le travail en *open shop*, ne constituait pas un motif suffisant de résiliation et donnait dès lors droit à des dommages-intérêts.

Le rapprochement de ces décisions montre la dé-

(4) On a du reste montré (voir Commons et Andrews, article cité, p. 179 et suiv.) le trouble que l'absolue liberté de congédiement laissée aux patrons par la loi fédérale et la jurisprudence, apporte aux organisations syndicales.

faveur qui entoure l'action syndicale. Une hostilité analogue frappe du reste toutes les clauses de la convention collective. La Cour suprême de Massachusetts, 28 juin 1929, *New England Wood Heel C° c. Nolan* (R. I. J. T., 1929, Etats-Unis, n° 8), a ainsi validé une injonction contre une Union qui avait déclenché une grève pour empêcher certains de ses membres de conclure avec l'employeur des contrats individuels acceptant des tarifs inférieurs à ceux d'une convention collective, et avait dans le même but invité les tiers à ne plus traiter avec l'employeur visé ; et la Cour a considéré qu'on ne pouvait dire que l'employeur ne se présentait pas les mains nettes, puisqu'il avait conclu ces contrats malgré l'obligation assumée par les adhérents de l'Union de ne pas accepter de salaires inférieurs : vis-à-vis de l'employeur, en effet, les ouvriers s'étaient spontanément présentés à l'embauche.

Quelques récentes décisions paraissent cependant traduire une orientation plus libérale vis-à-vis de l'action ouvrière. Un arrêt de la Cour suprême, division des appels, 2 mars 1928, *Goldman c. Cohen* (R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 13) rappelle que les ouvriers ont comme les patrons le droit de demander une injonction « lorsque le droit pur n'offre pas de remède adéquat et lorsque les dommages seraient irréparables... », le syndicat peut donc faire interdire un lock-out des syndiqués à raison de leur affiliation au syndicat, ou le refus par le patron d'embaucher les employés adressés par le syndicat conformément au contrat.

Le 20 décembre 1929 (*Ribner v. Racso*, R. I. J. T.,

1930, Etats-Unis, n° 9), la Cour suprême de New-York a accordé au syndicat ouvrier signataire d'une clause de convention collective, instituant le *closed-shop*, l'injonction en vue d'obtenir le respect de cette clause par l'employeur, « il est heureux, lit-on dans la décision, que le syndicat s'adresse aux tribunaux plutôt que de recourir à la grève »; et un arrêt de la Cour suprême de Wisconsin, 3 décembre 1929, David Adler C° c. Maglio (R. I. J. T., 1930, Etats-Unis, n° 10) a refusé l'injonction contre une grève déclarée imputable aux violations systématiques par l'employeur de la clause de *closed shop* insérée dans une convention collective.

Un arrêt récent de la Cour d'appel d'Ohio, 18 mai 1926, Clark Lunch C° c. Cleveland (R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 15) admet ainsi que le fait pour un restaurant d'établir un picket pour inviter la clientèle syndiquée à s'adresser à un autre restaurant ayant traité avec les organisations syndicales, est licite comme ne portant pas atteinte à un droit acquis du restaurateur.

Mais, inversement, l'employeur peut (Cour Louisiana, 29 novembre 1926, Deou c. Krby Lumber C°, R. I. J. T., 1927, Etats-Unis, n° 1) obliger ses employés à s'approvisionner dans son magasin.

La même tendance à admettre le droit pour le syndicat de défendre son programme, se retrouve dans un arrêt de la Cour des appels de Columbia, 7 novembre 1927, Barker C° c. Brotherhood of Painters (R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 9), lequel a admis qu'un syndicat avait pu s'opposer à ce que ses adhérents ne travaillent pas chez un entrepreneur refusant d'accorder un certain salaire, même s'il est plus élevé dans une lo-

calité que dans une autre — l'adoption de règlement fixant le salaire de la main-d'œuvre syndiquée constituant l'un des objets légitimes du syndicat, et ne pouvant ériger celui-ci en *conspiracy*: il est donc parfaitement normal que le syndicat avise les syndiqués qui se présentent à l'embauchage de ces décisions.

Enfin la jurisprudence de certaines Cours protège la liberté syndicale elle-même, lorsqu'elle a été consacrée par des textes législatifs spéciaux.

La Cour suprême de la Carolina du Nord, 9 janvier 1929, *Gains c. Sorgen et al.* (R. I. J. T., 1929, Etats-Unis, n° 2) a, en vertu de textes protégeant la liberté syndicale, accordé des dommages-intérêts à un ouvrier congédié par son entrepreneur, à raison de son affiliation à un syndicat et avec avis donné aux tiers qu'ils encoureraient eux-mêmes le boycott s'ils employaient le syndiqué.

La Circuit court of appels, 10 juin 1929, *Texas and New Orleans Railroad C° c. Brotherhood of Railway and Steamship Clerks, etc.* (R. I. J. T., 1929, Etats-Unis, n° 6) faisant application des lois qui concèdent aux employés de chemin de fer le droit de choisir leur représentant dans les organismes destinés à régler différentes questions les intéressant, fait défense à l'employeur d'influer sur le choix de ses employés (*idem*, Cour de District du Texas, 6 février 1928, *Brotherhood of Railway and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express and Station Employees, Southern Pacific in Texas and Louisiana et al. c. Texas and New Orleans Railroad C° et al.*, R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 10).

Si le syndicat ne pouvait ainsi, du moins jusqu'à une époque récente, se défendre contre la pression des

tiers, il a, par contre, toujours été exposé à leur action.

Dans un arrêt *Coronuda*, la Cour suprême a indiqué que, à la différence de ce qui était admis en Angleterre jusqu'en 1900, un syndicat pouvait fort bien être actionné en dommages-intérêts (L. S., p. 74).

Dans son opinion sous cette décision, le juge Taft indiquait qu'une semblable solution ne résultait sans doute pas du droit coutumier, selon lequel le syndicat de personnes (association non incorporée, c'est-à-dire sans personnalité morale) ne pouvait être poursuivi autrement que dans la personne de ses adhérents, mais que des lois favorisant l'action des syndicats et consacrant par là même leur existence, autorisaient leur mise en cause.

« Plus encore la procédure d'équité, s'adaptant aux besoins modernes, a reconnu la nécessité de faire représenter par une seule personne un groupe de personnes trop nombreuses pour agir ou être actionnées individuellement en justice ; en conséquence, les nécessités mêmes des conditions actuelles et l'impossibilité de rendre la justice, sans cela, ont conduit plusieurs juridictions à reconnaître qu'une organisation pouvait être poursuivie en justice et plusieurs procès ont comme tels été engagés par ou contre les syndicats ouvriers sans que personne ait jamais mis en doute le droit de les traiter dans leurs actions étroitement unies, comme des personnes morales capables d'agir et d'être actionnées en justice » (*United Mine Workers v. Coronado Coal Cy* (1922), 259, *United States*, 344, 385) (L. S., p. 74).

Aussi voit-on aujourd'hui les syndicats tenus pour

responsables du mépris des injonctions par les auteurs de picketing parce que des circonstances de fait conduisent à considérer qu'ils ont organisé ou encouragé les actes délictueux (voir L. S., p. 77), la propriété individuelle des membres du syndicat pouvant être saisie (voir jurisprudence citée, p. 79) si les biens du syndicat sont trop faibles pour acquitter la condamnation qui le frappe. Des injonctions pourront de même être adressées au syndicat soit pris en la personne de ses fonctionnaires, soit pris en lui-même s'il est établi qu'il a sa part de responsabilité dans les actes délictueux commis.

La Cour suprême de Massachusetts, 16 avril 1928, *Sweetman c. Barrows* (R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 14) a encore admis son droit de censurer une exclusion illégale notamment à raison du non paiement de cotisation illégale. Si les membres des syndicats et la société de secours mutuels sont tenus d'observer les statuts, et de faire valoir leurs droits devant les instances prévues par les statuts, ils peuvent, en cas de méconnaissance de leurs droits par ces instances, s'adresser aux tribunaux pour faire réparer ces irrégularités. *Idem*, Cour suprême Ohio, 20 juin 1928, *International Union of Steam and Operating Engineers et al. c. Owens* (R. I. J. T., 1928, Etats-Unis, n° 15).

Les tribunaux ont enfin limité l'action syndicale en refusant aux syndicats le droit de poursuivre leurs adhérents en paiement d'amendes excessives, et en donnant au contraire aux syndiqués le droit d'exiger des dommages-intérêts — et une injonction de réintégration en cas d'exclusion injustifiée (L. S., p. 84),

ils n'hésitent pas à s'arroger un véritable droit de contrôle sur l'activité syndicale.

En présence d'une jurisprudence aussi défavorable, les résultats du Gouvernement des juges ne sont pas douteux. On a vu le pouvoir prétorien du juge ressusciter à l'égard des coalitions, un régime qui ne le cède point en rigueur à celui du début du xix^e siècle sur le continent.

Et à la même rigueur, s'ajoute un autre trait commun : l'inégalité. Ce sont les coalitions d'une classe qui sont avant tout frappées, c'est le syndicalisme ouvrier, ses boycotts et ses grèves qui sont visées.

Ainsi, lorsque le juge prétend avoir une action propre, une liberté réelle, il ne peut y parvenir qu'en exploitant le fonds du droit civil, qui lui permet d'acquérir une liberté (non plus d'espèce), mais de principe, bien supérieure à celle qu'il trouverait en droit pénal.

Mais la loi pénale a aussi conservé une place dans les conflits américains du travail. C'est à elle tout d'abord qu'on doit l'idée de conspiration criminelle, idée qu'on retrouve encore à la base de tous les procès de coalition. La « conspiracy » est une association en vue de nuire au commerce d'une personne ou d'obtenir un avantage en exerçant une pression injuste sur une personne ou en lui faisant tort (la procédure de poursuite peut seulement être différente selon qu'on poursuivra pour conspiration criminelle ou pour de simples délits, violences — agressions). De plus, les poursuites pour mépris des ordres de la Cour dont nous avons parlé plus haut mettent certainement en jeu

des sanctions pénales. C'est, en effet, l'Etat lui-même qui poursuit l'injure faite à une autorité publique ; il n'y a aucun doute sur le caractère théorique pénal de cette infraction, bien qu'elle soit souvent jugée sans jury.

Et ceci nous amène à considérer le second aspect de la question : l'opposition naturelle qui existe entre un pouvoir public fort et la liberté de coalition ; celle-ci est essentiellement une justice privée — elle se verra donc limitée par tout pouvoir fort, qu'il s'agisse d'un parti politique détenant le Gouvernement (U. R. S. S. ou Italie), d'une magistrature spéciale (Italie ou Norvège), ou même de la juridiction du droit commun (Etats-Unis). Et la mystique de la prospérité industrielle a joué outre-Atlantique le rôle de l'idéologie bolcheviste ou fasciste sur le continent.

CHAPITRE XI

Le système britannique

L'intérêt particulier du système juridique anglais tient à plusieurs raisons: la première est que l'Angleterre est la terre d'élection du syndicalisme et que son développement y fut très considérable ; une autre, est la différence profonde de mentalité entre le continent et la Grande-Bretagne. Le même problème se pose évidemment dans tous les pays : ménager à la fois l'individu et le groupe, à un stade de civilisation où ce dernier prend la place prépondérante. Il est donc particulièrement intéressant de voir, après les solutions des législations continentales, le système anglo-saxon et les différences qui les caractérisent.

Le droit anglais est des plus enchevêtrés. Son principe même n'est pas pour en faciliter l'étude ; il repose, en effet, sur la force de la coutume et le silence des textes. La législation n'a qu'une faible part dans le droit anglais, les décisions des juges, au contraire, ont une portée générale et c'est dans ces décisions qu'il faut le plus souvent essayer de rechercher des principes. Le refus absolu des constructions théori-

ques étonne toujours les juristes accoutumés aux élégants édifices que les droits continentaux présentent le plus souvent. Le droit anglo-saxon, moins défini, est plus souple et s'adapte plus facilement qu'un droit codifié à l'évolution des faits. Mais il présente ce grave inconvénient d'être difficilement saisissable et l'exposé de notre sujet sera d'autant plus difficile que, étrangers au droit anglais, nous devons tenter d'expliquer le mécanisme d'un droit dont nous ne saurions tenter d'expliquer au préalable l'économie générale.

Les problèmes des limites de l'action syndicale ont toujours été traités en Angleterre à des points de vue précis, pratiques, en évitant toute construction générale du sujet. Au fur et à mesure du développement des syndicats, des lois furent votées et expliquées par la jurisprudence. Mais aucun texte général ne nous fournit de principes sur le problème. Car, au cours des années, les situations que les décisions des tribunaux avaient définies furent modifiées par de nouvelles lois. Le cycle fut un perpétuel recommencement.

LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION (CONSPIRACY)

Prenons l'histoire du mouvement syndical au XVIII^e siècle, au début de l'industrialisation.

Dès cette époque, à mesure que se concentraient les établissements industriels, naissaient les conflits entre patrons et ouvriers. Ceux-ci formèrent des coalitions. Mais les esprits leur étaient, en général, défavorables et une opposition très nette se dressa contre ces mou-

vements. Elle se manifesta par toute une série de lois interdisant les coalitions dans telle ou telle industrie. En 1800, un représentant à la Chambre des Communes déclara que plus de quarante lois avaient été ainsi votées pour fixer dans les industries déterminées les conditions du travail, le taux des salaires et interdire toutes coalitions (1).

Soulignons le caractère particulier et spécial que présentaient ces lois. Il n'y a là aucune règle générale tendant à définir ni la coalition ni ce qui est en principe permis à l'ouvrier dans ses rapports avec l'employeur. Les lois indiquées sont des statuts industriels fixant les conditions dans lesquelles une industrie déterminée fonctionnera ; c'est une intervention de l'Etat dans le régime industriel mais sans aucun plan d'ensemble ni vue générale. Sur la demande des patrons d'une industrie quelconque, une loi de protection était votée.

La première loi d'ensemble sur les coalitions date de 1799 (Combination Act), époque des plus troublées de la lutte contre l'esprit révolutionnaire que la France essaye d'insuffler à l'Europe. Cette loi est une arme de défense contre les idées nouvelles :

« Toutes ententes entre travailleurs, ouvriers d'usine ou autres travailleurs salariés pour obtenir une augmentation des salaires, une réduction du travail ou une modification des conditions de travail, ou pour empêcher toute personne d'employer quiconque dans son entreprise ou pour surveiller toute personne ex-

(1) Sur l'exposé historique, Cf. B. et S. Webb (*History of Trade Unionism*, 1920). — Gérard (*La violence dans les grèves anglaises*, p. 136 et suiv.).

ploitant une fabrique, industrie, ou commerce, en ce qui regarde la conduite ou direction de cette industrie, commerce ou fabrique, seront illégales » (Gérard, La violence dans les grèves anglaises, Rennes, 1913,

C'était une disposition générale que prenait pour la première fois le Parlement anglais : toute entente, coalition par laquelle les ouvriers voudraient influencer sur l'entreprise, est interdite.

Cette loi fut complétée en 1800 par une seconde loi générale qui punissait d'emprisonnement les ouvriers qui font partie d'une coalition illicite ou cherchent à décider un ouvrier à se joindre à la grève.

Ce nouveau système, s'il supprimait toute possibilité de coalition, abrogeait en même temps le régime d'interventionisme de l'Etat dans la fixation des salaires et les conditions de travail. La libre discussion entre patrons et ouvriers aurait théoriquement dû aboutir à un régime de contrats individuels. Mais en réalité il y a eu abus par les patrons d'une situation trop favorable et de la misère des ouvriers.

Les coalitions étant absolument interdites, de nombreuses poursuites eurent lieu et la gravité de la crise postérieure aux guerres de l'Empire fut l'origine d'un mouvement libéral pour l'abrogation des lois sur les coalitions.

Ce furent les lois de 1824 et 1825 qui, supprimant l'interdiction des coalitions, recherchent la réglementation des salaires et des conditions du travail, mais établissent une répression spéciale pour l'atteinte à la liberté du travail ; les actes de violences ou de menaces pour empêcher une personne de travailler ou

influer sur la direction d'une entreprise, étaient punis de prison.

Sans doute, il restait encore la possibilité de poursuivre les coalitions d'après le droit coutumier *Common Law*. Celui-ci, en effet, était censé, depuis le XVIII^e siècle, interdire les coalitions considérées comme des « conspiracy in restraint of trade at common law » (Gérard, p. 138) : en combinant cette solution du *common law* avec le *statute law* de 1825 qui ne faisait aucune allusion à une abrogation du *common law*, on aboutissait à condamner toutes les coalitions autres que celles qui poursuivent la modification des conditions de travail ou de salaires (Gérard, p. 141 et suiv.).

En fait, cependant, la procédure du « common law » fut moins employée que les poursuites pour actes d'intimidation.

Au surplus, petit à petit cependant les idées évoluant, on en vint à admettre que les coalitions autres que celles de la loi de 1825 ne constituaient pas nécessairement des *conspiracy* criminelles, et il fut dès lors décidé qu'une coalition pouvait se proposer d'autre but que les motifs de discussion énumérés dans la loi de 1825, vouloir par exemple arrêter la marche de l'entreprise sans être considérée comme une conspiration criminelle pour entrave à la liberté du commerce.

Dès lors, le régime légal des coalitions ne dépendait plus que de l'appréciation par le juge du fait de savoir si les actes étaient ou non des actes d'intimidation punissables.

Mais si l'on cherche à se faire une idée juridique de la situation des coalitions, il faut avouer l'impossibilité de concilier la loi de 1825 et le droit coutumier. Les termes limitatifs de la loi de 1825 obligent à considérer qu'en dehors des cas visés par ce texte la coalition reste, dans l'esprit du droit coutumier, une association illégale pour entraver la liberté du commerce.

Pendant toute une première période : 1° le droit d'association n'est, en réalité, pas défini par la loi anglaise. On a toujours pu s'associer ; 2° mais, lorsque l'objet de l'association était d'entraver la liberté du commerce, la coutume judiciaire en faisait un délit jusqu'à la loi de 1871.

Sans doute, les idées doctrinales n'ont-elles jamais beaucoup préoccupé les esprits juridiques anglais plus soucieux d'équité, mais le système était, en droit, paradoxal et précaire.

La loi de 1871 sur les Trade-Unions (syndicats) (Gérard, p. 151) vint mettre fin à cette situation et reconnaître le caractère légal de l'action des coalitions, même lorsqu'en fait elle aboutit à menacer la liberté du commerce (ancien délit de droit coutumier). C'est donc de 1871 que date véritablement en Angleterre le régime légal des syndicats. Le principe est la liberté d'action même si elle est destinée à entraver le commerce.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Mais la même année, une loi pénale était votée (Criminal Law Amendment, act. 34 et 35, Victoria c. 32) (Gérard, p. 153) (L. S., vol. II, p. 23) maintenant ainsi, de même qu'en 1825, la solidarité des deux aspects de la question, d'une part, la nécessité de consacrer le nouveau principe d'association des travailleurs, de l'autre, la restriction immédiate de cette nouvelle liberté de coalition par les pénalités sévères destinées à sauvegarder le principe de la liberté de l'industrie. Mais en même temps le droit anglais s'efforçait de restreindre la concession qu'il avait dû faire au mouvement ouvrier.

En 1825 déjà, après l'interdiction totale des coalitions, on arrive à la phase de tolérance, mais si on a dû concéder aux ouvriers le droit de faire modifier leurs conditions de travail en se coalisant, le principe de la liberté de l'industrie demeure sacré. Dans cette époque où l'industrie déjà forte prenait la première place dans la vie économique du pays, la loi de 1825 utilise le nouveau délit comme sauvegarde d'un principe qui apparaît à tous comme l'essence même de la prospérité nationale.

La loi de 1825 servit donc de base aux poursuites contre les coalitions indésirables. Les actes d'intimidation étaient interdits, c'est donc sous la forme de répression de ces actes que fut tenté la limitation de l'action des coalitions.

Ainsi dans le cas *Walsby v. Anley* (3 *Ellis and Ellis Reports* 516) l'envoi par des ouvriers à leur patron

d'une lettre menaçant de faire grève si tel ouvrier n'est pas renvoyé fut considéré comme l'acte d'intimidation interdit par la loi de 1825 (Gérard, p. 147).

Obéissant aux mêmes préoccupations, la loi pénale de 1871 punissait à son tour d'emprisonnement (2) :

« Quiconque en vue d'exercer une pression sur autrui pour des fins professionnelles :

1° recourra à des violences sur les personnes ;

2° profèrera des menaces telles qu'un magistrat sera justifié à le faire comparaître devant le tribunal pour assurer le maintien de la paix ;

3° molestera autrui ou le gênera d'une des manières suivantes :

a) en suivant avec persistance une personne d'un lieu à un autre ;

b) en cachant ses outils, ses vêtements ou d'autres objets lui appartenant ;

c) en surveillant ou assiégeant sa maison ou en le suivant le long de la rue ou route, avec deux ou plusieurs personnes, d'une manière désordonnée. »

Si toutes personnes pouvaient ainsi se coaliser d'après la loi sur les Trade-Unions, le délit de coalition disparaissant complètement, du moins l'énoncé soigneux par la loi criminelle de tous les actes susceptibles d'être considérés comme des actes d'intimidation, venait singulièrement restreindre le champ de l'activité syndicale. On put dire, à l'époque, que c'était là reprendre d'une main ce qu'on avait donné de l'autre. Le deuxième paragraphe ci-dessus

(2) Traduction dans L. S., p. 23.

reproduit notamment, laissait au juge une liberté d'appréciation de la gravité de la menace qui permettait de considérer toutes les paroles des grévistes pour convaincre leurs camarades, comme des actes d'intimidation. D'autre part, l'alinéa c du paragraphe 3 prohibait le picketing même lorsqu'il n'était accompagné d'aucune violence ni tentative de persuasion. Aucun moyen de lutte syndicale ne demeurerait licite en quelque sorte, d'autant plus que la jurisprudence (*Regina v. Bunn*) (Gérard, p. 154) considérait que les actes de 1871 n'avaient pas abrogé la doctrine du *Conspiracy at common law*, en sorte qu'une coalition sortant de la forme des Trade-Unions pouvait être coupable, même si elle n'employait aucun des moyens énumérés à l'acte de 1871.

La régression du droit pénal. — Un régime aussi sévère ne pouvait durer et une loi de 1875 (Gérard, p. 155) vint décider que le fait qu'un acte était commis par une coalition, ne le rendait pas plus punissable que s'il avait été commis par un individu. Le droit de coalition se trouve donc définitivement reconnu. Restent seuls punis certains actes, violences, menaces et autres procédés d'intimidation limitativement énumérés par la nouvelle loi. Cette réforme était nécessaire, non seulement pour apaiser les revendications ouvrières, mais parce qu'en réalité la liberté de coalition eût été réduite à néant si les coalisés n'avaient même pas eu la possibilité de recruter des adhérents par persuasion. En définitive, le résultat de la loi de 1875 est d'autoriser l'action pacifique, mais en laissant les actes d'intimidation illicite soumis à la loi pénale.

Les tribunaux anglais eurent assez peu souvent depuis 1875 à juger de procès contre les coalitions par la voie criminelle. En 1891, une Cour spéciale composée de cinq juges du Banc de la Reine (Queen Bench division) Gebson et Lawsan, décida (3) :

« Que le fait de dire à un camarade de travail que s'il refuse de s'affilier à un syndicat donné, les autres travailleurs quitteront le travail, ou de dire à un patron que, s'il n'emploie pas exclusivement des syndiqués, ses ouvriers cesseront de travailler pour lui sans menaces de violences sur la personne ou la propriété, ni paroles menaçantes, ne constitue pas un fait d'intimidation au sens de la loi sur les conspirations et la protection de la propriété (conspiracy and protection of property act, 1875) ».

Il devenait dès lors difficile de continuer à poursuivre pénalement l'action syndicale tant qu'il n'y avait pas violences ou menaces violentes. Or il ne semble pas que la jurisprudence anglaise ait été favorable au développement de procès criminels pour intimidation. Ce n'est désormais plus que sur le terrain du droit civil que l'action syndicale allait se heurter encore à de nombreux obstacles juridiques.

Les lois qui vinrent fixer postérieurement le statut des syndicats anglais ne modifièrent pas, jusqu'en 1927, au point de vue pénal la situation dont nous avons essayé de retracer le développement historique. On rencontre seulement un certain nombre de règles prohibitives tout à fait spéciales pour les services publics d'alimentation en eau ou d'éclairage (Cf. loi de

(3) Rapporté dans L. S., p. 26.

1875). *Art. 4* : « Lorsqu'une personne... sachant ou ayant de bonnes raisons de croire qu'en agissant ainsi... la conséquence probable de son acte sera de mettre en danger des vies humaines, de causer des blessures graves aux personnes ou d'exposer des biens d'une certaine valeur... elle sera passible, soit d'une amende de 20 livres au plus, soit d'un emprisonnement de trois mois au plus... ».

De même, une loi de 1920 (*Emergency powers Act.*) sur les pouvoirs d'urgence suspend toutes garanties (*gudverly*) en temps grave pour assurer l'approvisionnement et la sécurité du pays (Cf. *L. S.*, p. 67).

Le *Police Act* de 1919 enfin (*L. S.*, p. 47) interdit la formation de syndicats non autorisés pour le personnel de police et punit d'emprisonnement la grève ou la provocation à la grève dans ce personnel.

Mais l'application d'un système général de droit pénal aux coalitions, la conspiration criminelle, est abandonnée depuis 1875. Les délits de violences ou menaces sont des délits ordinaires ; il ne subsiste donc aucune notion pénale spéciale aux coalitions.

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Le même résultat a d'autre part été atteint en ce qui concerne la liberté syndicale : l'application du droit pénal a définitivement été écarté depuis 1871.

Et cependant les syndicats désormais licites, ne verront pas leur activité régie par le droit commun, mais demanderont au contraire délibérément à être soustraits à son application au point de vue civil.

C'est qu'en effet le développement des *Trade-Unions*,

le nombre et la discipline de leurs membres, vont mettre les syndicats britanniques à la tête d'un patrimoine souvent important, leur donner des droits ou des obligations pécuniaires considérables. A la faveur des contestations civiles qui peuvent naître à propos de ces rapports, les juges ne seront-ils pas tentés de contrôler et de censurer l'action syndicale, de lui témoigner, dans leurs jugements, l'antipathie qu'elle peut leur inspirer ?

Pour éviter ce danger, les Trade-Unions après avoir réussi à soustraire leur activité au droit pénal, vont faire exclure de même l'application du droit civil. La liberté syndicale en Angleterre — et c'est son originalité — implique ainsi la sauvegarde du patrimoine des syndicats, de l'autonomie de leur gestion : ce résultat est obtenu par l'exclusion non seulement du droit civil, mais encore de la compétence des tribunaux.

Le heurt des tendances trades-unionistes et les principes individualistes si énergiquement défendus par le juge britannique, ont abouti à un régime très curieux, qui a notamment été analysé par M. Baratier. (L'autonomie syndicale et ses limites devant les Cours anglaises, Lyon, 1927).

L'IRRESPONSABILITÉ SYNDICALE EN MATIÈRE QUASI-CONTRACTUELLE

Aux termes de l'article 4 de la loi du 29 juin 1871 :
« Aucune des dispositions de la présente loi n'autorise une Cour de justice à recevoir une action qui

aurait pour objet soit de sanctionner directement les contrats ci-dessous désignés, soit d'obtenir des dommages-intérêts pour leur violation.

1° Convention entre les membres d'une trade-union en cette qualité, relative aux conditions auxquelles il sera prescrit ou interdit aux personnes faisant partie de ladite union, de vendre leurs biens, de faire des transactions, d'employer d'autres personnes ou d'être employées par elles.

2° Conventions stipulant le versement par quelque personne que ce soit, d'une cotisation ou d'une amende, à la caisse d'une trade-union.

3° Convention stipulant l'emploi des fonds d'une trade-union :

a) soit à la distribution de secours ou d'indemnités parmi ses membres ;

b) soit à des souscriptions en faveur de patrons ou d'ouvriers ne faisant pas partie de l'union, souscriptions décidées en raison de l'action desdits patrons ou ouvriers conforme aux statuts ou aux résolutions de ladite union ;

c) soit à payer une amende infligée par jugement d'un tribunal à quelque personne que ce soit.

4° Convention passée entre deux trade-unions.

5° Tout engagement ayant pour objet d'assurer l'exécution d'une des conventions ci-dessus mentionnées.

Mais rien dans cet article ne peut être entendu comme imputant aux conventions ci-dessus un caractère d'illégalité. »

Les syndicats eux-mêmes avaient désiré le vote de cette clause. Comme l'écrivaient M. et Mme Webb

(The History of trade Unionism, 1920, p. 264) : « La simple législation aurait fait tomber les syndicats sous le coup du droit commun, et les aurait soumis à l'intervention constante et harcelante des tribunaux. Ces syndicats se sont développés malgré la loi et les juristes qui, la première en raison de son esprit, et les seconds en raison de leurs préjugés étaient étrangers et hostiles aux buts et à l'action collective des associations professionnelles : « Les vieux syndicalistes affirmaient constamment que moins les travailleurs auront affaire avec la loi, de quelque manière que ce soit, mieux cela vaudra ».

On crée ainsi pour les statuts des Trade-Unions une situation en marge du droit, le pouvoir social refusant d'intervenir dans la réglementation des conflits des sociétés syndicales, soit pour contrecarrer ses décisions, soit au contraire pour lui prêter l'appui de ses sanctions.

a) *Les amendes.* — Les applications de ce principe sont nombreuses : les tribunaux se refusent ainsi constamment à apprécier la légitimité des amendes infligées. Dans un arrêt de 1904 (Mallet v. Fédération des Polisseurs français (Baratier, p. 69), le juge Kekewich s'est déclaré incompétent pour rechercher si certains membres d'un syndicat avaient été à bon droit frappés d'amendes. Et plus récemment, en 1921, la Cour suprême d'Ecosse, dans son arrêt *The Associated Ironmoulders* (Baratier, p. 71), a admis que des ouvriers ayant travaillé un premier mai, malgré la décision de la majorité, ne pouvaient pas demander des dommages-intérêts en raison du préjudice que leur aurait causé une amende infligée par la suite.

b) *Les secours syndicaux.* — S'agit-il, inversement, des secours dus aux termes des statuts par le syndicat à ses membres en raison de leur infirmité ou pour toute autre cause ? La Cour suprême d'Ecosse (Baratier, p. 73 — Patrick Mac Kernan et Shanks v. ouvriers maçons d'Ecosse, 6 février et 11 mars 1874) a rejeté dès 1874, et par deux fois, l'action d'ouvriers maçons réclamant à leur Union le secours auquel ils prétendaient avoir droit.

Le 16 décembre 1902, la Cour du Banc du Roi (Baratier, p. 80) rejetait de même l'action du sieur Sayer réclamant à la « Society of Carpenters and Joiners » l'indemnité statutaire de 50 livres due en cas d'incapacité permanente.

L'application de l'acte de 1871 n'a pas fait davantage de difficultés lorsque, par exemple, la veuve d'un adhérent qui aurait dû bénéficier d'une pension de retraite du syndicat, auquel appartenait son mari, a réclamé en justice le paiement de cette pension.

Cette espèce, Russell v. Amalgamated Society of Carpenters and Joiners (Baratier, p. 84 et suiv.) mettait aux prises la veuve d'un charpentier affilié jadis à la Fédération des Charpentiers et Menuisiers et cette même Fédération. La demanderesse réclamait le paiement des annuités versées par le défunt en tant que membre du syndicat. La Chambre des Lords, dans un jugement du 26 février 1912 confirma l'arrêt de la Cour d'appel lequel avait rejeté la requête de la veuve sous prétexte que le règlement de la Fédération impliquait des clauses de restrictions à la liberté de travail.

Avant que la Chambre des Lords eut rendu son ar-

rêt dans le sens indiqué, la Cour du Banc du Roi (Baratier, p. 87) saisie d'une indemnité se basant sur les mêmes motifs d'atteinte à la liberté du travail incluse dans le statut de la Fédération des Charpentiers et Menuisiers, s'était refusée à admettre la demande d'indemnité de Mudd, membre de la Fédération, pour perte d'outils dans un incendie. (Voir aussi une décision plus récente déniaut le droit à l'action en vue d'obtenir les secours syndicaux : R. I. J. T., 1928, Angleterre, n° 10, Chancery division, Cox c. Union of Foundry).

La jurisprudence a, du reste, cherché un fondement rationnel à cette solution. Dans le Patrick-Shanks, arrêt cité, l'un des juges membre de la Cour indiquait que l'intérêt qui naît des liens sociaux ou syndicaux n'est pas de ceux pour lesquels un tribunal se préoccupera jamais d'exercer une contrainte sur la volonté d'un des adhérents, et un autre juge indiquait que « la raison pour laquelle un tribunal n'interviendra pas est que nul n'a d'intérêt légitime ou légal à obtenir l'exécution forcée des promesses pures et simples que constituent les engagements sociaux ».

On voit dans tous ces cas l'association assignée, invoquer le *restraint of trade* impliqué par ses statuts et la doctrine résumée par l'arrêt Russell v. Sty of Carpenters (ci-dessus), suivant laquelle « si les buts poursuivis par un syndicat peuvent être d'un point de vue quelconque sérieusement taxés d'illegalité, le syndicat tout entier est un groupement illegal et nul article des statuts ne peut être sanctionné ». Le syndicat se fait lui-même un rempart de son

illégalité définie cette fois, non par rapport au *Statute Law*, mais par rapport au *Common law* et au principe de liberté économique qu'il consacre.

c) *L'emploi des fonds sociaux*. — Mais si les syndiqués se trouvent ainsi impuissants à obtenir de leur syndicat les prestations auxquelles ils croyaient pouvoir prétendre à titre individuel, peuvent-ils au moins obtenir des tribunaux la sanction de leur droit moral de membres, à contrôler l'emploi du patrimoine collectif ?

Une décision du juge Denman de 1880, *Duke v. Littleboy* (Baratier, p. 121) avait refusé aux demandeurs secrétaires d'un syndicat, l'injonction qu'il sollicitait contre le trésorier et le président d'avoir à ne pas disperser les fonds sociaux : le syndicat se trouvait ainsi absolument désarmé vis-à-vis d'un personnel malhonnête.

Mais un revirement de jurisprudence ne devait pas tarder à se produire. Dans une affaire *Wolf v. Matthews* de 1882 (Baratier, p. 123), le juge Fry constatait que les demandeurs ne réclamaient pas l'exécution des statuts, mais seulement l'interdiction, pour les défendeurs, d'agir contrairement à ces statuts en versant l'argent à des tiers. Ce qui constituait un mode de sanction trop indirect pour tomber sous le coup de la loi de 1881. Cette jurisprudence a été confirmée par un arrêt de la Chambre des Lords du 14 avril 1905, *Howden v. Yorkshir Miners* (cité, Baratier, p. 126), faisant droit à l'action d'un mineur qui demandait à ce qu'il fût interdit au syndicat de verser des allocations à des grévistes engagés dans une grève con-

traire aux statuts (cet arrêt ne fut toutefois rendu qu'après partage de voix, le débat ayant porté sur la question de savoir si l'injonction demandée ne constituait pas une « sanction directe », seule prohibée par le texte de 1871).

Il semble, du reste, qu'en l'espèce, l'opinion de la Chambre des Lords était emportée par cette considération d'équité (Baratier, p. 135) que les syndicats auxquels le législateur avait témoigné sa bienveillance ne pouvaient être livrés sans défense à la malhonnêteté de leur fidei commissaire ; la Chambre des Lords a d'autre part décidé qu'elle ne répartissait pas elle-même des fonds syndicaux mais empêchait simplement leur détournement.

Mais les tribunaux judiciaires ont pu ensuite, grâce à cette jurisprudence, s'assurer un certain contrôle de l'emploi des fonds sociaux. C'est ainsi qu'un syndicat local d'employés municipaux s'étant retiré du syndicat national par le motif que le secrétaire de celui-ci n'avait pas été réélu, et ayant décidé de retirer sa part des fonds syndicaux pour les répartir entre ses membres, le syndicat national demanda une injonction d'interdiction qui fut accordée par la Cour d'appel, en avril-mai 1909 (Baratier, p. 145) de disposer des fonds syndicaux.

L'ingérence des tribunaux judiciaires apparaît encore plus nette dans la décision de la Chambre des Lords du 21 décembre 1909 (*Osborne v. Federation des Employés de Chemin de fer*) (Marquis : Les fondements de droit privé de la puissance politique du Trade-Unionisme anglais, Lyon, 1924), reconnaissant

l'illégalité de la perception de cotisations syndicales en vue d'un fonds politique.

Et il est curieux de constater que cette jurisprudence tournant la loi de 1871, a aussitôt suscité les conflits que cette loi avait pour but d'éviter, puisqu'une loi de 1913 était votée quelques années après, pour écarter par la voix du *statute law* cette jurisprudence. La loi de 1913 permet, en effet, aux syndicats de créer un fonds politique, sous la seule condition que cette création soit votée par la majorité des adhérents.

Bien plus, à l'occasion de la grève générale de 1926, le juge Astbury a eu à statuer sur la requête de la National Sailors and Firemen Union of Great Britain, contre le secrétaire d'une section locale, requête tendant à faire déclarer que le secrétaire de cette section n'avait pu décider la grève sur l'ordre du Comité Central des Trade-Unions, et qu'il n'était lié que par l'ordre du Comité exécutif de sa propre union (Baratier, p. 158) — l'injonction fut accordée par le juge Astbury qui se fondait précisément sur la violation des statuts et sur l'illégalité de la grève générale qu'il proclamait en en déduisant l'interdiction pour les secrétaires de syndicat de verser des subsides quelconques aux grévistes. En ce sens aussi Booth v. Amalgamated Marine Workers (Chancery Division, 1^{er} juin 1926, R. I. J. T., 1926, Angleterre, n° 7) à propos d'une injonction relative à la répartition de fonds après une fusion d'Unions.

d) *Les exclusions.* — La question s'est posée enfin de savoir si les syndiqués peuvent demander aux tri-

bunaux de censurer leur exclusion du syndicat, de sanctionner leur droit à rester membre de l'Union, droit dont la méconnaissance entraîne pour eux un préjudice considérable en raison de la puissance de l'Union qui, dans certains cas (voir ci-dessous), en arrive à réserver à ses adhérents le monopole du travail.

La question s'est trouvée posée dès 1880 au Maître des Rôles (Baratier, p. 116), par un sieur Rigby qui, contrairement aux statuts, avait mis son fils en apprentissage chez un employeur, lequel n'utilisait pas exclusivement une main-d'œuvre syndiquée. Ayant refusé de payer l'amende qui lui avait été infligée, Rigby avait été ensuite exclu. Le défendeur avait invoqué l'incompétence du juge aux termes de l'acte de 1871. Le juge Jessel, interprétant littéralement ce texte, avait observé que si « rien n'y autorisait » l'intervention du juge, rien n'excluait non plus une intervention fondée sur le *common law* ; mais il faisait alors observer que l'association étant certainement illégale par rapport au *common law*, en vertu des *restraint of trade* contenues dans ses statuts, aucune action ne pouvait naître du *common law* en faveur de l'application de semblables statuts ; et comme la loi de 1871 n'avait pas davantage créé cette action, Rigby se trouvait absolument désarmé.

Mais ici encore une évolution semblable à celle que nous avons constatée en matière d'emploi des fonds syndicaux s'est produite, bien que plus lentement, et en 1911 la Fédération des Chemins de fer ayant décidé d'exclure le sieur Osborne qui avait obtenu de

la Chambre des Lords la condamnation du système du fonds politique, une décision de la Cour d'appel a reconnu l'illégalité de l'exclusion en indiquant toutefois qu'il n'aurait pu être accordé d'injonction tendant à faire reconnaître le droit du demandeur à participer à la distribution des fonds syndicaux (Baratier, p. 175).

Une décision analogue de la Cour d'appel, juin-juillet 1915 — *Kelly v. National Society of Printers* (Baratier, p. 192), rendue à propos d'un syndiqué exclu pour avoir travaillé en plus de son travail régulier — accorde de même la réintégration, sans l'allocation de dommages-intérêts (même sens, Cours d'appel, 1921, à propos d'une participation au bénéfice induë, Baratier, p. 203). Enfin, un arrêt du juge Coleridge, de la Cour du Banc du Roi, 1921 (*op. cit.*, p. 218), « réintègre un syndiqué exclu à tort pour non paiement de ses cotisations ». *Idem*, Chancery Division, 27 août 1925, *Clarke c. Ferrie* (R. I. J. T., 1926, Angleterre, n° 16) (voir cependant Chancery Division, *Maclean c. Workers Union*, R. I. J. T., 1929, Angleterre, n° 6, proclame l'incompétence du juge pour apprécier la légitimité d'une exclusion).

On voit ainsi que les tribunaux anglais sont arrivés petit à petit, et malgré des termes apparemment formels de la loi de 1871, à restaurer un certain contrôle judiciaire sur l'activité syndicale.

LES CONSÉQUENCES CIVILES

Si l'on considère à présent les conséquences civiles de la coalition on constate que leur détermination a

résulté d'un processus juridique très particulier et hautement caractéristique du droit britannique. Dans une première phase la jurisprudence a établi un régime civil très sévère contre les coalitions en vertu du *common law* ; dans une seconde phase l'opinion ouvrière, en réaction contre cette sévérité du juge, a réussi à créer par le *statute law*, une série d'exception au *common law*, qui ont doté les coalitions d'un régime d'irresponsabilité contractuelle et délictuelle à peu près complet.

Les théories de la jurisprudence britannique relatives aux effets civils des coalitions, se sont du reste formées non seulement à propos des conflits du travail, mais encore à propos de heurts entre des groupements professionnels et commerciaux différents, heurts fréquents dans un pays où l'industrie et le commerce mondial en se développant depuis plus d'un siècle, ont nécessairement multiplié les coalitions opposées.

La question s'est posée, notamment de savoir dans quelle mesure une partie peut, pour en vaincre une autre, recourir à la contrainte économique pour réaliser à son profit « la conscription des neutres », c'est-à-dire obliger des tiers personnellement indifférents à appuyer son action ; à généraliser par exemple le boycott, à peine pour ceux qui refusent d'y participer d'encourir certaines sanctions économiques telles que la grève, le lock-out et le boycottage dirigé cette fois contre eux. En d'autres termes, il s'agit de savoir si, au cours d'un conflit, une partie peut adresser aux neutres une manière d'ultimatum en leur déclarant

qu'ils seront obligatoirement ses ennemis ou ses alliés (V. sur ce point Mohamed El-Araby, *La Contrainte économique et le délit civil de violence*, Lyon, 1924).

Il faut ici distinguer la responsabilité du syndicat lui-même et celle des membres de la coalition.

LA RESPONSABILITÉ SYNDICALE

La jurisprudence a tenté vers la fin du xix^e siècle de faire admettre une certaine responsabilité des syndicats et de leurs fonctionnaires vis-à-vis des travailleurs ou employeurs auxquels ils avaient cherché à nuire.

On admettait cependant qu'il résultait des principes généraux du droit anglais (voir sur ce point L. S., p. 28) que les syndicats eux-mêmes ne pouvaient être actionnés sur leur patrimoine propre.

Mais au début du xx^e siècle, un revirement de jurisprudence s'est produit. La Chambre des Lords a, dès 1903 (El Araby, p. 119), accordé des dommages-intérêts aux ouvriers que leurs patrons avaient dû congédier devant la menace de grève du syndicat. Et en 1906, un arrêt de principe est intervenu dans la célèbre affaire *Taff Vale v. Amalgamated Society and Railway servants*. La Chambre des Lords eut à statuer un syndicat qui avait organisé une grève, organisé le picketing parmi les non grévistes — et par là même incité les employés à rompre leur contrat — et elle a admis que la loi de 1871 avait conféré aux syndicats une responsabilité morale qui les rendait passibles de dommages-intérêts (Gérard, p. 168).

A la suite du succès électoral des libéraux et des travaillistes (qui obtenaient pour la première fois 29 sièges à la Chambre des Communes), on assiste à une nouvelle intervention du *statute law*, destiné à écarter les rigueurs de la jurisprudence. Le *Trade Disputes act* de 1906 (Gérard, p. 174) vient établir l'irresponsabilité des syndicats, et admet de plus que : « Aucun tribunal ne pourra recevoir une action contre un syndicat, soit d'ouvriers, soit de patrons, ou contre des membres ou fonctionnaires d'un tel syndicat en leur nom propre et en celui de tous les autres membres du syndicat, en raison d'un acte dommageable que l'on prétend avoir été commis par le syndicat ou au nom de celui-ci ».

Il admet de plus : « Qu'un acte accompli par une personne en vue, ou au cours d'un conflit industriel, ne pourra fonder une action en justice par le seul fait qu'il consiste à inciter une autre personne à rompre un contrat de travail ou de louage de services, ou qu'il constitue une intervention dans le travail, les affaires ou la profession d'une autre personne, ou qu'il tend à limiter ou à détruire le droit que possède une autre personne de disposer à son gré de son capital ou de ses forces de travail ».

PERSISTANCE DES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES

La responsabilité civile des syndicats se trouvait ainsi abolie par l'intervention d'une loi spéciale, et la matière qui tient ainsi une telle place dans les droits continentaux disparaît nécessairement du droit

anglais. Il a cependant été admis (L. S., p. 56) que ce texte ne faisait pas obstacle à la responsabilité individuelle qu'ont pu encourir les fonctionnaires d'un syndicat — et on s'est même demandé si la loi de 1906 ne laissait pas la possibilité d'adresser des injonctions, en sorte que la doctrine de la jurisprudence sur les conséquences civiles de la coalition et de l'atteinte à la liberté du travail indépendamment de la loi de 1906 conserve encore son intérêt pratique.

Quelle est donc cette doctrine ? Dans la décision *Quinn v. Leathem*, la Chambre des Lords a nettement proclamé la survivance du délit de *conspiracy* sur le terrain du droit civil malgré son abolition en 1875 sur le terrain du droit pénal.

Quand y a-t-il délit civil. — Dans cette affaire (en 1901) (Cf. El Araby, p. 44), la Chambre des Lords a eu à statuer sur le cas d'un patron boucher qui avait été sommé par le syndicat des journaliers et aides bouchers, de congédier ses ouvriers non syndiqués et avait refusé d'accéder à cette demande. Le syndicat avait alors exigé et obtenu de tous les autres bouchers (fournisseurs et détaillants) qu'ils cessent toute relation avec Leathem. Celui-ci, mis hors d'état de continuer son exploitation, se retourna alors contre le syndicat organisateur du boycott, et obtint de lui des **dommages-intérêts**.

A côté du groupe d'arrêts dont la décision *Quinn v. Leathem* constitue le *leading case*, on rencontre cependant un autre groupe de décisions apparemment contradictoires dont l'arrêt type est représenté par la décision *Allen v. Flood*.

Dans cette espèce, qui avait été soumise à la Chambre des Lords en 1897 (Cf. El Araby, p. 30), des ouvriers charpentiers avaient été congédiés des chantiers de la Tamise, à la suite d'un ultimatum des ouvriers du fer, qui, voulant interdire aux charpentiers tout travail du fer, même à titre accessoire, avaient exigé le renvoi des plaignants charpentiers demandeurs, lesquels avaient contrevenu précédemment à cette autorisation : la Chambre des Lords leur a refusé l'indemnité qu'ils réclamaient aux syndicats des travailleurs du fer.

Comment concilier ces décisions ? Si, comme nous l'avons vu, le *Trade-Union act* de 1906 a eu pour but de consacrer par la voix du *statute law* l'interprétation de la *common law* donnée par la Chambre des Lords dans l'arrêt de 1897, en écartant, du moins en ce qui concerne les Trade-Unions, la doctrine de l'arrêt de 1901, cette dernière doctrine demeure applicable lorsqu'il s'agit de la responsabilité individuelle des membres d'une coalition.

La jurisprudence a été très incertaine jusqu'à une époque très récente. La possibilité d'une responsabilité des coalitions, le courant de protection de la liberté du travail qui s'est manifesté dans l'arrêt de 1897 se retrouvent (El Araby, p. 52) dans une décision du juge Mc Cardie, du 15 octobre 1918, *Pratt v. British Medical Association*, qui a statué sur l'hypothèse où des médecins entrés au service d'un dispensaire social, malgré la défense de l'association professionnelle des médecins, s'étaient à partir de ce moment heurtés à un véritable ostracisme de leurs collègues, aussi bien

dans leur vie professionnelle que dans leur vie familiale. Des dommages-intérêts ont été alloués aux plaignants. De même un arrêt du 6 mars 1919, *Valentine v. Hyde* du Banc de la Division de Chancellerie (Cf. *El Araby*, p. 209) avait accordé des dommages-intérêts à un sieur Valentine non syndiqué, qui avait été congédié par l'employeur sur la demande du syndicat auquel Valentine avait refusé d'adhérer.

a) Mais la jurisprudence était extrêmement partagée sur les circonstances génératrices du droit à indemnité. Certains avaient proposé de s'attacher à l'existence d'une coalition.

Lord Brampton, dans son avis sur le cas *Quinn v. Leathem*, insistait précisément (*El Araby*, p. 182) sur la circonstance aggravante constituée par la coalition. Et d'une manière générale, les Lords auteurs de l'arrêt de 1901 avaient, semble-t-il, considéré que le caractère collectif des actes commis contre Leathem constituait une circonstance aggravante qui ne se retrouvait pas dans le cas *Allen v. Flood* (voir sur ce point Hofhern. Le boycottage devant les Cours anglaises, Lyon, 1923, p. 52 et suiv.).

De même dans une décision du 28 mars 1923, *Sorrell v. Smith*, le juge Russel avait admis que si l'intention de nuire du défendeur ne pouvait à elle seule constituer le fondement de l'action du demandeur, la coalition formée pour empêcher une personne de travailler, était par elle-même génératrice de responsabilité. En conséquence, une injonction d'avoir à cesser leurs agissements fut délivrée contre Smith et le syndicat des journaux qui avait interdit à des tiers intermédiaires de fournir le demandeur détaillant dont le

syndicat avait décidé de supprimer l'établissement (Cf. El Araby, chap. V).

Et cependant, les motifs extrêmement catégoriques de la décision *Pratt v. Bristch Medical Association*, avaient déclaré que le fait de molester émanant d'une coalition suffisait à lui donner un caractère illicite, que, commis par un seul, un acte n'était pas moins sujet à répression civile (actionnable) par le fait même qu'il troublait quelqu'un dans l'exercice de sa profession.

b) Si l'influence du fait de la coalition est ainsi incertaine, trouve-t-on plus de précision dans la détermination des droits protégés ?

La théorie de l'abus du droit, mode de discrimination entre la coalition génératrice de responsabilité et la coalition illicite, théorie connue en droit anglais sous le nom de « Théorie de la malice », a été abandonnée (Cf. El Araby, p. 161), en 1897 par les arrêts *Mogul Steanship C^o v. Mc Gregor* et *Allen v. Flood*, puisque l'intention de nuire au demandeur chez les défendeurs n'avait entraîné aucune condamnation contre eux.

c) Mais certains des auteurs de l'arrêt de 1901 prétendaient (El Araby, p. 47) que l'arrêt de 1897 n'avait pas sacrifié la liberté du commerce et de l'industrie, laquelle demeurerait un droit acquis auquel il ne pouvait être porté atteinte, à peine de dommages-intérêts.

Suivant la formule de Lord Brampton, « la cause réelle et essentielle d'action consiste dans une coalition illicite pour nuire au plaignant dans l'exercice de son commerce, et en agissant ainsi pour violer le droit indiscutable... »

On aboutissait ainsi à la formule du chef de justice William Erle (El Araby, p. 61) : « Toute personne a un droit en vertu de la loi dans les rapports entre elle et ses concitoyens, à la pleine liberté de disposer de son propre travail et de son propre capital, selon sa propre volonté ». La doctrine anglaise admet ainsi souvent (voir citation de Lord Lindley, El Araby, p. 62) que toute pression déloyale faite pour empêcher une personne ayant le droit de traiter avec des tiers disposés à traiter avec elle, porte atteinte à la liberté de ladite personne qui est ainsi mise à l'index et constitue une intervention illicite.

Mais dans son arrêt de 1897, la Chambre des Lords avait condamné, non sans de longs débats, la doctrine de la protection du droit au travail. Si le chancelier Lord Halsbury avait déclaré : « Je pense que le droit d'employer leur travail comme ils le veulent est un droit à la fois reconnu par la loi et suffisamment gardé par ses dispositions pour faire de tout empiètement induit sur ce droit, un délit générateur d'action civile » (El Araby, p. 167), la majorité de la Chambre des Lords avait au contraire admis que le respect du droit des uns, ne pouvait devenir une entrave suffisante au droit des autres à agir.

L'arrêt *Mogul Steamship, v. Mc Grégor*, 1892 (El Araby, p. 83), de la Chambre des Lords, avait de même admis que le droit au travail des uns étant conditionné par le droit correspondant des autres, le régime de la libre concurrence, pouvait ainsi aboutir en fait à une limitation des droits d'un citoyen, sans que celui-ci puisât dans cette situation des droits à des dommages-intérêts dès l'instant où les défendeurs avaient poursuivi un intérêt légitime (dans le *Mogul case* un

certain nombre de Compagnies de Navigation avaient interdit à leurs clients ou fournisseurs de traiter avec un concurrent qui refusait d'entrer dans leur coalition).

La décision du *Mogul case* semble ainsi admettre que l'existence d'un motif légitime est exclusive de responsabilité civile. Mais, d'autre part, un certain nombre de décisions considèrent qu'il y a des moyens illicites par eux-mêmes, qui sont toujours générateurs d'un droit à réparation, tel est par exemple le cas pour la provocation à violer une coalition.

La décision du Banc du Roi de 1905, *Clamorgan v. Miners Fédération* (El Araby, p. 50) a ainsi condamné à des dommages-intérêts le syndicat qui avait invité ses adhérents à diminuer leur production, afin d'obtenir indirectement le maintien de leur salaire.

Le fait d'agir pour la défense d'un intérêt réel (en l'espèce maintien des salaires) ne constitue donc pas toujours une excuse à l'emploi de moyens illicites tels que la provocation à la violation des contrats : le self interest est un fait sans pertinence dans ce cas.

Les listes noires constituent-elles aussi un moyen illicite en soi ? La jurisprudence est ici partagée.

L'arrêt *Ware Freville v. Motor Trade Association*, de 1921 (cf. El Araby, p. 90 et suiv.) semble bien se prononcer pour la négative. Au contraire une décision de la Cour des appels criminels du 22 mars 1926, rapportée au R. I. J. T., 1926, Angleterre, n° 14, — *The King v. Percy Ingram Denyer* — exclut la légitimité du motif et déclare superflue, pour la réalisation du délit civil, l'existence d'une intention délictuelle puisque le moyen est illicite en soi. Mais un ar-

rêt *Hardie c. Chilton* de la Cour des appels civils (R. I. J. T., 1928, Angleterre, n° 7), a récemment admis à nouveau la solution contraire pour l'alternative imposée à un adhérent de payer une amende ou d'être inscrit sur une liste noire.

De toute manière le nombre de ces moyens illicites en eux-mêmes semble assez restreint, car des décisions de 1920 (*El Araby*, p. 212), ont admis que l'exigence sous peine de grève du renvoi d'un employé n'est pas illicite parce qu'il n'y avait pas eu, en réalité, contrainte économique ; comme l'avait dit le juge *Watson* dans son « dissent » sous l'arrêt *Allen v. Flood* : « Un employeur ne saurait être dit contraint, au sens correct et juridique du mot, quand en présence de deux marches de conduite alternatives s'offrent à lui, il choisit celle qu'il considère comme conforme à son intérêt. » Et telle paraît bien être la solution à laquelle s'est ralliée la Cour d'Appel dans son arrêt de principe du 26 juillet 1920, *White v. Ryley* (*El Araby*, p. 220) dans lequel on lit la déclaration suivante :

« Je pense que le seul fait de la part d'un certain nombre d'ouvriers d'exposer à un employeur qu'ils ne veulent pas travailler avec un autre ouvrier, et que si cet ouvrier est maintenu dans son emploi ils feront grève, ne saurait par lui-même engendrer action.

« Il n'est pas douteux que si un groupe d'hommes répugne à travailler avec un autre groupe d'hommes, ou avec un autre homme, ils ont le droit de dire qu'ils ne travailleront plus avec lui et, qui plus est, de faire savoir à leur employeur ce qu'ils s'apprêtent à faire.

« Sans doute on affirme parfois qu'ils ont le droit

de donner un avertissement, mais qu'ils n'ont pas le droit de le menacer, ce sont là mots qu'il est difficile de définir et je préfère dire qu'ils ont le droit de lui exposer ce qu'ils vont faire, et que quels que soient l'épithète ou le substantif que l'on applique à cette communication, tant qu'ils ne vont pas plus loin, il n'y a pas de cause d'action. »

La même incertitude marque ainsi finalement tous les critères proposés. Ni la nature des moyens employés, ni celle du but poursuivi ou du droit lésé, ni enfin le caractère collectif des actes accomplis ne fournissaient donc jusqu'à une date très récente un critère certain de la responsabilité quasi délictuelle.

Si bien qu'en présence des contradictions des différentes décisions de jurisprudence, on prétend concilier celle-ci en invoquant l'idée de la balance des intérêts (V. El Araby, p. 272), en laissant au juge le soin de dire quel est des divers intérêts en présence, le plus important du point de vue de la *public policy* (Comp. les observations d'Al Sanhoury dans la matière des *Restraint of Trade*, Titre III (*Standard of Rationality*) (4)).

Le dernier état de la jurisprudence. — Il semble cependant que la Chambre des Lords, dans son arrêt rendu sur l'affaire *Sorell v. Smith* (déjà citée avec

(4) C'est du reste la préoccupation semblable d'assurer à tout prix aux particuliers la possibilité de continuer leur existence économique, qui inspire la jurisprudence britannique actuelle dans la question des *restraint of trade* librement consentis (Al Sanhoury, p. 276), l'employé ne peut consentir à une aliénation de sa liberté telle qu'elle fasse perdre en cas de congédiement la possibilité de gagner sa vie.

Idem (R. I. J. T., 1928, Angleterre, n° 1), *Cour of Appeal English Hop Growers c. Dering*.

la décision d'appel), a cherché à mettre plus d'ordre dans la jurisprudence (voir R. I. J. T., 1925, Angleterre, Droit de Coalition, p. 105).

Réformant la décision du premier juge et refusant de délivrer l'injonction, la Chambre des Lords a tenu à motiver très précisément sa décision ; le lord chancelier Lave a en effet déclaré :

1° Une coalition de deux ou plusieurs personnes, formée dans le dessein de nuire à un homme, est illícite, et donnera ouverture à une action civile, si elle cause un dommage à cet homme ;

2° Si le but réel de la coalition est, non pas de nuire à autrui, mais de favoriser et de défendre l'industrie de ceux qui la forment, alors aucune injustice n'est commise et aucune action civile ne sera donnée, alors même qu'un dommage serait causé.

On distingue quelquefois ces deux catégories de cas, en disant que dans la première catégorie il n'y a pas, tandis que dans la dernière catégorie il y a, un juste motif, c'est-à-dire une excuse, pour l'action entreprise.

Bien que la première proposition ci-dessus se réfère uniquement à une coalition de deux ou plusieurs personnes, il ne s'ensuit pas nécessairement que l'existence d'une coalition soit l'élément constitutif de l'injustice, sans lequel il n'y aurait pas d'action. Ce qui est illícite, de la part de deux personnes, n'est pas lícite du fait que l'acte est commis par une seule personne ; et la coalition, pour utile qu'elle soit comme élément de preuve dans la détermination de l'intention de nuire, n'est pas une condition essentielle de l'action.

La deuxième proposition suppose l'absence de moyens illicites, tels que la violence, ou la menace de la violence, et le dol. La menace de cesser de s'approvisionner, ou de cesser de fournir, ne rentre pas dans la catégorie des moyens illicites. Si un commerçant peut, sans violer la loi, retirer sa clientèle à un fournisseur, il peut, tout aussi légalement, exprimer son intention de la retirer, dans le cas où son fournisseur ne s'accommoderait pas à ses désirs, pourvu toutefois que le but de la menace soit de favoriser ses propres intérêts commerciaux, et non pas de nuire intentionnellement à ceux d'autrui.

Dans son dernier état, et mettant fin aux incertitudes antérieures, la jurisprudence britannique paraît donc condamner les théories de la coalition et de l'atteinte à la liberté du travail, motifs générateurs de responsabilité, et ne retenir que l'absence d'un juste motif ou l'emploi d'un moyen illicite, l'illicéité du moyen étant entendue restrictivement. Cette jurisprudence libérale aboutirait ainsi à prolonger pour les coalitions exclues du bénéfice de la loi de 1906, le régime d'irresponsabilité concédé par ce texte aux trades unions.

Mais ni le juste motif, ni le moyen illicite en soi ne sont précisément définis par cette dernière décision ; une part de l'incertitude antérieure demeure donc.

On comprend mieux encore à présent une aussi grande imprécision de la jurisprudence, laissant nécessairement une grande place à l'arbitraire du juge, l'effort du mouvement ouvrier britannique a essentiellement consisté moins à mettre dans le *Common*

law une précision nouvelle, qu'à soustraire le plus possible à son empire les conflits industriels (5).

Les conséquences pécuniaires administratives : l'indemnité de chômage. — La crise de chômage que traverse l'Angleterre depuis la guerre a fait apparaître dans ce pays comme en Allemagne, de nouvelles conséquences pécuniaires de la grève : il ne s'agit plus seulement de savoir si celle-ci engage la responsabilité civile de ceux qui y sont intéressés. Il s'agit de savoir si elle leur enlève le droit à l'indemnité de chômage. Cette question a donné lieu à une jurisprudence abondante en Angleterre comme en Allemagne.

En vertu de la section 8, par. 1, de la loi de 1920, il n'y a pas droit à indemnité au profit de celui qui chôme par suite d'un conflit de travail : aussi de nombreuses décisions ont-elles eu à rechercher s'il y avait eu, dans l'espèce soumise, conflit du travail. Pour que tel soit le cas, il faut tout d'abord que le conflit soit survenu entre employeur et employé, et non entre deux employeurs (Décision de l'Arbitre en vertu des lois sur l'assurance contre le chômage. Cas n° 25. R. I. J. T., 1925, Angleterre, n° 18), ou entre deux salariés (Cour des référendaires. Cas n° 214. R. I. J. T., 1926, Angleterre, n° 19). La jurisprudence a interprété du reste largement cette notion du conflit du travail. Elle décide par exemple (Décision de l'arbitre institué en vertu de l'Unemployment Insurance. Cas 1353. R. I. J. T., 1927, Angleterre, n° 18) que le refus

(5) Il est à remarquer que l'immunité des syndicats ne s'applique que lorsqu'il y a conflit industriel et que la jurisprudence ayant décidé que la grève générale de 1926 ne constituait pas un conflit industriel, l'irresponsabilité sus indiquée ne joue plus.

par l'employeur de reprendre un ouvrier après la grève, parce qu'il n'a pas assuré, sur l'ordre de son syndicat, les travaux de sécurité dans la mine, constitue une prolongation de conflit et exclut l'allocation du secours. Mais l'arbitre spécial décide que les ouvriers n'ayant pas soutenu la grève (Décision de l'arbitre, R. I. J. T., 1925, Angleterre, n° 5) et n'appartenant pas à une catégorie faisant grève, mais empêchés de travailler par les grévistes, ont droit à l'indemnité. *Idem* pour ceux qui, appartenant aux catégories de grève, sont contraints par les grévistes de cesser leur travail (Décision de l'arbitre. Cas n° 2687. R. I. J. T., 1926, Angleterre, n° 19). De plus le refus d'accepter un travail de grève (Décision de l'arbitre, R. I. J. T., 1925, Angleterre, n° 12) ne constitue pas la déchéance pour refus d'une offre raisonnable.

Quant à la grève générale, si elle n'est pas un conflit du travail, elle n'en disqualifie pas moins l'impétrant qui est réputé (Décision de l'arbitre. Cas n° 184-5. R. I. J. T., 1926, Angleterre, n° 19) avoir quitté son travail sans juste motif.

Si, nous l'avons vu, l'effort constant de la classe ouvrière anglaise a consisté à restreindre l'application d'un *common law* hostile, par l'intervention d'un *statute law* toujours plus favorable, on comprend le revirement que marque l'intervention en 1927 de nouveaux textes législatifs d'un *statute law* venant non plus favoriser l'action du syndicat, mais au contraire la contrecarrer, non pas paralyser les rigueurs dont la jurisprudence fait preuve à l'occasion de la grève générale de 1927, mais au contraire les développer et

les systématiser. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, l'arme du *statute law* est employée contre les coalitions et non pour elles.

LA RÉACTION LÉGISLATIVE DE 1927

L'influence croissante du *Labour Party* parvenu même au pouvoir en 1924, en s'appuyant sur les Trade-Unions, la grève générale de 1926 et la longue grève des mineurs qui ont apporté de très graves perturbations dans la vie économique anglaise, en même temps qu'elles révélaient l'influence prédominante des syndicats sur la classe ouvrière, ont amené un changement d'orientation du législateur. Devant des adversaires aussi puissants, le gouvernement conservateur a résolu de mettre fin à la longue période de bienveillance législative, et alors que depuis longtemps le Parlement s'était borné à modifier en faveur des coalitions ouvrières, par le procédé du *statute law*, un *common law* dont l'interprétation par les juges aboutissait à des résultats trop rigoureux, en 1927 le *Statute Law* a rétabli un droit pénal propre des coalitions (Baratier, p. 285 et suiv. et 295).

Le titre même de la nouvelle loi est assez significatif :

« Loi tendant à proclamer et à modifier la législation concernant les différends du travail et les syndicats, à régler la situation des fonctionnaires civils et des employés des services publics en ce qui concerne leur affiliation à des syndicats et à des organisations similaires, à étendre la portée de l'article 5

de la loi de 1875 sur la conspiration de la protection des biens, et tendant à d'autres fins connexes. »

Cas de réapparition de délit pénal de coalition. — L'article premier définit les grèves désormais illégales :

« Est illégale toute grève :

« 1° Dont le but ne consiste pas uniquement par sa nature ou sa portée à soutenir un différend du travail dans le cadre de la profession ou de l'industrie à laquelle appartiennent les grévistes ;

« 2° Qui a pour objet ou est susceptible d'agir par contrainte sur le gouvernement, soit directement, soit en portant préjudice à la collectivité.

« Est illégal tout lock-out... (mêmes formules) » (Baratier, p. 294).

Il y a donc désormais responsabilité pénale en raison de la participation à certaines coalitions pour ceux qui méconnaissent cet article premier de la loi nouvelle. La peine sera un emprisonnement de 2 ans au plus, la même qu'en droit commun pour participation à une conspiration séditeuse, et ce, indépendamment de toute atteinte à la liberté du travail, car c'est l'article 2 de la loi qui protège spécialement les non grévistes contre toute action du syndicat qui a ordonné la grève illégale.

RÉAPPARITION DU DÉLIT D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Le régime des atteintes à la liberté du travail est aujourd'hui réalisé par une combinaison de l'article 3

de la loi nouvelle, de l'article 7 de la loi de 1875 et l'article 2 de la loi de 1906 sur les différends du travail.

Nous avons exposé plus haut le système de 1875 et les détails que précise la loi pour interdire l'intimidation et le picketing.

L'article 2 de la loi de 1906, d'autre part, décide :

« Il sera licite, pour une ou plusieurs personnes agissant en leur propre nom ou au nom d'un syndicat, d'un employeur ou d'un établissement individuel, en vue ou pour la poursuite d'un conflit industriel, de demeurer en fonction devant la maison ou le lieu, ou à proximité de la maison ou lieu où une personne réside ou travaille, ou exploite une affaire, ou peut se trouver, si lesdites personnes sont ainsi de faction uniquement en vue d'obtenir ou de communiquer pacifiquement des informations ou de persuader pacifiquement une personne de travailler ou de s'abstenir de travailler. »

Mais l'article 3, paragraphe 1, de la loi de 1927 est considéré comme donnant l'interprétation des textes antérieurs. Il tient pour illicite la « surveillance » et « l'investissement » des maisons lorsqu'il se produit en nombre ou d'une manière telle que cela réalise une intimidation.

Le paragraphe 2 définit cette intimidation :

« Le terme intimider signifie provoquer dans l'esprit d'une personne la crainte justifiée soit d'un préjudice causé à elle-même, à un membre de sa famille ou à une personne à sa charge, soit de violences ou de dommages causés à des personnes quelconques ;

le terme préjudice comprend le préjudice causé à une autre personne dans ses affaires, sa profession, son emploi ou une autre source de revenus, et comprend également tous torts pouvant donner prise à une action en justice. »

La loi de 1927 est donc beaucoup plus sévère que l'interprétation des textes antérieurs, l'atteinte à la liberté du travail connaît un regain de vigueur dans l'état actuel du droit. En effet, sous le régime antérieur on interprétait l'article 7 précité de la loi de 1875 comme s'appliquant uniquement à l'intimidation par des menaces de violences physiques (cas *Gibson v. Lawson*, 1891, *Queen Bench* cité, *L. S.*, p. 72). Ainsi la menace faite à un employeur d'inviter des ouvriers à cesser le travail, sans recourir à la violence, n'était pas considéré comme une intimidation avant la loi de 1927.

Aujourd'hui, au contraire, il suffit d'une menace de préjudice justifiant une action légale : diffamation, injures. Il n'est plus nécessaire d'invoquer des menaces de violences physiques.

D'autre part, l'article 2 de la loi de 1906 autorisait le picketing interdit par la loi de 1875 (Gérard, p. 188 et suiv.). Le paragraphe 4 de l'article 3 de la loi de 1927 revient aux prohibitions antérieures, il est interdit de « surveiller et investir » une maison pour agir sur une personne par persuasion pacifique. Les peines prévues sont une amende de 20 livres au plus et un emprisonnement de 3 mois avec emploi de la procédure sommaire.

La loi de 1927 est donc moins libérale sur deux

points intéressant les délits d'atteinte à la liberté du travail. On n'exige plus, d'une part, de menaces de contrainte physique, et la notion de préjudice est largement développée ; d'autre part, le picketing, même pacifique, devient illicite alors que la loi de 1906 semblait l'autoriser.

L'article 5 prévoit, d'autre part, l'interdiction pour les fonctionnaires d'appartenir à des organisations dont « l'objet principal est d'influencer ou d'affecter la rémunération ou la condition d'emploi de ses membres, dès l'instant où ces organisations ne comprennent pas que des fonctionnaires ». L'affiliation du fonctionnaire au Conseil Général des Trade-Unions, équivalente à la C. G. T. française, se trouve ainsi prohibée.

Une amende de dix livres au plus, ou un emprisonnement de trois mois au plus, sanctionnent, d'autre part, la grève dans les services publics (cessation du contrat de travail).

Enfin (et ces dernières dispositions rappellent à divers égards celles de la loi belge de 1898, les partis conservateurs s'efforçant ainsi, dans tous les pays où le mouvement syndical est organiquement lié au mouvement socialiste, d'imposer la neutralité professionnelle aux organisations politiques), il est interdit (art. 4) d'exiger d'un syndiqué de contribuer au fonds politique de ce syndicat. Celui-ci devra être exclusivement alimenté par des cotisations spéciales volontaires — « levées et effectuées séparément de toute autre cotisation ».

La loi de 1927 innove donc sur les législations an-

térieures, en « spécialisant les syndicats » tant au point de vue de leur recrutement (question des fonctionnaires) qu'au point de vue de leur activité à qui sont désormais interdites les grèves générales ou même partielles à fin politique. En même temps que reparaît ainsi dans certains cas le délit pénal de coalition, le délit pénal d'atteinte à la liberté du travail prend, lui aussi, une extension plus grande.

Ce changement d'orientation du droit pénal traduit évidemment les préoccupations politiques du parti au pouvoir en 1927. On peut toutefois se demander s'il ne correspond pas à une orientation assez générale de l'opinion britannique, puisque les tentatives travaillistes pour obtenir l'abrogation de ce texte sont demeurées vaines, même sous le gouvernement du Labour Party. L'un des premiers actes du gouvernement travailliste de 1928 (I. S., tome 37, p. 296) a été de déposer devant la Chambre des Communes un projet de loi adopté en première lecture par 277 voix contre 250, et modifiant la législation de 1927, notamment en abrogeant les articles 4, 5 et 6 (coalitions de fonctionnaires et fonds politiques) et amendant les articles 1, 2, 3. Avec la nouvelle rédaction de ceux-ci, seraient désormais illégales les grèves poursuivant un but extra-professionnel (politique ou révolutionnaire) les grèves professionnelles, même de sympathies, même générales, étant au contraire toujours licites, sans qu'il y ait lieu de s'attacher au préjudice qu'elles causent à la collectivité ou à la contrainte qu'elles exercent contre le gouvernement.

De plus l'illégalité ne pourrait être déclarée que par la Haute Cour ; chaque particulier peut la saisir,

mais le procureur doit obligatoirement intervenir ; et la protection accordée aux non grévistes par l'article 2, comme les sanctions pénales de 1927, ne s'appliquerait qu'après la déclaration préalable d'illégalité, l'amendement à l'article 3 ayant, d'autre part, pour effet, d'apporter une interprétation restrictive au terme d'intimidation.

Ce projet qui, on le voit, ne rétablit pas intégralement l'état de choses antérieur à 1927, n'a cependant pas été finalement adopté, et il a même été abandonné par la législature élue en 1931. La récente loi sur le chômage (Recueil de droit commercial et social, 1933, n^{os} 1 et 2, p. 4) ne contient, d'autre part, aucune disposition intéressant le droit de coalition, le « dernier » état du droit de coalition anglais pris en tant que *statute law* pénal, reste donc fixé par la loi de 1927.

En faisant application de celle-ci, un arrêt Attorney général v. Birkenhead Corporation (R. I. J. T., 1929, Angleterre, n^o 8, Chancery division) a décidé que la clause d'un contrat de travail obligeant les employés d'un *public body* (en l'espèce une commune) à adhérer à une Trade Union, était illicite (comp. pour l'emploi de cette clause en Suisse, Canton de Zurich ci-dessus, p. 289).

Après une longue période d'absolu libéralisme, qui avait été amenée par une démission systématique des pouvoirs publics en face des conflits du travail, les exigences de plus en plus impérieuses de la production nationale, la solidarité accrue du politique et de l'économique font intervenir à nouveau le droit pénal dans les conflits industriels.

CHAPITRE XII

Italie

Si jusqu'en 1920 le droit italien des coalitions n'a pas présenté en Italie une originalité considérable par rapport aux autres législations, et s'il a comme elles évolué vers une liberté toujours plus grande sous l'influence des facteurs habituels, le régime juridique italien actuel possède un caractère tout à fait spécial et qui lui assigne une place à part dans la rapide revue de droit comparé que nous avons tentée. Brusquement modifiée il y a quelques années, la législation italienne dépend aujourd'hui étroitement de l'organisation politique même du pays. Le régime fasciste a ainsi établi des rapports syndicaux extrêmement différents de tous ceux que nous avons pu examiner jusqu'alors. Retraçons très rapidement le régime antérieur à l'avènement du régime fasciste, spécialement les prescriptions du Code pénal italien de 1890, puis nous étudierons la situation et la structure même du syndicalisme fasciste.

Avant le fascisme

LE DÉLIT PÉNAL DE COALITION

Le Code pénal Sarde et le Code pénal Toscan avaient été étendus à toute l'Italie lors de l'unification de 1860. Le Code Sarde, inspiré du Code français de 1810, punissait : « toute entente des employeurs en vue de réduire injustement les ouvriers à une diminution de salaire... et toute entente des ouvriers en vue de suspendre, entraver ou renchérir le travail raisonnable » (cf. ci-dessus : Etude du Code pénal français), l'existence du délit de coalition étant donc subordonnée à l'appréciation du tribunal sur la légitimité de la grève. Le Code Toscan, au contraire, ne punissait que les violences accessoires à la grève, mais non pas la grève elle-même (L. S., vol. IV, p. 16) : il abolissait le délit de coalition.

L'unification du droit devant se faire sur la base de l'abolition du délit de coalition, celle-ci n'alla toutefois pas sans résistance. Dès 1878, à la suite d'un mouvement de grève considérable, le Ministre Crispi désignait une commission d'études qui concluait à l'abolition du délit de coalition par les motifs suivants : « Convaincue qu'aucun expédient particulier quelconque ne saurait être proposé qui ait la vertu de restaurer l'ancienne concorde entre le capital et le travail, la Commission a inscrit au premier rang parmi les mesures qu'elle suggère, une loi qui recon-

naïsse sans aucune restriction le droit des ouvriers et des industriels à se coaliser pour la défense de leurs intérêts respectifs, et qui protège ce droit contre les violences et les fraudes, qui ont pour effet d'ôter aux coalitions leur caractère d'accord spontané des volontés et de les transformer en des instruments de contrainte violente au profit d'hommes avides ou en des instruments de désordre au service d'hommes turbulents et ambitieux » (Reproduit à La Liberté Syndicale, p. 16).

Bien que le problème ait été ainsi posé pour l'Italie dans des termes semblables à ceux des pays voisins, le projet du Gouvernement fut rejeté à une majorité de quelques voix par la Chambre italienne — dans le temps même où le Parlement français votait la loi de 1884 — si bien qu'il a fallu attendre le vote du Code pénal de 1890 pour voir s'établir un système très voisin du système français, puisqu'il supprime le délit de coalition, mais prévoit un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

L'article 165 vise : « quiconque, par violence ou par menace, restreint ou entrave, de quelque manière que ce soit, la liberté du commerce ou de l'industrie ».

L'article 166 : « quiconque, par violence ou par menace, provoque ou prolonge une cessation ou suspension du travail, en vue d'imposer soit à des ouvriers, soit à des patrons ou à des entrepreneurs, une réduction ou une augmentation des salaires ou des

contrats autres que ceux qui ont été antérieurement consentis ».

L'article 167 décide que les meneurs ou instigateurs seront punis d'une peine plus grave.

Malgré l'ambiguïté de ces textes, et notamment de l'article 166, le rapport ministériel annexé au Code déclare que celui-ci : « reconnaît la liberté de coalition et de grève et présuppose comme légitime toute coalition d'ouvriers et d'industriels et s'abstient d'envisager la cause qui l'a déterminée ».

Mais ce qui demeure prohibé, c'est l'usage de la violence ou de la menace, comme contrainte à la liberté du travail, et la doctrine et la jurisprudence admettent que la violence peut n'être que morale, en sorte qu'on aboutissait, dans l'ensemble, à une protection de la liberté du travail en face de la liberté de coalition, assurée par la répression d'un délit spécial, système assez voisin du système français (1).

LA LIBERTÉ SYNDICALE

Les influences qui ont ainsi conquis la liberté de coalition devaient développer la liberté d'association, mais celle-ci résulte moins de textes nouveaux que d'une application toujours plus libérale des principes généraux et d'un état de fait. Le Statut Albertinien de 1848 reconnaît le droit de réunion (art. 32) et le décret du 6 septembre 1848 abolit les articles du Code

(1) Comme dans celui-ci, mais en vertu de textes plus catégoriques, le droit de grève était interdit aux fonctionnaires (art. 181 du C. P.), aux cheminots (art. 56 de la loi du 7 juillet 1907), aux ouvriers (art. 281 et suiv. Code Marine marchande).

pénal Sarde interdisant les associations. Mais lorsqu'il s'agit de réglementer plus précisément l'exercice de ce droit, le Parlement hésite (L. S., p. 19), rien ne vient compléter les textes de 1848 et devant ces lacunes on admet le droit pour le gouvernement de dissoudre: « toute société qui viendrait à mettre en péril la tranquillité économique ».

A la fin du siècle, peu de temps après la reconnaissance de la liberté de coalition, une nouvelle restriction de la liberté d'association est tentée. Le gouvernement conservateur qui, en 1899, déposait un projet en vertu duquel, « outre les cas prévus par le Code pénal, sont interdites les associations qui visent à renverser, par des voies de fait, l'édifice social et la constitution de l'Etat », fut battu devant la Chambre et devant le pays. Si aucun texte n'intervint alors, les syndicats n'en furent pas moins désormais tolérés, leur situation juridique étant réglée par application pure et simple du droit civil commun et les statuts de l'association tirant leur effet du principe de l'autonomie de la volonté et de l'adhésion des membres, cette application pure et simple du droit civil aux syndicats aboutissait à permettre la formation de syndicats de fonctionnaires (on a connu notamment des syndicats de magistrats) (L. S., p. 24).

Si aucun texte n'était venu conférer à ces groupements la capacité de conclure des conventions collectives de travail, celles-ci n'en avaient pas moins reçu de la jurisprudence un statut assez favorable, puisque la juridiction prud'hommale en venait à les considérer comme des usages obligatoires (L. S., p. 26).

La réaction fasciste

Au lendemain de la guerre, les coalitions ouvrières ont du reste connu une période de puissance qui paraît n'avoir existé dans aucun autre pays continental : les moyens d'action des coalitions ont même quitté le terrain proprement économique pour passer sur celui de l'action directe.

L'année 1920 a vu non seulement l'extraordinaire multiplication des grèves, puisque le nombre des journées de grève, qui avait été de moins de 4 millions en moyenne par an, pour les trois dernières années d'avant-guerre, a ainsi dépassé 30 millions en 1920, — mais encore l'occupation des usines par 600.0000 ouvriers, des terres par les paysans, — occupations qui n'étaient du reste conçues que comme un moyen d'aboutir à la révolution sociale, et, en attendant, à un contrôle rigoureux sur les usines. En même temps les syndicats socialistes s'efforçaient par tous les moyens, même de violence, de réaliser un monopole absolu de la main-d'œuvre.

Cette puissance et cette véhémence même des coalitions devaient entraîner comme une réaction de défense de la société existante, la formation de syndicats fascistes, d'un mouvement fasciste, puis la victoire de celui-ci. On assiste donc, dans une première période, à une lutte souvent très cruelle entre syndicats fascistes (le premier d'entre eux s'était formé en 1921) (L. S., p. 32) ou groupes fascistes et syndicats socialistes.

Puis après s'être efforcé de détruire les organisations adverses, le fascisme victorieux tend non plus seulement à anéantir, mais encore à absorber, à assimiler, à reprendre à son compte les mouvements syndicaux patronal et ouvrier préexistants, et même les énergies collectives des classes demeurées jusqu'alors en dehors de la vie syndicale (intellectuelle par exemple).

Mais jusqu'à décembre 1923 le syndicalisme libre, malgré les persécutions, avait conservé dans les grands centres industriels une influence telle que les syndicats libres demeuraient, dans les conventions collectives, les co-contractants du patronat, lequel ne se décida à s'adresser aux syndicats fascistes qu'après y avoir été invité par le Gouvernement. Aussi celui-ci se décide-t-il à imposer aux employeurs et employés la reconnaissance des principes du fascisme et l'entremise de ses organisations. Un accord du 19 décembre 1923 indiquait « qu'il était possible d'éviter aux travailleurs et aux patrons les dommages et les pertes qui résultent des interruptions du travail si la concorde entre les éléments divers de la production assure la continuité et la paix du développement industriel ».

Plus tard l'accord du 2 octobre 1925 devait proclamer que :

1° La Confédération générale de l'industrie reconnaît que la Confédération des corporations fascistes et les organisations qui en dépendent représentent seules les travailleurs ;

2° La Confédération des corporations fascistes re-

connaît que la Confédération générale de l'industrie et les organisations qui en dépendent représentent seules les industriels ;

3° Tous les rapports contractuels entre les employeurs et les travailleurs devront être assurés par une organisation qui dépend de la Confédération des corporations fascistes et de la Confédération de l'industrie.

Ainsi se trouvait consacré le triomphe du fascisme parvenant à créer à son profit, en fait, ce monopole dont les syndicats libres s'étaient rapprochés sans jamais y parvenir d'une façon durable.

Mais avant d'étudier le régime juridique qui va s'élaborer sous ces influences nouvelles, il importe de préciser ce qu'est la conception de l'action syndicale dans l'idéologie nouvelle qui vient ainsi de vaincre. Il s'agit en effet d'un régime si différent de ceux que nous avons examinés jusqu'à présent, que son originalité et sa logique risqueraient d'être méconnus, si l'on abordait l'étude de ses prescriptions avant d'en avoir exposé les principes directeurs.

LA CONCEPTION GÉNÉRALE DU SYNDICALISME FASCISTE

Comme le rappelle M. le Professeur Perroux (2), le syndicalisme fasciste prend sur la plupart des questions le contrepied des théories classiques du syndicalisme ouvrier. Alors que celui-ci prétend n'être que l'organisation d'une classe en vue de la lutte de

(2) Le Syndicalisme fasciste, article dans *Revue d'Economie politique*, 1928, p. 1100 et suiv.

classes, phénomène fondamental de la vie ouvrière, le syndicalisme fasciste au contraire « hésite même à parler de classes », terminologie qui lui paraît mal adaptée à la réalité sociale contemporaine ; à plus forte raison il ne conçoit, en tout cas, les intérêts qu'il représente que comme un aspect des intérêts nationaux, et dès lors, comme il ne peut y avoir révolte de la partie contre le tout, une lutte ouvrière ou patronale qui serait contraire aux intérêts nationaux est inadmissible : la grève générale se trouve par là même exclue. Une grève locale semble d'abord demeurer possible si elle ne porte pas atteinte au fonctionnement normal des services publics. Il y en a même eu au début du fascisme. « Je ne m'émeus pas, écrivait en 1924 le Dictateur, quand je lis qu'un syndicat fasciste a fait une grève. Il est ridicule d'affirmer qu'un épisode suffit pour juger une méthode » (cité Revue d'économie politique, 1928, p. 1103).

Mais ce stade de pensée devait vite être dépassé : le fascisme, en effet, est une idéologie de la production et non de la liberté ; par le fait qu'il met au-dessus de tout les intérêts nationaux, tout arrêt, même partiel, de la production devait lui apparaître comme une entrave à la grandeur nationale. Le fascisme compare volontiers la lutte pour l'accroissement de la production à une guerre : « De même que, durant la guerre combattue sur le front, on n'admettait pas de conflits dans les usines, qu'il y avait des organes de conciliation qui les aplanissaient et que les résultats furent satisfaisants, car il n'y eut jamais de suspension de travail, de même aujourd'hui, au moyen

de ces organisations, nous réalisons le maximum de la puissance productrice nationale ».

Il faut dès lors chercher le moyen de prévenir les coalitions et celui-ci va être trouvé dans l'arbitrage de l'Etat et du parti fasciste (lesquels s'identifient d'ailleurs dans la doctrine mussolinienne). Le syndicat fasciste (ouvrier ou patronal) est fasciste avant tout et dès lors il est normal qu'il demande au parti fasciste d'arbitrer les conflits ouvriers et patronaux qui peuvent naître. Si les dirigeants des différents syndicats en présence sont désignés par le parti fasciste lui-même (Perroux, *loc. cit.*, p. 1103), comment ne parviendraient-ils pas à se mettre d'accord ?

Les syndiqués eux-mêmes accepteront de se soumettre à leur arbitrage car la constitution de leurs organisations elle-même est « une manifestation de cet esprit hiérarchique qui anime tout le fascisme » (Perroux, *loc. cit.*, p. 1104). Seuls, en effet, dans une usine, les travailleurs d'une même spécialité peuvent former un syndicat unique : il y aura ainsi celui des ingénieurs, des ouvriers, des employés, etc..., en sorte qu'à aucun moment les différents éléments salariés ne pourront dans un syndicat unique éprouver cette solidarité et cette force de classe qui les dresseraient contre l'arbitrage du pouvoir public.

Pour le syndicat fasciste, dès lors, ainsi que le montre M. Perroux dans l'étude précitée, la grève est contraire à ses principes mêmes, elle n'a pas de raison d'être.

Il n'existe pas par ailleurs d'autre organisation qui puisse, elle, prétendre exprimer une autre manière de

voir ; il n'y a pas de coalition qui puisse se former en dehors du fascisme. Le syndicalisme fasciste a compris, comme l'indiquait M. Gianturco, dans son étude parue à la Revue Politique et Parlementaire, que l'une des grandes préoccupations qui a le plus pesé sur l'évolution du mouvement syndical dans les autres pays, est précisément « cette conscription des neutres » dont nous avons vu l'importance en droit anglais notamment. L'histoire de toutes les coalitions ouvrières (Revue, Pol. Parl., juin 1926, p. 382 et suiv.) prouve que tous les moyens ont été bons au syndicalisme ouvrier pour réaliser son monopole, tellement celui-ci lui apparaissait comme une condition *sine qua non* de sa puissance.

Si ce monopole n'est pas consacré par la loi, les syndicats pour le réaliser « exercent une force de contrainte qui, dans la période actuelle de la législation, ne se fait valoir qu'en marge de l'Etat » (loc. cit.). Pour les mêmes raisons, on voit aussi apparaître le « protectionnisme ouvrier » ; les syndicats s'efforcent d'éliminer du marché les catégories de salariés non syndiqués.

L'Etat ne peut donc faire la paix avec le syndicalisme qu'en réalisant le syndicat unique, comme il y a la municipalité unique (Gianturco, *op. cit.*, p. 391), « la représentation de toute collectivité ne peut qu'être unique » : « Il y a un seul syndicat reconnu, ajoute de son côté l'exposé des motifs de la loi de 1926, comme il y a une seule commune, une seule province, un seul Etat. La multiplication des institutions publiques en vue de l'exercice des fonctions publiques identiques

caractérise les époques de désagrégation et d'anarchie ».

Et si la démocratie est par conséquent incapable de réaliser, en restant fidèle à ses principes, la solution nécessaire, le Dictateur peut, au contraire, réaliser ce que M. Gianturco appelle (p. 400) la « compétence obligatoire donnée au syndicat ». Même s'il ne comprend pas tous les salariés il est leur seul représentant.

Ainsi le problème des coalitions se trouve ramené en droit à celui du syndicalisme. Il n'y a pas de place pour une action extrasyndicale, et, d'autre part, dans l'action syndicale elle-même, il n'y a pas de place pour les moyens de lutte classique : grève, arbitrage, etc., etc.

C'est ainsi, par une suite inéluctable des principes qui sont à sa base, et qu'il a développés dès que sa puissance affirmée lui en fournit le moyen matériel, que le syndicalisme fasciste établira par la loi du 3 avril 1926 des juridictions de travail et interdira des lock-outs et des grèves. Il réalisera ainsi, suivant l'expression de M. Perroux, « la substitution de la justice d'Etat à la lutte des classes » (p. 1108).

Comme le dit le préambule de la Charte du Travail :

« Les conditions sociales et politiques de l'Italie confèrent à notre pays la possibilité, qui est un véritable privilège historique, de mettre fin à la défense désordonnée des intérêts des classes par leurs propres forces et d'y substituer la justice de l'Etat. Un Etat fort comme il ne l'a jamais été, grâce au prestige du gouvernement et au consentement de la po-

pulation ; une organisation syndicale pénétrée de l'esprit national et parfaitement disciplinée ; les classes patronales convaincues de l'excellence des propositions du gouvernement, de la nécessité de le seconder, voilà autant de garanties pour l'application loyale de la nouvelle législation » (cité L. S., p. 159).

Le fascisme est conduit par ses principes à instituer un régime juridique tout nouveau.

Quelle va être son économie ?

Le régime des coalitions n'est plus ici seulement le moyen de favoriser ou de contrarier le jeu des principes du laisser faire du libéralisme, de limiter ou d'élargir l'action syndicale, mais il apparaît comme la conséquence d'un certain mode de règlement des conflits du travail, intimement lié lui-même à la conception générale du syndicalisme.

Aussi devons-nous inverser l'ordre habituel de nos explications, examiner d'abord la question syndicale et celle du règlement arbitral des conflits du travail pour terminer par l'exposé du délit de coalition : le changement complet du point de vue se traduit ainsi jusque dans les nécessités de l'exposé le plus sommaire.

LA LÉGISLATION FASCISTE

Le privilège du syndicat fasciste. — L'organisation du syndicat est dominée non pas par le principe du syndicat obligatoire, comme aurait pu le faire prévoir certaines déclarations des théoriciens du fascisme, mais par l'idée du privilège du syndicat fasciste par rapport à toutes les autres organisations éco-

nomiques, privilège qui se traduit juridiquement par la « reconnaissance » du syndicat, et les prérogatives qu'elle comporte.

Le législateur italien lui-même, s'il a toujours voulu avantager le syndicalisme au détriment de tout autre, n'est pas arrivé d'emblée au procédé de la reconnaissance.

La proposition de loi sur l'organisation coopérative contenait un article premier, ainsi conçu (L. S., p. 43) :

« Afin de promouvoir la collaboration et la solidarité entre les diverses classes de citoyens, de favoriser par l'équilibre des intérêts la prospérité générale de la nation, et d'assurer la souveraineté de l'Etat sur toutes les forces nationales, une organisation corporative nationale sera créée, qui englobera tous les citoyens répartis d'après leur activité économique dans les différents ordres et qui absorbera toutes les institutions existantes ».

Les commissions qui avaient rapporté ces projets (et notamment la Commission des Dix-Huit) avaient proposé d'instituer des corporations obligatoires et une juridiction du travail facultative. Le texte définitif écarte ces solutions. L'adhésion restera facultative pour les intéressés, mais on constituera obligatoirement une corporation pour toute profession : libérale, agricole, industrielle ou commerciale. Dans chaque profession une corporation, et une seule, pourra bénéficier de la reconnaissance, c'est-à-dire se voir concéder par l'Etat le monopole de l'action juridique de la conclusion des conventions collec-

tives, bref de la représentation juridique de la profession.

Quelles sont les conditions et les effets de cette reconnaissance ?

En ce qui concerne les premières, il faut « que les dirigeants offrent des garanties de capacité, de moralité et d'une solide foi nationale » ; que les adhérents eux-mêmes ne soient admis qu'à condition de prouver « leur bonne conduite au point de vue national », comme le déclarait le Garde des Sceaux au cours des travaux préparatoires : « Nous n'avons aucune difficulté à déclarer dès maintenant que la reconnaissance ne sera accordée qu'aux syndicats fascistes. Pourquoi ? Parce que les syndicats fascistes répondent complètement aux exigences de la loi, c'est-à-dire que ce sont des syndicats qui se proposent de défendre les intérêts des classes productrices, tout en restant dans l'orbite nationale, c'est-à-dire qu'ils acceptent la discipline nationale et le principe de la collaboration des classes » (cité Réforme Syndicale, p. 153).

En agissant ainsi du reste le gouvernement se flatte de ne pas faire œuvre de parti : « En reconnaissant l'utilité des syndicats fascistes, nous ne remettons pas l'organisation syndicale entre les mains d'un parti, car reconnaître, comme le font les syndicats fascistes, le principe de la solidarité nationale, reconnaître la nécessité supérieure de la production, accepter le principe de la collaboration des classes, ce n'est pas un programme de parti, c'est le devoir de tous les citoyens ».

Et encore : « Conférer la reconnaissance juridique

aux syndicats non fascistes, déclarait encore le Garde des Sceaux, aurait été en contradiction avec la conception fasciste fondée sur une hiérarchie unique et disciplinaire, contraire à toute espèce d'atomisme individuel et collectif. Du reste, le fait que le syndicat est unique répond à la fois aux nouveaux besoins du pays, à l'orientation unitaire qui affirme un même but politique dans tous les domaines de l'activité politique et sociale » (même discours, Réforme Syndicale, p. 196-197).

Par application des mêmes principes, sont exclues de la reconnaissance « les associations qui, sans autorisation du gouvernement, auraient contracté des obligations quelconques de discipline ou de dépendance envers des associations de caractère international » (art. 6), ce qui vise les organisations adhérentes à l'organisation syndicale d'Amsterdam.

Sont en outre exclues du bénéfice éventuel de la reconnaissance les associations de fonctionnaires, cheminots, postiers, etc..., de travailleurs des services d'utilité publique, dont la capacité sera très restreinte et la jurisprudence interprète largement la notion de service d'utilité publique en y faisant rentrer par exemple la distribution du lait (Cassation, 28 février 1930, R. I. J. T., 1930, Italie, n° 20) : les associations formées par ces travailleurs ne pourront faire l'objet d'une reconnaissance légale.

D'autre part, la reconnaissance n'est possible qu'au profit des syndicats ouvriers qui groupent au moins un dixième des salaires, ou des syndicats d'employeurs groupant les employeurs d'un dixième des

salaires. En se contentant ainsi d'une portion faible des intéressés, le législateur italien montre que les prérogatives qu'il confère aux syndicats reconnus ne sont pas fondées sur l'idée démocratique du consentement des intéressés, mais sur l'idée de prééminence « des minorités ouvrières conscientes, pénétrées des nécessités de la discipline nationale ». C'est, dit M. Rossoni (cité L. S., p. 53, note), « le syndicat qualitatif en opposition avec le syndicat obligatoire ».

Il ne peut y avoir qu'un seul syndicat reconnu pour une profession donnée, car, comme l'indique le rapport ministériel (L. S., p. 64) : « La liberté syndicale illimitée conduit au fractionnement et par conséquent à l'impuissance de la représentation professionnelle. Un syndicat fait concurrence à l'autre pour le plus grand dommage de la collectivité des travailleurs, et faute d'une autorité publique qui puisse dire lequel des syndicats détient la véritable représentation des travailleurs, la victoire reste au syndicat le plus fort ».

Le syndicat reconnu est bien, on le voit, l'expression de l'emprise fasciste sur les classes intéressées, et pour que ce caractère ne se perde pas, le syndicat reconnu est soumis en permanence à un contrôle administratif et financier, pouvant aller jusqu'à la dissolution de l'association en cas d'infraction grave (Perroux, article cité, p. 1110).

LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Quelles vont être ses prérogatives ? C'est à lui qu'appartient la prérogative de la conclusion des conventions collectives, que les associations non recon-

nues sont au contraire incapables de conclure. Le syndicat étant un organe de droit public, ses décisions s'imposent naturellement, même aux non adhérents ; la convention collective vaut « erga omnes », alors qu'avant 1926 les conventions collectives conclues ne valaient jamais que pour les membres des organisations signataires (Cassation, 30 novembre 1928, R. I. J. T., Italie, n° 5).

Puisque le syndicat est une institution de droit public, la convention collective du travail, qui est le produit de sa fonction disciplinaire, « bien qu'elle revête la forme extrinsèque d'une convention », est, quant au fond, un contrat de droit public, et par suite les clauses de la convention collective constituent une norme objective ; il appartient également aux juges du fond de l'interpréter souverainement en raison de sa forme ; elle peut du reste valablement déroger tant aux lois qu'aux usages (Trib. Catane, 22 juillet 1929, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 6).

On passe ici du plan contractuel au plan statutaire, et c'est dès lors tout naturellement que ces conventions doivent être communiquées à l'administration et enregistrées par elle, et il résulte d'une décision de la juridiction du travail de la Cour de Rome du 19 juillet 1927 (R. I. J. T., 1927, Italie, n° 13) qu'une convention n'est obligatoire pour les tiers qu'à partir de l'instant où elle est publiée (et le dépôt dans les services de la Préfecture constitue une publicité) aussi bien pour les tiers que pour les membres des organisations signataires (Cassation, 21 mars 1930, R. I. J. T., 1930, Italie, n° 8).

Un jugement du tribunal de Naples du 11 mai 1928 (R. I. J. T., 1928, Italie, n° 12) admet, d'autre part, que

la convention collective même dénoncée continue à être applicable tant qu'une nouvelle convention n'est pas intervenue.

La loi du 17 mai 1928 devait encore attribuer aux syndicats reconnus un pouvoir de représentation au Parlement mais, dès le 12 novembre 1925, la Commission centrale de la Magistrature du travail pouvait décider (R. I. J. T., 1926, Italie, n° 30) que la Confédération Nationale des Syndicats fascistes ne constituait pas un employeur privé, mais un organisme corporatif qui se distingue par son caractère politique et qui s'encadre pour atteindre son but dans la grande organisation politique du fascisme (le Garde des Sceaux Rocco parlait déjà, à leur propos, « de personnes morales de droit public »), en sorte que leurs secrétaires ne pourraient être considérés comme des employés.

LES ASSOCIATIONS DE FAIT .

Quant aux associations de fait, c'est-à-dire aux anciens syndicats socialisants, leur statut est fixé par le décret-loi du 24 janvier 1924 que l'article 12 de la loi de 1926 maintenait en vigueur. Ils se trouvent soumis à un régime particulièrement sévère de « contrôle de l'autorité politique de la province ». Le préfet peut notamment procéder à des enquêtes et à des annulations d'actes, s'il a des raisons de croire que les fonds sociaux sont employés à « des objets autres que ceux qu'implique l'assistance économique ou morale des travailleurs ».

Le décret-loi du 5 novembre 1926 institue au sur-

plus dans ses articles 218 et suivants un régime de pénalités très sévère pour les dirigeants des associations de fait.

La C. G. T. italienne a tenté l'expérience de ce régime. Mais elle a rapidement dû constater, dans une réunion du 4 janvier 1927, au siège central de Milan, « qu'il n'y a pas en vérité de place en Italie pour l'existence d'un syndicalisme non reconnu », et par une résolution en date du 16 janvier 1927 fondée précisément sur cette constatation (L. S., p. 146), elle a résolu de se dissoudre.

Tandis qu'une partie de ses adhérents se décidaient à reconstituer la C. G. T. italienne à l'étranger, un autre groupe constituait en Italie un centre d'association et d'assistance culturelle destiné à soutenir de ses conseils l'action sociale du gouvernement, et les termes de la déclaration inaugurale indiquaient que ses auteurs renonçaient à une opposition de principe au nouveau régime. Des événements analogues sont intervenus pour les sections sociales de « l'action catholique » qui se sont dissoutes et dont certains dirigeants ont adhéré au mouvement fasciste, sans que pour cela du reste les dirigeants fascistes aient rien abandonné de leur intransigeance. « Tout le pouvoir à tout le fascisme, telle est la conception totalitaire de notre doctrine », déclarait encore M. Turati en commentant ces adhésions (L. S., p. 158).

Le monopole des syndicats fascistes, le mode de recrutement de leurs dirigeants, la validité « erga omnes », de leur actes, constituent autant de modes *préventifs* de règlement des conflits du travail.

La liberté syndicale fait ainsi place au monopole de syndicat officiel.

Il fallait cependant prévoir le cas où malgré l'esprit national qui doit animer les intéressés en présence, un conflit surgirait entre eux soit à propos de l'interprétation ou de l'application d'une convention collective, soit à propos de sa conclusion ou de sa révision. Si le Droit italien n'avait rien prévu pour cette hypothèse, il aurait probablement abouti à un système assez voisin de celui des pays scandinaves où les conventions collectives constituent et limitent à la fois la prévention des conflits du travail. Mais cette solution était inacceptable pour le Droit fasciste, étant donné l'esprit qui l'anime. Il devait donc aller plus loin encore et instituer à l'égard des conflits possibles :

1° Un système complet de prévention, par la création d'organismes d'arbitrage obligatoirement compétents ;

2° Un système répressif très sévère.

L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

La loi de 1926 institue des tribunaux de travail : « L'institution de tribunaux d'Etat, dit le rapport du Sénat, répond à l'inspiration fondamentale du projet de loi. Etant donné en effet que l'Etat interdit aux classes et aux catégories de producteurs de défendre eux-mêmes leurs intérêts ; que, d'autre part, il estime ne pas devoir rester le spectateur indifférent des conflits économiques, mais qu'il doit, au contraire, exercer entre les classes et catégories de producteurs une

action de conciliation et de justice sociale, il en résulte pour lui l'obligation morale et politique de constituer, pour les conflits, une juridiction permanente qui joue le rôle de représentant direct de l'Etat et, partant, de l'intérêt général de la collectivité » (cité Réforme Syndicale, p. 167).

Et M. Mussolini a personnellement insisté lors des débats parlementaires pour que l'intervention de ces tribunaux fut obligatoire, leur compétence universelle pour l'agriculture comme pour l'industrie.

Aussi l'article 13 de la nouvelle loi dispose : « Tous les conflits relatifs à la réglementation des rapports collectifs du travail, soit qu'ils concernent l'application des contrats collectifs et d'autres règles existantes, soit qu'ils visent à l'obtention de nouvelles conditions de travail, sont de la compétence des Cours d'Appel fonctionnant comme magistrature du travail ».

Suivant l'idée que nous avons déjà trouvée dans le Droit tchèque, la magistrature du travail ne comprend pas que des magistrats professionnels ; aux juges de droit commun sont adjoints des experts, différents suivant les professions et désignés sur la proposition des conseils provinciaux de l'économie ⁽³⁾.

Mais un arrêt de la Cour de Cassation du 2 février 1930 (R. I. J. T., 1930, Italie, n° 23) décide que la magistrature du travail ne constitue pas une juridiction

(3) Ce mode de recrutement s'étend du reste aux juridictions chargées d'arbitrer les conflits individuels du travail. Un décret du 26 février 1928 a réorganisé les justices de paix et les conseils de prud'hommes en leur adjoignant des experts recrutés de la même manière.

spéciale, mais la juridiction de droit commun constituée de manière à exercer une attribution spéciale.

Devant ces tribunaux l'association légalement reconnue a le monopole de l'action en justice, comme elle a celui de la négociation des contrats, le recours aux tribunaux n'étant ainsi manifestement qu'un des aspects du pouvoir de réglementer la profession.

C'est pour cette raison que les juges ne sont pas liés par le droit existant, ils le créent plus qu'ils ne l'appliquent ; aux termes de l'article 16, en effet, ils sont invités à tenir compte de l'équité, doivent « concilier les intérêts des patrons et des travailleurs et sauvegarder en tout cas les intérêts supérieurs de la nation ». « Cette justice, dit encore le Garde des Sceaux (Réforme Syndicale, p. 194-195), ne peut trouver qu'une seule limite : les intérêts supérieurs de la nation qui sont, au point de vue économique, les intérêts supérieurs de la production. En définitive c'est l'élément d'intérêt public qui est prépondérant dans la formation de la sentence du magistrat ». Afin de faire valoir cet intérêt devant le tribunal, l'Etat est représenté par le Ministère public. Un jugement de la juridiction du travail (près la Cour d'appel de Rome) du 19 juillet 1927 rapporté au R. I. J. T., 1927, Italie, n° 13, p. 300, admet par exemple une réduction de la rémunération prévue par la convention collective en vigueur, étant donné la baisse des prix de produit fabriqué (riz), tout en laissant une partie des conséquences du nouvel état de choses à la charge des employeurs, la baisse du coût de la vie ne s'étant pas encore fait sentir pour les classes laborieuses.

Telle quelle, la sentence rendue possède par elle-

même une force exécutoire et son inobservation, même lorsqu'il n'y a pas coalition, est sévèrement réprimée. Aux termes de l'article 22 de la loi de 1926 : « Sans préjudice de l'application des principes de droit commun sur la responsabilité civile pour inexécution et sur l'exécution des jugements, les employeurs et salariés qui refuseraient de se conformer aux décisions de la juridiction du travail seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et frappés d'une amende de 100 à 3.000 livres.

« Les dirigeants d'associations légalement autorisées qui refuseraient de se conformer aux décisions de la juridiction du travail seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et frappés d'une amende de 2.000 à 10.000 livres, et en outre révoqués de leurs fonctions.

« Dans les cas où, au refus d'exécution des décisions du magistrat du travail, s'ajouterait, de la part des coupables, le lock-out ou la grève, seront appliquées les dispositions du Code pénal sur le concours des crimes et des peines. »

LA RÉAPPARITION DU DÉLIT DE COALITION

Dans un tel Droit, en effet, le caractère délictuel de la coalition est inévitable aussi bien juridiquement que politiquement, puisque les tribunaux du travail, dont la compétence est universelle, et qui ne sont point liés par la lettre du droit existant, offrent un système complet, intégral, obligatoire de règlement des conflits possibles.

Il faut même aller plus loin et dire que la grève est coupable comme contraire aux intérêts de la production nationale, même lorsque la juridiction du travail ne fournit aucun recours.

Un jugement du tribunal de Leonforte, 3 mai 1927 (R. I. J. T., 1927, Italie, n° 32) a décidé que le motif de la répression des grèves était non seulement la désobéissance à l'organisation instituée en 1926, mais le fait qu'elle constitue toujours un délit contre l'ordre général de la production et du travail, la production et le travail étant, dans l'esprit de la réforme fasciste, des devoirs nationaux. La coalition est donc punissable, même si elle est antérieure à la constitution du syndicat fasciste et à la conclusion de la convention collective. (*Idem*, Cassation pénale, 9 mai 1928, R. I. J. T., 1928, Italie, n° 19), pour l'application des sanctions spéciales au service de l'utilité publique et des cessations de travail antérieures.

A partir de l'apparition des juridictions d'arbitrage, toute tentative de règlement direct par l'une des parties intéressées, toute manifestation de force de sa part, constitue nécessairement un essai de dérogation à cet ordre obligatoire, revêt par conséquent le caractère d'une rébellion : or, il est bien évident que la coalition, l'emploi des procédés classiques de la grève, du lock-out, etc., n'ont d'autre raison d'être que de tenter, sinon de violer ouvertement, tout au moins de fausser le système de règlement juridictionnel institué par la loi de 1926, en substituant dans la pensée des juges, à la considération de l'intérêt général, celle de la puissance de l'une des parties en présence. Il n'y a donc plus de place pour la coalition dans le

système fasciste, aussi voit-on réapparaître le délit de coalition.

Si la Commission des Dix-Huit, pour qui l'intervention de la magistrature du travail ne devait pas revêtir un caractère obligatoire, avait admis la suspension de travail pour la défense des intérêts économiques représentés, et si le premier projet de loi admettait encore (L. S., p. 86) la possibilité de la grève ou du lock-out dans tous les cas où la juridiction du travail n'était pas obligatoire, le texte définitif est nécessairement absolu et prohibe toutes les coalitions. On lit dans l'article 18 : « Le lock-out et la grève sont interdits. Les employeurs qui, sans un motif justifié, et à seule fin d'obtenir de leur personnel des modifications aux conditions de travail en vigueur, suspendront le travail dans leurs usines, établissements ou bureaux, seront passibles d'une amende de 10.000 à 100.000 liras.

« Les employés et ouvriers qui, au nombre de trois ou plus, après entente préalable, cesseront de travailler ou travailleront de façon à porter atteinte à la continuité ou à la régularité du travail, pour obtenir de leurs employeurs d'autres conditions de travail que celles en vigueur, seront punis d'une amende de 100 à 1.000 liras.

« Lorsqu'il y a plusieurs auteurs des délits prévus aux alinéas précédents, les chefs instigateurs et organisateurs seront punis d'emprisonnement pour une période qui ne sera pas inférieure à un an, ni supérieure à deux ans, en plus de l'amende prévue aux dits alinéas. »

La jurisprudence interprète ces textes extensivement : elle ne considère pas les motifs illicites comme limitativement énumérés à l'alinéa premier, mais tient encore pour illégale la grève menée pour s'opposer à une violation des conventions du travail projetée par les employeurs, est elle-même punissable (Cass., 21 décembre 1927, R. I. J. T., 1928, Italie, n° 21), le lock-out organisé, l'employeur qui congédie des ouvriers ayant refusé d'accomplir des heures de travail supplémentaires (Cass., 23 mai 1928, R. I. J. T., 1928, Italie n° 20), tombant ainsi sous le coup de l'article 18 de la loi de 1926.

Il convient de souligner, d'autre part, les différences assez curieuses entre la répression à l'égard des patrons et celle qui atteint les ouvriers : l'amende édictée à l'encontre des premiers est plus élevée que celle qui frappe les seconds. Par contre l'excuse du motif justifié, admise par les patrons, **n'est plus mentionnée** pour les ouvriers. La législation fasciste, inspirée de principes si différents de ceux du début du XIX^e siècle, revient ainsi à l'inégalité de répression entre patrons et ouvriers qui a caractérisé le début de ce siècle. C'est qu'en effet il existe entre la situation de l'employeur et celle de l'ouvrier une différence inhérente à la nature même des choses : l'employeur, a-t-on dit souvent, est déjà par lui-même une coalition ; déclarer par conséquent que le lock-out n'est punissable que s'il est concerté entre plusieurs patrons, c'est consentir au patronat un avantage immense auquel le Droit italien contemporain se refuse (voir Ordonnance du juge d'instruction de Monteleone, 28 mai 1927, rapporté à la R. I. J. T., 1927, Italie, n° 24).

En sens inverse, il est impossible de prohiber toute cessation du travail, toute fermeture de l'usine, car on ne peut condamner le patron à l'exploitation forcée de son entreprise, comme le dit la Cour de Cassation (arrêt du 20 avril 1928, R. I. J. T., 1928, Italie, n° 24), « la qualité d'industriel n'est pas une robe de Nessus qui, une fois endossée, ne peut plus être enlevée » (Comp. Trib. Messine, 11 juillet 1929, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 13). Ne constitue donc pas un lock-out, la fermeture d'un établissement imputable à la crise économique. En sorte que le critère de la cessation de travail délictuelle pour le patron sera différent de celui qui sera appliqué pour l'ouvrier, et cette différence inévitable de critère marque la tendance spontanée à l'inégalité dans tout système qui réprime la coalition.

Lorsqu'il s'agit d'ouvriers, en tous cas, les cessations de travail simultanées, mais individuelles, ne constituent pas le délit de grève : il faut l'entente préalable (Préture de Dolo, 13 septembre 1927, R. I. J. T., 1928, Italie, n° 18), laquelle peut du reste être directe et soudaine (Cass., 10 avril 1929, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 16), ce qui étend singulièrement le champ d'application du délit. Les juges du fond pourront même la déduire souverainement (Cass., 26 mars 1930, R. I. J. T., 1930, Italie, n° 17) de la simultanéité de la cessation du travail.

Peu importe (Trib. Castragiovanni, 13 juin 1927, R. I. J. T., 1927, Italie, n° 21) que l'ouvrier n'ait quitté son travail que pour passer à une autre activité plus rémunératrice, il y a grève dès l'instant où il y a cessation du travail après entente préalable.

La Cour de Cassation a du reste admis (8 février 1929, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 15) que l'abandon du travail par des cochers de voitures pour protester contre une ordonnance du podestat, constituait une grève politique, alors qu'il s'agissait de travailleurs indépendants et non de salariés (*Idem*, Cassation, 22 janvier 1930, R. I. J. T., 1930, Italie, n° 21), pour l'abandon du travail par des patrons bouchers pour protester contre une ordonnance municipale : il y a grève et non lock-out bien que les organisateurs de la cessation du travail ne soient pas des salariés. Mais un arrêt de la Cour de Cassation du Royaume, 16 avril 1928 (R. I. J. T., 1928, Italie, n° 17) décide ainsi que l'existence d'un motif justifié exclut non seulement l'application de l'article 18, mais encore celle de l'article 95 du règlement de 1926.

Notons enfin que l'application de ces pénalités spéciales n'est nullement exclusive de celles prévues par les articles 166 et 167 du Code pénal de 1890 pour l'atteinte à la liberté du travail.

LA COALITION DANS LES SERVICES PUBLICS. — A ce droit commun de la répression de la grève, viennent éventuellement s'ajouter une répression aggravée à raison du service dans lequel se produit la cessation du travail.

L'article 19 dispose : « Les fonctionnaires et agents de l'Etat et des autres administrations publiques, ainsi que ceux des entreprises assurant un service public ou de nécessité générale, qui, au nombre de trois ou plus, après entente préalable, cesseront de travailler, ou travailleront de façon à porter atteinte à la continuité ou à la régularité du travail, seront

punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'interdiction de l'exercice de fonctions publiques pour six mois.

« Les chefs instigateurs et organiasteurs seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'interdiction de l'exercice de fonctions publiques pour une période non inférieure à trois ans.

« Les entrepreneurs assurant un service public ou de nécessité générale qui, sans motif justifié, suspendront le travail dans leurs usines, établissements ou bureaux, seront punis d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 5.000 à 100.000 livres, outre l'interdiction temporaire de l'exercice de fonctions publiques. »

Et le législateur italien, allant plus loin encore que ceux des autres pays, qui se bornent à établir le délit de grève pour les fonctionnaires ou assimilés, y ajoute le délit de négligence en cas de grève — c'est-à-dire sans doute le refus avoué ou non du fonctionnaire, d'accomplir le travail de ses collègues grévistes.

L'infraction la plus grave, enfin, celle qui constitue un crime contre la nation, c'est (art. 21) la cessation du travail ou l'exécution irrégulière de celui-ci dans le but d'exercer une contrainte sur la volonté, ou d'influer sur la décision d'un corps ou collège de l'Etat ou bien d'un fonctionnaire public : dans ce cas les instigateurs sont punis d'un emprisonnement de trois à sept ans et de l'interdiction perpétuelle d'exercer les fonctions publiques ; les autres auteurs du fait de un à trois ans et de l'interdiction temporaire.

On assiste ainsi, dès 1926, au développement d'un système de répression très complet et minutieux : à

l'époque où le délit de coalition disparaît de la législation de la plupart des pays, lorsqu'il reparaît en Droit italien, il y est réglementé avec une précision et un détail qui montrent que le législateur a connu, par expérience, les différentes hypothèses susceptibles de se présenter et qu'il a entendu assurer à chacune d'elles une répression appropriée.

LE NOUVEAU CODE PÉNAL ITALIEN

Le développement du délit de coalition. — Cette minutie a, sans doute, paru insuffisante puisque le nouveau Code pénal italien de 1930 développe encore la réglementation de la loi de 1926, lui ajoute des précisions nouvelles prévoyant encore de plus près les situations qui peuvent se présenter, comble les lacunes qu'avait révélées la jurisprudence dans l'application du système antérieur, afin qu'aucun acte contraire à la discipline du travail et de la production ne puisse échapper au système pénal.

C'est ainsi que le nouveau Code distingue plus minutieusement encore que la loi de 1926 les différents buts que peut poursuivre la grève. L'article 502 précise ainsi :

« Lok-out ou grève à fins contractuelles : « L'employeur qui, dans le seul but d'imposer à ceux qui dépendent de lui des modifications aux contrats établis, ou de s'opposer aux modifications de ces contrats, ou d'obtenir ou d'empêcher une application différente des contrats et usages existants, suspend en tout ou partie le travail dans ses établissements, commerces

et offices, est puni d'une amende (multa) d'au moins 100.000 liras ».

« Les travailleurs attachés à des établissements, commerces ou offices qui, au nombre de trois ou plus, abandonnent collectivement le travail, ou le fournissent de manière à en troubler la continuité et la régularité, dans le seul but d'imposer aux employeurs des contrats différents de ceux établis, ou de s'opposer aux modifications de ces contrats, ou d'une manière quelconque d'obtenir ou d'empêcher une application différente des contrats ou usages existants, sont punis de l'amende (multa) jusqu'à 1.000 liras. »

On remarquera que le texte législatif assimile ici lui-même l'action menée en vue d'obtenir une modification de la convention collective à l'action menée en vue du maintien de cette convention : la juridiction du travail n'étant, en effet, pas liée par les textes conventionnels existants, ce n'est pas l'attitude des parties vis-à-vis de ceux-ci qui peut constituer la circonstance décisive.

Le critère de la cessation de travail, punissable pour les ouvriers, se trouve lui aussi précisé. Il y a coalition lorsque le travail est abandonné par trois personnes ou plus. Les plus petites coalitions sont ainsi frappées, et la condition de l'entente préalable disparaît.

Par ailleurs, le nouveau texte, s'il supprime le plafond de l'amende encourue par le patron, supprime la formule équivoque du motif justifié.

Du reste la loi de 1926 ne visait que la cessation de travail destinée à provoquer une modification des

conditions de travail. Un décret-loi du 6 novembre 1926 (L. S., p. 87) avait déjà spécifié que la cessation de travail demeurerait punissable, mais en vertu d'autres textes, lorsqu'elle poursuivait un autre but (grève de solidarité par exemple).

C'était une conséquence fatale, car dans le Droit fasciste la notion même de lock-out ou de grève à but justifié est contradictoire : ces coalitions n'ont jamais un but justifié.

La répression de la cessation de travail accomplie dans un but de contrainte sur les autorités publiques se trouve, d'autre part, modifiée par le Code de 1930. Le nouveau texte distingue deux hypothèses :

« Cessation de travail en vue de contraindre l'autorité à émettre ou à omettre une ordonnance ou d'influer sur sa délibération » : pénalité de réclusion jusqu'à deux ans ;

« Cessation de travail dans un but politique » : c'est-à-dire, semble-t-il, contrainte sur les pouvoirs publics intervenant non dans le but d'obtenir une mesure précise, mais d'exercer ce que l'on pourrait appeler une pression diffuse ; dans ce cas, la répression varie suivant qu'il s'agit d'un patron (10.000 lire ou la réclusion), ou d'un ouvrier (1.000 lire seulement).

Quant à la grève de solidarité ou de protestation, elle est assimilée par l'article 505 à la cessation de travail à fin contractuelle (certaines juridictions avaient admis auparavant (Trib. Campobasso, 22 novembre 1928, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 14), que la grève de solidarité ne constituait pas un délit).

L'article 506 étend, d'autre part, le système répressif aux petits patrons : « lock-out des exploitants de

petites industries et de petits commerces : Les exploitants d'établissements industriels ou commerciaux qui, n'ayant pas de travailleurs sous leur dépendance, au nombre de trois ou plus, suspendent collectivement le travail dans un des buts indiqués aux trois articles précédents, sont punissables des peines qui y sont respectivement établies pour les employeurs, réduites de moitié. »

Le législateur italien, on le voit, a entendu ne laisser impunie aucune forme de coalitions économiques, et il a atteint une forme qui, jusqu'à ces derniers temps, n'avait, semble-t-il, jamais préoccupé les pouvoirs publics, mais qui n'est nullement imaginaire et s'est au contraire développée avec les progrès de l'associationisme. La France a connu ainsi, il y a quelques mois, au moment du vote de la loi fiscale (second douzième provisoire de 1933), la démonstration des petits commerçants fermant collectivement leurs boutiques en signe de protestation : pareil fait serait tombé en Italie sous le coup des articles 504 et 506 du Code pénal, alors que dans la réglementation de 1926 les producteurs indépendants échappaient en effet, aux termes d'un arrêt de la Cour de Cassation du 23 mai 1928 (R. I. J. T., 1928, Italie n° 20, p. 241), à la réglementation du lock-out (voir cependant Cass., 8 février 1929, et 22 janvier 1930, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 15, et 1930, Italie, n° 21, précités).

L'esprit méticuleux du Droit italien devait le conduire à viser aussi les coalitions autres que celles qui aboutissent à des cessations de travail : il érige en délit distinct le boycott, sous toutes ses formes, no-

tamment la mise à l'index d'un patron ou d'un ouvrier.

Art. 507. Boycottage : « Quiconque, pour un des buts indiqués dans les articles 502, 304, 504 et 505, par le moyen d'une propagande ou en usant de la force et de l'autorité de partis, ligues ou associations, induit une ou plusieurs personnes à ne pas conclure des contrats de travail ou à ne pas fournir des matériaux ou instruments nécessaires au travail, ou à ne pas acquérir d'autres produits agricoles ou industriels, est puni de la réclusion jusqu'à trois ans.

« S'il y a concours des faits de violence ou menace, la peine applicable est la réclusion de deux à six ans. »

D'autre part, et indépendamment même de tout conflit collectif, l'article 509 remanie le système de l'article 22 de la loi de 1926 sur la répression du délit de désobéissance aux sentences du magistrat du travail. La réclusion est substituée à l'emprisonnement et l'amende peut atteindre dix mille liras.

L'infraction aux conventions collectives (et cette extension donnée par le nouveau Code pénal au délit de l'article 22 est très révélatrice du caractère de droit public de la convention collective) est elle aussi punie des mêmes peines. La Cour de Cassation décidait, en effet, sous l'empire de la législation de 1926 (25 février 1929, R. I. J. T., 1929, Italie, n° 12), que l'inobservation des conventions collectives n'était pas punissable (*idem*, Préture de San Mauro Forte, 14 septembre 1929, R. I. J. T., 1930, Italie, n° 22).

Le législateur italien prévoit enfin l'hypothèse où le système s'avérerait d'une rigueur insuffisante.

En effet, aux termes de l'article 510: Circonstances aggravantes : « Quand les faits prévus par les articles 502 et suivants sont commis en temps de guerre ou ont déterminé des démonstrations, tumultes ou émeutes populaires, les peines établies dans ces articles sont augmentées. »

En ne fixant pas de maximum aux pénalités encourues en vertu des infractions précitées, lorsque ces infractions ont été commises en temps de guerre ou ont entraîné des troubles, le Code pénal confère un véritable pouvoir discrétionnaire au juge toutes les fois que les textes sus-indiqués semblent impuissants à entraîner une répression suffisante des faits survenus, eu égard à la gravité de leurs conséquences.

On voit par là que la renaissance du délit de coalition en Italie ne constitue pas ici un phénomène temporaire comme il l'a été en Norvège, ni une velléité vague, mais qu'il se traduit au contraire par un système de répression très complet, très précis, que le fascisme perfectionne à chaque réforme législative, et dont le développement même témoigne de l'importance qui s'attache, pour le régime mussolinien, à la disparition complète de tous les conflits du travail.

Le Droit fasciste présente ainsi un système foncièrement différent des autres systèmes juridiques, extrêmement logique et cohérent, dont les moindres détails se reliaient à la conception fondamentale, et montrent ainsi combien le régime juridique de la coalition constituée est étroitement lié aux buts mêmes que s'assigne l'Etat à un moment quelconque de son histoire.

CHAPITRE XIII

U. R. S. S.

Nous avons déjà montré à propos du régime italien, l'opposition naturelle entre les régimes de dictature et la liberté de coalition : la dictature se présente comme un système de règlement autoritaire, impératif, des difficultés qui s'élèvent ; la liberté de coalition, au contraire, permet aux intéressés d'essayer de se faire rendre justice eux-mêmes, et par là même elle aboutit à soustraire un certain domaine d'activité à l'omnipotence de la dictature.

A cette tendance spontanée, la mystique de la production nationale, de la solidarité des classes, est venue prêter une justification rationnelle en Italie. En Russie, par un curieux paradoxe, on aboutira au même résultat pratique en partant du point de vue opposé, à savoir celui de la lutte de classe et de l'état de classe, en sorte que, aujourd'hui, nous nous trouvons ici en présence d'un régime dans lequel il n'y a plus, en fait, ni liberté de travail, ni liberté de coalition. Bien que le régime soviétique sorte ainsi du cadre étroit de notre étude, nous avons tenu à en indiquer les principes à la fois en raison de son importance et de sa nouveauté politique — et dans le but de former

un terme de comparaison avec les régimes capitalistes ci-dessus étudiés.

LA LIBERTÉ DE COALITION

Quand on chercherait en vain la consécration ou la négation de la liberté de coalition, dans les textes législatifs soviétiques, c'est que le droit soviétique qui « engage » une véritable guerre civile au « front juridique », suivant l'expression de Stoutchka (cité par Mirkine Guetzevitch, *La Théorie générale de l'Etat Soviétique*, p. 135) se défend de l'illusion qui consisterait à adopter des règles immuables, quelles que soient les classes auxquelles elles s'appliquent : la réglementation de la coalition diffèrera donc du tout au tout suivant que le patron en cause est l'Etat socialiste ou un capitaliste, et suivant les intérêts de cet Etat socialiste lui-même — M. Lozovsky déclare (*Mouv. Synd.*, p. 163) :

« Aujourd'hui, les ouvriers ont fait la révolution, exproprié la bourgeoisie, transformé en propriété publique les usines et les fabriques, et demain ils iraient se poser à eux-mêmes des revendications, en les appuyant par la grève et en désorganisant la production. Il y a là une contradiction flagrante; aussi est-il tout naturel que la grève ait été écartée en tant que moyen de lutte des syndicats russes. »

Aussi le fonds de grève des syndicats est-il supprimé (*Mouv. Synd.*, p. 67).

Ce point de vue particulier explique à la fois les lacunes de droit et les variations de la politique. « En pratique, écrit M. Thal (*Le droit du travail, traité de droit civil et commercial des Soviets*, II, p. 160), les

syndicats professionnels et les organes du pouvoir envisagent avec faveur les grèves dans les entreprises privées, mais ne les tolèrent pas dans les entreprises d'Etat ». Aussi, dès le milieu de 1918, époque à laquelle l'industrie est complètement nationalisée, on voit rapidement diminuer le nombre des conflits du travail (Mouv. Synd., p. 164) et apparaître l'arbitrage obligatoire. « En cas de conflits entre Comité d'entreprise et groupe d'ouvriers », déclare le Comité central des usines, « le conflit devant être soumis immédiatement à l'examen de la direction centrale des syndicats et, dans les cas graves, quand la persuasion ne suffit pas et que des groupes d'ouvriers refusent de se soumettre à la discipline syndicale, ces ouvriers doivent être exclus du syndicat et supporter toutes les conséquences résultant de cette exclusion ».

Comme le proclame encore une conférence des travailleurs de l'industrie textile : « Les grèves sont criminelles et tous les grévistes devront être licenciés et traduits devant les tribunaux ouvriers pour être punis d'après les règles de la discipline prolétarienne ».

Aussi la grève, si elle survient, sera-t-elle réprimée par des sanctions pécuniaires, politiques, peut-être même pénales (Mouv. Synd., p. 165) :

« Le syndicat local des métallurgistes étant entré en grève et son bureau n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour faire cesser cette grève, le Conseil régional de l'Union des métallurgistes a ordonné au Syndicat de Toula de procéder à l'élection d'un nouveau bureau. Les salaires ne seront pas payés pendant la durée de la grève. De même, il a été décidé de ne pas payer de salaire aux ouvriers de l'usine de pro-

duits métallurgiques à Podolsk, pour les deux journées où ils ont suspendu le travail ».

Cette tendance, à partir de 1920, se précise encore par la mobilisation des travailleurs de certaines branches, qui assimile évidemment pour eux la grève aux délits les plus graves.

L'apparition des coalitions sous la N. E. P. — Mais en 1921, on assiste à la réapparition de l'industrie privée dans l'économie russe : la nouvelle politique économique (N. E. P.) appelle le capitalisme au secours de l'édification socialiste. Désormais, il y aura de nouveau des patrons et des ouvriers, c'est l'époque des codifications soviétiques, destinées à créer ce besoin de sécurité juridique inséparable d'un régime qui fait sa place à l'initiative individuelle (Lambert, Introduction des Codes soviétiques, p. 5). Mais c'est aussi l'époque où, avec le rétablissement des rapports habituels aux pays capitalistes reparaît la possibilité de conflits du travail. « Il serait vain (citation au Mouv. Synd., p. 166) de la part des syndicats de nier actuellement la possibilité de conflits du travail. Auparavant, c'étaient les syndicats eux-mêmes qui réglaient les conditions du travail (le pouvoir exécutif se bornant à confirmer ces règlements, mesure purement formelle); aujourd'hui, les conditions du travail sont réglées, aussi bien dans les entreprises officielles que dans les entreprises privées, par accord entre les parties; or, partout où il y a accord, il peut aussi se produire un désaccord, c'est-à-dire un conflit ».

Toutefois, même lorsqu'il s'agit d'une entreprise privée, elle est appelée à participer au relèvement de l'économie soviétique, c'est même dans ce seul but

qu'elle est concédée au particulier, et dès lors la grève, en même temps qu'elle trouble l'activité du concessionnaire, entrave le relèvement économique de la Russie, ce qu'il faut éviter par tous les moyens, ce dont les pouvoirs publics se désintéressent. Aussi va-t-on s'efforcer de prévenir les grèves. Une instruction du Conseil central des syndicats en février 1922 (M. S., p. 167), si elle reconnaît le principe du droit de grève, recommande de ne s'en servir qu'à la dernière extrémité, après avoir usé de tous les moyens de conciliation. En cas de conflit dans une entreprise privée ou d'Etat, un représentant du syndicat est délégué sur les lieux pour examiner les causes du conflit. C'est au syndicat ensuite qu'il appartient de décider s'il y aura grève ou non, mais il ne peut prescrire la création du travail qu'à condition d'être approuvé par le Comité intersyndical départemental, et la décision syndicale lie les ouvriers. Si la grève s'est déclenchée sans l'approbation du syndicat, celui-ci peut la déclarer illégale, et faire appliquer diverses sanctions aux contrevenants.

Mais le développement de la N. E. P. rend bientôt insuffisant ce mode de réglementation pour les syndicats : certains font même observer que les syndicats représentant les ouvriers ne sauraient être juges et parties, qu'il y a lieu de constituer des commissions paritaires ; d'autres se défient au contraire de semblables organismes qui constitueraient comme une reconnaissance de capitalisme.

Petit à petit, la première des thèses prévaut : un arrêté du 18 juillet 1922 (M. S., p. 168) créa des chambres de conciliation, près des organes spéciaux du

Commissariat du travail, et décide que les commissions syndicales, devant la création de ces nouveaux organismes n'ont plus de raison d'être. Le 5^e Congrès panrusse des syndicats professionnels (septembre 1922) se rallie à cette thèse malgré de nombreuses oppositions, et « condamne énergiquement toute tactique qui tendrait à charger les syndicats seuls de la conciliation des conflits. Cette tactique étant en contradiction avec les relations qui découlent du contrat de travail » (M. S., p. 169).

Dans toute cette période, par conséquent, on voit que l'Economie russe elle-même, grâce à la réapparition du capitalisme privé, se rapproche d'une économie capitaliste, ainsi le droit soviétique se rapproche d'un droit « bourgeois » extrêmement interventionniste. Si la grève est admise en principe, elle est très rigoureusement réprimée dans tous les cas où elle se heurte à une décision contraire du syndicat ou de l'arbitre; partout on cherche à prévenir les conflits par des institutions étatiques ou paritaires, la classe ouvrière cessant ainsi d'avoir le dernier mot dans le règlement des conflits qui l'intéressent. Les article 168 et suivants du Code du travail organisent des organes de conciliation et d'arbitrage sur la base paritaire. Si l'on se réfère d'autre part aux statistiques de règlement de conflits, on constate (M. S., p. 173 et suiv.) que la plupart des conflits naissent à propos de questions de salaires (près de 83 %) et que la proportion des solutions favorables aux patrons ou aux ouvriers varie suivant qu'il s'agit de conflits survenus dans les industries d'Etat (l'employeur l'emporte alors le plus souvent) ou dans les industries privées (ce sont

alors les employés qui bénéficient de la faveur de l'arbitre).

Mais si la plupart des conflits se terminent ainsi par des arbitrages, dans certains, par contre, la grève n'a pu être évitée ; elle est alors très normalement mentionnée dans les statistiques soviétiques, et ce fait montre que la grève ne présente plus le caractère d'un acte illicite : de 183.680 en 1921-22, le nombre des grévistes descend en 1922-23 à 154.278. La moitié environ de ces mouvements échouent complètement, mais il est assez curieux de remarquer que presque toutes les grèves, dans les entreprises de l'Etat, de beaucoup les plus importantes, sont déclenchées par les employés sans l'intervention de leur syndicat, dont l'influence sur les adhérents décroît de ce fait, ce qui explique sans doute que de 1924 à 1925 on relèvera une augmentation considérable des grèves, puisque de 14.156 pour toute l'année 1924, leur nombre passe à 24.227 pour le seul premier semestre de 1925 (M. S., p. 176). On peut donc écrire avec M. Thal (Traité, p. 160) : « Les grèves dans les entreprises de l'Etat ne sont pas interdites d'une façon formelle et se produisent de temps en temps ». En réalité, la pratique russe voit son originalité dans cette matière décroître lentement.

LE PLAN QUINQUENNAL. LA DISPARITION DE FAIT DE LA LIBERTÉ DE COALITION

Bien que les textes n'aient guère changé en cette matière dans les six dernières années, il semble bien que l'état de choses que nous venons de décrire appartient désormais au passé ; par suite de transformations qui se sont produites dans l'économie sovié-

tique depuis 1925, transformations qui ont supprimé, avec la N. E. P., les entreprises privées, et ramené la structure de l'économie russe à la situation antérieure à 1921, l'Etat de nouveau est seul patron : dès lors, la coalition des ouvriers contre lui est pour la doctrine communiste un non sens puisque la partie ne saurait se révolter contre le tout — ni la classe ouvrière contre son propre Etat — et pour la politique gouvernementale d'autre part, elle apparaît comme un véritable acte de rébellion. On revient aux thèses d'avant 1921 déjà exposées et l'opposition de la dictature et de la coalition est ici plus brutale encore qu'en Italie — dans la péninsule les grévistes ne méconnaissent que la compétence des juridictions étatiques ; en U.R.S.S. leurs prétentions elles-mêmes sont dirigées contre l'Etat.

Il convient d'autre part de rappeler que pendant l'exécution du plan quinquennal, la mystique de la production forcée a pris en Russie une envergure qu'elle n'avait jamais atteinte même en Italie, que le régime des soviets s'efforce de stabiliser la main-d'œuvre, par tous les moyens, notamment par l'usage de contrats à longue durée pour en accroître le rendement et que, dès lors, la grève, supprimant tout travail pendant une période indéterminée, dans un système où le plan s'efforce de fixer avec le maximum de précision possible la production qui incombe à toute entreprise soviétique à chaque moment, que la cessation du travail, dès lors, ne peut apparaître que comme un acte de sabotage contre-révolutionnaire (sur les tendances du pouvoir des soviets dans la période actuelle, voir notamment Staline, Discours sur le plan

quinquennal, Paris, Valois, 1930). L'arbitrage de l'Etat, du parti communiste qui fournit à la fois leurs directeurs aux entreprises et leurs chefs aux syndicats doit donc éviter tout conflit.

L'article 11 du Code de travail prescrit du reste que : « Dans des cas exceptionnels (lutte contre des fléaux naturels, insuffisance des forces ouvrières pour l'exécution de très importantes commandes d'Etat), tous les citoyens de la R. S. F. S. R. peuvent être appelés au travail en forme de service de travail obligatoire, conformément à des dispositions spéciales du Conseil des Commissaires du Peuple, ou des organes mandatés à cet effet par le Conseil des Commissaires du Peuple ».

La répression politique et pénale du délit de coalition paraît donc bien s'imposer.

Il y a là évidemment un moyen juridique qui étend à toutes les industries le procédé inauguré en France en 1909 pour les cheminots, et qui permettrait par la réquisition des personnes, de briser n'importe quel mouvement de grève ; sans cependant insister, nous le verrons, sur les procédés répressifs, l'Etat Soviétique se borne donc ici à assurer la continuité de ses services, et abandonne aux circonstances la question de répression.

S'il est impossible de suivre, en l'absence de publications régulières, et en langue étrangère, le mouvement du droit russe, sur ces questions, son orientation générale n'est pas douteuse. M. Lambert, dans son introduction à la traduction des Codes soviétiques (p. 13), a insisté sur l'immense rôle dévolu à la jurisprudence

dans l'ensemble du système juridique soviétique : or le juge russe contemporain, plus que tout autre, se laisse guider par des standards et au nombre de ces standards figure celui de l'utilité économique.

Le Code civil soviétique, dans son article 30, indique ainsi qu'est nul tout acte juridique passé dans un but contraire à la loi ou pour tourner la loi, de même que l'acte juridique visant manifestement à léser l'Etat (voir sur ce texte Thal, *Traité de droit civil et commercial*, I, p. 77).

« Nous devons (déclaration citée dans le même ouvrage, Thal, p. 107), vérifier la règle de la loi du point de vue de l'utilité révolutionnaire qui est une aide pour notre œuvre de construction socialiste », et si la légalité révolutionnaire a pu paraître devoir l'emporter pendant la période de la N. E. P., c'est au contraire l'utilité qui prévaut aujourd'hui.

Comme le déclare, en 1927, le Collège de la Cour de Cassation (Thal, *Traité*, I, p. -46) : « Lorsque les intérêts des travailleurs ou de l'Etat l'exigent impérieusement, les juges peuvent ouvertement outrepasser la lettre de la loi, et si la loi n'est pas suffisamment claire ou même parfois si elle est en retard sur le mouvement précipité de la vie, ils peuvent s'adresser aux principes généraux de la législation soviétique et à la politique générale de l'Etat des ouvriers et des paysans ».

Nul doute qu'une telle juridiction ne s'assigne dans la période actuelle, étant donné les préoccupations politiques du pouvoir soviétique en présence de toute grève : « Le renforcement de la discipline sociale et ouvrière et de la solidarité des travailleurs », comme l'indique le règlement de 1926 (Thal, *Traité*, I, p. 136).

Il est cependant curieux et caractéristique de la technique du régime soviétique de constater que le nouveau Code criminel ⁽¹⁾ continue à ne pas faire mention de la cessation du travail.

Les délits essentiels sont « la transgression des lois qui réglementent l'application du travail ainsi que des lois sur la protection du travail — et sur l'assurance sociale », délits plus ou moins graves suivant qu'ils sont commis vis-à-vis d'un seul ouvrier ou d'un groupe, et qu'ils exposent ou non la victime à perdre sa capacité de travail (art. 133 du Code criminel).

A ces délits s'ajoutent deux délits constitués par la violation du contrat collectif ou les entraves à l'activité des Comités de fabrique :

Art. 134. — La violation par l'employeur de contrat collectif (de travail) d'accords tarifaires, d'accords des Chambres de conciliation conclus avec une union professionnelle, si l'examen de l'affaire selon la procédure judiciaire ou arbitrale établit le caractère malintentionné de ladite violation, entraîne les mesures indiquées dans les parties 1 et 2 de l'article 133.

Art. 135. — Les entraves apportées à l'activité légale des Comités de fabriques et d'usines, et des Comités locaux, des unions professionnelles et de leurs mandataires (fondés de pouvoirs) entraînent la priva-

(1) Code criminel de la R.S.F.S.R. avec les modifications (faites) jusqu'au 1^{er} décembre 1932.

Texte officiel avec annexe et matériaux systématisés par articles. Edition d'Etat. Législation Soviétique. Moscou, 1932. Traduction de M. Patrouillet, à paraître dans la Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé, notamment Partie Spéciale, chapitre V : Délits économiques (pp. 52-55).

tion de la liberté ou les travaux forcés jusqu'à un an ou une amende jusqu'à mille roubles (2).

Mais (et ce fait révèle bien les conditions particulières de la production russe) les seules infractions visées par ces textes sont celles qui sont commises « par un employeur, personnes privées ou personnes correspondant d'institutions (établissements et entreprises d'Etat ou publiques [sociales] ». Les actes des employés, au contraire, ne sont pas visés. On voit à la fois apparaître l'importance de l'industrie étatisée, et l'inégalité des classes en présence — employeurs et employés — caractéristique d'un régime de dictature du prolétariat.

Une série de décisions du Plenum du Tribunal Suprême de la R. S. F. S. R. (Code criminel app. à l'article 133) ont du reste fourni une interprétation extensive de ces dispositions, en précisant qu'elles visent aussi l'abstention en face d'actes délictueux, par exemple le non paiement des cotisations de l'assurance sociale. Mais le caractère spécial du délit, la subordination du droit pénal au droit du travail, est ici beau-

(2) *L'art 108* vise les infractions aux règlements relatifs, dans les travaux de construction, aux mesures de sécurité, ainsi qu'aux mesures de sécurité et d'ordre dans les travaux de l'industrie minière.

L'art. 109 vise l'abus de pouvoir chez un fonctionnaire, avec suites préjudiciables possibles à la marche régulière, à l'ordre public, aux droits et aux intérêts des citoyens.

L'art. 110 vise l'excès de pouvoir.

L'art. 111 vise l'absence d'usage de pouvoir.

L'art. 112 vise les conséquences des trois articles précédents pour l'appareil d'Etat de la production, du commerce, du crédit et des transports.

L'art. 189 vise les infractions aux règles de l'installation de moteurs mécaniques.

L'art. 190 vise le mode d'ouverture et d'exploitation d'imprimeries, d'établissements lithographiques.

coup plus marquée que dans les autres pays: c'est la juridiction du travail et non la juridiction pénale qui est compétente (Plenum du 18 juillet 1927) et ces faits tombant sous le coup des articles 133 et suiv. tombent également sous le coup d'autres articles, l'application de ceux-ci est exclue (Plenum du 1^{er} avril 1929) de droit pénal spécial proscrit ici le droit pénal commun.

Mais il est symptomatique de constater qu'une jurisprudence aussi extensive n'a pas rendu de décisions de principe intéressant le cas des coalitions, que ni la loi, ni le juge n'ont réglé cette situation ; la répression pour être énergique — on ne saurait en douter — n'en est pas moins extralégale.

On doit donc considérer que dans le dernier état du droit russe, et moins en vertu de textes juridiques *stricto sensu* que des principes mêmes du plan quinquennal, la coalition est interdite, et sévèrement réprimée.

Sans doute, la dictature soviétique, à la différence de la dictature fasciste (et ceci s'explique sans doute par la différence de tempérament et de tradition des deux peuples) s'abstient d'établir une réglementation aussi minutieuse que le Code pénal italien, s'en remettant à l'arbitraire administratif et à son omnipotence de fait, du soin d'empêcher toute coalition : il y a cependant une grande similitude, le résultat pratique auquel on aboutit en partant ainsi de principes sociaux opposés, mais en usant de moyens politiques similaires, dès l'instant où l'Etat prétend être partout en tant que juge comme en Italie, ou en tant que patron comme en U.R.S.S., toute coalition des assujet-

tis ne peut être qu'une révolte, au moins en puissance; elle est donc logiquement interdite.

Non seulement la liberté de coalition perd son nom dans ces deux régimes de dictature — le syndicalisme est intégré par elles à l'Etat : à la liberté syndicale se substitue le syndicat, organe de droit public.

LA CONCEPTION GÉNÉRALE DU SYNDICALISME COMMUNISTE

Pour la doctrine soviétique (Mirchine, p. 4 et suiv.), en effet, l'Etat est nécessairement l'Etat d'une classe, de la classe capitaliste ou du prolétariat, et un moyen d'oppression vis-à-vis de la classe adverse. L'obtention du droit de coalition pour la classe qui n'est pas maîtresse du pouvoir, en tant qu'elle lui fournit un moyen nouveau de la lutte contre la classe dirigeante, est une question de force. En régime capitaliste, le syndicat et la coalition sont donc des organisations de classe, et la revendication de leur liberté fait partie du programme. En régime socialiste, au contraire, il ne peut être question d'une liberté de coalition pour les capitalistes, qui ne pourrait qu'affaiblir l'Etat soviétique (Le mouvement syndical en Russie, p. 163). Quant au syndicat ouvrier, il devient un rouage de l'Etat. « Dans le système de la dictature du prolétariat, les unions professionnelles occupent une place intermédiaire entre le parti et le gouvernement » (Lénine cité par Mirchine Guétzevitch, p. 104). *Idem.* Boukharine (cité dans Mouvement syndical, p. 10) : « Il faut donc que les syndicats comme les coopératives se développent de façon à se transformer en sections économiques et organes du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire en venir à l'étatisation ». Mais s'ils s'intè-

grent ainsi à l'État, pourquoi ne seraient-ils pas obligatoires comme ce dernier ?

Le syndicat forcé. — En fait, dans les premiers temps du régime soviétique, l'adhésion au syndicat a même été obligatoire pour les salariés (Tomsky, Mouvement Synd., p. 62) les cotisations syndicales étaient même retenues sur le salaire. Si l'obligation n'existe plus aujourd'hui en droit, il semble bien qu'en fait le travailleur est encore automatiquement inscrit au syndicat, ce qui explique les chiffres énormes des adhérents aux « Profsoyuz » russes (voir Mouvement Syndical, p. 131). La mauvaise volonté de l'employeur privé ne peut faire obstacle au monopole syndical lors de l'embauchage dans un pays où l'État allié des syndicats centralise en fait tout l'embauchage.

Sans doute à l'époque de la N. E. P. une loi, sanctionnée le 4 mai 1925 par le Comité exécutif central et le Conseil des Commissaires du Peuple (Code du Travail, chap. II, p. 6) a décidé que « le mode d'embauchage et de fourniture de force ouvrière obligatoire par l'entremise des organes du Commissariat du Peuple pour le Travail, est aboli ».

Désormais, aux termes de la même loi (art. 2), « l'embauchage de force ouvrière par toutes entreprises, tous établissements, exploitations (d'État, publics et privés), et par des embaucheurs individuels, ainsi que l'entrée en service, peuvent s'effectuer soit par l'entremise des Bourses du Travail, soit sans passer par elles ».

Mais les embaucheurs doivent « présenter les renseignements statistiques sur la force ouvrière enga-

gée » (art. 3) et, d'autre part, « le rôle d'intermédiaire pour l'embauchage de force ouvrière et pour la recherche du travail est exercé exclusivement par les organes du Commissariat du Peuple pour le Travail de la R. S. F. S. R. (art. 4) qui fixe le mode d'organisation et d'action des Bourses du Travail ».

Le monopole de l'embauchage continue donc à appartenir en fait à certains organes de l'Etat : personne ne peut éviter de recourir à son intermédiaire et à l'obligation économique de s'adresser au seul employeur de réquisitionner sa main-d'œuvre (art. 11 du Code du Travail ci-dessous).

Si l'on considère l'étroite alliance de l'Etat soviétique et des syndicats, on comprend que le monopole étatique du placement prépare celui du syndicat ; l'ouvrier ne peut devoir son introduction dans l'entreprise à un concurrent du syndicat ; c'est dès lors naturellement qu'une fois employé, le salarié se verra appliquer le contrat collectif conclu par le syndicat (art. 16), même s'il n'en est pas membre, et qu'il sera incité à adhérer à ces syndicats par le véritable régime de faveur dont ils jouissent.

Leurs attributions sont expressément reconnues par le Code du Travail.

Aux termes des articles 157, « les syndicats professionnels (de production) qui groupent des citoyens travaillant moyennant salaire dans des entreprises, établissements ou exploitations d'Etat, publics et privés, ont le droit d'agir auprès des différents organes, au nom des travailleurs salariés en qualité de partie contractante à des contrats collectifs, et d'être leurs

représentants pour toutes les questions de travail et de conditions locales ».

Aux termes de l'article 154, les syndicats ont d'autre part la pleine capacité civile pour acquérir les biens, et passer des contrats. Ils concluent donc des conventions collectives « en tant que représentant des ouvriers et employés » ; les clauses de cette convention (art. 167) « s'étendent à toutes les personnes travaillant dans l'entreprise ou l'établissement en question, indépendamment du fait qu'elles sont ou ne sont pas membres du syndicat professionnel qui a conclu le contrat ».

C'est de même le syndicat qui sera chargé d'exécuter les décisions d'arbitrage en ce qui concerne les ouvriers (art. 174).

Mais chose curieuse, qui marque bien le régime de faveur consenti au syndicat, à la différence de ce qui est admis dans la plupart des pays où s'est développée la pratique des conventions collectives, « les syndicats professionnels n'encourent pas de responsabilité pécuniaire pour les contrats collectifs » (art. 20).

Aux termes de l'article 155 « tous les organes de l'Etat doivent, conformément à l'article 16 de la Constitution de la R. S. F. S. R., prêter tout le concours possible aux syndicats professionnels (de production) et à leurs fédérations, en leur fournissant les locaux aménagés pour des palais de travail, des maisons syndicales, en leur accordant des conditions privilégiées pour l'utilisation de la poste, du télégraphe, du téléphone, des communications par voie ferrée ou par eau, etc...

Sur les lieux de l'entreprise même, le syndicat a pour « organe primaire » le Comité des ouvriers et des employés qui doit veiller à la marche de la production, représenter les intérêts du personnel, non seulement vis-à-vis de la direction de l'usine, mais encore devant les autorités gouvernementales et publiques, « aucun obstacle ne pouvant être apporté par l'administration de l'entreprise, de l'établissement ou de l'exploitation à l'activité des comités et des organismes syndicaux qui les élisent » (art. 161).

Enfin c'est à l'administration de l'entreprise même qu'il appartient de subvenir aux dépenses du syndicat et de lui fournir le local nécessaire.

Les seules organisations pouvant bénéficier d'un régime aussi favorable sont, bien entendu, les syndicats inféodés au parti communiste. La première résolution des syndicats s'exprime ainsi à cet égard : « L'idée de neutralité des syndicats professionnels a toujours été et est encore une idée bourgeoise. Il ne peut être question de neutralité dans le grand conflit historique entre le socialisme révolutionnaire et ses adversaires. Ceux qui, en paroles, se prétendent neutres, soutiennent presque toujours en fait la bourgeoisie et trahissent la classe ouvrière : tout socialiste révolutionnaire doit définitivement rompre avec l'idée de neutralité des syndicats professionnels ».

« Dans toutes ces questions, les syndicats professionnels doivent soutenir complètement la politique du pouvoir des Soviets pratiquée par le Conseil des commissaires du peuple » (M. S., p. 11).

La logique du système apparaît ainsi : dans l'Etat ouvrier, désormais seul patron, le syndicat devenu obligatoire ne fait que prolonger l'action des pouvoirs publics, la cessation de travail est interdite parce que, gênant l'employeur, elle frapperait les pouvoirs publics et serait censée n'être qu'une insurrection d'une petite fraction de la classe ouvrière contre l'ensemble de celle-ci.

APPENDICE

La Syrie

Les sources législatives

Deux causes : l'une proprement juridique, l'autre sociale, concourent à rendre insuffisante la législation actuelle des coalitions en Syrie.

L'état économique de ce pays, l'absence à peu près complète d'industrie jusqu'à la guerre, enfin le caractère arriéré du despotisme turc craignant tout mouvement susceptible de présenter un caractère politique, ont conduit le législateur ottoman d'avant-guerre à mettre complètement en tutelle l'action ouvrière et à la restreindre singulièrement.

Cette législation ottomane abrogée sur toute l'étendue de la République turque actuelle, demeure toujours en vigueur, par un paradoxe juridique, pour la Syrie et le Liban, anciens territoires turcs, dont l'industrie se développe cependant rapidement depuis la guerre, sans avoir reçu, en raison du maintien en vigueur de ces textes désuets, la réglementation assortie aux besoins d'une partie de la population.

Nous étudierons donc ici successivement :

1° L'ancienne législation turque ;

2° Les modifications juridiques et sociales d'après-guerre.

Le droit ottoman

LA LIBERTÉ DE COALITION

Sous le régime ottoman, l'Administration règle souverainement les conflits. Une loi du 22 Rajabe 1327 Hegire (1909) réglemente la procédure du conflit de travail dans les concessions de service public, lorsqu'un conflit surgit chez un concessionnaire de transports, d'éclairage, de port, etc., les salariés peuvent adresser au ministre compétent une réclamation par laquelle ils précisent leur point de vue. Mais (art. 2) « il ne doit y avoir dans pareille requête aucune prétention qui fait croire à une immixtion dans la gestion ou la moindre critique de l'administration du concessionnaire d'un service public, sauf en ce qui touche à leur droit ».

Le concessionnaire et les ouvriers désignent, de part et d'autre, trois représentants qui, sous la présidence d'un fonctionnaire nommé par le Ministre, devront chercher à s'entendre (art. 4); s'ils y parviennent, la transaction est obligatoire; si le concessionnaire refuse de s'y conformer, il doit, à partir du septième jour, payer une amende variant entre 50 et 300 livres par jour suivant que le capital de son entreprise varie lui-même de 50.000 livres à 1.000.000 et plus; et la somme ainsi versée « tombe dans la caisse de retraite et de secours des employés et ouvriers ; en l'absence d'une

telle caisse, la somme sera distribuée aux employés et ouvriers proportionnellement à leur traitement et salaire » (art. 7).

Ce n'est qu'en cas d'échec de la conciliation que les ouvriers ont le droit de cesser le travail et, même dans ces cas, « il leur sera formellement interdit de manifester ou de procéder à des actes portant atteinte à la liberté du travail » (art. 6).

Les sanctions sont des plus sévères. « Ceux qui auraient empêché autrui de travailler, ou causé la cessation du service par l'excitation (provocation), manœuvre frauduleuse, ou menace, contrainte, pression (voies de fait) seront punis de 7 jours (une semaine) à 6 mois d'emprisonnement ou d'une amende (comptant) d'une livre or à 25 livres or » (art. 8).

La grève déclenchée, même sans l'emploi de la violence mais avant tout recours à la procédure de conciliation, est, elle aussi, sévèrement réprimée. « Celui qui prend part à une grève contre un service public sans avoir eu au préalable recours à la procédure de réclamation instituée par la présente loi et en avoir attendu le résultat ou qui l'a fait après l'élaboration d'une transaction, sera puni de 24 heures à une semaine d'emprisonnement et d'une amende de 25 à 100 piastres » (art. 9).

Enfin, il semble que tout moyen de faire valoir leur réclamation peut parfois être retiré aux ouvriers. « En cas de guerre ou menace de guerre le gouvernement de Sa Majesté peut surseoir à s'occuper des réclamations des ouvriers et même n'en tenir aucun compte » (art. 10).

D'autre part, même article, « ne peut employer la

force publique lorsque la nécessité l'exige pour assurer la continuité du service public ». L'emploi du mot « nécessité », évidemment assez vague, permettait, du reste, semble-t-il, aux pouvoirs publics d'agir même en dehors « du cas de guerre ou de menace de guerre ».

D'autre part, « il est expressément interdit aux employés et ouvriers des institutions concessionnaires de service public de constituer un syndicat » (art. 8). Ceux qui existaient antérieurement à cette loi doivent être dissous.

Quant aux exploitations qui ne sont pas des concessions de service public, la liberté de coalition y est régie par une loi de 1912, que nous allons étudier.

Aux termes de son article 8, paragraphe 3, les corporations professionnelles « terminent par voie de conciliation les différends qui surgissent entre ouvriers dans l'exercice de leur profession ».

Les décisions rendues par les corporations dans cette attribution ne sont du reste exécutable qu'après avoir été enregistrées par la Préfecture ou les municipalités, portées dans un registre spécial et soumises à l'approbation des municipalités. « Les décisions rendues par les corporations par voie de conciliation, pour les différends surgis entre ouvriers, sont exécutables dans le cas où ces décisions sont enregistrées à la Préfecture à Constantinople et aux municipalités dans les vilayets » (art. 21).

Si les pouvoirs des corporations sont ainsi subordonnés à l'approbation, au moins tacite, des autorités administratives, leur usage n'engage par contre que la responsabilité des corporations : « ceux qui sont lésés personnellement par l'exécution des décisions des

corporations peuvent intenter un procès en dommages-intérêts devant les tribunaux » (art. 19).

LES CORPORATIONS OBLIGATOIRES

Quelles sont donc ces corporations qui, tenant la place des syndicats, participent ainsi aux règlements des comptes du travail ?

Le législateur ottoman, en rendant le Code Napoléon applicable sur le territoire de l'Empire, en avait excepté les articles relatifs aux coalitions; ces articles ne convenaient pas, en effet, à un pays qui entendait maintenir le régime corporatif dont la disparition constituait, au contraire, la base de la législation napoléonienne.

La loi du 20 Jemade ul awal 1330 Hégire (24 avril 1912) proclame que « les patronats de profession sont supprimés » (art. 1^{er}), mais ajoute aussitôt après : « chaque catégorie d'ouvriers peut former une corporation spéciale » (art. 2) dont le bureau est élu pour deux ans au suffrage secret par les ouvriers.

Toutefois cette liberté de suffrage n'est qu'apparente. En réalité, la tutelle administrative est constante : la corporation doit « avoir un siège connu » et être déclarée à Constantinople, l'élection du bureau doit être approuvée par l'Administration (art. 6) ; la liste de ses membres ainsi que les noms du président et des secrétaires sont déposés à la Préfecture.

D'autre part (art. 9), « les corporations sont obligées de tenir, selon le modèle donné par la Préfecture à Constantinople et par les municipalités dans les vilayets, un registre où elles doivent inscrire le nom,

l'âge, le pays, le quartier des artisans et les numéros de leur boutique. Elles doivent y inscrire aussi par numéros d'ordre, les cas de décès, de transfert de boutiques et d'abandon de profession. Les ouvriers travaillant auprès de chaque artisan doivent être inscrits dans un cahier à part » et (art. 10) « les opérations des corporations sont contrôlées par la Préfecture à Constantinople et par les municipalités dans les vilayets ». Enfin (art. 18), « les recours contre les décisions des corporations sont faits aux conseils municipaux qui peuvent les casser lorsqu'ils les trouvent contraires aux lois en vigueur, aux usages établis dans les professions, ou aux bonnes mœurs ».

Il n'est pas jusqu'à la cotisation corporative dont la fixation ne soit soumise à l'approbation administrative, toute perception au delà de la quotité autorisée constituant un délit pénal (art. 12).

Les attributions de ces corporations semblent être essentiellement la bienfaisance et l'information professionnelle, les corporaitons (art. 8, § 2) « encouragent les ouvriers et prêtent toute assistance aux nécessiteux qui se trouvent parmi eux ». Aux termes de l'article 14, « les corporations peuvent prendre des initiatives ayant trait aux secours mutuels, mais elles doivent présenter et faire approuver leur programme et leurs conditions à la Préfecture à Constantinople et aux municipalités dans les vilayets », et, d'après l'article 15, les fonds recueillis par les corporations au profit du secours mutuel doivent être contrôlés par la Préfecture ou par les municipalités en conformité des règlements en vigueur. Enfin les corporations devront (art. 16) présenter et publier un relevé des fonds recueillis pour les secours mutuels.

D'autre part, si les corporations aussitôt formées, rédigent un projet de règlement pour maintenir les bonnes relations parmi les ouvriers et désignent le mode d'exécution qui leur incombe, une copie de ce projet sera soumise à l'approbation de la Préfecture ou de la municipalité qui devra, notamment, s'assurer qu'il ne méconnaît pas « la liberté du commerce », art. 13.

La puissance de la corporation vis-à-vis de ses membres est ainsi, on le voit, soigneusement limitée et le but véritable de ces corporations apparaît lorsqu'on lit (art. 8, § 4), qu'elles « servent d'intermédiaire entre les ouvriers et le Gouvernement pour fournir les renseignements demandés sur un ouvrier quelconque, pour leur procurer au besoin un cautionnement, pour communiquer les ordres officiels et procéder à la perfection des recettes ».

Il s'agit là essentiellement d'un instrument de domination des pouvoirs publics sur la classe ouvrière.

La situation actuelle

Cette législation extrêmement rigoureuse dans son ensemble, demeure en principe toujours en vigueur. Cependant son excès même semble en avoir déterminé la désuétude au moins partielle et les contraventions à ses prohibitions, notamment, en matière de constitution de syndicats, demeurent le plus souvent sans sanction. La grève elle-même n'est plus en principe un délit.

Toutefois il n'y a là que de simples tolérances et c'est ce qui explique que le régime appliqué aux coalitions varie au gré des circonstances.

L'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

C'est ainsi qu'un arrêté n° 115 L. R. du Haut-Commissaire de la République française au Liban, en date du 12 août 1932, modifiant les dispositions du Code pénal relatives à l'atteinte à l'ordre public (art. 1^{er}), élargit la notion d'atteinte à la liberté du travail: « Sera punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de cinq à cinquante livres syriennes, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute atteinte à la paix et à l'ordre public commise sous une des formes prévues au présent arrêté. La tentative sera punie des peines applicables au délit même. Les dispositions du présent arrêté sont sans préjudice de l'application de toute autre peine plus forte prévue par le Code pénal, les arrêtés antérieurs du Haut-Commissaire ou toute autre loi en vigueur ». (On retrouve ici le cumul du délit spécial et du droit pénal commun).

Sont, notamment, qualifiées d'atteintes à la paix et à l'ordre public (art. 2) : « le fait de prendre part à un rassemblement, attroupement ou cortège non autorisé ». « Les entraves apportées à la circulation sur les voies publiques, en vue d'influencer l'action des autorités ou de troubler le fonctionnement des services publics ». « Les dons ou promesses, violences ou voies de fait, injures ou menaces, adressées à des individus ou à des collectivités, en vue d'entraver l'action des autorités ou le fonctionnement des services publics ». « La provocation à la désobéissance aux lois et aux règlements, l'excitation à la haine des autorités, à la haine ou au mépris des citoyens ».

Et en vertu de l'article 3, « sera réputée atteinte à l'ordre public et passible des peines prévues à l'article premier toute atteinte portée par l'un des moyens ci-dessus spécifiés, au libre exercice par les citoyens de leurs droits civiques et politiques, à la liberté d'enseignement, *à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie* ».

En cas de récidive, la peine sera de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement et de 25 à 200 livres syriennes d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement, avec, le cas échéant, interdiction de séjour pouvant s'élever jusqu'à 5 ans (art. 6 et 7).

Une procédure abrégée est prévue en cas de flagrant délit et (art. 10) « ...les témoins peuvent être verbalement requis par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Ils sont tenus de comparaître sous les peines prévues par l'article 75 du Code de Procédure pénale. Ces peines seront prononcées par le tribunal à l'audience même pour laquelle le témoin avait été cité ». Circonstance plus grave encore, le justiciable pourra être distrait de ses juges naturels (art. 9). « ...Toutefois, lorsque le maintien ou le rétablissement de l'ordre est confié à l'autorité militaire, la compétence des tribunaux mixtes est de droit, si elle n'appartient pas déjà par application d'autres textes aux tribunaux militaires eux-mêmes. En outre, **en cas de menace grave ou persistante** en ce qui touche le respect de l'ordre public, compétence peut être attribuée aux tribunaux mixtes par décision du Haut-Commissaire ou de ses représentants qualifiés.

« Lorsque les tribunaux mixtes sont compétents pour connaître des infractions prévues au présent arrêté,

ils connaissent également de tous crimes ou délits connexes à ces infractions. Ils connaîtront de même de toutes actions civiles intentées à l'occasion des dites infractions ».

Enfin, et suivant la suggestion qu'exprimait voici plusieurs années déjà, un haut magistrat libanais (Fouad Ammoun, la Syrie criminelle, thèse Lyon 1929, notamment p. 188 et s. et 406 et s.), afin de sanctionner plus fortement encore les responsabilités existantes, l'arrêté précité en étend la charge ; il décide dans son article 4 que les complices seront punis des mêmes peines que les délinquants principaux et que, d'autre part (art. 4), « les instigateurs de ces infractions, les organisateurs des manifestations contraires à la loi, même s'ils n'ont pas assisté aux rassemblements ou s'ils s'en sont éloignés avant que le trouble ait éclaté, seront considérés comme complices.

« Ils seront, en outre, pénalement responsables de tous actes criminels ou délictueux commis par une personne quelconque dans l'exécution des infractions dont ils ont été les instigateurs ou les organisateurs. »

Cette assimilation, dans la répression, du complice au coupable principal avait déjà été admise par l'article 45 du Code pénal ottoman. M. Fouad Ammoun en légitime le maintien en indiquant (p. 406) que la complicité n'est souvent qu'un aspect du crime collectif : si un individu a commis une infraction, il ne l'a souvent fait que sous la pression du groupe qui l'a aidé, et soutenu. Dans une société où les groupes sont encore extrêmement cohérents et ont une grande puissance sur l'individu, la répression n'est efficace que si elle

est collective : elle sera telle par l'assimilation du complice au coupable principal et par l'extension de la notion de complicité.

Et M. Fouad Ammoun (p. 409) déclarait que pour pallier au laconisme de l'article 45 du Code pénal ottoman, qui se borne à poser un principe, « des mesures administratives que les autorités mandataires ont tendance à appliquer en Syrie pourraient être réglementées et incorporées à la législation pénale ».

L'arrêté du Haut-Commissaire s'est, on le voit, inspiré de cette suggestion à la fois pour la répression de la complicité et pour sa détermination.

Ainsi se constitue une responsabilité extrêmement lourde, puisqu'elle aboutit à faire peser sur l'instigateur la responsabilité de faits commis au cours du mouvement qu'il a provoqué, mais qui ont peut-être dépassé son intention et qu'il est probablement le premier à regretter (1).

Le Droit libanais s'oriente ainsi, semble-t-il, vers un système apparemment voisin du Droit français, puisqu'il admet le droit de grève et réprime l'atteinte à la liberté du travail, mais, en réalité tout différent, puisqu'il donne au délit d'atteinte à la liberté du travail une extension et une gravité qui menacent de réduire singulièrement le droit proclamé.

(1) L'art. 8 de l'arrêté apporte à ce système une atténuation en décidant que l'art. 47 du Code pénal ottoman relatif aux circonstances atténuantes est applicable aux pénalités prévues dans cet arrêté. Mais cette disposition paraît s'expliquer par une confusion entre les principes du Droit ottoman et ceux d'un état antérieur du Droit français, et comme le nouvel art. 463, l'art. 47 du C. P. O., à la différence de l'ancien art. 463 du Code français, est applicable de plein droit à tous les délits mêmes non prévus au Code. L'art. 8 de l'arrêté étudié est donc superfétatoire.

Aucune jurisprudence, d'autre part, ne vient préciser la notion d'atteinte à la liberté du travail. Il est seulement certain que tout picketing est prohibé, puisqu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté précité, « sont qualifiées atteintes à la paix et à l'ordre public.... le fait de prendre part à un rassemblement, attroupeement ou cortège non autorisé ». Et c'est ainsi que la récente grève du personnel de la Compagnie des pétroles de Mossoul, entreprise par les ouvriers pour résister à la réduction des salaires opérée par la Compagnie, a été réprimée et brisée par l'intervention de la police.

Cette intervention a pu trouver un fondement indépendamment même de l'arrêté précité dans les dispositions de la loi ottomane permettant, nous l'avons vu, d'assurer la continuité du travail dans les concessions de service public.

Que faut-il penser d'un tel système dans son ensemble ?

Le premier et le plus certain des reproches qu'il encourt est celui de l'arbitraire. En maintenant théoriquement en vigueur une législation à la fois sévère et vague qui, négligée le plus souvent, peut toujours être exceptionnellement ressuscitée, il subordonne l'action ouvrière au bon plaisir des pouvoirs publics qui diront chaque fois si telle grève sera légale ou illégale.

Si l'on considère, notamment, qu'aux termes de la loi ottomane de 1909 (art. 10), « on peut employer la force publique lorsque la nécessité l'exige pour assu-

rer la continuité du service public », et que les grandes entreprises du pays sont des concessions, on conclut qu'il dépend, en fait, du Gouvernement de supprimer ou de maintenir le droit de grève.

Il est, d'autre part, certain qu'un tel système a abouti en fait à maintenir la classe ouvrière à un niveau de vie extrêmement bas (2).

Nous n'en voulons pour exemple que la pétition ci-dessous à M. le Haut-Commissaire des ouvriers travaillant à l'installation des canalisations de pétrole (*Journal Al Ahrar*, Beyrouth, le 15 avril 1933) :

« A Son Excellence Monsieur le Haut-Commissaire,

« Monsieur le Haut-Commissaire,

« Nous, soussignés, ouvriers de la canalisation du
« pétrole, protestons énergiquement contre la dimi-
« nution de 55 à 45 piastres de notre salaire journa-
« lier, diminution qui entraîne une réduction de 20 %
« dudit salaire.

« Dernièrement, nous nous sommes mis en grève ;
« le Gouvernement est intervenu *manu militari* et
« force nous fut de reprendre le travail. De son côté,
« la Compagnie nous avait promis de rétablir, à la
« fin du conflit, le salaire primitif, mais jusqu'à main-
« tenant elle n'a rien fait et sa promesse n'eut d'au-
« tre objet que d'apaiser notre mécontentement, puis-
« qu'elle persévère dans son attitude et dans ses sévi-
« ces en violation de nos droits.

« C'est pour cette raison que nous adressons nos
« plaintes à Votre Excellence aux noms de nos en-

(2) C'est surtout en Syrie que le niveau de vie de la classe ouvrière est misérable ; au Liban la situation est un peu meilleure.

« fants réduits à la famine, dans l'espoir d'obtenir satisfaction, faute de quoi nous devons recommencer la grève avec plus de vigueur.

« Veuillez agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, nos plus respectueuses salutations.

« Le 13 avril 1933. »

Si la restriction du droit de coalition peut, nous l'avons indiqué dans notre conclusion, se justifier là où il existe, pour les intéressés, d'autres moyens de faire valoir leurs prétentions, elle est, au contraire, inadmissible là où en fait ces moyens n'existent pas. Or, il ne faut pas se dissimuler que le mode de règlement des conflits prévus par la loi de 1909, outre qu'il ne vaut que pour les entreprises des concessionnaires, est absolument insuffisant même pour elles dans un pays aux cadres administratifs encore inexpérimentés ; il aboutit à livrer les revendications les plus impérieuses de la classe ouvrière à l'arbitraire d'autorités administratives locales.

Arbitraire dans la procédure de conciliation, arbitraire dans la répression de la grève, l'action ouvrière se trouve ainsi limitée dans les deux cas et par là s'explique sans doute que son sort soit aussi misérable ; elle est livrée sans défense à un patronat puissant.

S'il nous est permis, pour terminer cette étude juridique, d'exprimer un vœu à l'égard des autorités (puissance mandataire, gouvernement ou parlement) d'un pays qui est le nôtre, nous voudrions indiquer l'urgence que présente pour ces pouvoirs l'adoption d'une véritable législation sociale. Au développement économique, aux progrès moraux accomplis depuis la

fin de la domination turque, doit correspondre une réforme complète de la législation sociale. Il s'agit ici, non seulement de satisfaire un souci d'humanité, mais encore d'assurer l'avenir physique d'une race qui dépérirait et rapidement si elle était livrée aux conditions malsaines du travail industriel, sans qu'un minimum de bien-être lui soit garanti en compensation; il y va aussi de la paix d'un pays qui, dans un proche Orient en proie aux propagandes les plus diverses, sera, pour elles, une proie d'autant plus facile que son prolétariat sera plus misérable.

Il nous semble, par conséquent, que l'œuvre législative si importante de demain doit comporter tout d'abord des lois sociales (fixant la durée du travail, par exemple) qui garantiraient les salariés contre une exploitation excessive, en interdisant celle-ci. Les abus les plus flagrants étant ainsi réprimés, il conviendra sans doute de donner à l'action syndicale, aux coalitions mêmes, un minimum de liberté qui, seul, en armant la classe ouvrière, lui permettra d'obtenir, sur des questions moins urgentes peut-être mais cependant importantes, de meilleures conditions de vie. Ce n'est qu'alors, en présence de groupes organisés représentant les intéressés, que le législateur pourra, profitant de l'enseignement des nations européennes, instituer un système de juridictions de travail qui aura pour tâche, en fournissant aux intéressés le moyen d'améliorer pacifiquement leur sort, d'épargner à la Syrie l'expérience des abus des coalitions que les nations industrielles européennes ne pouvaient éviter.

Puisse, à cet égard, la sagesse du législateur ménager à la Syrie une évolution sociale pacifique et par une combinaison heureuse de la liberté syndicale et de l'intervention juridictionnelle de l'Etat dans les conflits du travail, permettre une amélioration des conditions de la vie ouvrière tout en prévenant les excès des coalitions. Nous nous estimerions largement récompensés de nos efforts si les expériences de droit comparé que nous avons étudié dans les pages qui précèdent, pouvaient être d'une aide quelconque au législateur de notre pays dans la grande tâche qui lui incombe.

Conclusion

La matière du droit de coalition nous apparaît ainsi aux termes de cette étude, comme étant en évolution permanente depuis un siècle ; elle a variée et continue à varier à la fois dans le temps, puisque la législation en vigueur d'un pays pris isolément change au gré des contingences économiques et politiques, et dans l'espace, puisqu'à l'heure actuelle la situation juridique des coalitions diffère complètement de pays à pays.

N'est-il pas possible cependant de dégager à travers toutes ces variations quelques tendances sinon générales du moins dominantes ?

Il semble qu'on peut, dans la réglementation des coalitions, discerner deux grands courants successifs. Le premier, favorable aux coalitions, a substitué au régime de la prohibition à peu près générale au début du xix^e siècle, une liberté limitée tantôt par l'existence d'un délit spécial d'atteinte à la liberté du travail, tantôt seulement par le droit commun pénal et par une certaine responsabilité civile.

Si ce courant a atteint dès la fin du xix^e siècle, dans la plupart des pays, son premier et principal objectif, à savoir : l'abolition du délit de coalition, il poursuit encore une action tendant à reculer les limites résultant de l'existence d'un délit spécial d'atteinte à la

liberté du travail ou de la responsabilité civile admise par la jurisprudence. Il semble ainsi que les pouvoirs publics en viennent à se désintéresser de plus en plus du moins juridiquement des coalitions et qu'il leur laisse le champ libre.

Mais en même temps et surtout depuis la guerre, un courant se manifeste qui tend au contraire à restreindre la liberté des coalitions, qui s'en prend non plus seulement à leurs excès, mais à leur principe même, convie l'Etat à prévenir toute cessation du travail. Et cette tendance conduit à supprimer complètement le droit de grève, comme en Italie ou en U. R. S. S., ou à l'écarter seulement pour certaines professions, comme en France, ou encore à en subordonner l'exercice à l'échec préalable d'une tentative de conciliation par les pouvoirs publics dont le Ministère redevient ainsi obligatoire (loi norvégienne de 1927).

Pourquoi cette réaction ? Parce que la grève constitue une menace directe pour l'ordre social depuis que, non contente de s'attaquer à l'industrie privée, elle en arrive à compromettre la régularité de services publics, et surtout depuis que les partis révolutionnaires préconisent ouvertement la grève générale, dont ils prétendent faire une arme de guerre contre la société capitaliste ; et, d'autre part, dans une période où l'économique et la politique se pénètrent de plus en plus, la grève, trouble économique, a des répercussions politiques et nationales.

Si tous les Etats ne la craignent pas autant que l'U. R. S. S. ou l'Italie, tous chercheront à la restreindre avec des préoccupations analogues. La Société actuelle, menacée, se défend, la restriction du

droit de coalition apparaît ainsi comme la traduction de l'instinct de conservation de l'Etat. L'exemple de l'U. R. S. S., de l'Etat prolétarien, qui interdit la cessation du travail, est, à cet égard, particulièrement instructif.

Dans les pays comme l'Angleterre, d'autre part, qui avaient reconnu dans ces dernières décades une liberté absolue aux coalitions, la renaissance d'une répression civile et pénale à la fois depuis 1927 n'est que plus symptomatique.

En France, par contre, et si l'on se réfère aux projets de réforme législative qui se sont succédés depuis la fin du XIX^e siècle, on constate l'influence simultanée des deux courants sus-indiqués qui s'opposent à première vue complètement, semble-t-il. Et c'est pourquoi il est intéressant non seulement au point de vue pratique, mais encore au point de vue théorique, de savoir comment se combinent dans un pays, dont le régime démocratique permet à toutes les influences de se manifester librement et simultanément, les deux tendances sus-indiquées.

Dès la fin du siècle dernier, un parti se forma, au Sénat, proposant de restreindre le droit de grève. On peut citer, en ce sens, la proposition Marcel Barthe, restaurant, sous une autre forme, l'ancien article 416 du Code pénal, et la proposition Cordelet-Merlin, prohibant les coalitions tendant à arrêter le travail dans les exploitations, mêmes industrielles, de l'Etat ou des Compagnies de chemins de fer (proposition Marcel Barthe, 15 mars 1886, Sénat, Doc. parl., p. 31 ; proposition Cordelet-Merlin, 21 décembre 1894, Sén., Doc parl., n° 58).

Mais il est vrai que, par contre, bien loin d'être fa-

vorable à une restriction quelconque du droit de coalition, une fraction importante de la Chambre, le groupe socialiste, semblait plutôt favorable à la suppression du délit spécial d'atteinte à la liberté du travail, prévu par les articles 414 et 415 du Code pénal. On peut citer en ce sens la proposition Coutant (déposée le 11 juillet 1898), renouvelée le 3 juillet 1906 (Voir Chambre, Doc. parl., n° 194, Off., p. 751). Il y eut même un projet de Code du Travail, supprimant expressément toute responsabilité civile pour faits de grève (projet de MM. Groussier et autres, articles 57 et suivants).

Le parti socialiste n'était même pas le seul, avant la guerre, à réclamer l'abrogation de ces dispositions d'exception. Se ralliant à cette opinion, le Ministère Clémenceau avait déposé un projet de loi tendant à l'abrogation pure et simple des articles 414 et 415 du Code pénal (Ch., 14 janvier 1907, Doc. parl., n° 650, p. 42 ; Cf. Barthou, l'Action syndicale, p. 258 et suivantes).

Il est illogique, en effet, disaient les partisans de cette réforme, de considérer comme une cause d'aggravation le fait de se livrer à des voies de fait ou à des violences au cours d'une grève, dès l'instant que la coalition est devenue licite. Et il est encore plus illogique d'autoriser, comme le fait l'article 415, le juge à aggraver la pénalité lorsque les violences, menaces ou manœuvres frauduleuses ont été commises par suite d'un plan concerté, alors qu'en lui-même l'établissement d'un semblable plan est devenu l'exercice d'un droit.

D'autre part, ajoutent les partisans de ces réformes,

la suppression des articles 414 et 415 n'aurait nullement pour conséquence d'assurer l'impunité aux auteurs de faits délictueux commis au cours de la grève. Car ces faits tomberaient sous le coup des articles 305 et suivants du Code pénal ; et pour les faits que ces articles n'atteindraient pas, la faculté donnée à ceux qui ont subi un préjudice d'en poursuivre les auteurs par les voies civiles, est une sanction suffisante.

Entre les deux tendances qui s'affrontent ainsi partout et revêtent en France une netteté particulière, n'est-il pas possible de chercher une transaction ou plutôt une conciliation ? La possibilité de celle-ci semble résider essentiellement dans l'abandon du point de vue répressif pour le point de vue préventif.

Si l'Etat ne peut tolérer toutes les cessations de travail du moins ne peut-il guère prétendre les réprimer tant qu'il n'a pas offert aux intéressés le moyen de faire valoir autrement leur prétention ; de là l'institution de juridictions du travail à la fois en Tchécoslovaquie, en Italie, en Scandinavie, etc...

Mais une fois ces juridictions, ces organes de conciliation créés, une fois que l'Etat a donné aux intéressés le moyen de faire valoir pacifiquement leur prétention, on comprend qu'il prohibe, tout au moins réglemente avec sévérité l'action par laquelle les intéressés essayent d'obtenir gain de cause en dehors des voies légales et la répression sera d'autant plus rigoureuse (ainsi que le montre l'exemple des diverses législations étrangères qui ont connu le second des courants sus-indiqués) que le système des « juridictions du travail » est considéré comme fournissant un système plus complet et plus satisfaisant de règlement

des conflits du travail, suivant que les pouvoirs publics désirent seulement ou exigent qu'on recoure à leur intervention ; si en Scandinavie la volonté d'assurer le règlement pacifique des conflits n'a guère abouti qu'à édicter des sanctions civiles contre la grève, en Italie la mystique de la production nationale, plus hostile encore à toute interruption du travail, frappe la grève ou le lock-out de sanctions pénales de plus en plus développées.

Ainsi, la nouvelle tendance défavorable aux coalitions et dont la force tient à des circonstances politiques et économiques diverses, diffère de l'ancienne politique répressive en ce qu'elle met l'accent sur la prévention et non sur la répression de la coalition ; que celle-ci n'est qu'un moyen pour renforcer celle-là.

Avant de supprimer les textes répressifs qui essaient de limiter les dangers de la coalition, dit-on, il conviendrait d'abord de développer les institutions arbitrales, pour atténuer l'acuité des luttes du capital et du travail.

Lorsque la tendance à restreindre le droit de grève se manifeste dans les pays les plus divers, soit par la pratique politique du parti au pouvoir (Russie), soit par la voie législative (Angleterre, Russie, Scandinavie), soit même par la jurisprudence (Suisse) ou par les conventions collectives des groupements intéressés, il serait vain de prétendre négliger un tel mouvement et de vouloir proclamer une liberté absolue de la coalition au moment même où ceux qui semblaient le plus disposés à l'admettre s'en écartent.

Tout le monde est cependant d'accord pour reconnaître qu'en pareille matière, un système préventif

vaut mieux qu'un système répressif, mais encore que le premier peut seul légitimer le second.

Mais l'exemple des législations récentes, qu'il s'agisse de l'Italie, de la Tchécoslovaquie, ou des pays scandinaves, prouve que les moyens répressifs ne sont plus suffisants, qu'ils ne se conçoivent même qu'en fonction d'un certain système de règlement des conflits : c'est l'institution de l'arbitrage qui, dans les législations nouvelles, conditionne la réapparition du délit de coalition, qui gradue la sévérité des répressions de l'atteinte à la liberté du travail.

L'échec du système norvégien prouve qu'on ne peut prétendre prévenir par l'arbitrage les coalitions, sans réprimer sévèrement celles qui se produisent malgré tout. Mais inversement les critiques que suscite le système américain, et les atténuations qu'il paraît du reste apporter aujourd'hui sur certains points à sa propre rigueur, prouvent que le juge ne peut plus guère réprimer sévèrement les coalitions si le droit ne donne pas en même temps aux intéressés le moyen de faire valoir pacifiquement leurs prétentions devant une instance autorisée.

Un pareil point de vue peut donner en partie satisfaction aux anciens partisans de la coalition, car ils vont pouvoir abandonner ce mode d'action sans trop de regrets, dès l'instant où d'autres moyens leur sont offerts pour atteindre les mêmes résultats.

Et telle paraît bien être le point de vue qui domine en France parmi les partisans d'une restriction du droit de coalition ⁽¹⁾.

(1) V. à ce sujet l'intéressante enquête sur les grèves et leur réglementation, enquête ouverte par le *Bulletin de la Semaine*, mai-août 1911, et les réponses de MM. Saleilles, Levasseur, Souchon, Villey, M. Nast, etc.. Cf. Ferneuil : la réglementation des grèves, *Rev. Politique et Parlementaire*, 1911-1.8).

De sérieux progrès ont d'ailleurs été réalisés dans l'organisation de moyens pacifiques pour résoudre le conflit depuis 40 ans, par l'institution des comités de conciliation et des Conseils d'arbitrage facultatifs (loi du 27 décembre 1892) et par le développement, trop lent encore en France, des conseils d'usine ou des commissions mixtes.

Et depuis trente ans, de nombreux projets ou propositions ont été déposés à la Chambre, en vue de compléter la législation de 1892, soit en rendant obligatoire la tentative de conciliation (projet Mesureur, repris par M. Bovier-Lapierre, 22 novembre 1898, Ch., Doc. parl., n° 408), soit en rendant obligatoire l'arbitrage lui-même (proposition Paul Constans, 3 juillet 1906, Ch., n° 183, et projet de Code du travail de Groussier et autres), soit enfin en favorisant la constitution de juridictions arbitrales permanentes.

Ce qu'on cherche à réaliser, c'est moins une répression qu'une véritable « organisation » de la grève. On essaye d'arriver à faire disparaître le caractère brutal de cette manifestation du droit collectif, et à lui donner plutôt l'allure d'une contestation juridique.

Mais il est alors certain qu'il ne faut pas se contenter d'offrir aux intéressés des moyens d'action pacifiques, juridiques, à côté de ceux que continuent à offrir les coalitions, mais qu'il faut aller plus loin et peser sur le choix des intéressés pour en exclure plus ou moins directement le recours aux moyens de force.

Quelles sont les suggestions faites au législateur français dont la situation et la liberté démocratique permettent, nous l'avons dit, de saisir plus nettement qu'ailleurs les diverses tendances et solutions qui présentent du reste un intérêt international ?

Quatre formules ont été tour à tour envisagées pour combiner les points de vue préventif et répressif dans la réglementation des grèves qui constituent, nous l'avons vu, en fait, l'aspect pratiquement le plus délicat du droit des coalitions.

La première consisterait à interdire sous certaines sanctions civiles et pénales les grèves brusquement déclarées, sans préavis, et à en faciliter la solution pacifique par une extension des pouvoirs des conseils de prud'hommes (proposition Fl. Ravarin, 10 mars 1911, Ch. Documents parlementaires, N° 813, et 20 mai 1920, N° 901 sur l'organisation du droit de grève). On peut rapprocher de ces propositions l'article 39 du projet de loi sur le contrat de travail élaboré par la Société d'Etudes législatives (Bull. Soc. d'Et. légis., 1906 et 1907), et ce groupe se rapproche assez du système scandinave. Mais le succès de ce système suppose, croyons-nous, un puissant développement des conventions collectives apportant des garanties nouvelles à la conclusion du contrat de travail, développement qui a lui-même pour condition l'existence d'organisations syndicales très fortes capables d'imposer à l'ensemble des intéressés qu'elle représente l'observation des délais légaux.

Une deuxième formule, préconisée par le groupe socialiste, consisterait à organiser la grève par un système de vote annihilant les droits de la minorité, combiné avec l'arbitrage obligatoire (projet de Code du travail de Groussier et autres, art. 840 et suiv.), proposition P. Constans, 4 juillet 1906, précitée). Mais ce

système est inacceptable pour le droit français, car il irait directement à l'encontre du principe de liberté inscrit dans la loi de 1884, et de plus il compromettrait gravement la discipline de l'atelier (C. Pic. Législ. Indust., p. 214). De plus il n'est pas très logique, car il suppose une manière de syndicalisme obligatoire qui ne peut se constituer que par l'intervention de l'Etat constituant un monopole de fait à ses protégés. Or, l'expérience, notamment celle de l'Italie et de la Russie, démontre que l'Etat ne fait aux syndicats le cadeau du monopole qu'à la condition de leur prendre en échange la liberté de coalition : car le syndicat obligatoire, et libre à la fois, serait un rival trop dangereux pour l'Etat lui-même.

Une troisième formule consisterait en un système mixte, proposé par M. Millerand, alors Ministre du commerce, système fondé sur la combinaison de l'acceptation libre et de l'obligation, on constituerait des conseils d'usine avec arbitrage obligatoire, dans les établissements industriels de l'Etat, ainsi que dans les établissements privés de plus de 50 ouvriers, dont les chefs auraient préalablement accepté le régime nouveau (projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, 15 novembre 1900). Ce projet fut d'ailleurs repris par M. Millerand, en son nom personnel, le 12 juin 1906 (Ch. Doc. parl. N° 14, p. 464). Mais ce système fort ingénieux sans doute, et qui rappelle un peu le système allemand des *Betriebsräte* et tente une organisation extra-syndicale de la classe ouvrière, nous semble bien compliqué et, malgré les raisons développées par M. Millerand lui-même dans un exposé justificatif, peu pra-

tique (V. Millerand, *La grève et l'organisation ouvrière*, 1906; rapport Colliard, 16 juin 1910, Ch. Doc. parl. N° 113; Bender, *La conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail*. Questions pratiques, 1900, 129; cf. Pic, *Législ. ind.*, p. 214).

Le gouvernement a trouvé une quatrième formule, en 1920. Le 9 mars 1920, en effet, un projet fut déposé, repris en 1925, avec quelques modifications, par M. Durafour, Ministre du Travail (Ch., 5 nov. 1925, Doc. parl., n° 2040), puis en 1929 par M. Loucheur (17 janvier). Ce système, plus simple et plus réalisable que les trois autres, est un système préventif bien plus facile à organiser que l'arbitrage obligatoire. Il consiste à rendre obligatoire la seule tentative de conciliation, et facultatif l'arbitrage lui-même.

Ce que deviendra ce projet, nous ne le savons pas : cependant nous pensons qu'il a plus de chance d'aboutir que les précédents (Pour l'étude de ces projets successifs de « règlement amiable », voir la brochure publiée sous ce titre en 1924 par le Ministère du Travail, et un article de M. Pic : *La prévention ou le règlement amiable des conflits collectifs*. Questions pratiques, 1925, p. 89 et suiv.). Mais on aperçoit aussitôt la difficulté à laquelle se heurte la prévention des conflits dans un régime démocratique : ou bien la conciliation ne s'impose pas et la réforme risque d'être inefficace, ou bien on revient à l'arbitrage obligatoire. Or, l'exemple de la Norvège nous le démontre, un pareil système se heurte à de fortes résistances dans un pays où les groupements demeurent libres. Le problème n'est donc pas exclusivement juridique : il s'agit de

faire naître chez les intéressés des dispositions d'esprit nouvelles, et la compréhension des concessions nécessaires.

Quoi qu'il en soit, et pour conclure, nous constatons que presque tous les partis semblent avoir reconnu le danger des luttes violentes entre le capital et le travail, et que la société moderne s'achemine lentement vers une organisation de travail meilleure, comportant une solution plus pacifique et plus juridique des conflits, mais que la recherche d'un pareil système soulève toutes les difficultés politiques du fondement et des armes à trouver pour l'arbitrage qui s'impose entre les classes en présence. On ne peut admettre la liberté intégrale de coalition, mais on ne peut la restreindre qu'en vue d'une organisation préventive que seuls les régimes de dictature ont pu imposer jusqu'à présent et qui, pour une démocratie, implique toute une réforme des idées et des mœurs.

Vu :

Lyon, le 14 Juin 1933.
Le Président de la Thèse,
GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 15 Juin 1933.
Le Doyen,
L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 16 Juin 1933.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

Pour le Recteur et par délégation :
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
L. JOSSERAND.

Premier Appendice

I

Si les événements des derniers mois (qui se sont déroulés pendant que notre étude était à l'impression) n'ont pas mis en jeu des principes nouveaux — au moins en France — ils ont cependant illustré quelques-unes des questions que nous avons examinées.

Aussi, voudrions-nous leur consacrer quelques brèves indications, rattachant leur enseignement aux explications déjà fournies afin que dans une matière qui évolue si vite, notre étude n'ait pas cessé d'être à jour avant même d'avoir paru.

A. — L'exemple des incidents survenus au cours des grèves de l'usine Citroën nous avait déjà montré (voir *supra* p. 45) les formes nouvelles que revêt l'atteinte à la liberté du travail. Il ne s'agit plus, pour les grévistes, d'empêcher directement et individuellement leurs camarades de travailler, il s'agit de supprimer objectivement, indirectement, et pour tout le monde, toute possibilité de travail, en mettant hors d'usage les moyens de travail. La violence ne vise plus les « jaunes », mais les choses dont ils se servent. Au cours de la grève des usines Citroën, on a vu des ateliers envahis et des machines détruites par les grévistes.

La grève de la Batellerie, en septembre 1933, nous a

fait assister à la suppression de la navigation fluviale par les grévistes.

A vrai dire, il s'agissait là d'une grève assez particulière, puisque ceux qui avaient cessé le travail, n'étaient pas seulement des salariés, mais aussi des petits patrons indépendants, en sorte qu'il y avait conflit non pas entre des salariés et des patrons, mais entre les travailleurs salariés ou patrons de deux modes de navigation techniquement différents : bateaux à traction non mécanique (hippomobile, à vent, etc...), bateaux à moteur (1).

Cet exemple illustre du reste la tendance des petits patrons (dont nous avons déjà parlé à propos du nouveau Code pénal italien) à utiliser le procédé de la cessation collective du travail. Mais il est évident que lorsque de petits patrons exploitant un procédé technique déterminé, cessent leur travail alors que les exploitants d'un procédé technique concurrent veulent continuer le leur, les « grévistes » ne peuvent compter sur la persuasion pour généraliser leur mouvement : pourtant s'il demeure limité aux parties qui l'ont engagé, il est voué à l'échec, puisque, sans troubler l'usager, il n'aboutit qu'à favoriser le travail des concurrents des grévistes.

Aussi les bateliers en grève ont-ils compris qu'ils n'avaient d'autre ressource que de rendre impossible toute navigation à moteur ou autre. Aussi se sont-ils efforcés, pendant toute la durée de la grève, d'établir des barrages avec leurs péniches.

Le Gouvernement, prévenu de ces projets, a voulu combattre cette atteinte à la liberté du travail par des moyens préventifs.

Pendant plusieurs jours, les vedettes de l'Etat naviguant sur les voies fluviales, et les forces de police masquées sur les berges, s'efforçaient d'empêcher la formation

(1) De là du reste le caractère composite du programme des grévistes : exigeant à la fois le respect de la journée de huit heures (revendication typique des salariés) et la suppression du « trimutage » (priorité des bateaux à moteur au passage des écluses) (revendication toute patronale).

des barrages. Mais les bateliers navigateurs habiles, profitant de la surprise, ont réussi à plusieurs reprises à établir des barrages notamment sur l'Oise et sur la Seine. Il y avait incontestablement là, non seulement le délit classique, d'entrave à la liberté du travail, mais encore celui de trouble apporté à la navigation fluviale, délit puni par la loi du 18 juillet 1930.

Le Gouvernement a eu la tâche délicate de faire disparaître ces atteintes à la liberté du travail des marins des bateaux à moteur, sans détruire l'instrument même du travail des grévistes, à savoir les péniches à traction non mécanique qui constituaient les barrages. Sur la Seine, les gardes mobiles et les pompiers ont dû prendre d'assaut les péniches inondées par des lances à eau, et ils ont ensuite disloqué eux-mêmes les barrages ; lorsque quelques-uns eurent ainsi été pris et détruits de haute lutte, les grévistes laissèrent disloquer les autres à l'amiable : ils se bornaient ainsi à créer une atteinte matérielle à la liberté du travail, laissant ensuite à d'autres le soin de la faire disparaître.

Si cette grève n'a pas comporté d'incidents sanglants, elle a montré cependant la transformation de l'atteinte à la liberté du travail qui revêt sans cesse des formes plus dangereuses.

B. — L'été 1933, marqué ainsi dans l'industrie privée par des troubles sérieux, n'a comporté dans les services publics que des incidents moins graves, puisque malgré leurs menaces, les fonctionnaires n'ont pas passé aux actes.

Au cours d'un Congrès tenu à Paris dans les premiers jours d'août 1933, les instituteurs mécontents des lenteurs apportées par les Pouvoirs publics à la réforme de leur régime de retraite, ont décidé de rompre les relations

de leurs organisations syndicales avec le Gouvernement, et menacé de se mettre en grève à la rentrée au cas où il ne leur serait pas donné satisfaction d'ici là.

A la suite du vote de ces résolutions, dans une circulaire en date du 21 août 1933, d'abord confidentielle, puis rendue publique, M. de Monzie, ministre de l'Education nationale, a solennellement rappelé aux Inspecteurs d'Académie la doctrine du Gouvernement en cette matière : reconnaissance du droit syndical et institution de relations directes entre les syndicats et les Pouvoirs publics, pour le règlement des questions professionnelles — négation absolue du droit de grève des fonctionnaires — la cessation du travail si courte soit-elle, même réduite à la valeur d'une simple démonstration, exposant les auteurs aux sanctions les plus sévères que le Gouvernement se déclarait résolu à employer.

Ces menaces ne paraissent guère avoir impressionné les instituteurs visés : dans une circulaire adressée aux secrétaires des Sections syndicales (*Populaire*, 28 septembre 1933), le secrétaire du Syndicat national s'exprimait ainsi :

« On comprend que M. de Monzie ait éprouvé le besoin de condamner la grève en des termes où se marquent visiblement un esprit autoritaire offensé et un souci d'intimidation si évident qu'aucun de nos camarades ne s'y est laissé prendre. Au fond, le ministre de l'Education nationale sait bien que la grève n'est pas un droit, mais seulement un fait, l'ultime recours des travailleurs, à quelque catégorie qu'il appartiennent, lorsqu'une injustice par trop violente les opprime, les soulève d'indignation et que les instances d'appel se dérobent à leur mission.

« A ce propos vous voudrez bien considérer que la publication de la circulaire ministérielle ne change rien aux dispositions arrêtées régulièrement par le Congrès souverain. »

Et il concluait : « Le Syndicat national suit les événements avec la plus scrupuleuse attention : comme toujours, il agira avec prudence et fermeté, aussi peu disposé aux aventures dangereuses qu'à l'acceptation de l'injustice ».

Ainsi se sont affrontées une fois de plus les deux thèses en présence — celle du Gouvernement considérant comme illégale toute grève des services publics — celle des syndicats de fonctionnaires qui, sans même contester l'illégalité de la grève, se désintéressent de la question de droit et ne renoncent pas à ce procédé illégal, estimant seulement qu'il doit être employé avec prudence.

Il semble que le conflit des deux thèses n'est pas destiné, cette fois, à quitter le terrain des controverses pour passer sur celui des actes : le Gouvernement ayant, en effet, déposé un projet de loi qui donne satisfaction aux instituteurs, ceux-ci paraissent avoir renoncé à la démonstration projetée.

— II —

L'expérience du Président Roosevelt

Les derniers mois qui viennent de s'écouler semblent avoir apporté dans le système des coalitions aux Etats-Unis, un bouleversement complet, dont on ne peut encore dire s'il sera durable, ou seulement temporaire, pas plus du reste qu'il n'est encore possible de se prononcer sur les suites de l'expérience d'économie dirigée par le Président Roosevelt.

Mais il est permis de relever dès maintenant l'opposition complète de la politique actuelle des pouvoirs publics, du système qu'ils prétendent imposer, avec celui que nous avons décrit (voir chapitre X) et qui était demeuré à peu près intégralement en vigueur jusqu'à ces derniers temps.

L'année 1933 a substitué à l'individualisme économique ou libéralisme le plus farouche, un interventionnisme extrêmement énergique, sacrifié la liberté de l'entrepreneur au pouvoir de l'Etat — substitué à la persécution des syndicats leur reconnaissance par le Gouvernement et leur participation à l'élaboration des nouvelles chartes de l'industrie.

Peut-être ne convient-il pas de s'étonner outre mesure de ce revirement. L'individualisme conservateur des magistrats américains s'alimentait à la mystique de la prospérité. La réalité de la crise, démentant l'optimisme économique, devait provoquer une réaction juridique.

L'expérience Roosevelt, la réduction du temps de travail, le relèvement des salaires sortent de l'objet de cette étude : rappelons toutefois les dispositions qui intéressent les coalitions ouvrières.

La loi de rétablissement industriel national, adopté

par la Chambre le 26 mai 1933, et par le Sénat le 13 juin 1933 (*Informations Sociales*, 26 juin 1933, p. 465), tend à procurer une reprise de l'activité économique, des « Codes de concurrence loyale », doivent intervenir pour chaque industrie, soit par l'accord des intéressés entre eux — accord approuvé par le Président — soit, en cas d'impossibilité d'un accord volontaire, par la promulgation d'office d'un Code établi par le Président.

Marquant par là combien elle déroge aux précédents législatifs, la nouvelle loi prévoit qu'aucune des actions fondées sur elle, ne peut être écartée en vertu de la législation contre les trusts.

Mais, utilisant pour elle ce qui, dans le droit antérieur, peut lui servir et notamment les pouvoirs prétoriens des Cours, la loi de 1933 décide que l'observation des nouveaux Codes sera assurée par voie d'injonctions. Les nouveaux Codes doivent éliminer la concurrence du travail inférieur, assurer les ouvriers qu'ils ne seront pas congédiés et remplacés par une main-d'œuvre préférée en raison de ses faibles exigences.

Aussi, aux termes mêmes de la loi : « Tout Code de concurrence loyale, accord ou licence, approuvé, prescrit ou émis en vertu de ce chapitre, contiendra les dispositions suivantes :

1° Les employés auront le droit de s'organiser et de négocier collectivement au moyen de représentants de leur propre choix, aucun salarié et aucune personne en quête d'emploi ne sera invitée, comme condition d'emploi, à entrer dans une organisation déterminée quelconque (ceci vise les organisations ouvrières « jaunes » anti-syndicalistes créées par les patrons, et auxquelles ceux-ci voulaient rendre l'adhésion obligatoire), ou à s'abstenir d'entrer dans une organisation ouvrière de son choix.

2° Les employeurs se conformeront aux conditions maxima de durée du travail, aux conditions minima de rétribution et aux autres conditions d'emploi approuvées ou prescrites par le Président.

Ainsi la loi elle-même assure la liberté syndicale, mais, de plus, en conférant aux salariés le droit de négocier collectivement, elle permet au syndicat de représenter la profession entière.

Si l'adhésion aux syndicats reste facultative, l'obligation pour le patronat de le reconnaître et de traiter avec lui lui accorde un immense privilège.

C'est ainsi (I. S., 4 septembre, p. 115) que le Code de l'industrie textile prévoit la « reconnaissance du droit de libre association et de négociation collective, conformément à la loi de rétablissement industriel (1).

Il en est de même pour celle de l'industrie charbonnière (*Le Populaire*, 22 août 1933), des Charbons bitumeux (*Populaire*, 1^{er} septembre).

Dans chaque industrie, du reste, les nouvelles chartes du travail ont été élaborées avec le concours des syndicats intéressés, le Gouvernement a vu avec faveur leurs efforts pour introduire dans ces chartes la clause du closed shop de l'atelier réservé aux syndiqués, et dans plusieurs chartes, cette clause figure effectivement.

Si l'on songe à la lutte de la jurisprudence contre cette clause, on mesure l'étendue du chemin parcouru.

Ni les ouvriers, ni le patronat américain ne se sont du reste mépris sur la transformation du rôle des syndicats ; le refus de reconnaître ceux-ci, de collaborer avec eux, a inspiré les résistances de nombreux industriels américains, est au centre des discussions qui les ont opposés à l'administration générale ; c'est ainsi que M. Ford, tout en indiquant qu'il accordait à son personnel des conditions matérielles bien supérieures à celles que prévoyait la charte de l'industrie automobile, s'est refusé à souscrire à celle-ci, précisément en raison des pouvoirs nouveaux qu'elle donnait aux syndicats. Ce refus l'a, du reste,

(1) Devant les lenteurs inévitables de l'élaboration des différents Codes particuliers, le Président a publié, le 20 juillet 1933, un Code général provisoire (I. S., 21 août, p. 304), invitant les employeurs à l'accepter. Mais ce Code provisoire ne paraît pas comporter de dispositions particulières relatives aux syndicats ouvriers.

opposé aux Pouvoirs publics (*Populaire*, 28 août et 19 septembre).

Si de grands industriels comme Ford ont pu essayer de résister à la politique présidentielle, la plupart l'ont acceptée. Il en est résulté pour les syndicats un accroissement de puissance que le Président Roosevelt semble avoir consciemment poursuivi et qui se mesure par l'adhésion aux Trades Unions d'un million d'ouvriers depuis trois mois (*Populaire*, 19 septembre 1933, article de M. Jean Longuet). Dans la ville de Johnston, où le syndicalisme était proscrit, mille adhérents ont adhéré en un jour au syndicat formé.

Rappelons enfin que par un suprême paradoxe dans ce pays où le boycott était rigoureusement prohibé, le Gouvernement lui-même menace de l'organiser contre les industriels réfractaires aux nouvelles tendances.

Le public a été invité, en effet (*I. S.*, août, p. 305) à n'accorder son appui qu'aux employeurs et travailleurs membres de la N. R. A.

Bien qu'il n'y ait là, d'après M. Johnson, « aucune contrainte », il paraît difficile de nier que le Gouvernement lui-même s'approprie aujourd'hui l'arme syndicale du boycott, et ce simple fait confirme que l'ensemble de la nouvelle législation et des actions qu'elle inspire serait incontestablement déclarée inconstitutionnelle, si le revirement de l'opinion et les pouvoirs dictatoriaux du Président Roosevelt ne venaient limiter la puissance du juge ou modifier son état d'esprit. On annonce en effet (voir *Populaire* du 9 septembre) que la Cour suprême est décidée à repousser les plaintes en inconstitutionnalité que les représentants de l'industrie pétrolière ont déjà déposées.

Les hauts magistrats fonderaient leur résolution « sur le vaste mouvement de l'opinion publique et sur les nécessités créées par les circonstances ».

Ainsi, ces mêmes « circonstances exceptionnelles » qui, pendant la guerre, ont légitimé des restrictions du droit syndical légitiment aujourd'hui son triomphe.

Suivant la tendance naturelle de toute politique interventionniste, le Gouvernement des Etats-Unis, après avoir fortifié le droit syndical, s'efforce de substituer à la grève l'arbitrage.

Dans un message du 5 août dernier (*I. S.*, 4 septembre, p. 359), le Président indique « que les grèves et les lock-outs auront pour effet d'augmenter le chômage et de créer des conditions manifestement opposées à l'esprit et au but de la loi sur le rétablissement industriel ». Aussi, afin d'assurer la « paix industrielle », recommande-t-il la création d'un Conseil national d'arbitrage — et éventuellement de conseils d'arbitrages spéciaux — composé de représentants de l'Administration, du patronat et des organisations ouvrières syndicales, afin d'arbitrer les conflits relatifs aux Codes provisoires ou particuliers.

Il semble donc que les Etats-Unis, terre classique de l'individualisme conservateur et antisyndical, s'acheminent à leur tour, non plus seulement vers un régime de liberté syndicale tel que celui qui existe en France, mais vers un régime qui, s'il n'est pas plus qu'un monopole syndical, paraît cependant devoir consentir à ceux-ci des privilèges extrêmement importants et les associer à la politique économique du Gouvernement lui-même, tout en restreignant le droit de coalition au nom de l'intérêt général.

Deuxième Appendice

Les tout derniers mois ont apporté des innovations juridiques considérables dans le régime syndical de deux pays : d'une part, en Italie, où la dictature fasciste, en se consolidant, développe ses institutions, et d'autre part, en Allemagne, où le régime Hitlérien s'efforce de substituer le plus rapidement possible un régime corporatif à celui de la liberté syndicale en vigueur sous la République. La rapidité de ces changements, qui nous oblige ainsi à compléter sur plusieurs points notre exposé antérieur devenu déjà incomplet, montre combien la matière ici étudiée est aujourd'hui importante dans la vie politique et sociale des Nations.

I

Italie

L'originalité essentielle du nouveau Droit des Corporations établi en Italie a été de donner aux corporations qui n'avaient jusque-là que des attributions de conciliation en cas de conflits du travail, des attributions nouvelles qui permettent à ces organes semi-étatiques, d'exercer une manière de tutelle sur la vie économique ; ainsi que l'indique l'ordre du jour

adopté par le Conseil National des Corporations dans sa session du 8 au 14 novembre 1933 (Informations Sociales du 4 décembre 1933, page 340) : « Les corporations sont l'instrument qui, sous l'égide de l'Etat, réalisent la *discipline* intégrale organique et unitaire des *forces productrices* en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien ».

De nombreuses discussions ont du reste précédé cette transformation des corporations. On s'est demandé si elle devait entraîner la suppression de l'actuelle Chambre des Députés, ou se juxtaposer à elle, si les corporations devaient être constituées par catégories de travaux (une corporation correspondant ainsi à chaque activité professionnelle), ou bien, au contraire, si chacune d'elles devait embrasser un cycle entier de production, par exemple l'industrie de la soie, englobant tous les travaux agricoles et industriels nécessaires à la production de la soie (Informations Sociales du 9 octobre 1933, p. 72).

Il semble que c'est cette dernière conception de la catégorie correspondant au cycle entier de production, qui l'a emporté, l'Etat pouvant, dans la corporation qui correspond à un cycle entier, sous-distinguer plusieurs branches de la corporation. (Sur le compromis entre les différentes extensions des corporations, voir *Temps* du 10 janvier 1934, rapport de M. Mussolini).

Dans ces corporations, du reste, ne figureront pas seulement les représentants d'une classe déterminée, mais ceux de toutes les catégories intéressées : ouvriers, employés, intellectuels, patrons, pour les mêmes tâches.

D'autre part, M. Mussolini, dans son discours à la séance de clôture du Conseil Corporatif, a indiqué que la création des nouvelles corporations de catégories devait entraîner, sinon immédiatement, du moins à brève échéance, la disparition de la Chambre des Députés (Inf. Soc. du 4 décembre 1933, p. 341).

Comme le déclare le *Lavoro Fascista*, organe du mouvement syndicaliste et corporatif, cité dans le *Temps* du 15 novembre 1933 : « Aujourd'hui, le Parlement, fils aîné de la démocratie, est en train de mourir. Nous sommes à un moment où les organisations qui furent hier des armes de lutte et de bataille, s'apprêtent à devenir les fondements d'un nouvel ordre juridique. Le Parlement actuel ne représente pas la vie de la Nation. La vie italienne se déroule hors de Montecitorio : le peuple n'a pas les yeux tournés vers la Chambre, mais vers son faisceau et vers son syndicat. Les faisceaux et les corporations seront les sources de la représentation nouvelle dans une assemblée législative nouvelle ayant une compétence politique et économique ».

Ces prévisions indiquent suffisamment quelle importance le régime fasciste prête aux nouvelles corporations. Le projet ministériel (Inf. Soc. du 9 octobre 1933, p. 73) divise l'objet des attributions des nouvelles corporations en « rapports de travail » et « rapports économiques dans le sens strict du mot ».

En vertu des attributions relatives aux premiers rapports (art. 10 de la loi syndicale), les nouveaux organismes peuvent établir des règles générales relatives aux conditions de travail ; les seconds rapports sont

visés par l'article 12, donnant au Conseil National des Corporations « le pouvoir de réglementer les rapports économiques collectifs entre les diverses catégories de la production ».

Le rapport ministériel indiquait que, dans ces matières, les corporations ne pourraient prétendre qu'à un rôle de pure consultation (Inf. Soc., 1933, p. 71). Mais il semble que sur ce point le texte définitif soit plus hardi, car l'ordre du jour déjà cité (Inf. Soc. 1933, p. 340) confère « aux corporations par l'intermédiaire du Conseil National, le pouvoir législatif en matière économique ».

Comme le dit M. Mussolini (Inf. Soc. 1933, p. 342) : « La corporation joue sur le terrain économique le rôle que le grand Conseil et la Milice jouent sur le terrain politique. Le corporatisme est une économie disciplinée et par conséquent contrôlée, car il est impossible de concevoir une discipline ne naissant pas d'un contrôle. Le corporatisme dépasse le socialisme et le libéralisme et crée une nouvelle synthèse ».

Et l'article 8 du texte définitif, tel qu'il a été voté (Tribune des Fonctionnaires du 30 décembre 1933) indique : « Outre les attributions et les pouvoirs établis par la loi du 3 avril 1926 et le décret du 1^{er} juillet 1926 (voir *supra*, p. 396), la corporation élabore les normes... pour le règlement collectif des rapports économiques et pour la discipline unitaire de la production ». Elle pourra ainsi (art. 10) établir des tarifs pour les prestations et les services économiques des producteurs qui exercent leur activité dans le rayon de sa compétence. Les orateurs du Conseil National fasciste (*Le Temps*, 11 novembre 1933) ont du reste

insisté sur l'importance de la question de règlement des marchés (discours de M. Racheli) ; d'autres ont réclamé pour les corporations des pouvoirs législatifs (discours de M. Bodrero).

La violation de ces normes est assimilée, quant aux sanctions répressives, à la violation des dispositions législatives relatives au contrat collectif de travail (art. 11), mais il convient de remarquer que « normes, plans et tarifs » proposés par une corporation, doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du Conseil des Corporations, et qu'ils ne deviennent obligatoires qu'après avoir été publiés par décret du chef du Gouvernement.

Ainsi se marque la tutelle persistante du pouvoir politique sur les corporations. C'est ainsi (art. 2 du texte définitif) que les corporations sont présidées par un Ministre, ou par un Sous-Secrétaire d'Etat (par le Secrétaire du Parti National Fasciste) et qu'elles ne peuvent (art. 1 et 3) être instituées que par décret du Chef du Gouvernement. Elles ont du reste les pouvoirs de consultation les plus étendus, et peuvent donner leur avis sur toutes questions pour lesquelles on le sollicite.

Il ne s'agit donc pas de groupements spontanés, mais de groupements semi-officiels, et c'est là le point sur lequel ont insisté, dès l'abord, les critiques socialistes de la nouvelle réforme (article de M. Paul Perrin cité au numéro sus-indiqué de la Tribune des Fonctionnaires).

Cependant, les partisans de l'interventionnisme, quelque grande que soit leur défiance à l'égard du ré-

gime politique fasciste, ne peuvent se défendre d'une certaine sympathie à l'égard du « progrès » marqué par ce régime (v. *eod. loc.*, article de M. Roger Francq, président de l'Union Syndicale des Techniciens du Commerce et de l'Agriculture) : c'est qu'il s'agit, malgré tout, d'une réforme dont ses auteurs proclament qu'elle marque le dépassement du capitalisme.

Dans son discours précité (Inf. Soc. 1933, p. 340 et suiv.), M. Mussolini déclare : « Nous pouvons affirmer aujourd'hui que le mode de contribution capitaliste est dépassé et avec lui le libéralisme économique. Maintenant, ajoute-t-il, nous enterrons le libéralisme économique ». Mais, précise-t-il, si le capitalisme est dépassé, ce n'est pas par le syndicalisme dont la décadence coïncide avec celle du capitalisme, mais par un régime nouveau. En réalité, déclare encore le Chef Italien, « le projet nouveau marque le passage de la phase syndicale à la phase corporative ».

L'originalité incontestable du nouveau régime italien qui rejoint ainsi des idées chères au syndicalisme français de Georges Sorel notamment, est d'avoir pour la première fois dans la vie juridique, fait de l'organisation professionnelle qui n'avait jusqu'à présent été conçue par le fascisme lui-même, comme par tous les autres régimes, que comme un moyen de régler les rapports entre patrons et ouvriers, un mode de réglementation de l'ensemble de la vie économique, de la production elle-même, et non plus seulement des rapports entre ses agents.

Le rapport qui accompagne le projet peut donc bien conclure « en un mot, la loi réalise la conception de la

corporation en tant qu'instrument de l'auto-discipline organique de la production » (1).

II

Allemagne

C'est manifestement de l'exemple italien que s'est inspiré le régime Hitlérien dans sa tentative d'institution d'une nouvelle « CHARTE DU TRAVAIL », qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mai 1934, date choisie pour être le deuxième jour du « travail allemand ». Mais il semble bien que le régime allemand soit allé moins avant que le fascisme italien dans la restriction des libertés patronales.

Sans doute, M. Seldte a-t-il déclaré dans son discours, que le régime allemand allait plus loin que le droit italien (voir aussi les déclarations de M. Robert Ley, Chef du front du travail du service de presse nationale-socialiste, article cité dans *le Temps* du 15 janvier 1934). Et M. Goebbels, ministre de la propagande du Reich, a déclaré aux ouvriers de Berlin (*Journal des Débats* du 18 janvier 1934) que la nouvelle charte faisait de l'Allemagne l'Etat le plus avancé de l'Europe. Mais, en réalité, on le verra, il semble

(1) Au cours de la correction des épreuves, nous apprenons que le texte ci-dessus analysé et voté par le Sénat le 13 janvier, a été adopté sans modification par la Chambre des Députés. (Inf. Soc. du 12 février 1934, p. 228) le 18 janvier suivant, et qu'il a été enfin promulgué au courant du mois de février.

Aucune date n'est fixée pour l'entrée en vigueur du nouveau texte : il sera immédiatement applicable au fur et à mesure que les décrets qu'il prévoit auront institué des corporations dans chaque branche d'industrie.

que l'on ne puisse souscrire entièrement à ces déclarations.

Quels sont donc les principes essentiels de la nouvelle charte du travail ? Elle supprime tout d'abord la liberté des grèves ou de lock-out, et décide que les conflits qui se produisent devront être jugés par des tribunaux spéciaux, composés de représentants qualifiés : patrons et ouvriers, des entreprises intéressées.

A la base même de la vie industrielle et en réaction contre l'idée « marxiste » de la lutte de classe, le régime Hitlérien prétend mettre l'idée de communauté d'intérêt entre patrons et ouvriers, mais cette communauté d'intérêt repose essentiellement sur l'autorité et la responsabilité du Chef, c'est-à-dire du patron. Ce Chef (journal *le Temps* du 18 janvier 1934) devra toujours être une personne physique, même lorsque le propriétaire de l'entreprise sera une Société. Il règlera les conditions de travail des employés, les contrats collectifs, auxquels le droit allemand témoignait précédemment toute sa faveur, étant supprimés.

Le patron sera ainsi dans son entreprise un véritable « führer », le principe d'autorité qui domine désormais la vie politique allemande, s'exprime ainsi également dans la vie économique.

A la place du Conseil de fabrique, on institue un « Conseil de confiance » dont ses membres sont désignés par le Chef de l'entreprise et par le délégué du parti National-Socialiste, dont le choix est ratifié par le personnel de l'entreprise.

En cas de désaccord entre le Conseil de confiance

et le chef d'entreprise intervient, à la requête de la majorité des membres dudit Conseil, le « Curateur gouvernemental » qui veille à l'application normale des conditions du travail, arbitre les conflits et règle les cas de congédiement.

En outre, des tribunaux d'honneur sont institués (*Le Temps*, 18 janvier 1934), composés d'un juge professionnel, d'un chef d'entreprise et d'un homme de confiance; ils ont comme mission essentielle de réprimer les abus commis par les patrons, de solutionner les cas d'indiscipline, d'écarter les plaintes injustifiées et même de prévenir et surveiller les mouvements d'agitation dans le personnel ouvrier.

Il semble que ce régime qui prétend essentiellement se fonder sur la solidarité du patron et de l'ouvrier, et qui proclame la nécessité d'une réglementation, honorable pour les deux parties, de leurs rapports (article précité de M. Ley) ne soit pas extrêmement précis quant aux modalités que revêtira la défense par les ouvriers de leurs intérêts.

Cette défense se résume finalement dans la possibilité d'un appel à l'intervention du Parti National-Socialiste. Car il est bien précisé par M. Ley que les juges qui devront siéger dans les tribunaux du travail seront animés de l'esprit national-socialiste orthodoxe (*le Temps*, 15 janvier).

Cette même volonté d'assurer l'emprise du Parti National-Socialiste sur les organisations de travailleurs est, du reste, marquée dans la réorganisation du « front du travail », organisation économique substituée aux anciens syndicats dissous, à laquelle vient de procéder M. Ley (journal *le Temps* du 28 janvier).

Les organisations dites du « front du travail » embrassent désormais aussi bien les ouvriers que les chefs d'entreprises, les agriculteurs, les commerçants, les artisans et les membres des professions libérales, c'est-à-dire, en fait, tous ceux qui ont une activité quelconque (l'ensemble de ces organisations « front du travail » étant divisé en dix-neuf groupes par spécialités, alimentation, banque, transports, professions libérales, etc...).

Mais, partout, à côté de ce « front du travail », se trouve la cellule nationale-socialiste, formée dans chaque entreprise et à qui appartient le rôle de direction politique.

Le « front du travail », placé sous la coupe du Parti National-Socialiste, supprime ainsi les anciens syndicats et, de même que la « Charte du travail », a abrogé tout le droit antérieur (loi de 1919 sur les Conseils d'entreprises, législation du contrat collectif de travail, droit de grève et lock-out, etc..., etc...).

Mais en fait la nouvelle organisation, à la différence de la dernière législation italienne, sauvegarde dans la direction économique de la production l'entière liberté du patron. C'est ainsi (*Journal des Débats* du 18 janvier) qu'un « homme de confiance » viole ses devoirs quand il se permet d'intervenir illicitement dans la direction de l'entreprise, ou qu'il trouble l'esprit de solidarité à l'intérieur de celle-ci.

Si le « Conseil de confiance » a pour tâche « d'approfondir la confiance réciproque à l'intérieur de l'entreprise », cette confiance est faite de soumission à l'autorité du patron « führer » et à l'arbitrage souve-

rain du Curateur gouvernemental ou du tribunal d'honneur, qui sont, l'un et l'autre, en fait, les représentants du Parti National-Socialiste.

C'est donc le remplacement de la liberté de coalition par un mode de règlement politique impératif des conflits du travail que nous apporte, semble-t-il, la nouvelle Charte du travail allemande. Et on n'y trouve pas cette limitation de l'initiative privée dans l'organisation de la production elle-même, qui constitue l'originalité incontestable de la nouvelle loi italienne sur les corporations.

Le régime allemand ira-t-il en se rapprochant du régime italien qui l'a déjà si nettement inspiré sur bien des points ou aboutira-t-il à une sorte de retour à la théorie du patronat du droit divin, atténuée seulement par quelques interventions de l'Etat en cas d'abus trop graves ? C'est ce que nous dira l'avenir.

Bibliographie

PREMIERE PARTIE

FRANCE

- ACH. MORIN. — Répertoire général de Droit criminel, 1881.
- ALIBERT. — Le contrôle juridictionnel de l'Administration, Paris, 1926.
- AUBRY et RAU. — Cours de Droit civil français, 5^e édition.
- BATBIÉ. — La loi sur les coalitions. *Le Correspondant*, n° du 25 novembre 1862, nouvelle série, tome XXI.
- BRENTANO. — La question ouvrière. Paris, 1885, tr. Coubert.
- BARBIER. — Code de la Presse, Paris, 1911.
- BOITARD. — Le cours de Droit criminel, 13^e édition.
- BERTHÉLEMY. — Traité de Droit administratif, 12^e édition, Paris, 1930.
- BROUILHET. — Le conflit des doctrines dans l'économie politique contemporaine, Paris, 1910.
- BARTHOU. — L'Action syndicale, Paris, 1904.
- BRUNSHWIGG. — De la responsabilité civile des syndicats professionnels, *Thèse*, Paris, 1902.
- DELIVET. — Les employés et leurs corporations, 1909.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général, Paris, 1922.
- *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1923.
- FACDAUEL. — La Fédération française des Travailleurs du Livre, *Thèse*, Lyon, 1904.
- FABREGUETTES. — Le contrat de travail. Les coalitions et les grèves devant la loi. Rôle des Syndicats, arbitrage, conciliation. Toulouse, 1896.
- FERNEUIL. — La réglementation des grèves (*Revue politique et parlementaire*, 1911).

- GARRAUD. — Traité de Droit pénal, 3^e édition, Paris, 1913.
- GANZONI. — Le droit de grève et le contrat de travail, Paris, 1911.
- GARÇON. — Code pénal annoté.
- GARDENAT et SALMON RICCI. — De la responsabilité civile, 1927.
- GIDE (Ch.), BERTHELEMY (H.), BUREAU (P.), KEUFER (A.), PERREAU (C.), PICQUENARD (Ch.), SAYONS (A.-E.), FAGNOT, VANDERVELD (E.). — Le droit de grève, Paris, 1909.
- HAMELET. — La grève devant la Loi et les Tribunaux, *Thèse*, Paris, 1904.
- HUGUENEY. — De la responsabilité civile du tiers complice de la violation d'une obligation contractuelle, Dijon, 1910.
- Articles (*Revue pénitentiaire et de Droit pénal*).
- JOSSERAND. — Cours de Droit positif français, 2^e édition, Paris, 1930.
- De l'esprit des Lois et de leur relativité, Paris, 1927.
- Les mobiles dans les actes du Droit privé, Paris, 1928.
- JAURÈS. — Histoire socialiste, Paris, 1900.
- JOUHAUX. — Le syndicalisme et la C. G. T., Paris, 1920.
- JOUSSE. — Traité de justice criminelle, tome III, 1771.
- JÈZE. — Cours de Droit public. Le statut des fonctionnaires, Paris, 1929.
- LALLEMENT. — L'état de nécessité en matière civile, *Thèse*, Paris, 1922.
- LEROY-BEAULIEU. — Le droit de grève, 1902.
- MARTIN SAINT-LÉON. — Corporation de Métiers, Paris, 1922.
- MAZEAUD (Henri et Léon). — Traité de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, Paris, 1931.
- MILLERAND. — Travail et travailleurs, Paris, 1908.
- MORILLON. — Le droit de grève et le contrat de travail, Dijon, 1915.
- PELLOUTIER. — Histoire des bourses du travail, Paris, 1902.

- PIC. — Traité de législation industrielle, 6^e édition, Paris, 1931.
- Articles dans *Questions pratiques de Législation ouvrière et d'Economie sociale*.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, 11^e édition, Paris, 1932.
- POUGET. — La grève au point de vue juridique, *Thèse*, Besançon, 1907.
- RAYNAUD. — L'intérêt professionnel des Syndicats ouvriers devant les Tribunaux français. *Questions pratiques*, 1906, p. 60.
- ROUX. — Cours de Droit pénal et de Procédure pénale, 2^e édition, Paris, 1927.
- ROLLAND (Louis). — Articles dans *Revue de Droit public*, 1907, 1909.
- SCELLE (G.). — Le droit ouvrier, Paris, 1922.
- SALEILLES. — Abus du droit. *Bulletin Soc. d'Etudes législatives*, 1905, n° 4.
- SEILHAC. — Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourse du Travail, Paris, 1902.
- SÉON. — Etude sur la responsabilité pénale et civile des Syndicats professionnels, *Thèse*, Dijon, 1900.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de Droit pénal et de Science pénitentiaire, 6^e édition, 1928.
- VILLEY. — La question des salaires ou la question sociale, 1887.
- VILLEY (Etienne). — L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française, Paris, 1923.
- Le Syndicat professionnel et la fonction publique (*Revue politique et parlementaire*, 1928).
- VILLEY (Achille). — Le droit de coalition, *Thèse*, Caen, 1903.
- VEILLÉ. — La coalition ouvrière et les grèves, *Thèse*, Paris, 1901.
- WAHL. — Du motif légitime de rupture dans le contrat de louages de services (*Questions pratiques*, 1903).
- WOŁOWSKI. — Mémoire lu en 1851 à l'Académie des Sciences morales et Politiques.
- *Revue de Législation*, tome II.

PÉRIODIQUES. — REVUES. — DOCUMENTS OFFICIELS.

Annuaire de la législation du Travail.

Bulletin de l'Office international du Travail.

Bulletin de l'Office du Travail.

Bulletin de la Semaine.

Bulletin de la Société d'Etudes législatives.

DUVERGIER. — Collection des Lois et Décrets.

Dalloz périodique et hebdomadaire. Recueil de Jurisprudence (cités D. P. et D. H.).

Documents parlementaires.

Gazette du Palais (Gaz. Pal.).

Journal officiel de la République Française (J. O.).

Pandectes périodiques (Pand.)

Questions pratiques de Législation ouvrière et d'Economie sociale.

Recueil des arrêts du Conseil d'Etat (Recueil Lebon).

Recueil international de Jurisprudence du Travail (R. I. J. T.).

Revue de Sciences pénitentiaires.

Revue de Droit pénal.

Revue de Droit international et de Législation comparée.

Revue de Droit public et Sciences politiques.

Revue politique et parlementaire.

Revue des Conseils de Prud'hommes.

Revue du Travail belge.

Revue des Etablissements de Bienfaisance.

Revue d'Alsace-Lorraine.

Semaine juridique.

SIREY. — *Recueil de Jurisprudence* (S.).

Temps (Le).

DEUXIEME PARTIE

SOURCES COMMUNES A TOUS LES PAYS

Informations sociales, publication du B. I. T. à Genève (cité I. S.).

Recueil international de Jurisprudence du Travail, Genève, 1925-1930 (cité R. I. J. T.).

Revue internationale du Travail, Genève (cité R. I. T.).

Etudes et Documents, Bureau international du Travail, série A., n^{os} 29 à 32.

La Liberté syndicale, Genève, 1927, 1928 et 1930 (cité L. S.).

Belgique

La Liberté syndicale, série A, vol. II, 1927, pages 211 à 269.

Code du Travail belge, par Jules DESTREE, Max HALLET, Eugène SOUDAN et Emile JANSON, édition 1924.

L. DECHESNE. — La grève contre le tissage de métier dans l'industrie lainière de Verviers. Paris, 1908.

— Syndicats ouvriers belges. Paris, 1906.

— Economie syndicale, dans « *Economie politique pratique* », Paris, Sirey, 1926.

— Histoire économique et sociale de la Belgique, Paris-Liège, 1932.

NYPELS. — Législation criminelle de la Belgique, tome II, Bruxelles, 1869.

SIMONS. — L'article 310 du Code pénal et les atteintes à la liberté du travail, dans la *Revue du Droit pénal et de Criminologie*, 1909.

VANDERVELDE. — Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique. Bruxelles, 1892.

— La Belgique ouvrière. Paris, 1900.

Annales parlementaires.

Pasinomie belge (Collection de Jurisprudence).

Pandectes périodiques.

Pandectes belges : « Les contrats collectifs du travail » ;
« Liberté du travail » ; « Grève ouvrière » ;
« Hausse et baisse des salaires » ; « Coalition
ouvrière ».

Allemagne

La Liberté syndicale, série A, vol. III, 1928, pages 7 à 113.

ANSCHUTZ. — Kommentar zur Reichsverfassung. Berlin, 1921.

GROH. — Koalitionsrecht. Mannheim, 1923 (notamment article de WEIGERT, Auservertragliche Haftung der Berufsvereine, et article de JACUESIEL, Wesen und inhalt der Geltenden Koalitionrecht).

KASKEL. — Das neue Arbeitsrecht. Berlin, 1920.

— Arbeitsrecht, Encyclopädie der Rechts- und Staatswissenschaften, Bd. XXXI. Berlin, 1925.

— Koalitionen und Koalitionskampfmittel, arbeitsrechtliche Seminarvorträge. Berlin, 1925.

NESTRIEPKE. — Das Koalitionsrecht in Deutschland (im Auftrg- der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands bearbeitet). Stuttgart, 1914.

RITSCHER. — Koalitionen und Koalitionsrecht im Deutschland bis zur Reichsgewerbeordnung. Berlin-Stuttgart, 1917.

POTTHOFF. — Die Einwirkung der Reichsverfassung auf das Arbeitsrecht. Leipzig, 1925.

WEBER. — Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit, 3-4, Aufl. Tubingen, 1921.

Commentaire des Conseillers du Tribunal d'Empire sur la rédaction du Code civil allemand dans Mugdau. *Materialien zum burgerlichen gesetzbuch*. Berlin, 1899, 1900.

Compte rendu des Congrès de l'A. D. G. B., Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund (notamment du congrès de Leipzig). Berlin, 1922.

HUECK. — *Handbuch des Arbeitsrechts*. Stuttgart, 1922.

— *Arbeitsvertragsrecht*, Bd. II.

Périodiques:

Amtlicher Teil (partie officielle du *Reichs Arbeits Blatt*) cité A. T.

Gewerbearchiv.

Gewerbe und Kaufmannsgerichts (Revue éditée par Baum), G. K. G.

Juristische Wochenschrift. J. W.

Neue Zeitschrift für Arbeitsrecht, édité à Mannheim.

Reichsarbeitsblatt, publication officielle du Ministère du Travail.

Entscheidungen des Reichsgerichts in Strafsachen (R. C. S.).

Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen (R. C. Z.).

Schlichtungswesen, organe des Commissions de Conciliation publié par le Ministère du Travail.

Autriche

La Liberté syndicale, série A, vol. III, 1928, pages 121 à 183.

EISENMANN. — *La Justice constitutionnelle en Autriche*, Thèse, Paris, 1928.

HERRNRIT. — *Grundlagen des Verwaltungrechts*. Tübingen, 1925.

HEINDL. — Loi autrichienne sur la liberté du travail et le droit de réunion. *Revue internationale du Travail*, 1930, tome XXII, page 320 et suivantes.

LEDERER. — Le développement de la Législation sociale dans la République autrichienne, article paru à la *R. I. T.*, 1921, page 143 et suivantes.

— Arbeitsrecht und Arbeitsschutz. Vienne, 1925.

MARGARETHA. — Koalitionsfreiheit und Organisationszwang, *Neue Freie Press*, 12 juillet 1927.

Collection des décisions des Tribunaux de Commerce.

Hongrie

La Liberté syndicale en Hongrie, Série A, vol. III, 1928, page 187 et suivantes.

Documents rapportés par la mission d'information du Bureau international du Travail, août-septembre 1920. Genève, 1921.

Tchécoslovaquie

La Liberté syndicale, Série A, vol. III, 1928, p. 213 à 235.

TELTSIK, R. — Le mouvement syndical en Tchécoslovaquie, *La nouvelle Revue socialiste*, Paris, 1926, n° 10.

Voir aussi : La Législation ouvrière en Tchécoslovaquie, *Revue internationale du Travail*, 1921, page 321 et suivantes.

Yougoslavie

La Liberté syndicale, série A, vol. IV, 1928, pages 319 à 344.

KREK. — Die Grundzüge des Verfassungsrechtes des Königreichs der Serben, Kroaten und Solwenen. *Zeitschrift für Osteuropäisches Recht*, 1925, pages 86 et 249.

NEDELKOVITCH. — Etat économique et financier du Royaume des Serbes, Croates et Solvènes au commencement de 1924. Paris, 1924.

POPOVITCH. — Les Corporations de Métiers et les Chambres consultatives en Yougoslavie. *Thèse*, Paris, 1923.

Pays Scandinaves

La Liberté syndicale, série A, vol. III, 1928, pages 315 à 387.

HANSSON. — Mouvement syndical en Suède. *Revue internationale du Travail*, vol. VII, n° 4.

MONTGOMERY. — British and Continental Labour Policy. London, 1922.

OERSTED. — Organisations patronales dans les pays scandinaves. *Revue internationale du Travail*, vol. VIII, n° 4.

Législation ouvrière et prévoyance sociale en Suède, publié par ordre du Gouvernement suédois, 1921.

Suisse

La Liberté Syndicale, série A, vol. II, 1927, p. 341-415.

BABEL, Antony. — Essai sur les causes et le développement de la Législation du Travail en Suisse. Genève, 1925.

BONHÔTE, Serge. — La liberté d'association en Droit public fédéral. Neuchâtel, 1920.

HUPPY, J. — Geschichte des schweizerischen Gewerkschaftsbundes. Zurich, 1910.

THIES. — Streiks und Lohnbewegungen (Handwörterbuch der schweizerischen Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung, du Prof. N. REICHESBERG). Bern, 1905-1011.

Archives du Tribunal Fédéral (A. T. F.).

Journal des Tribunaux et Revue Judiciaire.

La Suisse économique et sociale.

La Feuille fédérale suisse, 1918 : projet du Code pénal fédéral.

Revue syndicale suisse.

Pologne

La Liberté syndicale, série A, vol. III, 1928, pages 239 à 274.

Nouveau Code pénal polonais, Paris, 1922.

La Législation sociale en Pologne, article paru à la *Revue Internationale du Travail* en 1923.

Etats-Unis

La Liberté syndicale, série A, vol. V, 1930, pages 7 à 129.

COMMONS and ANDREWS. — Principales of Labor Legislation, n° 5, 1927.

EDWIN STACEY OAKES. — The Law of Organised Labour and Industrial Conflits (Lawyers' Cooperative Publishing C° Rochester, New-York), 1927.

LAMBERT, E. — Le gouvernement des Juges, Paris, 1921.

LAMBERT, E. et BROWN, H. — La lutte judiciaire du Capital et du Travail organisés aux Etats-Unis, Paris, 1924, Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé, tome VI.

WITTE. — Value of Injonction in Labor Disputes, *Journal of political Economy*, tome XXXII, juin 1924, page 335.

WILLIAM-GORHAM RICE. — La Constitutionnalité de la Législation du Travail aux Etats-Unis. *Revue internationale du Travail*, vol. XIV, n° 5 et 6, 1926.

Grande-Bretagne

La Liberté Syndicale, série A, vol. II, p. 7 à 101.

AL SANHOURY. — Les restrictions contractuelles à la liberté du travail dans la Jurisprudence anglaise, *Thèse*, Lyon, 1925. Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé, tome X.

BARATIER. — L'autonomie syndicale et ses limites devant la Cour anglaise, *Thèse*, Lyon, 1927.

GÉRARD. — La violence dans les grèves anglaises, *Thèse*, Rennes, 1913.

HOFFHERR. — Les boycottages devant les Cours anglaises, Paris, 1923. Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé, tome IV.

- MOHAMED ABDULLAH EL ARABY. — La contrainte économique et le délit de violence, *Thèse*, Lyon, 1924.
- MARQUIS. — Le procès Osborne et les fondements de Droit privé de la puissance politique du Trade-Unionisme anglais, *Thèse*, Lyon, 1924.
- Sydney et Beatrice WEBB. — Histoire du Trade-Unionisme, Londres, 1920.
- Recueil de droit commercial et social*, 1933.

Italie

- La Liberté syndicale*, série A, vol. IV, 1928, pages 7 à 160.
- Nouveau Code pénal italien, publié le 19 octobre 1930, mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931. Trad. par P. de Casabianca.
- ARIAS. — La réforme syndicale en Italie. *Revue internationale du Travail*, septembre 1926.
- BOTTAL. — L'organisation syndicale italienne, *Revue internationale du Travail*, juin 1927.
- GIANTURCO. — Le monopole syndical et l'organisation professionnelle. *Revue politique et parlementaire*, juin 1926.
- PERROUX. — Le Syndicalisme fasciste, article paru dans la *Revue d'Economie politique*, juin 1928.
- ROCCO. — La réforme constitutionnelle. *Revue politique et parlementaire*, mars 1926.
- La réforme syndicale en Italie et la Charte du travail (recueil officiel de documents, rapports et discours parlementaires publié à Rome en 1926 par le Gouvernement).

U. R. S. S.

- Les Codes de la Russie soviétique. 1. Code civil, traduit par MM. J. PATOUILLET et Ed. DUFOUR, avec traduction de M. E. LAMBERT. Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé de Lyon, tome IX.

Code criminel de la R. S. F. S. R. avec les modifications (faites) jusqu'au 1^{er} décembre 1932.

Texte officiel avec annexe et matériaux systématisés par articles.

Edition d'Etat. Législation soviétique, Moscou, 1932, traduction de M. PATOUILLET, à paraître dans la Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé, notamment partie spéciale, chapitre V, Délits économiques (pages 52 à 55).

Traité de Droit civil et commercial des Soviets, publié sous la direction de Basile ELIACHEVITCH, Paul TAGER et Boris NOLDE, Paris, 1930. Voir notamment : Introduction, tome I, et le Droit du Travail, par THAL, tome II.

La Théorie générale de l'Etat soviétique, par B. MIRKINE GUELZEVITCH, Paris, 1928.

STALINE. — Discours sur le plan quinquennal, Paris, Valois, 1930.

Le mouvement syndical en Russie (publication du B. I. T.), série A, n° 26, Genève, 1927.

APPENDICES

Informations Sociales, 1933 et 1934.

Journal des Débats.

La Tribune des Fonctionnaires (hebdomadaire).

Populaire (Le).

Temps (Le).

ADDENDA

Les Codes de la Russie soviétique II, Code du Travail, traduit par M. J. Patouillet « Avertissement par M. J. Patouillet » Bibliothèque de l'Institut de Droit Comparé de Lyon, tome XIV, 1926, à la suite de la 1^{re} référence du chap. U. R. S. S., p. 499.

ERRATA

<i>Page</i>	<i>Ligne</i>	<i>Lire</i>	<i>Au lieu de</i>
4	16	Aujourd'hui même,	d'Aujourd'hui, même
78	8	tout contractant	tout contractont
263	10	voté en 1899	voté en 1892
315	5 et 7	picketing	pickting
319	2	(Bucks Stove Company v. Gompers)	(v. Bucks Stove Company Gompers)
320	20 et 21	Principles of Labor legislation, n ^o v	principales of Labor legislation, nov.
342	4	fermer la parenthèse après 1913	
354	25	(arrêt précité)	(ci-dessus)
409	32	rapporté au R.I.J.T	rapporté à la R.I.J.T.
434	12	(art. 11 précité du Code du Travail)	(art. 11 du Code du Travail ci-dessous)
441	32	« on peut...	« no peut...
487	15	de droit divin	du droit divin
498	6	Principles of	Principales of
499	31	avec introduction de M. E. Lambert	d'avec traduction de M. E. Lambert

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	1
Introduction	3
<i>Première partie. — LE DÉLIT D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL DANS LE DROIT FRANÇAIS</i>	7
Chapitre premier. — Historique	9
Chapitre II. — Le délit pénal d'atteinte à la liberté du travail et de l'industrie	37
I. — La coalition et l'atteinte à la liberté du travail	37
II. — Analyse de l'article 414 nouveau	41
Chapitre III. — La coalition source de responsa- bilité civile	73
I. — La grève est-elle génératrice de responsa- bilité civile	74
II. — La mise à l'index peut-elle donner lieu à responsabilité civile	87
Chapitre IV. — La coalition dans les services publics	109
I. — L'article 126 du Code pénal	109
II. — La coalition des fonctionnaires	114
III. — La coalition des non fonctionnaires dans les services publics	136

<i>Deuxième partie. — LE DÉLIT D'ATTEINTE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL DANS LE DROIT ÉTRANGER</i>	145
Introduction	147
Chapitre premier. — Belgique	153
La période d'avant guerre	153
L'après guerre	163
Chapitre II. — Allemagne	179
La période monarchique	179
La République	184
Le troisième Reich	208
Chapitre III. — Autriche	211
La période monarchique avant 1918	211
Après 1918	217
La réaction de 1930	222
Chapitre IV. — Hongrie	229
Avant 1918	229
Après 1918	234
Chapitre V. — Tchécoslovaquie	237
Chapitre VI. — Yougoslavie	245
Chapitre VII. — Pays Scandinaves	257
Suède	257
Norvège	267
Danemark	273
Chapitre VIII. — Suisse	281
Chapitre IX. — Pologne	299

Chapitre X. — Etats-Unis	307
L'inspiration générale	307
Le procédé de l'injonction	311
Effets de l'injonction	316
Son utilisation	318
Chapitre XI. — Le système britannique	339
Chapitre XII. — Italie	383
Avant le fascisme	384
La réaction fasciste	388
Chapitre XIII. — U. R. S. S.	419
APPENDICE.	
La Syrie	439
Les sources législatives	439
Le droit ottoman	440
La situation actuelle	445
CONCLUSION	455
Premier appendice	467
L'expérience du Président Roosevelt	472
Deuxième appendice	477
Italie	477
Allemagne	483
BIBLIOGRAPHIE	489
Première partie. — France	489
Deuxième partie. — Sources communes à tous les pays	493



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

oo oo IMPRIMEURS-ÉDITEURS oo oo

oo 42, QUAI GAILLETON, 42 oo

oo oo oo LYON oo oo oo oo



